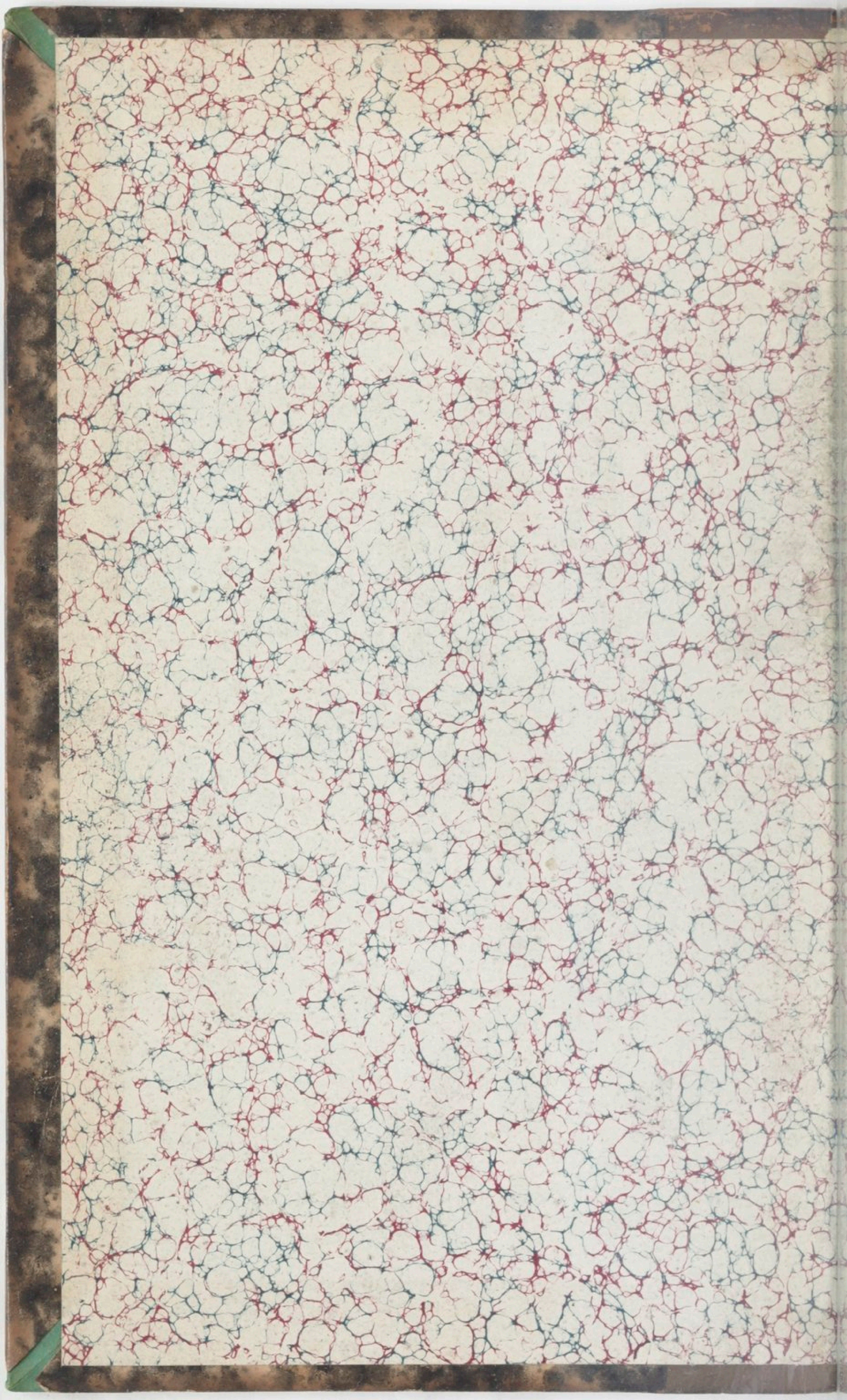
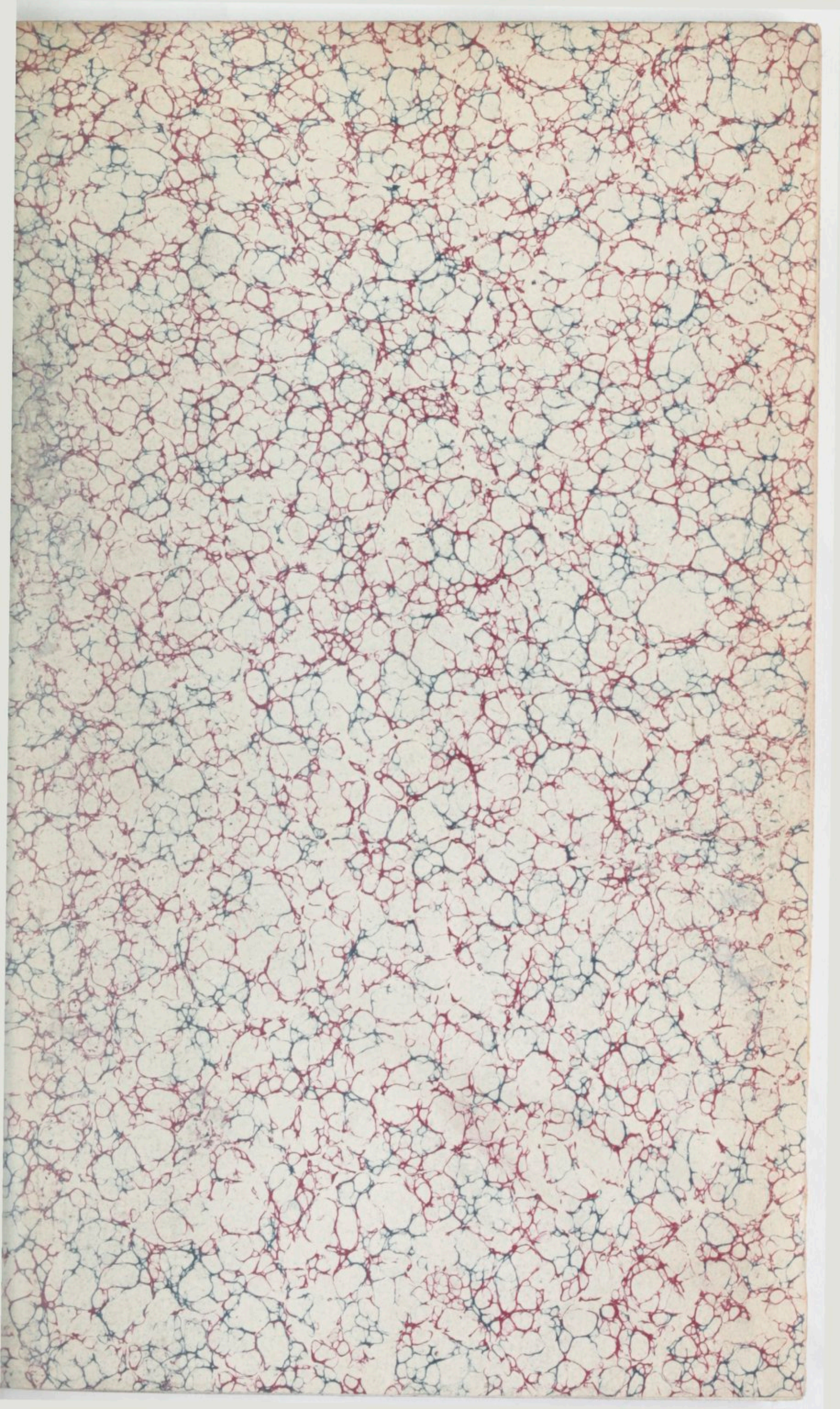
Histoire des guerres d'Italie, précédée d'une introduction. Première partie contenant les campagnes des Alpes, depuis [...]









HISTOIRE

DES

GUERRES D'ITALIE.

I.

Du même Auteur :

CONTES PHILOSOPHIQUES ET MORAUX DE JONATHAN LE VISIONNAIRE ; deuxième édition. 2 vol. in-12, ornés de vignettes. Prix : 8 fr.



MASSÉNA.

HISTOIRE
MILITAIRE
DES FRANÇAIS,
PAR CAMPAGNES,

DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA RÉVOLUTION JUSQU'A LA FIN

DU RÈGNE

DE NAPOLÉON.

Dédiée aux Vétérans de l'Armée.

Ouvrage orné de Portraits, Plans et Cartes.



PARIS
AMBROISE DUPONT ET Cie, ÉDITEURS,
RUE VIVIENNE, N° 16.

1827

HISTOIRE
MILITAIRE
DES FRANÇAIS,
PAR CAMPAGNES,

DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA RÉVOLUTION JUSQU'A LA FIN

DU RÈGNE

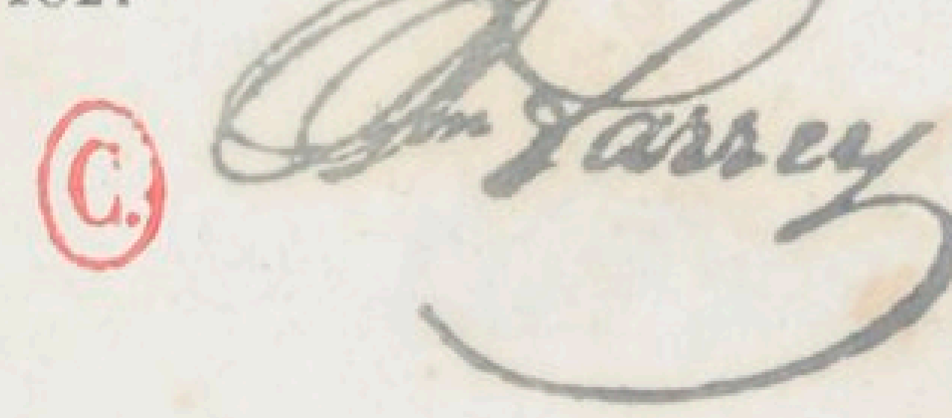
DE NAPOLÉON.

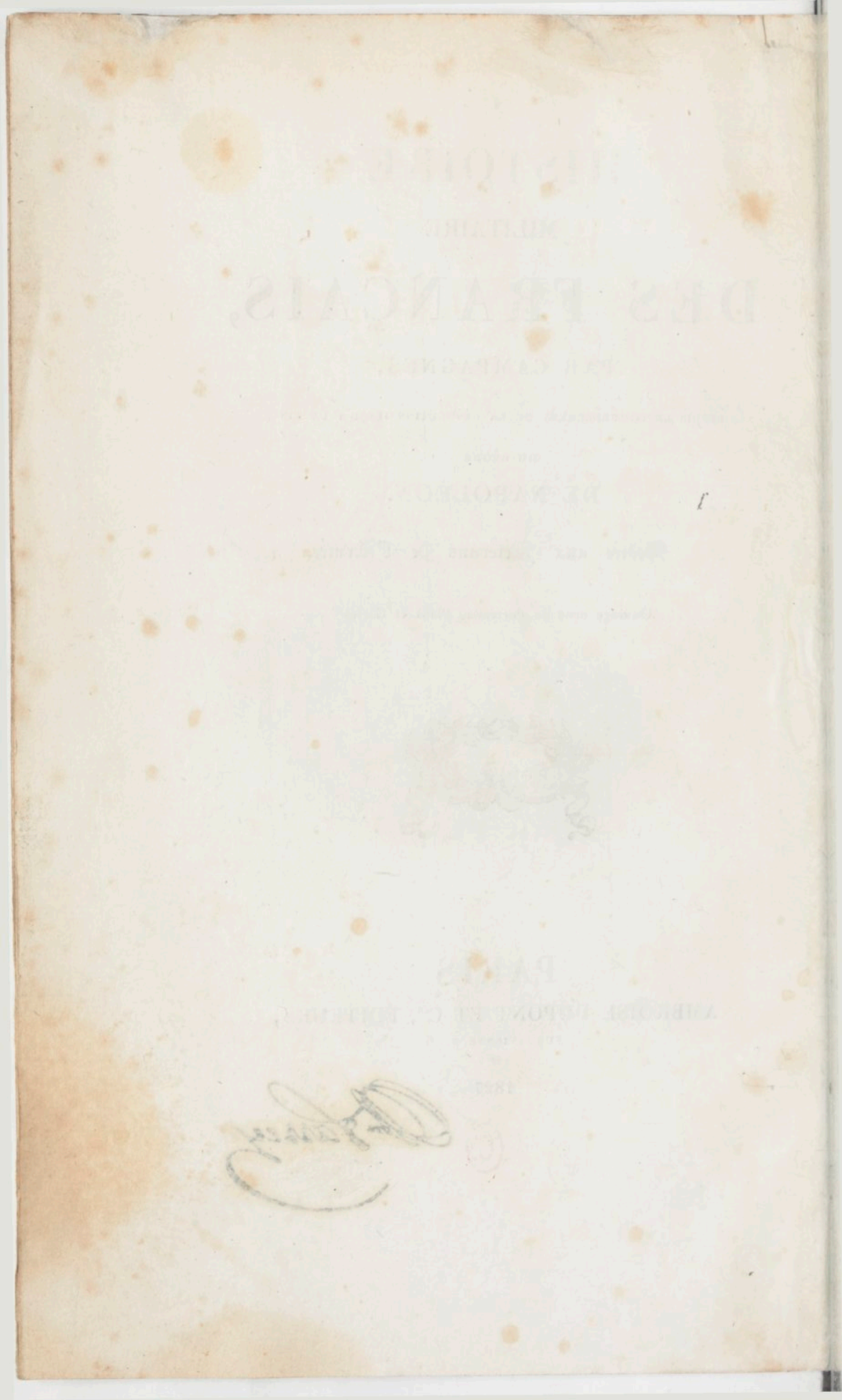
Dédiée aux Vétérans de l'Armée.

Ouvrage orné de Portraits, Plans et Cartes.



PARIS
AMBROISE DUPONT ET Cie, ÉDITEURS,
RUE VIVIENNE, N. 16.
*
1827





HISTOIRE

DES

GUERRES D'ITALIE

PRÉCÉDÉE D'UNE INTRODUCTION.

CONTENANT LES

CAMPAGNES DES ALPES

DEPUIS 1792 JUSQU'EN 1796;

PAR M. X.-B. SAINTINE.

Ornée de Portraits, Plans et Cartes.



PARIS
AMBROISE DUPONT ET CIE, LIBRAIRES,
RUE VIVIENNE, N. 16.

1827



Le plan de cet ouvrage nous semblait naturellement tracé par les événemens eux-mêmes, jusqu'au traité de Campo-Formio, qui doit terminer notre *seconde partie*. Les cinq armées de l'Autriche, commandées par Dewins, Beaulieu, Wurmser, Alvinzi et le prince Charles, furent tour à tour vaincues par celle d'Italie. Nous avons divisé cette narration historique en *cinq livres*, et donné à chacun d'eux le nom d'un des généraux autrichiens dont il raconte la défaite.

INTRODUCTION.

Avant d'entreprendre le récit de ces glorieuses campagnes d'Italie dont les résultats furent si importans pour les destinées des peuples et des rois, il nous paraît indispensable de remonter jusqu'aux événemens qui secouèrent avec tant de violence le monde civilisé et qui ouvrirent la route à la France conquérante. Pour suivre plus facilement le plan que nous nous sommes tracé, nous nous proposons de faire succéder dans cette Introduction, au tableau général de nos luttes intestines et étrangères, un précis rapide des premières opérations militaires des armées des Alpes et d'Italie, jusqu'au moment où toutes deux, réunies sous un chef, cessèrent

d'être inaperçues au milieu des autres armées, leurs rivales de gloire, et commencèrent enfin cette carrière de succès étonnans qui devaient faire pousser à l'Europe entière un long cri de terreur et d'admiration.

Ami sincère d'une liberté légale, mais étranger à tout esprit d'intrigue et de parti, à défaut des talens et de cet instinct sublime du grand historien qui embrasse d'un coup-d'œil de nombreux événemens pour en saisir les causes et les conséquences, nous apportons ici notre bonne foi. Si quelques assertions, si quelques faits méritent d'être démentis, nous aurons été abusé, sans chercher nous-même à abuser. Trop jeune pour avoir pu figurer comme acteur, ou même comme témoin, dans ces grandes querelles, nous n'y sommes intéressé que par notre titre de Français et par l'amour que nous portons à notre pays. Si les forces nous manquent pour accomplir la tâche que nous avons entreprise, nous sommes fier du moins d'offrir comme garantie de notre

impartialité, au milieu de cette époque de calcul et de corruption, une conscience qui ne s'est jamais vendue et qui n'est point à vendre.

1791.

Mirabeau venait de mourir, et sa mort, qui, selon l'expression d'un de nos jeunes écrivains, fut le dernier malheur du trône ébranlé par lui, sembla tout-à-coup enlever cette digue puissante qui séparait encore les deux factions opposées, leur permettre de s'envisager enfin de près et d'en venir aux mains. Il faut entendre ici par factions le parti de la cour aussi bien que le parti populaire, puisque tous deux voulaient l'anéantissement de la constitution.

Quoi qu'on ait dit de ce grand orateur et des vices qui dégradaient son caractère, Mirabeau était l'ame de la monarchie constitutionnelle, dont La Fayette était le bras droit. On n'a point une telle puissance de talens sans

idées fixes, et, malgré ses fluctuations apparentes, son génie et sa raison ne tardaient jamais à rectifier les écarts où l'entraînait la passion. Cet Automédon du char révolutionnaire en pouvait seul retenir les coursiers fougueux; il tomba, et malheureusement ce fut dans le moment où l'Assemblée constituante, qui donna de si grandes preuves de sagesse et de modération, était près de se dissoudre.

Cependant, à l'intérieur, le parti royaliste s'appauvrissait par l'émigration ; il semblait que la France, dans sa fermentation démocratique, cherchât à rejeter de son sein tout ce qui paraissait contraire à ses nouveaux principes. Bientôt le Roi lui-même, redoutant également pour son pouvoir les factions qui s'agitaient dans Paris et l'asile qu'on lui offrait chez l'étranger, résolut de se rendre à Montmédy, où le général de Bouillé, qui commandait les départemens de la Meurthe, de la Meuse, de la Moselle et de la Marne, lui promettait l'appui de son armée pour s'affran-

chir tout à la fois de la tutelle de l'Assemblée et de celle de la coalition. Si ce projet se fût effectué, peut-être la France était-elle perdue à jamais pour les Bourbons. Le code de nos lois nouvelles n'eût point été entaché d'un sang royal, et ce fut ce sang versé qui mit dans le berceau de la république le germe de sa destruction. Les Tarquins chassés de Rome n'y revinrent jamais ; César assassiné eut un héritier dans son fils adoptif, Octave. En Angleterre, Charles II succéda à Charles I[er] mort sur l'échafaud. Jacques II, en traversant le détroit, y engloutit la royauté des Stuarts.

A la nouvelle du départ de Louis XVI, le peuple sembla d'abord frappé de stupeur ; la contenance ferme de l'Assemblée le rassura. Les républicains se montrèrent ouvertement pour la première fois, et se plurent à répéter cette phrase de la proclamation aux Français : *L'ordre peut exister partout où il existe un centre d'unité.*

Arrêté à Varennes, l'infortuné monarque,

de retour dans sa capitale, y trouva un nouveau parti, moins fort encore, mais plus violent que les autres : c'était celui qui voulait se passer de lui. L'Assemblée constituante usa de ménagemens, s'opposa aux agitateurs qui demandaient la déchéance du Roi, et pour quelque temps Louis sembla rentrer dans ses droits.

Mais l'émigration, qui croissait de plus en plus, le laissait dans un fatal isolement. Les officiers désertaient les armées et couraient hâter les préparatifs de guerre qui s'organisaient sur les frontières. Nul d'entre eux ne sut comprendre qu'ils aidaient aux projets des novateurs en se condamnant eux-mêmes à une proscription volontaire. C'était à Paris et non à Coblentz qu'il fallait se rassembler ; ils voulaient servir le Roi, et ils l'abandonnaient; ils voulaient combattre, et ils s'éloignaient du champ de bataille. La présence des princes français était suffisante pour intéresser à leur cause les cours étrangères. Était-ce de Bruxelles qu'ils espéraient contenir les émeutes

populaires dirigées contre les Tuileries ? S'ils tenaient plus à la conservation de la monarchie qu'à celle du monarque, leur conduite a été conséquen te.

Pour la seconde fois, l'Autriche et la Prusse, excitées par la Russie , se liguèrent contre la France. Le roi de Sardaigne, Victor-Amédée, troisième du nom, prince d'une humeur chevaleresque et dont l'ardeur belliqueuse n'avait pu éclater encore qu'en projets et en préparatifs , était jaloux d'essayer sa magnifique armée, jusqu'alors objet de luxe et de vanité pour lui, mais qu'il ne pouvait entretenir qu'aux dépens des trésors amassés par la prudente économie de ses pères. Il était temps qu'elle lui rapportât en puissance et en gloire le prix des richesses et des soins qu'il lui avait prodigués. Il pensait qu'à son exemple, l'Italie entière allait se lever ; mais alarmée de l'attitude guerrière de l'Autriche, de l'ambition naissante d'Amédée , la sage Venise, craignant d'appauvrir sa marine et ses trésors

pour favoriser les desseins d'ennemis futurs, restait immobile dans sa neutralité. Gênes l'imitait pour ne point perdre les avantages qu'elle retirait de son commerce avec la France. Les mêmes raisons et l'amour qu'il portait à son peuple, enchaînaient le grand-duc de Toscane. Le roi de Naples, malgré les liens sacrés qui l'unissaient à la famille royale de France, craignant qu'une escadre, sortie du port de Toulon, ne vînt le foudroyer dans sa capitale, attendait un signal de l'Angleterre pour se déclarer. Le Pape lui-même, séduit par les caresses et les protestations des fiers législateurs de la France, qui l'assuraient de leur fidélité aux doctrines de l'Église, et désirant mettre le trône de saint Pierre à l'abri des révolutions politiques, songeait à cimenter un pacte entre la religion et les idées nouvelles, pour en paralyser d'avance les effets, par rapport aux dogmes et au culte. Cette même année 1791, Spedalieri publia, dans la ville d'Assises, un traité des droits de l'homme. Il

partait de ce principe que les sociétés ne s'étaient formées que par des conventions libres et purement humaines; Dieu n'était intervenu dans l'organisation sociale que comme premier moteur de toutes choses, comme principe général, et non comme agent immédiat; il n'y reconnaissait la royauté que comme une magistrature créée par le peuple, et dont le peuple peut priver celui qui n'en remplit point les devoirs. Il concluait, enfin, en déclarant que la religion chrétienne, protectrice des nations, terreur des tyrans, était la sauve-garde des droits de l'homme et la source de toute liberté. Bien que la publication de cet ouvrage, à une telle époque et dans de telles circonstances, ne fût sans doute point due à une inspiration généreuse, la cour de Rome l'accueillit avec une grande faveur, et son auteur fut nommé par Pie VI bénéficier de Saint-Pierre.

Privé de ses alliés naturels, ne se sentant plus d'appuis autour de lui, ému des plaintes de ses sujets, qui redoutaient les suites de la guerre,

et appréhendant à son tour de n'agir que dans les intérêts de l'Autriche, Victor-Amédée, sans songer à rompre ses engagemens envers les souverains du Nord, sentit sa fougue se ralentir. Il augmenta encore ses troupes, fit de nouvelles promotions dans son armée, passa des revues, invoqua le souvenir du grand Frédéric, de la gloire duquel il était idolâtre, et que tous les rois alors prenaient pour modèle; mais ses forces restèrent stationnaires, et ses menaces seules franchirent les Alpes.

Les mouvemens hostiles de l'Autriche et de la Prusse, les préparatifs d'autres puissances durent fixer alors plus fortement l'attention de la France; mais ils l'irritèrent sans l'intimider; et cent mille hommes, tirés de la garde nationale, se disposèrent à marcher au devant de l'ennemi.

Alors aussi l'Assemblée constituante touchait au terme de ses travaux, et nul de ses membres ne pouvait être réélu aux nouvelles élections ; elle-même en avait ordonné ainsi. L'As-

semblée législative, qui lui succéda, ne tarda pas à mettre, dans ses rapports avec le Roi, plus d'aigreur et de méfiance, et tout présagea encore un nouvel ordre de choses.

1792.

Déjà les princes français avaient fait répandre avec profusion dans le royaume une protestation violente contre l'acceptation de la constitution par Louis XVI. Les émigrés s'organisaient militairement à Bruxelles, à Worms, à Coblentz ; la Russie, l'Espagne, la Hollande, la Sardaigne, s'engageaient à seconder la coalition, que devait commander le roi de Suède, Gustave III ; mais la mort de Gustave, et des changemens de ministres ou d'intérêts, en détachèrent bientôt la Russie, la Suède et l'Espagne. L'Angleterre, renfermée dans sa neutralité hostile, observait de loin tous ces mouvemens de l'Europe, souriait à l'espérance de voir notre révolution devenir honteuse et

sanglante, et entretenait elle-même nos passions et nos excès pour se venger du rôle actif que nous avions joué lors de l'affranchissement des États-Unis.

Dans ces circonstances impérieuses, l'Assemblée sentit la nécessité de prendre des mesures promptes et décisives; elle envoya vers le Roi une députation pour qu'il engageât les émigrés à renoncer à leurs entreprises criminelles contre la patrie, et les princes allemands à se rappeler les traités qui existaient entre eux et la France. M. de Vaublanc, orateur de la députation, termina ainsi son discours : « Dites-leur, enfin, que si les princes d'Allemagne continuent de favoriser des préparatifs dirigés contre les Français, les Français porteront chez eux, non pas le fer et la flamme, mais la liberté ! »

Le Roi fit auprès des puissances étrangères les démarches exigées; bien plus, il proposa lui-même de commencer les hostilités, si ses justes demandes n'amenaient point les ré-

sultats qu'il en attendait. Narbonne, nouveau ministre de la guerre, auquel devait avant peu succéder Dumouriez, se rendit aux frontières pour les inspecter. Trois armées se formèrent sur-le-champ et furent confiées à la valeur et au patriotisme de Rochambeau, de Luckner et de La Fayette.

Un *ultimatum* présenté par l'Autriche étant repoussé avec indignation, la France prit l'initiative. Le maréchal de Rochambeau, placé à la tête des troupes rassemblées en Flandre, intima l'ordre au général Biron, qui commandait sous lui, de s'emparer de Quiévrain. Le 28 avril, Biron s'en rendit maître. Ce fut là, en Belgique, le premier fait d'armes de cette guerre qui devait se terminer à Waterloo.....

Le lendemain, nouveaux succès aux approches de Mons; mais, lorsque tout était tranquille dans l'armée, au milieu d'une nuit profonde, le camp retentit soudain de ces cris: Nous sommes trahis! sauve qui peut! Deux régimens de cavalerie se mutinent et veulent en-

traîner leur général avec eux. Le désordre gagne de rang en rang; les Autrichiens paraissent, et la déroute devient complète. A Marquain, même terreur panique de la part des soldats, qui fuient jusqu'à Lille, et ne s'arrêtent tout-à-coup que pour massacrer leurs généraux. Les aristocrates furent accusés d'avoir, dans l'intérêt de l'émigration, excité les troupes contre leurs chefs patriciens. Quoi qu'il en soit, le maréchal Luckner, qui, dans le même temps, commandait un corps d'armée dans la Basse-Alsace, ranima quelque peu, par la prise facile de Porentrui, l'esprit public qu'avait découragé la malheureuse expédition en Belgique.

A la première nouvelle de nos échecs, l'Assemblée nationale se déclara en permanence; et, craignant que les prêtres réfractaires, qui s'agitaient déjà dans plusieurs départemens, ne favorisassent les succès de la coalition par des révoltes à l'intérieur, elle les foudroya par un décret d'exil. D'autres mesures restaient à

prendre pour s'opposer à une invasion, qui cependant n'était pas encore à redouter, grâce au tâtonnement et à la lenteur inconcevables de l'Autriche. La formation d'une armée de réserve tirée des départemens fut votée ; vingt mille hommes de ces nouvelles levées devaient camper sous Paris.

Les constitutionnels élevèrent la voix contre la proscription des prêtres et contre la formation d'un camp qui menaçait l'indépendance de l'Assemblée et la sûreté du trône. On ne tint pas compte de leurs justes réclamations, et bientôt des compagnies d'artisans, armées de piques, prenant rang dans la garde nationale, tout fit présager que, les démocrates triomphant, le bon droit allait faire place à la force.

Dumouriez intriguait ; le ministère fut dissous de nouveau ; la révolution devenait de plus en plus menaçante ; La Fayette, Lameth et Barnave essayaient en vain de calmer l'exaltation des clubs et de raffermir l'autorité du Roi. Ce prince comprit sa position, et, par son

ordre, Mallet-Dupan, chargé d'un message secret, se rendit auprès des coalisés.

Si l'on en croit de nombreux rapports, qui presque tous sont empreints d'un caractère de franchise et de conviction, une faction désorganisatrice, étrangère à toutes les autres, avait alors son centre et ses moyens d'action à Paris. Son but était d'ensanglanter la régénération politique de la France, et de flétrir les patriotes en écrasant les royalistes. Cette faction... Marat la servait de sa plume et l'Angleterre de son or [1].

Enfin le 20 juin arrive : une foule effrénée, descendue des faubourgs, envahit la salle où siégent les législateurs de la nation, et, après les avoir contraints de répondre à son insolente pétition, se dirige en tumulte vers le château des Tuileries. Louis XVI ordonna que les portes lui fussent ouvertes, et, par sa tranquille fermeté, imposa aux factieux, qui se re-

[1] Voyez la note A.

tirèrent satisfaits d'avoir vu le Roi, coiffé du bonnet rouge, boire avec eux et leur verser à boire. Le but des meneurs était atteint : la populace avait fraternisé avec la royauté ; le trône était avili.

Cependant cette journée excita une indignation universelle dans tous les cœurs honnêtes. La garde nationale voulut se réunir autour du Roi pour le défendre ; le duc de la Rochefoucault-Liancourt lui proposa de l'emmener à Rouen, où il commandait, et répondit du dévouement de ses soldats. Outré de fureur contre le parti tout-puissant alors, et l'ame trop haute pour calculer le danger, La Fayette quitte son armée après avoir vu fuir devant lui les Autrichiens à Glisuelle, se présente seul à la barre de l'Assemblée, et, au nom de ses troupes et de la France constitutionnelle, demande le châtiment des fauteurs du 20 juin et l'anéantissement de la faction des jacobins. Il s'adresse ensuite à la garde nationale, qui jure de le seconder. Les clubs s'épouvantèrent devant son audace et sa po-

pularité. Peut-être en était-ce fait d'eux; mais la cour elle-même refusa un appui qui devait l'entraîner dans une nouvelle alliance avec les partisans de la liberté. La même raison, de fausses idées de dignité et le ressentiment que gardait la cour contre les grands qui accueillirent avec faveur les idées de réforme, avaient déjà fait dédaigner les offres du duc de Liancourt. Le Roi, dominé par ses alentours, ne voyait plus de salut pour lui que dans les secours qu'il attendait de l'Autriche et de la Prusse. La Fayette rejoignit son armée après s'être déconsidéré auprès du parti populaire par des démarches infructueuses.

Bientôt, au sein de l'Assemblée nationale, Vergniaud et Brissot accusent Louis XVI de s'opposer de tous ses efforts à l'élan du peuple contre la coalition ; de favoriser cette dernière par sa conduite artificieuse et par sa résistance calculée aux volontés générales. Brissot ajoute : « On vous dit de craindre les rois de Hongrie » et de Prusse, et moi je dis que la force » principale de ces rois est à la cour, et que

» c'est là qu'il faut les vaincre d'abord. On
» vous dit de frapper sur des prêtres réfrac-
» taires partout le royaume; et moi je dis
» que frapper sur la cour des Tuileries, c'est
» frapper ces prêtres d'un seul coup. On vous
» dit de poursuivre tous les intrigans, tous
» les factieux, tous les conspirateurs; et moi
» je dis que tous disparaissent si vous frappez
» sur le cabinet des Tuileries; car ce cabinet
» est le point où tous les fils aboutissent, où
» se trament toutes les manœuvres, d'où par-
» tent toutes les impulsions! la nation est le
» jouet de ce cabinet. Voilà le secret de notre
» position, voilà la source du mal, voilà où il
» faut porter le remède. »

Ces terribles questions de culpabilité et de déchéance sont commentées par la multitude, et la poussent au dernier degré d'exaltation. Dans le même temps, un autre mouvement se manifeste parmi le peuple. Le roi de Prusse est à Coblentz; des compagnies de volontaires s'organisent de tous côtés, vont grossir le camp

de Soissons ; le canon d'alarme se fait entendre, et le président de l'Assemblée législative a solennellement prononcé ces mots : *Citoyens , la patrie est en danger.*

Si l'agitation croissait à Paris, où venaient d'affluer les fédérés de la Bretagne et de la Provence, les départemens du Midi étaient loin de l'état de calme et de tranquillité. A Pertuis et à Marseille, des projets de réaction avaient eu lieu, et le peuple s'en était vengé par des massacres. Le roi de Sardaigne garnissait de troupes les frontières du Piémont ; les nombreux émigrés qui résidaient dans le comté de Nice se rendaient secrètement à Lyon pour aider au mouvement contre-révolutionnaire. Les patriotes exigèrent que l'on prît des mesures pour protéger la liberté menacée; mais une partie des autorités départementales était gagnée; ils n'obtinrent que des réponses évasives, et de nouveaux excès eurent lieu. Enfin, une ligue entre les départemens méridionaux se forma ; elle établit son

centre à Toulon, se promit des secours mutuels et jura de ne se dissoudre que lorsque la patrie serait triomphante de ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur.

C'est ainsi que les factions s'arrogeaient peu à peu le pouvoir, et se partageaient d'avance les débris du sceptre qui allait échapper à la main de Louis XVI. La cour, toujours dans l'indécision, toujours dans les demi-mesures, ne savait ni protéger ses partisans, ni désarmer ses ennemis, et plaçait toutes ses espérances dans l'intervention étrangère, qui devait mettre le comble à ses malheurs.

Vers la fin de juillet, la coalition s'ébranla pour envahir la France. Le prince de Hohenlohe, à la tête des Hessois et d'un corps nombreux d'émigrés, menaça Metz et Thionville, tandis que le général Clairfait, s'avançant sur Sedan et Mézières, espérait écraser l'armée de La Fayette, qui protégeait ces deux places, et marcher sur Paris en traversant Reims et Soissons. Chef des confédérés, ayant à soute-

nir la réputation de premier général de l'Europe, le duc régnant de Brunswick, à la tête de soixante-dix mille Prussiens, appuyé sur ses flancs par Hohenlohe et Clairfait, s'approchait de Longwy, après avoir franchi le Rhin à Coblentz, et longé la rive gauche de la Moselle. Il s'était fait précéder par cet impolitique manifeste qui menaçait du fer et de la flamme quiconque oserait se défendre. L'indignation générale en fit justice; mais cependant la municipalité provisoire, composée des plus fougueux jacobins, et qui voulait usurper tous les pouvoirs du corps législatif, résolut de combattre la terreur que ce manifeste pouvait faire naître, par une terreur encore plus grande. Le lion fut démuselé, la multitude s'empara violemment de la puissance, la catastrophe du 10 août arriva, et le Roi, déclaré déchu du trône, eut le Temple pour prison.

En vain l'Assemblée, après avoir donné au monarque un asile dans son sein, chercha à calmer la fureur de ces hordes d'assassins; envahie,

menacée, elle courait elle-même les plus grands dangers. La terrible commune ordonnait, il fallut se soumettre. Le ministère fut destitué, une nouvelle Assemblée nationale, sous le nom de *Convention*, fut projetée, et des commissaires, munis de pleins pouvoirs, députés vers les armées, s'assurèrent de leur fidélité. La Fayette seul refusa de les reconnaître : oubliant peut-être trop alors la situation critique où se trouvait la France, et ne se souvenant que de ses sermens au Roi et à la constitution, il s'insurgea, jura de rétablir la puissance du trône et de l'Assemblée, sans songer qu'il allait sans doute, par la guerre civile, livrer la France aux fureurs de l'étranger. Éclairé bientôt sur sa véritable position, et se séparant de son armée, il résolut d'aller retrouver la liberté dans les champs américains, où il avait combattu près de Washington. Contre le droit des gens et de la guerre, les Autrichiens le firent prisonnier et le jetèrent dans un cachot. Dumouriez le remplaça.

Pendant ce temps, Custine, envoyé par Biron pour défendre l'approche de Landau, malgré le désordre inévitable qui régnait dans son armée et le mauvais état de la place, tint vigoureusement tête au prince de Hohenlohe, tandis que Luckner mit en déroute vingt-deux mille Autrichiens à Fontoy. Hohenlohe rejoignit par les frontières de la Lorraine le duc de Brunswick, qui, débordant en Champagne, venait de forcer Longwy de capituler après trois jours de siége.

A l'audition de ces nouvelles, la commune redouble ses fureurs pour redoubler ses forces. On désarme, on arrête les habitans suspects; les barrières de Paris sont fermées, les prisons se remplissent de personnes soupçonnées de dévouement à la cour ou à la constitution. L'Assemblée législative n'existait plus que pour sentir son impuissance. Dans ses faibles efforts pour ressaisir l'autorité, on voyait qu'incapable elle-même de donner à la France ce grand mouvement d'exaltation populaire qui

seul pouvait la préserver des suites de l'invasion étrangère, elle craignait de compromettre le salut de la patrie en arrêtant l'impulsion formidable donnée au peuple par les démagogues.

Verdun venait d'ouvrir ses portes aux Prussiens. La consternation était dans Paris; mais Danton avait déclaré que le seul moyen de ranimer l'esprit public était de *faire peur* aux royalistes, et les massacres de septembre commencèrent. Il n'y avait plus de grâce à espérer de l'ennemi; il fallut vaincre ou mourir. Tous les vrais patriotes, fuyant l'anarchie et l'échafaud, coururent sous l'étendard national chercher du moins un trépas honorable. Dumouriez organisa à la hâte ces légions inexpérimentées, mais brûlantes d'enthousiasme, et Kellermann sauva la France à Valmy.

L'ennemi, qui s'attendait à n'éprouver aucune résistance, manquant de vivres et de munitions, se découragea tout-à-coup : des négociations s'entamèrent; la coalition n'exigeait plus que le rétablissement de ce trône

constitutionnel dont ses menaces imprudentes avaient causé ou du moins hâté la chute. Mais la république venait d'être décrétée, le succès de Valmy avait centuplé les forces de nos armées, un cri général de *vive la nation!* retentissait dans toute la France. Les Prussiens opérèrent leur retraite à travers les Ardennes et le pays de Luxembourg; et, vers la fin d'octobre, ils étaient de retour à Coblentz.

Tandis que Kellermann s'illustrait par le combat de Valmy, important surtout par ses conséquences, la ville de Lille, après avoir soutenu pendant sept jours, avec une constance héroïque, un bombardement d'extermination, contraignait le duc de Saxe-Teschen à lever le siége. Custine avait repris l'offensive sur le Rhin, s'emparait de Trèves, de Spire, de Worms, de Mayence, et menaçait Francfort, coupable seulement d'avoir offert un asile hospitalier à l'émigration française. A Thionville, le brave commandant Wimpfen, n'opposant que l'ironie aux séductions du général autri-

chien, qui voulait le gagner par l'offre d'un million, répondait : « J'accepte, pourvu que l'acte » de donation soit passé par-devant notaire. »

Alors aussi débutait dans la carrière de la gloire cette armée du Midi, qui bientôt portera le nom d'armée d'Italie. Ses premières opérations semblaient présager ses destins futurs. Le roi de Sardaigne faisait toujours partie de la coalition ; mais, par sa position centrale entre les possessions de la France et celles de l'Autriche, il redoutait également l'influence de l'une et de l'autre. Pressé entre ces deux colosses, chacun de leurs mouvemens le faisait trembler pour son existence ; c'est pourquoi, malgré des intérêts de famille, ses promesses, son ardeur belliqueuse, la chance apparente du succès et l'extension territoriale qui, dit-on, lui était garantie aux dépens de la Provence, pour ses frais de guerre, il agissait avec lenteur, croyant agir avec mesure, se contentait d'armer ses frontières, et sans doute attendait l'événement pour se déclarer.

Tout-à-coup, le 16 du mois de septembre, le général Montesquiou, envoyé dans le Midi à la tête d'une faible armée, simple corps d'observation pour les Alpes et les Pyrénées, entre en Savoie, se porte vers l'Isère sur le fort Barraux, ordonne au général Anselme, alors commandant une division dans le département du Var, d'envahir le comté de Nice, tandis que l'amiral Truguet, avec une flotte de neuf vaisseaux de guerre, croisait dans les parages d'Antibes et de Monaco.

Les Piémontais exécutèrent d'abord de grands préparatifs de défense; mais ces corps brillans, si savamment exercés à la manœuvre par Amédée, n'avaient encore nulle expérience de la guerre; à la vue de nos soldats, ils prirent honteusement la fuite. Délivrées de leurs défenseurs, de toutes parts les députations des villes, parées de la cocarde aux trois couleurs, vinrent réclamer l'assistance protectrice du général, à qui quelques semaines suffirent pour se rendre maître de Chambéry

et de toute la Savoie. La marche des Français fut un triomphe ; le peuple, déjà séduit par des idées d'indépendance, y reçut Montesquiou comme un libérateur.

Ce fut ainsi que commença à s'effectuer cette terrible menace faite aux souverains de les vaincre, non par le fer et la flamme, mais par la liberté. La Savoie fut alors réunie à la France, sous la dénomination de département du Mont-Blanc.

Le général Anselme avait rivalisé d'audace et de célérité avec Montesquiou. Sans vivres et presque sans munitions, n'ayant sous ses ordres que huit mille hommes, presque tous volontaires ou gardes nationaux, deux escadrons de dragons pour toute cavalerie, il osa s'enfoncer dans le comté de Nice, défendu par vingt mille soldats, dont la moitié était de troupes réglées. Appelant la ruse au secours de sa faiblesse numérique, partout sur son passage il donna des ordres pour la nourriture et le logement de quarante mille hommes. De son

côté, l'amiral Truguet, manœuvrant avec son escadre dans le golfe de Gênes, inquiétait l'ennemi sur ses derrières et portait l'épouvante dans la ville de Nice. Troublée, surprise à son tour d'une invasion qu'elle eût dû prévenir, la cour de Turin résolut de changer sa ligne de défense et de transporter son armée sur le revers des Alpes maritimes. Anselme, averti de ce mouvement de retraite, passe le Var à la tête d'une partie de ses troupes et s'empare sans peine de Nice, où quelques émigrés français osèrent seuls tenter une honorable résistance.

Bientôt les forts de Montalban et de Villefranche tombent en son pouvoir avec la même facilité, et le comté de Nice devient le département français des Alpes maritimes.

Les Piémontais, toujours poursuivis par leurs vainqueurs, s'étaient enfin retranchés à Saorgio, village situé à quelques lieues de Monaco; là ils résistèrent aux attaques d'Anselme, qui, craignant de compromettre ses

succès antérieurs pour la conquête d'une position sans importance, donna ordre au général Brunet d'occuper Sospello avec deux mille hommes. Brunet y fit son entrée le 3 novembre et résolut d'y prendre ses quartiers d'hiver; mais Anselme, ne laissant pas se refroidir l'ardeur de ses troupes, conçut le projet de s'emparer d'Oneille, petite ville située sur les bords de la Méditerranée, à treize lieues de Nice, et qui vit naître André Doria. Jugeant que, par sa situation à la hauteur de Saorgio, elle n'était facilement attaquable que par mer, il fit embarquer ses troupes sur les vaisseaux de Truguet, et chargea cet amiral d'y opérer un débarquement. Le 23 novembre, l'escadre se présenta devant la ville; un canot parlementaire s'en détacha pour sommer les habitans de faire leur soumission et d'éviter les horreurs d'un bombardement. Rassemblés sur le rivage, ceux-ci laissèrent paisiblement s'approcher la députation; mais, lorsqu'elle allait mettre pied à terre, soudain accueillie par une

décharge de mousqueterie à bout portant, elle s'enfuit à force de rames vers l'escadre en criant vengeance, et déplorant la perte de trois officiers et de quatre matelots.

Truguet, indigné, jura le châtiment des coupables; mais les habitans, prévoyant les suites de la lâche trahison de quelques-uns d'entre eux, se hâtèrent d'abandonner la ville et de se disperser dans les campagnes. Les soldats se vengèrent par le pillage et l'incendie, forçant ainsi les fugitifs d'assister à l'embrasement de leur cité. Effet désastreux de la justice militaire! Pour châtier quelques misérables, peut-être sans pain et sans asile, toute une population fut condamnée au désespoir et à la misère. Les troupes se rembarquèrent, et ce fut là leur dernier exploit dans cette campagne.

A Paris, depuis le 20 septembre, l'Assemblée législative était dissoute et remplacée par la Convention nationale. Le 21, la république avait été proclamée. Alors que tout semblait

conspirer contre ce nouveau mode de gouvernement, quand les troupes étrangères occupaient encore la France, quand les partisans de la royauté constitutionnelle, sans grossir les rangs des amis de la cour et du clergé, s'irritaient comme eux à la vue des factions anarchiques qui ensanglantaient la patrie, dans un moment où le volcan de la Vendée, qui ne devait s'éteindre que sous des torrens de sang français, menaçait d'une éruption générale le Poitou, l'Anjou, le Maine et la Bretagne, où la déchéance et le sort futur du Roi devaient faire prévoir une levée en masse de tous les souverains de l'Europe, la Convention se divisait en deux partis acharnés qui, sous la dénomination de la Gironde et de la Montagne, s'étaient juré une guerre d'extermination. La dislocation de la France semblait inévitable; tout raisonnement humain devait pronostiquer l'anéantissement prochain du nouvel ordre de choses. Il triompha cependant; le peuple soutint sa souveraineté récente

par son énergie et par ses victoires. Il fut despote et tyran, car toute démocratie est despotique; mais il fut invincible, parce qu'il existe cette différence entre les États démocratiques et les rois absolus, c'est que le pouvoir de ceux-ci réside dans leurs agens; la force du peuple est en lui. Il s'irrite par les obstacles, grandit dans le péril, et ne se soumet que lorsqu'il n'a plus rien à vaincre. Le repos le tue, comme à une irritation violente succède un état de langueur et de faiblesse. C'est pourquoi l'on trouve toujours un dictateur à la queue de toutes les révolutions. Voyez César, Cromwel et Bonaparte.

La Convention s'occupait de voter des récompenses nationales pour les vainqueurs de Valmy, de Mayence, de Nice et de la Savoie, lançait des décrets de mort contre les émigrés pris les armes à la main, abolissait l'ordre militaire de Saint-Louis, et avait enfin trouvé dans son sein des voix généreuses qui s'étaient élevées contre les horribles provocations de

Marat et les projets anti-républicains de Robespierre (Louvet accusait celui-ci d'aspirer à la dictature), lorsque le lendemain même de cette accusation, arriva la nouvelle de la fameuse bataille de Jemmapes, remportée par Dumouriez, et qui assurait à la France la conquête de la Belgique. Enorgueillie de ses victoires, la Convention marche alors d'un pas plus rapide et plus hardi à l'accomplissement de ses funestes desseins. Robespierre s'opposait à ce que Louis XVI fût jugé; il en appelait contre lui à un *acte de providence nationale*, exigeant que les représentans le condamnassent à mort sans procès, *en vertu de l'insurrection.* D'autres membres, bravant courageusement les cris furieux des montagnards, invoquèrent en faveur du malheureux prince son inviolabilité. La majorité se décida entre ces deux partis, et l'appela à la barre de la Convention nationale pour y entendre son acte d'accusation.

3*

1793.

Le meurtre du Roi entraîna la République dans une guerre générale. Sous chacune des couronnes de l'Europe elle trouva un ennemi. L'Autriche, l'Allemagne, l'Angleterre, la Hollande, Rome, Naples, le Portugal, l'Espagne, se jetèrent tumultueusement dans la lice pour nous anéantir. C'était peu pour toutes ces puissances d'opposer leurs armées à nos armées et leurs flottes à nos flottes, des agens dévoués à leurs intérêts, sous le masque faux d'un patriotisme exagéré, vinrent augmenter chez nous le désordre et l'anarchie, pousser au soulèvement les habitans passionnés de nos provinces. La guerre civile se joignit à la guerre étrangère. La Vendée devint formidable ; soixante-dix mille Autrichiens, trente-huit mille Anglo-Bataves, étaient en Belgique et sur le Bas-Rhin ; trente-quatre mille Impériaux, entre la Meuse et la Moselle ; cent douze mille Prussiens et confédérés d'Allemagne

campaient sur les bords du Rhin; quarante-cinq mille Austro-Sardes couronnaient la crête des Alpes, et les Pyrénées étaient franchies par cinquante mille Espagnols. Dans la Manche et dans la Méditerranée, des flottes ennemies déployaient l'appareil de la destruction devant nos côtes presque sans défense. Custine, écrasé par le nombre, dut abandonner ses conquêtes et se replier sur Mayence. Après mille projets extravagans, Dumouriez, battu à Nerwinde, se vendit aux Autrichiens et conçut le projet insensé de marcher lui-même sur Paris à la tête de son armée, pour y rétablir la constitution de 1791.

Les jacobins, exaspérés au récit de nos revers, ne les attribuaient qu'à la trahison et ne cherchaient les traîtres que parmi les girondins, qui refusaient de seconder leurs projets anarchiques et sanglans. Se souciant plus de la domination intérieure que de l'indépendance du territoire, moins impatiens de se délivrer de leurs ennemis à la frontière que

de leurs rivaux à la Convention, ce fut d'abord sur ceux-ci qu'ils résolurent de frapper les premiers coups. La nuit du 10 mars fut fixée pour l'exécution de leur projet. Au signal donné, le tambour battit, le tocsin sonna, et deux bandes d'assassins furent poussées contre les ministres et vers l'enceinte où siégeaient les législateurs. Cette première tentative échoua, grâce à la fermeté de Beurnonville, ministre de la guerre, et de Kervelégan, député du Finistère, qui marcha au secours de la Convention à la tête d'un bataillon de fédérés de la Bretagne.

Vergniaud, le lendemain, dénonça à la tribune les auteurs de ces infâmes complots. « Nous marchons de crimes en amnisties, et » d'amnisties en crimes, s'écria-t-il. Un grand » nombre de citoyens en est venu au point de » confondre les insurrections séditieuses avec » la grande insurrection de la liberté, de re- » garder les provocations des brigands comme » les explosions d'ames énergiques, et le bri-

» gandage même comme une mesure de sû-
» reté générale. On a vu se développer cet
» étrange système de liberté d'après lequel
» on vous dit : Vous êtes libres, mais pensez
» comme nous, ou nous vous dénonçons aux
» vengeances du peuple; vous êtes libres,
» mais courbez la tête devant l'idole que nous
» encensons, ou nous vous dénonçons aux
» vengeances du peuple; vous êtes libres,
» mais associez-vous à nous pour persécuter
» les hommes dont nous redoutons la pro-
» bité et les lumières, ou nous vous dé-
» nonçons aux vengeances du peuple ! Ci-
» toyens, il est à craindre que la révolution,
» comme Saturne, ne dévore successivement
» tous ses enfans, et n'engendre enfin le des-
» potisme avec toutes les calamités qui l'ac-
» compagnent. »

Cependant, du sein de ces discussions orageuses et de ces innombrables dangers qui environnaient la république, sortit, avide de sang, ce fameux tribunal révolutionnaire qui

devait décimer la France et la remplir d'épouvante et d'horreur.

Bientôt les désastres de nos armées s'accrurent. Dumouriez, abandonné par ses soldats, passait chez l'étranger. Valenciennes, Lille, Maubeuge, étaient investis par les troupes coalisées; les Espagnols assiégeaient Collioure et bombardaient Bellegarde; les Vendéens s'emparaient de Saumur, et le célèbre Paoli appelait les Corses à l'indépendance.

Dans le Piémont, quelques succès soutenaient encore la gloire de nos armes. Dès le commencement de 1793, Anselme, dénoncé à la Convention, comme auteur de nombreuses exactions commises dans le comté de Nice, avait été rappelé. L'armée du Midi fut séparée en deux armées distinctes, celle des Alpes et celle d'Italie; la première, toujours sous les ordres du général Montesquiou, la seconde, récemment confiée au général Biron, qui avait succédé à Anselme.

Le nouveau général, désirant célébrer

sa bien-venue par un succès, fit quitter à son armée ses cantonnemens d'hiver et la poussa en avant. Il venait de s'emparer de Lantosca, après avoir éprouvé une vive résistance sur les hauteurs de La Scarena, lorsqu'il apprit que l'ennemi, retranché en avant de Sospello, petite ville à quelques lieues de Monaco, recevait des renforts et se disposait à l'attaquer lui-même. Il marche aussitôt pour prendre l'initiative, avec les généraux Brunet et Dagobert. Les Piémontais, supérieurs en nombre, se défendent d'abord avec vigueur; mais bientôt, après les avoir ébranlés par le feu bien nourri de leur artillerie, les Français les abordent à la baïonnette, les culbutent, et leur font quelques centaines de prisonniers.

L'amiral Truguet qui, quelques mois auparavant, s'était présenté devant la capitale de l'île de Sardaigne avec une flotte assez nombreuse, et y avait éprouvé un échec, reparut le troisième jour de février à la hauteur de Cagliari, où la résistance opiniâtre de la gar-

nison rendit de nouveau ses efforts infructueux. En vain, le 17, il parvient à débarquer quatre mille hommes, divisés en deux colonnes, dont l'une se porte vers la citadelle, tandis que l'autre s'occupe d'élever des retranchemens sur le rivage. Cette expédition ne réussit pas mieux que la précédente. La colonne d'attaque fut battue. Assailli par une tempête violente qui disperse ses bâtimens et en jette plusieurs à la côte, Truguet, après avoir vu sombrer sous voile un vaisseau de quatre-vingts canons, se décide à lever l'ancre et rentre dans Toulon.

L'armée d'Italie avait reçu des renforts; elle comptait trente mille hommes sous les armes. Une division autrichienne et de nouvelles recrues étaient venues aussi accroître les forces de l'ennemi, dont les soldats prirent alors le nom d'Austro-Sardes. Biron établit son avant-garde entre Breglio et Sospello, se rendit maître, le 11 avril, des hauteurs de Lantosca, se porta jusqu'à l'entrée du Col de

Tende, fit un grand nombre de prisonniers et s'empara de plusieurs pièces de canon ; mais, quelque temps après, appelé au commandement de l'armée de la Vendée, il fut remplacé à celle d'Italie par le général Brunet.

Ainsi, ce brillant duc de Lauzun, neveu d'un maréchal de France, descendant d'une des plus illustres familles du royaume, Biron, à la tête des républicains, allait combattre le paysan Cathelineau, généralissime d'une armée où des gentilshommes servaient comme simples soldats. Singulier contraste, qui nous montre l'égalité établie au milieu de l'aristocratique Vendée. Malgré son dévouement à une cause qu'il crut celle de la liberté, Biron bientôt après périt sur l'échafaud. Là c'était lui qui, à son tour, devait succéder au général Brunet.

La Gironde succombait à Paris. Après des attaques réitérées contre ce parti modéré de la république, le 2 du mois de juin, une multitude exaspérée envahit les Tuileries, siége

de la Convention. Les législateurs croient désarmer le peuple en se présentant devant lui; des canons sont pointés sur eux; ils rentrent dans le lieu de leurs séances, où Marat, maître de leur vie et de leur mort, décrète l'arrestation de trente-deux de ses collègues.

Quelques-uns de ces proscrits s'étaient retirés dans les départemens de l'Eure, du Calvados, de l'Orne, etc.; ils les soulevèrent. Une force armée s'organisa à Caen en leur faveur, prête à marcher sur Paris pour en expulser la faction des jacobins; mais elle fut vaincue à Pacy-sur-Eure par les troupes envoyées contre eux, et le sang des républicains coula sur l'échafaud, mêlé au sang des royalistes.

L'insurrection cependant faisait de rapides progrès dans le midi de la France. Les partisans des fédéralistes ou girondins, les patriotes honnêtes qui avaient d'abord embrassé avec chaleur la cause sainte de la liberté, à l'aspect du monstre sanglant qui usurpait son nom, se confondirent avec les royalistes dans leur haine

pour l'anarchie. Marseille donne le signal et rejette la constitution nouvelle, présent funeste de la Convention. Arles, Lambesc, Tarascon mêlent leurs cris à ses cris de vengeance; Lyon et Toulon y répondent. Une armée se forme, et prend à son tour la route de la capitale; mais trop d'élémens opposés étaient entrés dans cette confédération; il manquait un but unique à toutes ces volontés divergentes; un chef habile à toutes ces masses inexpérimentées. Kellermann, qui avait remplacé Montesquiou dans le commandement de l'armée des Alpes, reçut l'ordre du comité de salut public d'interrompre ses attaques contre les Piémontais et d'éteindre à sa naissance ce vaste foyer de sédition. Il se contenta d'y envoyer deux mille hommes aux ordres du général Carteaux. Celui-ci s'occupa d'abord d'empêcher la jonction entre les Provençaux et les Lyonnais. Le 15 juillet, il rencontra les premiers à Orange et les battit. Nouveau combat, nouvelle victoire pour les conventionnels, le 9 août, près

de la ville de Cadenet, sur les bords de la Durance. Enfin l'armée provençale en désordre, ne songeant plus qu'à défendre ses foyers, se retire sous les murs de Marseille, où Carteaux, avant-coureur des vengeances d'un gouvernement impitoyable, entra le 25 du mois d'août.

On sait quel fut le sort de la malheureuse ville de Lyon. Les habitans de Toulon, plus coupables, désespérant de se défendre, après de longues indécisions, livrèrent aux Anglais leur ville, l'une de nos plus importantes places maritimes, et dont le port contenait vingt-cinq vaisseaux de ligne et d'immenses magasins de munitions.

Lorsqu'à la fin du mois d'août l'amiral Hood entra dans Toulon, l'armée espagnole, victorieuse, s'emparait du Roussillon; les Piémontais avaient repris l'offensive et menaçaient Antibes et Chambéry; sur la ligne du nord, Mayence, Valenciennes, Condé, étaient tombés au pouvoir de l'ennemi; dans l'ouest, la

Vendée devenait plus menaçante que jamais. La trahison de Toulon portait un coup terrible à la république, incapable alors d'agir avec de grandes forces devant cette place. Si la coalition avait su profiter de sa position avantageuse, les Napolitains, les Espagnols, les Sardes, les Anglais, réunissant une armée considérable dans cette ville, en sortaient pour marcher sur Lyon, s'unissaient par leur droite aux Piémontais, par leur gauche aux Espagnols, ranimaient l'insurrection de la Provence et du Dauphiné, et la république touchait à sa perte.

Parti de Nice avec quatre mille hommes, le général Lapoype se dirigea sur Toulon pour y seconder les efforts de Carteaux, qui commandait alors à huit mille guerriers, et qui bientôt après s'empara des gorges d'Ollioules. Cependant le siége traînait en longueur; les deux généraux, séparés l'un de l'autre par les montagnes du Faron, ne pouvaient communiquer ensemble, et leurs opérations manquaient,

faute de régularité. Déjà le général Doppet avait succédé dans le commandement à Carteaux, désigné pour aller diriger les troupes qui se trouvaient alors dans le comté de Nice. Doppet eut à son tour Dugommier pour successeur. Ces changemens continuels entravaient la marche du siége. Des tentatives infructueuses commençaient à décourager le soldat, lorsqu'un jeune commandant d'artillerie, envoyé par le comité de salut public, proposa un plan d'attaque qui fut adopté et mis à exécution. Trois jours après, le 18 décembre, la ville fut prise. Ce jeune commandant se nommait *Bonaparte.*

Aux frontières de la Belgique et du côté de l'ouest, de grands événemens avaient eu lieu pendant la durée du siége de Toulon. Du 6 au 8 septembre, le général Houchard, ou plutôt Carnot, Jourdan et Leclerc, gagnèrent la bataille d'Hondtschoote sur les Hollandais et les Anglais que commandait le duc d'Yorck, et délivrèrent Dunkerque assiégé par ce prince.

Houchard paya de sa tête son irrésolution pendant le combat.

Le 16 octobre, Jourdan triompha des Autrichiens à la sanglante affaire de Wattignies, et débloqua Maubeuge.

Dans la Vendée, Bonchamps et Lescure s'immortalisaient en expirant; mais leurs soldats, battus successivement à la Tremblaye, à Chollet et à Beaupréau, passaient la Loire en fuyant devant les bandes républicaines; et le brave général Hoche, placé récemment à la tête de l'armée du Rhin, allait écraser les Prussiens et les Autrichiens à Geisberg, délivrer Landau et terminer glorieusement l'année en reconquérant les fameuses lignes de Weissembourg.

Kellermann, avec une partie de l'armée des Alpes, avait été chargé d'investir la ville de Lyon; mais, profitant de son absence, les Austro-Sardes, à travers le comté de Nice, pénétrèrent dans le département du Mont-Blanc. Au bruit de cette invasion, Kellermann quitta aussitôt le siége qu'il ne dirigeait qu'avec

répugnance, car quelle gloire pouvait-il attendre d'un triomphe remporté sur ses compatriotes!

L'ennemi, au nombre de vingt-cinq mille hommes, avait attaqué les vallées de la Maurienne et de la Tarentaise, où sept mille Français seulement étaient disséminés sur une ligne de quinze lieues. Après une noble résistance et des succès partiels, envahis de toutes parts et craignant d'être tournés, ils avaient enfin opéré leur retraite, et, pendant dix-huit jours, s'étaient retirés en bon ordre devant des troupes trois fois plus nombreuses qu'eux et qui cependant n'avaient pu les rompre. Quand Kellermann arriva, les Piémontais occupaient le Faussigny. Leur centre était à Beaufort en Savoie, leur droite à Salenches, sur la lisière du territoire de Genève, à six lieues de Chamouny, et leur gauche en Maurienne.

Le héros de Valmy fit un appel aux gardes nationales du département de l'Isère et du nouveau département français du Mont-Blanc;

elles y répondirent avec enthousiasme et se rendirent au poste de l'honneur. En un mois, battu dans toutes les rencontres, déconcerté dans toutes ses tentatives, l'ennemi abandonna ses positions et, à son tour, opéra sa retraite. S'arrêtant enfin au village de Saint-Maurice, situé sur la frontière, au pied du petit Saint-Bernard, après l'avoir entouré de retranchemens, il résolut de tenter encore le hasard des combats.

Le général français l'y attaqua sans attendre un renfort qui arrivait à marches forcées pour le soutenir. Cependant, au milieu de l'action, lorsque la victoire flottait indécise entre les deux partis, l'apparition des soldats des Alpes décida du gain de la journée. Kellermann écrivit aux législateurs : « Le Mont-Blanc a été envahi » par des forces supérieures; le Mont-Blanc » est évacué aujourd'hui. La frontière de Nice » à Genève est libre. La retraite des Piémon- » tais de la Tarentaise nécessitera celle de la » Maurienne. L'expulsion des Piémontais du

» territoire du Mont-Blanc leur a coûté deux » mille hommes et une immense quantité d'ar- » gent. »

Cette affaire eut lieu le 4 octobre. Le 8, l'ennemi fut chassé de la Maurienne, comme l'avait prédit Kellermann, et forcé de se replier dans les défilés du Mont-Cenis. La réussite de cette expédition assura les succès de la République contre les soulèvemens des provinces du Midi.

Le 18 du même mois, les Piémontais, renforcés de nouveau par des régimens de Croates et d'Autrichiens, aux ordres du général Dewins, après avoir traversé la vallée de la Blure, s'étaient emparés du poste de Gilette, important par sa position, qui leur permettait de jeter un pont sur le Var, de faire une invasion sur le territoire de la République et de couper ses communications avec les troupes françaises occupant le comté de Nice. Dugommier, successeur de Brunet à l'armée d'Italie, et qui avait son quartier-général à Utelle, gros bourg

situé à cinq lieues de Nice, sur les bords de la Vésubia, apprend ces nouvelles, et aussitôt il envoie un officier de confiance à la tête d'un bataillon, avec ordre de marcher sur Gilette. Celui-ci surprend l'ennemi dans un village qu'il était en train de piller, et l'épouvante par son arrivée imprévue. Dugommier, pendant la nuit, était parti d'Utelle avec trois cents hommes d'élite pour chasser quatre mille Autrichiens du poste qu'ils occupaient. Quelques détachemens semés sur son passage se réunirent à lui. Après une marche de sept lieues, il commandait à un millier de combattans, le jour venait de naître, et il était en face de l'ennemi. Sans s'inquiéter du nombre, il l'attaque avec fureur, le culbute, le terrasse, s'empare de Gilette, des tentes, des magasins, de l'artillerie du général Dewins, assure le pays contre une nouvelle surprise, compte huit cents Austro-Sardes morts dans leurs retranchemens, et se hâte de repartir pour Utelle, emmenant avec lui sept cents prisonniers.

Bien lui prit de rejoindre son quartier-général; car, dans la nuit du 22 octobre, il y fut surpris à son tour par l'ennemi, qui avait rassemblé une grande partie de ses forces. Favorisé par l'obscurité et par un brouillard épais, celui-ci s'avance jusqu'aux avant-postes français, où les soldats, harassés par une marche longue et pénible, reposaient, rêvant peut-être à leur victoire de la veille. Il les égorge. Avertie par les cris des victimes, la grand'garde crie : Aux armes! et se replie sur le village. L'ennemi croit son triomphe assuré, établit ses bivouacs sur les montagnes qui bientôt resplendissent de feux, et attend le jour, plein de l'espérance d'achever sa victoire.

Parmi les postes avancés, un seul n'avait pu être occupé par les Austro-Sardes : c'était celui de la Madone, qui, placé sur un pic très-élevé, avait eu le temps de se mettre en état de défense. Dugommier fait éteindre les feux de ses soldats et leur ordonne d'attendre dans le silence le moment de réparer cet échec.

Bientôt l'ennemi s'engage dans un étroit défilé, seule route qui pût lui donner accès jusqu'au camp français. Tout-à-coup, des ravins et des rochers, six cents braves s'élancent sur lui à la baïonnette ; resserré dans un étroit passage où il ne peut se développer, le nombre lui devient inutile; la confusion se met dans ses rangs; il fuit, et trouve encore devant lui dans sa fuite le poste de la Madone, renforcé par deux compagnies de chasseurs et de grenadiers, qui l'empêche de se rallier, redouble son désordre et achève sa défaite.

Ce fut après cette affaire que le général Dugommier quitta l'armée d'Italie pour prendre la direction du siége de Toulon, laissant le commandement au général Dumerbion.

Combien doit sembler admirable la constance héroïque des soldats qui combattaient alors dans les Alpes, quand on songe aux privations et aux contrariétés sans nombre qui semblaient devoir jeter le découragement dans leur ame! A chaque instant on arrachait de

leurs rangs les généraux auxquels ils étaient fiers d'obéir et qui avaient conquis leur amour en les conduisant à la victoire. Kellermann, qui venait sans doute de sauver la France pour la seconde fois, en arrêtant l'invasion rapide des Piémontais, était décrété d'arrestation; Brunet mourait sur l'échafaud; de nouveaux ordres de divisions, de mutations, venaient à chaque instant désorganiser les cadres de l'armée. Sans paie, manquant souvent des munitions de guerre et de bouche, en proie aux délations, à l'injustice, si difficile à supporter, appauvrie par l'absence des détachemens envoyés à Lyon et à Toulon, elle soutenait encore cependant, avec une intrépide résignation, l'âpreté du climat, la lâche tyrannie du gouvernement et les chances d'une défensive périlleuse, qui eût éteint son enthousiasme, si elle ne l'avait puisé dans un ardent amour pour la patrie et un respect aveugle pour ses lois.

Ancien capitaine de grenadiers, Dumerbion

avait gagné successivement ses grades de colonel, de général de brigade et de général de division, au milieu des soldats qu'il commandait alors en chef. Il était âgé de soixante ans, bon, brave, instruit; mais tellement tourmenté par la goutte, qu'il restait quelquefois des mois entiers sans pouvoir sortir de son lit. Sous ses ordres figuraient les généraux Garnier, Macquart, Dallemagne et Masséna, qui n'attendaient qu'un champ plus vaste ouvert à leur bravoure pour conquérir une grande illustration. Le dernier ne tarda pas à donner des preuves de son audace et de son intrépidité.

Poursuivis par les Français, les Austro-Sardes s'étaient réfugiés au poste de Castel-Gineste, fortifié par l'art et par la nature, et de-là menaçaient de nouveau le quartier-général d'Utelle. A travers d'innombrables difficultés de terrain, Masséna, suivi de quelques compagnies d'élite, tourne l'ennemi, surprend ses premiers retranchemens et s'en

empare. Entouré de périls sans cesse renaissans, il arrive au pied de la montagne, dont les hauteurs, couronnées d'artillerie, ne semblent lui présenter que l'appât d'une mort glorieuse, mais non d'un succès. Les Français se précipitent en avant; la résistance est d'abord égale à l'attaque; les Austro-Sardes cèdent enfin, abandonnent leur position première, couverte de morts et de blessés, et se réfugient sur la montagne de Brec, l'une des plus escarpées entre les Alpes maritimes. Masséna croit n'avoir fait encore que la moitié de son devoir, s'il ne parvient à les en débusquer. Cependant, afin de se présenter avec quelque avantage devant l'ennemi, il faut du canon, et il ne voit devant lui, pour arriver au sommet de la montagne, qu'un sentier à pic, étroit et raboteux, flanqué de rocs et de précipices. Par son ordre, une pièce de quatre est démontée; lui-même donne l'exemple; ses soldats le secondent avec enthousiasme. Après six heures d'efforts inouis, la pièce, portée à

bras, est remise sur son affût, et sa première explosion, répétée avec fracas par tous les échos des Alpes, épouvante les Piémontais, anéantis de terreur à la vue de cette petite armée en ordre de bataille et débouchant avec de l'artillerie par un sentier praticable seulement jusqu'alors pour les chèvres et les chamois.

Le plateau fut emporté à la baïonnette, l'ennemi se dispersa de rocher en rocher et laissa tout son matériel au pouvoir des Français.

Cette double action eut lieu le 24 novembre.

Ainsi préludait, par d'étonnans exploits, à des exploits plus grands, cette première armée d'Italie appelée à l'honneur de donner un jour la paix à l'Europe.

Pendant le cours de l'année 1793, des changemens de politique et d'autres événemens importans étaient survenus dans les différens États de la péninsule. Dès la fin du mois d'avril, la Corse avait cessé d'appartenir à la France. Promenant le vieux drapeau de Cyrnus au milieu des montagnes et des rochers, Paoli,

dont le nom seul était une puissance, avait soulevé contre leur nouvelle métropole ces peuplades ardentes, ces paysans guerriers, ces farouches chasseurs d'hommes, qui habitent les hauteurs de l'île. En vain dans plusieurs combats décisifs, le général Lacombe Saint-Michel, à la tête des troupes et des partisans de la France, triompha des soldats de Paoli; ces intrépides montagnards, par ruse, par adresse, par force, attaquant, surprenant leurs vainqueurs dans des embuscades inévitables, du haut des rocs qu'eux seuls pouvaient gravir, les détruisaient en détail. Les Français montraient avec orgueil quelques champs de victoire, mais debout sur la cime du mont Calvi, dominant les défilés, les ravins, les bruyères, Paoli, de la pointe de son poignard, pouvait indiquer mille endroits différens teints du sang d'un ennemi.

Si l'indépendance de la Corse semblait indestructible au milieu de ses rochers, le parti français n'était pas moins solidement établi dans

les plaines et dans les villes semées le long du rivage. Déjà même Lacombe forçait à la soumission des forteresses occupées par les insurgés, lorsque l'Angleterre, qui venait de se déclarer ouvertement contre la France, envoya au secours de Paoli une forte escadre, qui parut tout-à-coup devant l'île. Foudroyé sur les côtes par la flotte britannique, pressé dans l'intérieur par les bandes nombreuses du pays renforcées de plusieurs régimens anglais, le général Lacombe dut songer à la retraite pour sauver son armée d'un anéantissement complet.

Le 1er mai il abandonna l'île; la Corse se crut libre, elle n'avait fait que changer de maître.

La présence des Anglais dans la Méditerranée n'influait pas seulement sur les destinées de la Corse; elle avait triomphé des irrésolutions et fait tomber le masque des ennemis de la république. Se sentant appuyé par eux, le roi de Naples s'était enfin engagé à fournir des soldats et des vaisseaux à la coalition. A son

exemple, le grand-maître de Malte avait rompu toute relation avec la France. Épouvanté des excès des révolutionnaires, le souverain pontife appelait sur eux les vengeances du ciel et bénissait les armes des confédérés. Le sang de Louis XVI s'élevait entre nous et l'Europe. Gênes, Venise et la Toscane persistaient seules dans leur neutralité, malgré les insolentes menaces de l'Angleterre. Le grand-duc cependant, sans prendre parti dans la ligue générale, s'était enfin déterminé, pour lui complaire, à renvoyer de ses États le ministre de la république et à rappeler près de lui l'ambassadeur qu'il avait à Paris.

Nous avons vu les résultats de cette levée en masse de tous les souverains; des désastres et des triomphes alternatifs n'avaient pu fixer encore l'indécision de la fortune; la lutte se prolongeait douteuse, mais terrible. L'année qui va suivre renfermait dans son sein les destinées de la France nouvelle.

1794.

Déjà la révolution, qui avait tout détruit, commençait à se détruire elle-même. L'échafaud, après s'être inondé tour à tour du sang des prêtres, des émigrés, des constitutionnels, des républicains modérés, se couvrait de celui des terroristes et des montagnards. Selon l'expression de Camille-Desmoulins, le comité de salut public mettait la Convention en coupe réglée. La fatale charrette contenait souvent ensemble l'accusateur et l'accusé, l'un condamné par un décret, l'autre pour avoir proposé le décret. Étrange contradiction, bien digne de ce gouvernement sans but et sans base, hydre sanglante dont toutes les têtes devaient tomber, qui ne connaissait de liberté que la toute-puissance du crime, et d'égalité que sous le niveau de la mort. Une seule pensée cependant présidait à tant de meurtres et de réactions; *mais la main qui faisait mouvoir le fer de la guillotine était hors de France.*

L'Angleterre, qui ne soulevait, qui n'armait la Vendée que pour l'abandonner ensuite au glaive des républicains, qui excitait ceux-ci à s'entre-détruire, espérait voir enfin la France, son éternelle rivale, épuisée de sang, tomber à sa merci, lui livrer ses colonies et ses flottes. Mais elle calcula mal les suites du coup qu'elle voulait porter; la France, menacée sur tous les points, irritée de ses blessures, sentant le sol s'agiter sous elle, se lève plus grande et plus forte que jamais. Elle enfante, au milieu de ses convulsions, quatorze armées formidables; onze cent mille hommes combattent sous ses drapeaux. Dugommier, Pérignon, Lefebvre, Hoche, Moreau, Jourdan, Pichegru, Moncey, Macdonald, Kellermann, Championnet, Kléber, dirigent ses soldats; sous eux s'élèvent Masséna, Desaix, Augereau, Marceau, Laharpe et Victor. Pendant le cours de 1794, la victoire sembla s'enrôler elle-même sous nos étendards et marcher avec nos bataillons. Pichegru, vainqueur à Courtray et

à Hooglède, Jourdan à Fleurus, s'emparent des Pays-Bas, rejettent les Autrichiens au-delà du Rhin, entrent en Hollande, soulèvent en leur faveur tous les Bataves au cri de liberté. Le Quesnoy, Valenciennes, Condé, sont repris. En Espagne, Fontarabie, Saint-Sébastien, Tolosa, tombent au pouvoir des Français, et le brave Dugommier meurt au sein d'un triomphe. On compta peu de jours dans cette campagne mémorable qui ne fussent marqués du sceau de la victoire. Au commencement du mois de juillet, Pichegru entra dans Ostende, en chassa les Anglais; Moncey écrasa les Espagnols au combat d'Arquinzun; dans la Belgique, Schérer expulsait l'ennemi du Mont-Paliselle, Lefebvre le culbutait de poste en poste à Corbaix, au mont Saint-Jean, à Waterloo; Mons se rendait aux Français; les Autrichiens, chassés de Seneff, évacuaient Saint-Amand, Marchiennes et Cateau-Cambrésis. L'affaire sanglante de Sombref nous ouvrait les portes de Nivelle; l'armée du Nord

pénétrait dans Bruxelles, et y opérait sa jonction avec celle de Sambre-et-Meuse; les armées du Rhin et de la Moselle terrassaient les Prussiens à Platzberg et à Tripstadt. Le 15, Kléber s'emparait de Louvain, Pichegru de Malines; le 16, Schérer reconquérait Landrecies, et Jourdan plantait le drapeau tricolore sur les remparts pe Namur. La capitulation de Nieuport, la conquête d'Anvers et de Liége, les succès de Moncey en Espagne, et la soumission de l'île de Cassandria, en Hollande, terminèrent dignement ce mois glorieux.

On peut juger par cet aperçu du mouvement offensif et rapide qui s'était déclaré dans toutes nos armées.

Nos forces au pied des Alpes et dans le comté de Nice s'étaient augmentées de tous les détachemens qu'on en avait tirés précédemment pour les siéges de Lyon et de Toulon, et qui étaient devenus disponibles depuis la réduction de ces deux places.

Arrêtée, dans ses diverses tentatives en Savoie et dans le comté de Nice, par Kellermann et Dugommier, l'armée austro-sarde, au commencement de la campagne de 1794, avait repris ses anciennes positions, et depuis les hauteurs du petit Saint-Bernard jusqu'au fleuve du Tanaro, ses soldats, échelonnés sur les Alpes, protégeaient les plaines du Piémont. A Turin, tout s'agitait pour augmenter encore les cadres de cette armée et la mettre en état de repousser les Français au-delà du Var.

La prise d'Oneille était, depuis long-temps, le but vers lequel se dirigeait l'attention de nos généraux. De son port partaient tous les bâtimens corsaires qui interceptaient la communication entre Gênes et Nice, et mettaient obstacle aux approvisionnemens de la Provence : c'était la seule place qui permît à la cour de Turin de correspondre encore avec la Sardaigne et les Anglais. L'amiral Truguet l'avait attaquée avec succès par mer en 1792 ; mais depuis la déclaration de guerre de l'Es-

pagne et l'état de faiblesse où languissait notre marine, presque anéantie dans la Méditerranée par la trahison de Toulon, les flottes de la coalition dominaient seules dans ces parages. L'expédition contre Oneille ne pouvait donc s'entreprendre que par terre, et il était impossible d'y parvenir sans entrer sur le territoire de la république génoise, jusqu'alors restée neutre entre les parties belligérantes.

Ce jeune commandant d'artillerie qui s'était distingué devant Toulon, Bonaparte, était, depuis le mois de mars, sous les ordres de Dumerbion avec le titre de général d'artillerie. Après avoir examiné attentivement les positions qu'occupait l'armée, s'être convaincu de l'impossibilité d'attaquer de vive force les Piémontais dans les camps inexpugnables des Fourches et de Raus, fortifiés encore par eux, et où le général Brunet avait inutilement sacrifié précédemment l'élite de son armée, il conçut le projet de contraindre l'ennemi à les abandonner de lui-même. Il s'agissait de le

tourner sur sa gauche, et de se rendre maître de la chaîne supérieure des Alpes en s'emparant du Col de Tende. Renvoyé à un conseil où siégeaient Robespierre jeune et Ricord, représentans du peuple, les généraux Dumerbion, Masséna et Rusca, son plan fut adopté.

La même difficulté d'exécution subsistait toujours par rapport à Gênes; on fit demander le droit de passage au doge, qui refusa. Ne pouvant l'obtenir, on s'en passa. On se rappela que, six mois auparavant, deux mille Piémontais, partis d'Oneille pour se rendre à Toulon, avaient traversé en armes les possessions de cette république; on se rappela encore que, le 15 octobre 1793, la frégate française *la Modeste* était amarrée dans le port de Gênes, sous la protection génoise, lorsque des vaisseaux sortis des ports de la Grande-Bretagne et placés auprès d'elle, lui intimèrent l'ordre d'arborer le pavillon blanc. Sur le refus du capitaine, les Anglais attaquèrent la frégate, massacrèrent une partie de l'équipage,

qui, peu préparé à une telle violation des lois de la guerre, n'avait point eu le temps de se mettre en défense. La Convention irritée, mais alors dans une situation qui ne lui permettait pas de rompre ouvertement avec le doge, dévora son injure ; mais c'en était plus qu'il ne fallait pour légitimer à ses yeux le plan proposé et sa mise en œuvre.

Le 6 avril, tandis que le général Dumerbion, pour distraire l'attention de l'ennemi, faisait emporter d'assaut le camp de Fougasse et tous les postes avoisinant Bréglio, une division de quatorze mille hommes se dirige sur le château de Vintimille, s'en empare ; Masséna, à la tête d'une brigade, marche aussitôt sur le mont Tanardo ; le général Macquart franchit la Taggia et se porte vers Monte-Grande. Précédé d'une proclamation pacifique, alors Bonaparte traverse le territoire génois, rencontre les Autrichiens à Sainte-Agathe, les met en fuite, et le lendemain fait son entrée dans Oneille, où il ne trouve personne pour

assister à son triomphe ; car, terrifiés au seul nom des Français, et se rappelant sans doute les excès commis précédemment dans leur ville par l'amiral Truguet, les habitans n'avaient livré que leurs murs aux vainqueurs. Ils y furent bientôt rappelés par la conduite modérée que tinrent, dans cette occasion, les soldats républicains.

De son côté, Masséna s'était emparé de Loano. Le général Mercy-Argenteau, avec deux mille cinq cents Autrichiens, tenta en vain de l'arrêter sur les bords du Tanaro, à Ponte-di-Nave; il succomba sous les efforts de la valeur française. Le même jour, 17 avril, Orméa tomba en notre pouvoir. Garessio capitula le lendemain.

Au bruit de ces victoires si rapides, les Austro-Sardes, comme on l'avait prévu, se hâtèrent d'abandonner les revers des Alpes, où ils n'étaient plus en sûreté. Les généraux Macquart et Masséna, poursuivant leurs succès, investirent Saorgio, place importante par sa

position sur la route de Nice à Turin; et, malgré de formidables retranchemens, quoique pourvu d'abondantes munitions de guerre et de bouche, Saorgio ouvrit ses portes devant les Français, le 29 avril. Le roi de Sardaigne en fit juger et mettre à mort le commandant, dont la molle résistance avait compromis le salut du Piémont.

Trois mille prisonniers, deux places fortes, soixante pièces de canon, de vastes magasins de munitions de toute espèce, étaient les trophées de ces brillantes affaires. Bientôt le Col de Tende fut occupé par les soldats de l'armée d'Italie, qui, maîtres de la chaîne supérieure des monts jusqu'à la vallée de Barcelonnette, purent enfin communiquer avec les premiers postes de l'armée des Alpes.

Celle-ci n'était pas restée oisive pendant ce temps. Secondant le mouvement qui avait lieu sur sa droite, le général Alexandre Dumas, investi du commandement depuis le départ de Kellermann, fit attaquer, par le général

Bagdelone, le Mont-Valaisan et le petit Saint-Bernard, situés entre la vallée d'Aoste et la Savoie. L'Europe fut effrayée de tant d'audace ! Au sein de l'hiver le plus rigoureux, dans des régions où il exerce son pouvoir avec le plus de fureur, nos soldats osent tenter d'enlever des positions jusque-là regardées comme imprenables, même quand la saison peut favoriser les assaillans. Armés du sabre et du fusil, ils vont à travers les glaces et les précipices se heurter contre des remparts indestructibles, hérissés d'artillerie et défendus par des ennemis supérieurs en nombre. Le délire semblait avoir enfanté un tel projet, mais l'impossibilité probable de son exécution en assura elle-même la réussite. Le général Bagdelone, à la tête d'une division résolue à trouver la gloire ou la mort au but de sa course, après avoir foulé pendant deux jours entiers des neiges amoncelées où les pas des chasseurs des Alpes n'eussent point même osé s'imprimer, attaque brusquement le Mont-

Valaisan, dont la triple redoute protégeait les hauteurs du Saint-Bernard. Les Piémontais, surpris, terrifiés par cette invasion à laquelle ils étaient loin de s'attendre, au milieu du désordre, opposèrent en vain à l'impétuosité française le feu terrible de leurs batteries; les retranchemens furent emportés, et la fuite seule put protéger les Austro-Sardes contre leurs vainqueurs. Les républicains se servirent alors des canons ennemis pour foudroyer la chapelle de Saint-Bernard où s'étaient concentrées les forces royales. Celles-ci, écrasées par leur propre artillerie, abandonnèrent à la hâte ce poste désastreux, et, poursuivies avec acharnement par quelques détachemens français qui parvinrent avec elles jusqu'à la base de ces rochers, elles se virent contraintes d'évacuer encore le petit village de la Thuile où elles s'étaient réfugiées. Toute la vallée d'Aoste en fut remplie de terreur; déjà l'on tremblait pour la capitale de cette province, lorsque le duc de Mont-Ferrat, fils du roi,

jeune prince d'une haute espérance, accourut, secondé par des troupes de ligne et les milices nombreuses du pays, et contraignit cette poignée de braves de se mettre à l'abri, sous la protection de sa conquête récente.

Mais des obstacles plus grands peut-être restaient encore à surmonter pour assurer aux Français la tranquille possession de la Savoie. A une égale distance de Turin et de Chambéry, s'élève formidable le gigantesque Mont-Cenis, dont le point culminant domine la vallée du Pô. Là, une double barrière de rochers s'étend d'un côté jusqu'à des montagnes escarpées, et de l'autre se lie à un ravin dont la pente rapide, coupée par de nombreux précipices, descend à Lanslebourg, ville frontière de la Savoie, où des troupes françaises étaient rassemblées. Des redoutes, des tranchées, des batteries, garnissaient ces formidables éminences; la garde en était confiée aux soldats les plus habiles et les plus aguerris de l'armée austro-sarde. Déjà, au mois de fé-

vrier, le général Sarret avait entrepris de s'en rendre maître; mais, vaincus par les frimas, lui et ses braves dormaient sous les avalanches.

Aussitôt que le printemps eut facilité la fonte d'une partie des neiges qui obstruaient les sentiers et couvraient les montagnes, le général Alexandre Dumas tenta de nouveau cette opération périlleuse. Pour en protéger l'exécution, une division de trois mille hommes, partie de Briançon, franchit le pic de la Croix, s'empara des forts de Mirabouc, de Maupertuis, passa le Mont-Genèvre, descendit dans les vallées de Bardonnèche et de Césane, prit Oulx [1], Fenestrelles, força le Col de l'Argentière et le passage des Barricades qui assura le point de jonction entre l'armée des Alpes et celle d'Italie.

Alors, sans douter de leur triomphe, pleins de confiance dans le génie de la République et dans l'expérience de leurs chefs, les soldats

[1] *Locellum*. César en parle dans ses *Commentaires*.

français s'enfoncent audacieusement dans ces étroits défilés où le souvenir du désastre de Sarret ne les fait point trembler. Séparés en trois colonnes, dont Dumas lui-même, Bagdelone, le vainqueur du Saint-Bernard, et le brave capitaine D'Herbin ont pris le commandement, à la chute du jour, au moment où la lune, apparaissant tout-à-coup sur un pic neigeux, comme un disque d'argent placé sur un obélisque, éclairait les sommités des Alpes et projetait au loin leurs grandes ombres, ils s'élancent avec fureur contre les trois redoutes principales. Les Piémontais résistent avec courage et se montrent dignes de pareils adversaires. Partout, dans les tranchées, dans les batteries, sur les roches déjà teintes de sang, nos soldats frappent ou meurent. Une lutte horrible s'établit dans les bas défilés où règne encore l'obscurité la plus profonde; ce n'est qu'aux cris de *vive la République!* que les Français peuvent se reconnaître entre eux: ces cris mêlés aux cris furieux des Piémontais,

au fracas épouvantable et continu de l'artillerie ennemie, s'engouffrant dans les gorges caverneuses, répétés par les échos des montagnes, semblent avoir étendu le lieu du carnage sur toute la chaîne des Alpes. En vain nos guerriers, foulant aux pieds les corps de leurs compagnons déjà tombés, cherchent à leur donner encore une part dans le triomphe en s'en servant comme d'échelons sanglans pour tenter l'escalade; en vain Dumas, retrouvant au milieu des glaces toute la chaleur de son sang africain (car une mère esclave lui donna le jour), non content de commander en général, exécute lui-même ses propres ordres et se bat en soldat; la pointe de son épée ne peut atteindre que des rocs et s'y brise. Accablé de son impuissance, des pleurs de rage sillonnent sa figure basanée. Tout-à-coup du haut de la redoute principale un cri de victoire s'élève! Bagdelone à travers les précipices, secondé des plus valeureux d'entre les siens, avait tourné la redoutable position et s'en était em-

paré en l'attaquant sur les derrières. En vain les Piémontais crurent encore la résistance possible. Indécis de terreur entre un nouveau combat contre de tels ennemis, ou une fuite nocturne au milieu des rocs, des neiges et des sentiers impraticables, l'épouvante paralysait leur courage. Dominés bientôt à leur tour par les Français, forcés dans leurs autres retranchemens par D'Herbin et par Dumas, ils effectuèrent enfin leur retraite en désordre, et le drapeau républicain domina les hauteurs des Alpes depuis le Mont-Blanc jusqu'aux sources du Tanaro.

Tout le matériel des troupes royales était tombé au pouvoir des vainqueurs; huit cents prisonniers rehaussaient déjà l'éclat de leur triomphe; le nombre sans doute allait s'en accroître de nouveau; car, cernés sur le sommet d'une montagne, quelques guerriers encore armés ne pouvaient racheter leur vie que par une prompte soumission. Hélas! ces derniers combattans ennemis étaient des Français.

Chassés de leur injuste patrie et réfugiés en Savoie, ils y jouissaient en paix de l'asile généreux accordé au malheur, lorsque Montesquiou s'empara de ce pays. Entraînés par le désir d'aider au succès de leur cause, de garantir de l'invasion les nouveaux foyers hospitaliers qui les avaient reçus, ils prirent rang parmi ceux qu'ils croyaient ne s'être levés qu'en leur faveur. Ainsi, comme Alexandre, durant le cours de ses conquêtes dans la Perse, était sûr de trouver des Grecs partout où se faisait sentir une forte résistance; tels les Français devaient deviner la présence de leurs compatriotes dans les lieux où leurs adversaires semblaient lutter avec eux de courage et de persévérance. Perdant tout espoir d'échapper aux soldats républicains, ces malheureux émigrés, sachant trop qu'épargnés par ceux-ci leur vie n'en était pas moins proscrite dans leur pays, résolurent du moins d'être libres dans le choix de leur mort et le genre de leur supplice. Épargnant sans doute un crime de

plus aux mille tyrans qui pesaient sur la France, ils atteignirent les cimes les plus escarpées du rocher qu'ils occupaient, mesurèrent la profondeur des précipices ouverts sous leurs pas, brisèrent leurs armes, s'élancèrent, et bientôt un dernier cri de *vive le Roi!* se fit entendre jusque dans le fond des abîmes. Surpris de cette clameur étrange pour eux, les vainqueurs allaient y répondre par un cri de *vive la nation!* un sentiment de respect et de pitié enchaîna leurs voix ; une émotion douloureuse resserra leurs cœurs, et par un mouvement unanime, spontané, les baïonnettes et les drapeaux républicains s'abaissèrent silencieusement en signe d'hommage, et saluèrent ceux qui savaient mourir.

La faiblesse numérique de nos soldats les força de ralentir leur offensive. Après un grand nombre de marches, de contre-marches et d'attaques partielles où ils atteignirent presque toujours le but qu'ils s'étaient proposé, une affaire plus décisive eut lieu.

Vers le mois de septembre, une division autrichienne, aux ordres du général Wallis, menaça d'occuper Savone, ville appartenant à la république génoise. Une division anglaise devait, pour la seconder, débarquer à Vado, où, depuis la prise d'Oneille, se réfugiaient tous les corsaires, jaloux d'interrompre les moyens de commerce de Gênes à Marseille. Le but de cette double expédition était d'épouvanter le doge et de le contraindre à se déclarer contre la France.

Victor-Amédée voulait se hâter d'agir; l'Allemagne n'avait encore fourni qu'une faible partie des forces qu'elle s'était engagée à faire passer dans le Piémont, par le traité de Valenciennes. Le roi craignait que les Français en poursuivant leurs avantages, franchissant les Apennins, n'envahissent enfin le Piémont par la route de Dégo et de Cairo. Les Autrichiens, rassemblés dans les environs d'Alexandrie, reçurent l'ordre d'occuper les places de Carcare, Millesimo, Cossa-

ria et Cairo, tandis que les Français semblaient se concentrer vers Loano et Finale.

Dumerbion prévit les conséquences de ces mouvemens, et se hâta d'y mettre obstacle en attaquant les Austro-Sardes dans leur camp fortifié de Dégo. Dans la nuit du 20 septembre, il avait réussi dans son entreprise, les avait chassés de leurs positions, et campait lui-même sur les hauteurs de Cairo dont il venait de s'emparer.

Le lendemain, dès l'aurore, il put apercevoir devant lui l'armée des coalisés, partagée en deux grandes divisions, dont l'une, formant l'avant-garde, garnissait les hauteurs de Colletto et se prolongeait jusqu'aux vallées de Carpezzo. Une nombreuse artillerie couronnait toutes les positions environnées de forts retranchemens; le corps d'armée manœuvrait déjà avec ordre et s'étendait majestueusement depuis les hauteurs de Bosco jusqu'à celles de Brovida. Aux extrémités des deux ailes, les monts de Cerretto et de Vallaro, occupés par

des bataillons de Croates et de chasseurs, protégeaient les flancs des Austro-Sardes : ils acceptaient la bataille.

En l'absence de Dewins, le général autrichien Wallis avait le commandement. Sous les ordres de Dumerbion, les généraux Masséna et Laharpe dirigeaient les soldats de la République, divisés en trois colonnes. La première, secondée par cinq cents cavaliers, les seuls que pût compter l'armée française, attaqua l'importante position de Colletto, tandis que les deux autres se portaient vers le mont Vallaro et les sommités qui dominent la route de Cairo. L'artillerie redoutable des Autrichiens paralysa long-temps les efforts des Français, tour à tour assaillans et assaillis. Des cris de victoire retentissaient alternativement dans les deux armées, dignes l'une de l'autre par leur valeureuse ténacité. Enfin, après un jour de combat, après vingt assauts furieux, quoique ébranlés, écrasés par les batteries autrichiennes auxquelles ils ne pou-

vaient riposter, les Français s'emparèrent des retranchemens de Colletto, et dès-lors la chance sembla tourner en leur faveur. Cependant les confédérés combattaient encore, et la nuit seule put mettre fin à cette lutte acharnée. Le général Wallis profita de l'obscurité pour se retirer sur Acqui, ville du Piémont, située sur la rive septentrionale de la Bormida.

Privé de sa cavalerie, qui alors cherchait sur les bords du Rhône à se refaire de ses fatigues et de ses privations, le général Dumerbion n'osa brusquer une entrée en Italie qui eût attiré sur sa faible armée toutes les forces autrichiennes et piémontaises. Il laissa l'ennemi s'éloigner, fit lui-même un mouvement rétrograde et se retira du côté de Vado, d'où les Anglais étaient partis et où il se fortifia. De cette position, aidé du général Bonaparte, il fit armer les côtes, élever les redoutes pour protéger les bâtimens républicains, pour interrompre les communications entre les flottes de la Grande-Bretagne et l'armée des confé-

dérés, pour maintenir les relations commerciales de Marseille avec Gênes, et retenir cette dernière dans les liens de sa neutralité. L'affaire de Cairo, importante par ses résultats, termina la campagne de 1794.

Cependant, jetés sur la crête supérieure des Alpes, dans une étendue de soixante lieues, nos soldats éprouvaient déjà les atteintes d'un ennemi plus difficile à vaincre pour eux que les Autrichiens. L'hiver les environnait de ses montagnes de glace, interceptait leurs relations avec l'intérieur et les différens corps. Fatigués de leur inaction, affaiblis par le manque de subsistances, pâles de faim et de misère, en proie à de nombreuses maladies causées par la crudité des eaux et la vivacité de l'air dans ces hautes régions, ils voyaient à leurs pieds, dans des plaines fertiles, l'armée piémontaise au sein de l'abondance et du repos, se renforcer de jour en jour, et soupiraient, mais vainement encore, après ce temps où la victoire leur ouvrirait les portes de la belle Italie.

De grands changemens étaient survenus en France pendant le cours de cette année. Le règne de la terreur avait cessé; la tête de Robespierre était tombée sur l'échafaud au bruit universel des applaudissemens de tous les partis. L'ordre renaissait, lentement il est vrai, car trop de secousses violentes avaient ébranlé l'État, trop d'hommes avaient été déplacés, trop d'intérêts irrités; mais malgré les efforts de l'anarchie expirante, malgré les excès des factions qui combattaient encore pour le désordre, tout tendait à reprendre une allure légale. Les succès de nos armées, l'espérance d'un avenir de gloire et de bonheur, remplissaient les cœurs d'allégresse. Nous avons vu, nous allons voir encore la nation en armes combattre pour ses droits et pour son indépendance; mais du moins désormais elle espérait obtenir le prix du combat. Si les factions devaient encore la tourmenter, si le despotisme même devait peser sur elle, il était du destin de la liberté de leur survivre et de faire oublier leur passage.

Nous touchons enfin à l'instant où, après quelques revers, après une campagne plus glorieuse que brillante, l'armée d'Italie va prendre une attitude formidable, anéantir devant elle les cinq grandes armées de Dewins, de Beaulieu, de Wurmser, d'Alvinzi et du prince Charles, conquérir le Piémont, la Toscane, la Lombardie, épouvanter Naples et Rome, créer des républiques nouvelles, renouveler la constitution génoise, rayer la vieille Venise du rang des nations, et dicter la paix à l'Autriche au sein même des États héréditaires.

C'est l'armée d'Italie qui soumit les derniers ennemis de la révolution ; ses triomphes amenèrent le grand jour où toute l'Europe continentale reconnut publiquement cette ère nouvelle; l'armée d'Italie semblait devoir nous en assurer à jamais les nobles résultats, et c'est de son sein cependant que sortit le destructeur éphémère de notre liberté; homme extraordinaire qui semble être venu pour nous rassurer sur notre avenir et nous apprendre qu'en

France, aujourd'hui, le génie le plus prodigieux et la puissance la plus vaste ne sont pas encore suffisans pour y fonder le despotisme. Le vœu de Louis XVI s'exaucera; tant de maux n'auront pas pesé vainement sur notre belle patrie. Le repos et le bonheur de la France dépendent désormais de la durée de ses nouvelles institutions.

Il est un arbre qui d'abord ébranle la terre où il s'implante; ses racines croissent dans le sang; les orages s'amoncellent autour de sa tige faible encore, la courbent et ne peuvent la briser, car il brave la foudre et il croît sous la tempête. Plus tard, parvenu à sa hauteur, il étend ses rameaux protecteurs sur les enfans de ceux qui l'ont vu naître; son feuillage se couronne de fleurs et de fruits; son influence magique dissipe les génies malfaisans de l'air; les peuples dorment en paix sous son ombrage, et les rois consolident leur trône en l'adossant à son tronc immobile. Lorsque autour de lui s'établissent les danses et les jeux, si un

esprit chagrin et rêveur traverse la foule joyeuse et lui dit : « L'arbre que vous environnez d'hommages, plus fatal que le mancenillier, recèle un poison destructeur; il est assis sur des cadavres, et vous dansez sur les tombeaux de vos pères ; » la foule écoute à peine, sourit et continue ses jeux et ses danses. Les générations vivantes s'inquiètent peu de ce que leur bonheur a coûté aux générations éteintes. A l'homme chagrin succède un homme pervers : « Renversez cet arbre, dit-il, il vous cache des trésors et vous intercepte les rayons du soleil. » Peuple, gardez-vous de le croire ; sans cet arbre le soleil vous dévorerait ; gardez-vous d'y porter la hache, le sang en jaillirait ; il vous écraserait sous ses débris : cet arbre, c'est celui de la liberté.

LIVRE PREMIER.

TABLEAU

DE LA FORMATION DES ARMÉES DES ALPES ET D'ITALIE, DES PRINCIPAUX COMBATS LIVRÉS PAR ELLES, ET DES MUTATIONS SURVENUES ENTRE LEURS GÉNÉRAUX EN CHEF.

ARMÉE DU MIDI.

MONTESQUIOU, *général en chef;* ANSELME, *lieutenant-général.*

1792.

16 septembre, envahissement et conquête de la Savoie, par Montesquiou.
29 septembre (8 vendémiaire an I de la République), prise de Nice, par Anselme.

L'armée du Midi est divisée en deux armées, celle des Alpes et celle d'Italie.

ARMÉE DES ALPES.

1793.

MONTESQUIOU, *général en chef.*

Accusé d'avoir compromis la dignité de la république dans une négociation avec les magistrats de Genève, il quitte bientôt le commandement, et se retire en Suisse.

KELLERMANN, *général en chef.*

Il est chargé d'investir la ville de Lyon, en France (fin de juin).
Il revient à l'armée des Alpes (commencement d'octobre).
Enlèvement du poste de Saint-Maurice, le 4 octobre (13 vendémiaire).

1794.

ALEXANDRE DUMAS.

Attaque des redoutes du mont Valaisan et du Petit-Saint-Bernard, le 24 avril (5 floréal).
Les postes du Mont-Cenis emportés, du 13 au 14 mai (25, 26 floréal).

ARMÉE D'ITALIE.

1793.

BIRON, *général en chef.*

Prise de Sospello, le 14 février (26 pluviose an I).
Prise des hauteurs de Lantosca, le 11 avril (23 germinal).

BRUNET, *général en chef.*

Combat des Fourches, le 1er juin (14 prairial).
Attaque des Fourches et de Raous, le 12 juin (25 prairial).

DUGOMMIER, *général en chef.*

Combat de Gilette, le 18 octobre (27 vendémiaire).
Affaire au quartier-général d'Utelle, le 22 octobre (1er brumaire).

DUMERBION, *général en chef.*

Affaire de Castel-Gineste, le 24 novembre (4 frimaire).

1794.

Prise du camp de Fougasse, le 6 avril (17 germinal).
Occupation des postes environnant Bréglio, le 7 avril (18 germinal).
Prise d'Oneille, le 8 avril (19 germinal).
Affaire de Ponte-di-Nave, le 16 avril (27 germinal).
Prise d'Orméa, le 17 avril (28 germinal).
Prise de Garessio, le 18 avril (29 germinal).
Prise de Saorgio, le 20 avril (10 floréal).
Occupation du col de Tende, le 8 mai (19 floréal).
Combat de Cairo, le 21 septembre (5e jour complémentaire).

1795.

L'armée des Alpes et celle d'Italie sont rangées sous le commandement d'un seul chef, KELLERMANN.

(MOULINS *commande, sous lui, à l'armée des Alpes.*)

MOULINS.

Première attaque du col de Monte, le 17 avril (28 germinal).
Deuxième attaque, couronnée de succès, le 12 mai (23 floréal).
Prise du mont Genèvre, le 30 août (16 fructidor).

KELLERMANN.

Combat de Spinardo, le 22 juin (4 messidor).
Combat de Vado, le 24 juin (6 messidor).
Combat de Linferne, le 25 juin (7 messidor).
Prise du poste de Saint-Jacques par les Autrichiens; même jour.
Reprise de Saint-Jacques et de Mélogno par les Français; même jour.
Nouvelle attaque des Autrichiens à Vado, le 26 juin (8 messidor).
Combats au col de Sabion, au col de Tende, à Limone, etc., le 27 juin (9 messidor).
Attaque de la redoute de Mélogno, dans laquelle échoue Masséna; même jour.
Nouveaux combats au col de Spinardo, à Bardinetto; attaques infructueuses des Autrichiens contre les postes de Garessio, de Viosena, de Carlino; même jour.
Attaques du camp de San-Bernardo, les 2 et 3 juillet (14 et 15 messidor).
Combat du col de Terme, le 5 juillet (17 messidor).
Combats du col de Tende, de Tuirano, les 17 et 18 août (30 thermidor et 1er fructidor).
Attaque du camp de Limone, le 24 août (7 fructidor).
Combat d'Allassio, le 27 août (10 fructidor).
Nouveaux combats à Lantosca, au poste de Cerise, à Saint-Barnouil, à la Lombarde, à Saint-Etienne, etc., le 31 août et les 1er et 2 septembre (14, 15 et 16 fructidor).
Combats du Champ-des-Prêtres et du Petit-Gibraltar, le 19 septembre (3e jour complémentaire).

Les deux armées sont divisées de nouveau : SCHÉRER remplace KELLERMANN à celle d'Italie; KELLERMANN est replacé à la tête de celle des Alpes.

KELLERMANN, *général en chef.*

Combats du col de la Croix et de la Novalaise, le 14 octobre (22 vendém.).
Attaque des villages de Bousson, de Champsac, etc., les 13 et 14 novembre (22 et 23 brumaire).

SCHÉRER, *général en chef.*

Bataille de Loano, les 23, 24, 25, 26, 27 et 28 novembre (du 2 au 7 frimaire).

1796.

BONAPARTE.

HISTOIRE
DES
GUERRES D'ITALIE.

LIVRE PREMIER.

DEWINS.

CHAPITRE PREMIER.

Description générale de l'Italie. — Des Alpes. — Des Apennins.

§ Ier.

La configuration de l'Italie, en une presqu'île étroite et longue, a dû de tout temps nuire à sa prospérité. Ses habitans, trop éloignés les uns des autres pour être réunis par des inté-

rêts communs, ne pouvaient connaître l'unité politique. Qu'importait jadis aux peuples de la Ligurie que les Grecs menaçassent les côtes de la Lucanie et du Brutium? Qu'importait à ceux-ci que la Ligurie fût saccagée par les Gaulois? Leurs mœurs, leurs besoins, leur climat n'étaient point les mêmes. La puissance romaine put les maintenir long-temps sous le même joug, non sous les mêmes lois. Après la chute du colosse, ils se divisèrent encore: ce précieux lambeau de terre fut de nouveau morcelé. Réunie par la conquête en corps de nation, l'Italie avait soumis la terre; débarrassée de ses liens de famille, les Goths, les Grecs, les Lombards l'envahirent successivement; sa couronne passa bientôt après du front de Charlemagne sur celui de ses descendans: les maisons de Saxe, de Franconie et de Souabe la possédèrent à leur tour, et depuis, ses débris furent une proie sans cesse offerte à l'ambition des Allemands et des Français.

Placée, pour ainsi dire, entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, baignée dans une grande partie de sa longueur par les flots de l'Adriatique et de la Méditerranée, possédant avec ses îles un littoral égal à celui de l'Angleterre, double de celui de la France, d'un tiers plus étendu que celui de l'Espagne, traversée dans tous les sens par un grand nombre de rivières et de fleuves, l'Italie semblait destinée à devenir la puissance la plus redoutable par sa marine, comme la plus opulente par son commerce. Pise, Gênes et Venise lui avaient révélé dans le moyen âge le secret de ses forces et l'avantage de sa position. Dans sa partie continentale, des fortifications naturelles et inébranlables, les Alpes, semblaient la mettre à l'abri des invasions étrangères et assurer son indépendance. Cependant l'Italie n'est une puissance ni maritime ni commerçante; elle abandonna l'héritage de Gênes et de Venise comme elle avait autrefois renoncé à celui de Rome; et malgré sa double barrière de rochers

et de glaces, l'Allemagne et la France promenèrent leurs soldats victorieux au milieu de ses dix-huit millions d'habitans.

Nous avons entrevu déjà dans la conformation de son territoire une des causes de sa faiblesse; plus tard, nous essaierons de développer les raisons morales qui ont hâté la décadence du corps italique et menacent même de le frapper de mort. Aujourd'hui c'est de sa situation physique qu'il est instant de nous occuper; il nous faut montrer l'emplacement et les décorations de ce grand théâtre de la guerre, où bientôt se balanceront les destins de l'Europe. Cependant tel était alors l'état des habitans de ces belles contrées, peu soucieux de se garantir d'une invasion qui, si elle ne devait améliorer leur destin, du moins devait le changer (et tout peuple détourné de sa véritable voie, inquiet de sa langueur et de son malaise, est avide de changement), que leurs vœux pour le succès flottaient indécis entre leurs agresseurs et leurs défenseurs.

Dans ces grandes querelles, les Autrichiens, presque seuls, figurèrent comme soldats: l'Italie ne fournit que les champs de bataille.

§ II.

On peut diviser en trois portions distinctes la péninsule italienne[1]. La partie septentrionale présente d'abord les possessions du roi de Sardaigne (le Piémont, le Montferrat, les fiefs impériaux, quelques portions du territoire autrefois enclavé dans le duché de Milan; enfin, l'île de Sardaigne; à l'époque que nous signalons, la Savoie, qui, géographiquement, semble appartenir à la France, comme la Corse à l'Italie, était déjà devenue par la conquête le département du Mont-Blanc). Les États sardes s'appuyaient alors, au nord, sur le Valais; à l'est, sur le duché de Milan; à l'ouest,

[1] Je crois devoir avertir que, pour les détails géographiques, je me reporte entièrement aux divisions territoriales qui existaient en 1794.

sur le Dauphiné et la Savoie; ils étaient bornés au sud par le département des Alpes-Maritimes (comté de Nice) et le territoire de Gênes.

Turin, capitale du Piémont, est situé au pied des montagnes, dans une plaine fertile, à trente-cinq lieues nord-ouest de Gênes. La vallée d'Aoste, tout-à-fait au nord, est formée par les versans concentriques des deux Saint-Bernard et du Mont-Blanc, ainsi que par ceux des montagnes opposées, au milieu desquelles coule la Doria-Baltéa. Une autre vallée, commençant au Mont-Cenis et se prolongeant jusqu'au district de Turin, renferme Novalaise, village jeté sur la pente rapide de la montagne; et la ville de Suze, ancienne capitale du Piémont, dont l'accès est défendu par le fort de la Brunette. A l'ouest de Suze se présentent encore plusieurs autres vallées dominées entièrement par les Alpes. Exilles, ville fortifiée, conquise en 1708 par les ducs de Savoie, ainsi que Fenestrelle, sur les sectaires

vaudois, dont nous parlerons bientôt plus amplement; Oulx, Césane et Pérouse; Pignerol, où languirent autrefois captifs le sur-intendant Fouquet, le duc de Lauzun et l'homme au masque de fer; Lucerne, Château-Dauphin, défendent les passages de ces vallées, peuplées encore par les débris de ces Vaudois si long-temps animés du double fanatisme de la religion et de la liberté. Dans le demi-cercle tracé alors par la jonction des Alpes et des Apennins, se trouvent le territoire inégal et tourmenté de Saluces, la place forte de Coni, déjà deux fois assiégée par les Français, celle de Mondovi qui alors n'était encore célèbre que par ses côteaux fertiles en bons vins; Fossano, Cherasco, Asti, situés sur les bords de la Stura ou du Tanaro.

Vers la source de ce dernier fleuve apparaissent, dans les Apennins, Céva, Garessio, Orméa; au-delà des monts, l'ancien comté de Nice avec ses villes de Tende, de Breglio, de Sospello, de Villefranche,

d'Oneille, et tant d'autres noms chers à notre nouvelle gloire.

Le Montferrat, les fiefs impériaux, et les autres possessions du Piémont, ne présentent plus d'important à citer que les villes de Casal, d'Acqui, de Spino, de Tortone et d'Alexandrie.

Du côté de la mer alors, entre le Parmésan et le département des Alpes-Maritimes, se trouve une des anciennes reines de l'Italie.

S'étendant le long de la Méditerranée sur une côte circulaire de près de cent lieues, environnée de hautes montagnes, Gênes *la Superbe* renfermait dans son sein un peuple actif et laborieux, toujours ami d'une liberté turbulente à laquelle il avait dû ses prospérités inconcevables et ses désastres inouis [1]. La capitale, entourée de fortifications, s'élève en amphithéâtre sur les bords du golfe; c'est de là que la statue colossale d'André Doria semble dominer encore sur la Méditerranée,

[1] Gênes appartient aujourd'hui au roi de Sardaigne.

mais le trident de ce nouveau Neptune est brisé depuis long-temps.

Comme le pays tout entier n'occupe guère que le rivage de la mer, on a distingué la côte sous la double dénomination de *rive du ponent* ou de l'ouest, et de *rive du levant* ou de l'est. La première, qui comprend depuis la principauté de Monaco jusqu'à la ville de Gênes, présente les villes ou bourgs fortifiés de Vintimille, d'Albenga, de Loano, de Finale, de Noli, de Vado, lieux déjà teints du sang de nos soldats ou qui ne vont pas tarder à l'être; de Savone, où Charles-Quint reçut la couronne impériale des mains du pontife; de Novi, qui plus tard dut son illustration à nos malheurs et à la mort du général Joubert. La rive du levant, qui continue de l'autre côté de Gênes jusqu'à Massa, est loin d'offrir la même importance par la quantité de ses villes et par l'intérêt de ses souvenirs. Une partie de la côte n'est composée que de rochers stériles, d'où l'on tire cependant le beau marbre sta-

tuaire de Carrare; c'est par là que se trouve aussi le golfe de la Spezzia, l'un des plus vastes et des plus sûrs de la Méditerranée.

Les États de Parme et de Modène, les duchés de Milan et de Mantoue, les principautés de Monaco, de Massérano, de Castiglione et la république de Venise, complètent la partie septentrionale et continentale de l'Italie.

Les Etats de Parme, situés entre ceux de Gênes, de Modène et de Mantoue, bornés au nord par le Pô, occupent une plaine magnifique où les Apennins se montrent à peine dans quelques districts de l'ouest et du sud; un grand nombre de fleuves les traversent et les fertilisent: Plaisance et Guastalla en font partie, ainsi que le Val-di-Taro et le Pallavicin: leur population était de cinq cent mille ames.

L'État de Modène se trouve à l'est de celui de Parme: dans les autres points, ses frontières s'appuient sur le Ferrarais, le Bolonais et la Toscane. Moindre encore que l'État de

Parme, il n'a que quatorze lieues de l'est à l'ouest, et dix-huit du nord au sud. Le duché de Reggio, qui vit naître l'Arioste, le pays de Sorraggio, les principautés de Novellara, de la Mirandolle, de Massa, de Carrare, etc., sont rangés sous sa dépendance. La Secchia et le Panaro baignent ses plaines couvertes de pampres et de céréales: il comptait quatre cent mille habitans. Un prince de la maison d'Espagne régnait à Parme; celui de Modène était le dernier descendant de la maison d'Est, et des alliances de famille avec l'Autriche l'avaient entièrement mis sous la dépendance de cette puissance.

Dans sa largeur moyenne, le duché de Milan ne présente guère que seize lieues d'étendue de l'est à l'ouest, mais il en a cinquante depuis les confins du Mantouan jusqu'aux rives du lac de Côme. De hautes montagnes traversent ses provinces du nord, où le marbre et le granit pendent en rochers sur les flots du lac Majeur, et ont même servi de fondemens

aux îles délicieuses appelées Borromées. Côme, Anghiera, Pavie, Lodi, Crémone, sont après Milan les villes principales de ce beau pays, arrosé par le Tésin et par l'Adda.

Avec le Milanais, le Mantouan composait les États de la maison d'Autriche en Italie. Sa capitale, environnée de bonnes fortifications et défendue par une citadelle, est située au milieu d'un lac formé par les eaux du Mincio. C'est auprès de Mantoue, dans un petit village appelé Andès, aujourd'hui Piétala, que naquit Virgile : les anciens ducs de la maison de Gonzague y avaient fait construire en son honneur un lieu de plaisance appelé *Virgiliana :* il fut détruit dans la guerre de 1701. Le Milanais et le Mantouan, réunis sous le nom de Lombardie autrichienne, comptaient douze cent mille habitans.

La principauté de Monaco, entre Gênes et Nice, est située sur les bords de la Méditerranée. Depuis long-temps ses princes s'étaient placés sous la protection de la France.

Celle de Massérano, enclavée en Piémont, dans le territoire de Verceil, appartenait à un seigneur de la maison de Fiesque.

Celle de Castiglione, au nord de Mantoue, présentait environ trois lieues de circonférence : elle avait été enlevée par l'Autriche à la maison de Gonzague. La France y vengea le prince dépossédé.

Les provinces italiennes de Venise s'étendaient alors sur une ligne de plus de soixante-dix lieues de longueur depuis la Lombardie autrichienne jusqu'à la Carinthie, et de trente et quelques lieues du golfe Adriatique aux montagnes du Tyrol. Bergame, Créma, Brescia, Vérone, Vicence, Padoue, Bassano, Rovigo, Trévise, Feltre, Bellune, Cadore, Udine, étaient après Venise les villes les plus considérables de cette république, dont la population s'élevait à trois millions d'habitans.

Deux lacs principaux, celui d'Iséo, situé entre Bergame et Brescia, et celui de la Garda entre Brescia et Vérone, sont renfermés dans

les États vénitiens. Le lac de la Garda, témoin depuis de tant d'exploits, a vu naître non loin de ses bords l'empereur Titus, le naturaliste Pline, le poëte Catulle, l'architecte Vitruve, l'historien Cornélius Népos, le philosophe Scaliger, le peintre Paul Véronèse, le cardinal Norris, le tragique Maffeï. Parmi tant d'illustrations, les habitans du lieu n'ont conservé que le souvenir du chantre de l'oiseau de Lesbie.

L'Adda, l'Oglio, le Mincio, l'Adige, la Brenta, la Piave, le Méduna, le Tagliamento, sillonnent dans tous les sens le territoire de la république. Parmi ces fleuves, les trois premiers vont se jeter dans le Pô, les autres aboutissent au golfe.

Telle est la position géographique de la portion continentale de l'Italie. Véritable roi des fleuves de cette contrée, le Pô, qui prend sa source au mont Viso, la traverse d'occident en orient depuis les Alpes du Dauphiné jusqu'à la mer Adriatique, où, après un cours de cent trente lieues, il se précipite par sept embou-

chures, enrichi du tribut des fleuves nombreux de cette immense vallée à laquelle il donne son nom.

§ III.

La partie centrale de l'Italie comprend la Toscane, les États Ecclésiastiques, la république de Lucques et celle de Saint-Marin.

La configuration de la Toscane est presque aussi irrégulière que celle des possessions de Venise: les frontières du nord y semblent avoir pris leur extension aux dépens de celles du sud qui se terminent en pointe. La Toscane est, à l'instar de presque tous les autres pays d'Italie, divisée en différens gouvernemens, auxquels Florence, Pise, Sienne et Piombino ont donné leurs noms. Le Florentin est le plus considérable de ces gouvernemens.

L'Arno, la Chiana et l'Ombrone entretiennent la fertilité dans ce beau pays, où leurs débordemens cependant causent souvent de grands ravages.

La Toscane ou Étrurie a quarante-cinq lieues de longueur sur trente-trois dans sa plus grande largeur ; elle confine à la Méditerranée, à la république de Lucques et aux États Ecclésiastiques, dans lesquels une grande part de son territoire semble être enclavée.

Ceux-ci occupent la portion la plus importante du centre de l'Italie. Ils offrent un développement de quatre-vingt-dix lieues du sud au nord, et de cinquante de l'est à l'ouest.

Ferrare, Bologne, Ravenne, Ancône, Spolette, Pérouse, Orviette, Castro, Viterbe, Magliano et d'autres capitales de comtés, de duchés, de vicariats, forment le cortége de l'ancienne reine du monde, de Rome enfin, échue en patrimoine à saint Pierre.

La république de Lucques, pour l'étendue de son territoire, représente une valeur de huit lieues en tous sens. La liberté cependant y a porté ses fruits. La misère et la mendicité y sont inconnues ; le travail et l'industrie ont propagé l'aisance parmi tous les rangs de ses

citoyens, la fertilité sur tous les points de son territoire. Elle compte dix-huit cent soixante-trois personnes par lieue carrée. C'est donc, comparativement à l'exiguité de son terrain, l'État le plus actif et le plus populeux de l'Europe [1].

Enchâssée au milieu des États du Pape, entre la Romagne et le duché d'Urbin, bien moindre encore en puissance que la république de Lucques, celle de Saint-Marin renferme ses limites dans le cercle d'une ligne tracée à la base d'une montagne escarpée [2]. Elle compte sept mille habitans. Un seul médecin y veille sur la santé publique, un seul maître d'école suffit à ses besoins scientifiques. Si le système républicain ne peut s'appliquer avec succès qu'à de petits États, celui-là doit être le plus heureux et le mieux gouverné : c'est une famille.

[1] Lucques appartient aujourd'hui à la Toscane.

[2] Sous l'empire, elle fit partie du royaume d'Italie. Le congrès de Vienne l'a rendue à l'état républicain.

Le Serchio serpente dans les vallées de Lucques; Saint-Marin n'a que des citernes.

§ IV.

L'île de Sicile et le royaume de Naples, appartenant au même souverain, terminent la péninsule italique, dont ils représentent la partie méridionale. L'Abruzze, la Terre de Labour, la Pouille et la Calabre forment les quatre grandes divisions de l'État napolitain. Aquila, Naples, Bénévent, Salerne, Lecce, en sont les cités les plus opulentes, comme le Tronto, l'Aterno, le Garigliano, le Volturno, le Silaro, le Fortore, le Bradano, l'Agri, en sont les fleuves les plus considérables.

La Sicile se partage en trois vallées, celles de Mazzara, de Noto et de Demona. Les villes de Palerme, de Catane et de Messine sont les plus importantes de l'île.

Je ne m'étendrai pas davantage sur ces contrées, que ne doivent pas visiter encore

les futurs conquérans de la presqu'île. Il me reste à déterminer rapidement la position des Alpes, sur la cime desquelles flotte déjà l'étendard de la France. Plus tard je reviendrai sur mes pas pour essayer quelques détails historiques sur le Piémont, résolu de suivre cette marche et de précéder ainsi nos soldats dans les principaux États d'Italie, pour faire connaître les antécédens et la position des peuples envahis, relever le prix de la conquête et chercher, au milieu de ces passions et de ces intérêts opposés, les causes qui ont fait naître les obstacles ou qui les ont aplanis.

§ V.

Les Alpes séparent l'Italie de la France et de l'Allemagne. Cette longue chaîne de montagnes, les plus hautes de l'Europe, prend depuis le golfe de Gênes, près de Monaco, jusqu'à la mer Adriatique, où elle va se rattacher aux monts de la Hongrie et de l'Autriche.

s'élevant en amphithéâtre demi-circulaire du côté de l'Italie, elle laisse s'épancher dans les plaines ces fleuves nombreux qui se rendent dans le Pô ou dans le golfe de Venise.

On divise cette longue étendue de montagnes en Alpes Maritimes, Cottiennes, Grecques, Pennines, Rhétiennes, Cadoriennes, Juliennes et Noriques.

Les Alpes Maritimes, jetées entre la vallée du Pô et la Méditerranée, commencent au mont Ariol, près de Savone, montent vers le comté de Nice, la Provence et le Dauphiné, et se prolongent jusqu'au col d'Argentières, où sont les sources de la Stura. Ses passages ou cols les plus importans sont le col Ardente et le col de Tende, dont nous venons de voir les Français s'emparer après l'affaire de Ponte-di-Nave et la prise de Saorgio.

Les Alpes Cottiennes, ainsi nommées du roi Cottius qui avait son royaume, dont Suze était la capitale, placé au milieu de ces montagnes, partent du mont Viso et ne se termi-

nent qu'au-delà du Mont-Cenis, dont le passage est élevé à six mille trois cent soixante pieds au-dessus du niveau de la mer, et où le général Alexandre Dumas vient d'implanter aussi le drapeau aux trois couleurs.

Depuis les sources de l'Isère, aux confins du Piémont, jusqu'aux glaciers du Mont-Blanc, dominent les Alpes Grecques, entre la vallée d'Aoste et la Savoie. Elles renferment le Petit-Saint-Bernard.

Les Alpes Pennines séparent l'Italie de la Suisse. Les sommets du Grand-Saint-Bernard, du Simplon et du Saint-Gothard forment ses points principaux.

Les Alpes Rhétiennes voient surgir le mont Splugen entre les possessions de Venise et les vallées des Grisons, et séparent encore l'Italie du Tyrol par le mont Brenner, comme les Alpes Cadoriennes et Juliennes lui servent de barrière contre l'Autriche.

Les Alpes Noriques la protégent du côté

de la Carinthie, et commencent pour elle une seconde ligne de défense.

De ces indestructibles frontières de l'Italie septentrionale, où dorment des glaciers éternels, d'où jaillissent de gigantesques rochers noircis par le temps qui n'a pu les déraciner, le mont de Tende, le mont Viso, le mont Genèvre, le pic de Gletscherberg, le mont Brenner, s'élèvent au-dessus des autres comme autant de gardiens redoutables chargés de protéger ces belles contrées. De larges torrens bouillonnent à leur base, leurs flancs sont hérissés de précipices, et de leurs fronts immobiles descendent lès avalanches. Si quelques défilés sont ouverts pendant la paix pour faciliter les communications entre les Français, les Suisses, les Allemands et les peuples de la péninsule, au premier signal des combats, les secours que l'art a donnés à cette nature déjà si forte, se montrent de tous les côtés pour préserver l'Italie d'une invasion.

De nouvelles fortifications s'élèvent auprès de ces fortifications alpestres si redoutables; des batteries meurtrières protégent les précipices; et ces chemins escarpés et périlleux élevés dans les nuages, serpentant sur la croupe des monts, sur le bord des abîmes; ces gorges étroites et profondes semées d'horribles fondrières, crevassées par le passage des torrens, ébranlées, obstruées par les débris des rocs qui s'élèvent au-dessus d'elles comme une menace éternelle, et que des travaux immenses ont pu rendre à peine praticables aux voyageurs, ne semblent offrir aux armées envahissantes qu'une destruction certaine, des périls sans espoir de succès. Chaque angle de rocher est un rempart, chaque monticule une redoute. L'agresseur, forcé de disputer pied à pied un terrain où tout favorise la défense, où rien ne seconde l'attaque, presque toujours contraint d'abandonner son artillerie dans des chemins impraticables, d'assaillir à découvert un ennemi retranché, de n'opposer aux bou-

lets et à la mitraille que le feu de sa mousqueterie ou la pointe de sa baïonnette, combattant sur un sol qui s'effondre, sous un ciel qui l'accable, trouve encore devant lui, derrière lui, partout, les accidens d'une nature marâtre et les embuches de la guerre; et lorsqu'au prix du sang versé, des privations souffertes, d'un courage surhumain, il a triomphé de l'ennemi de roc en roc, de montagne en montagne, il lui faut alors entreprendre le siége long et douteux d'une place forte, car chacun de ces passages périlleux est fermé par une forteresse; la plus grande partie de ces obstacles cependant, les Français l'ont déjà surmontée.

§ VI.

Beaucoup moins élevés que les Alpes, les Apennins traversent l'Italie dans toute sa longueur et séparent les eaux de l'Adriatique de celles de la Méditerranée. Leur chaîne commence là où se termine celle des Alpes, au

mont Ariol, et va toujours en s'élevant jusqu'au mont Velino, situé au centre de la presqu'île, à sept mille huit cents pieds au-dessus du niveau de la mer. Elle s'abaisse alors progressivement jusqu'aux derniers confins du royaume de Naples.

On les distingue en Apennins Liguriens, qui forment une séparation entre les États de Gênes et ceux de Montferrat et de Parme; en Étrusques, placés entre la Toscane et les duchés de Parme, de Modène et les territoires de Bologne et de la Romagne. Les Apennins Romains et les Apennins Napolitains terminent enfin cette chaîne continue, et coupent longitudinalement le reste de l'Italie par son milieu, entre les deux mers, en divisant, à parties presque égales, les possessions de l'Église et celles de Naples.

Les Apennins sont loin d'offrir le spectacle imposant et terrible que présentent les Alpes; ce ne sont plus ces hauts sommets couronnés de glaces, ces pics neigeux parés encore de la

mâle verdure des sapins et des mélèzes. Le mont Velino presque seul conserve sur son front la trace des hivers qu'il a vus s'écouler. Les mousses parasites et quelques châtaigniers débiles varient à peine la triste uniformité des autres montagnes, dont le sol grisâtre et brûlant, inculte dans beaucoup d'endroits, couvert de laves refroidies, atteste le passage des feux souterrains qui, dans des siècles reculés, ont tourmenté toutes ces régions. Ainsi la puissance malfaisante de la nature, comme la puissance usurpatrice des hommes, tout n'a qu'un temps, qu'une durée éphémère. Quelle leçon pour le conquérant qui bientôt viendra dans ces contrées contempler le cadavre de Rome étendu sur des volcans éteints!



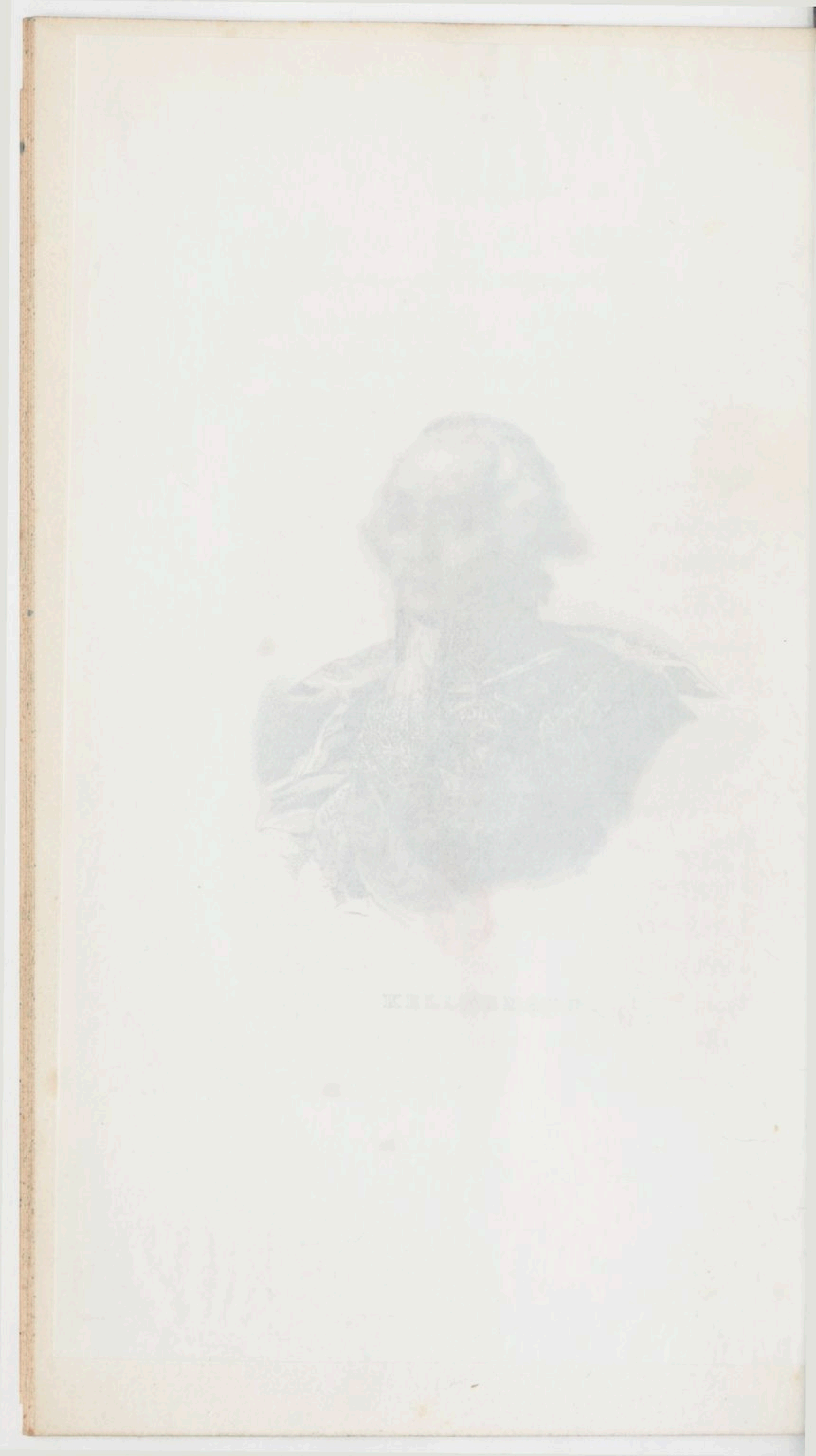
KELLERMANN.

CHAPITRE II.

Kellermann général en chef des armées des Alpes et d'Italie. — Troubles dans les départemens du Midi. — Combat naval de Noli. — Efforts des coalisés. — Dewins. — Moulins. — Berthier. — Masséna. — Laharpe. — Serrurier. — Positions de l'armée française. — Positions de l'armée austro-sarde.

§ Ier.

Dénoncé pour la seconde fois, forcé d'abandonner son armée pour comparaître comme accusé sur les bancs du tribunal révolutionnaire, Kellermann, vers la fin d'octobre 1793, avait été destitué et conduit à Paris sous escorte. Tout semblait lui présager la destinée de Custine et de Biron. Que pouvait pour lui le souvenir de Valmy et de Saint-Maurice?



CHAPITRE II.

Kellermann général en chef des armées des Alpes et d'Italie. — Troubles dans les départemens du Midi. — Combat naval de Noli. — Efforts des coalisés. — Dewins. — Moulins. — Berthier. — Masséna. — Laharpe. — Serrurier. — Positions de l'armée française. — Positions de l'armée austro-sarde.

§ I[er].

Dénoncé pour la seconde fois, forcé d'abandonner son armée pour comparaître comme accusé sur les bancs du tribunal révolutionnaire, Kellermann, vers la fin d'octobre 1793, avait été destitué et conduit à Paris sous escorte. Tout semblait lui présager la destinée de Custine et de Biron. Que pouvait pour lui le souvenir de Valmy et de Saint-Maurice?

Qu'importait au succès de sa cause qu'il eût deux fois préservé la France d'une invasion étrangère? Robespierre avait juré sa perte, et Fouquier-Tinville avait reçu l'ordre de le mettre en jugement. Ce fut cependant ce dernier qui le sauva en opposant sans cesse aux injonctions réitérées du dictateur l'impossibilité où il se trouvait de donner une base à l'acte d'accusation. Ce n'était là qu'une raison spécieuse, sans doute; car de pareils motifs n'avaient jamais arrêté Fouquier-Tinville. Quoi qu'il en soit, la révolution du 9 thermidor arriva sur ces entrefaites; Kellermann réclama lui-même la faveur de paraître devant ses juges, où l'attendait un nouveau triomphe. Acquitté d'une voix unanime et aux acclamations du peuple, après treize mois de détention, il ne sortit de sa prison que pour recevoir le brevet qui l'investissait du commandement en chef des armées des Alpes et d'Italie, réunies en une seule.

Aussitôt il se mit en route. Arrivé à Mar-

seille, il y rencontra le général d'artillerie Bonaparte, qui s'était distingué pendant son absence aux affaires de Sainte-Agathe, du Cairo, dans l'armement des côtes de la Méditerranée, et qui lui donna des renseignemens positifs sur l'état des forces qu'il était appelé à faire agir.

Bonaparte se trouvait momentanément éloigné du service. Un grand nombre d'officiers-généraux, dénoncés comme suspects ou modérés, avaient perdu leurs emplois sous le règne de la terreur; après la chute de Robespierre, ils se représentèrent et furent accueillis. Il fallut que ceux qui étaient nouvellement employés leur cédassent la place, et Bonaparte, comme le plus jeune des généraux d'artillerie, dut attendre une vacance pour rentrer dans son grade. Il se rendait alors à Paris pour réclamer.

§ II.

Cependant l'armée d'Italie languissait dans

une situation critique et difficile. Le comité de salut public avait constamment dirigé tous ses efforts vers le Nord, où les dangers de l'invasion s'étaient montrés plus imminens, où la coalition, plus puissante et plus énergique, inspirait de justes terreurs. Si d'importans succès avaient fait passer sous nos lois la Hollande et les provinces allemandes en-deçà du Rhin, l'espérance de forcer enfin, par de nouveaux triomphes, les souverains de l'Allemagne à consentir à la paix et à reconnaître hautement la République, faisait redoubler de zèle et d'activité, et de nombreuses levées se dirigeaient sans cesse de ce côté, où l'on croyait que devaient se décider les destins de l'Empire et de la France.

Les succès momentanés des Espagnols, leur irruption passagère dans les provinces françaises du Midi, où ils menaçaient de réveiller l'insurrection à peine assoupie, avaient seuls pu déterminer la Convention à tourner ses regards vers ces contrées, et à renforcer les

armées qui combattaient dans les Pyrénées.

Celles d'Italie et des Alpes étaient abandonnées à elles-mêmes.

Et cependant ces armées voyaient devant elles des ennemis nombreux à combattre, derrière elles une réaction contre-révolutionnaire à contenir.

§ III.

Les événemens de thermidor avaient ranimé l'espoir des ennemis de la République. Cessant d'être comprimés par la terreur, ils reparurent bientôt sur tous les points. Un grand nombre de prêtres et d'émigrés rentrés en France vinrent grossir les rangs des mécontens de la classe moyenne, qui, dénoncés, déplacés, emprisonnés, tyrannisés sous le gouvernement de Robespierre, voulaient reconquérir leurs emplois et se venger de leurs persécuteurs. Les royalistes profitèrent habilement de cette disposition des esprits pour exciter de nouveaux troubles, contre lesquels

la Convention, s'armant de force et de modération, lutta, non sans peine, dans la capitale, où était le siége de sa puissance, mais qui éclatèrent avec fureur et se propagèrent, presque sans opposition, dans les départemens méridionaux. Des bandes organisées, sous le nom de *Compagnies de Jésus* et *du Soleil*, régnèrent à leur tour par la terreur dans le Dauphiné et dans la Provence. Lyon se vengea de ses maux soufferts par de terribles représailles; et Tarascon, Marseille et d'autres villes du Midi, eurent aussi leurs massacres de prairial [1].

Pour exciter à l'insurrection, une disette avait été organisée, et le manque de subsis-

[1] Au premier jour de ce même mois, à Paris, une foule avide de troubles et de sang se précipita dans l'enceinte où siégeaient les législateurs, assassina le député Ferraud, et présenta sa tête au bout d'une pique à l'intrépide Boissy-d'Anglas, président de l'Assemblée.

Le 1er prairial fut signalé aussi par un traité d'alliance, conclu à Vienne, entre l'empereur d'Allemagne et le roi d'Angleterre.

tances, qui se faisait ressentir dans les provinces les plus fertiles de la France, venait redoubler encore les misères de nos malheureux soldats, enfoncés dans les impraticables défilés des Alpes. Ce n'était qu'au poids de l'or qu'on pouvait avoir du pain, et la solde n'était point payée, et les caisses de l'armée étaient vides. C'était donc à la victoire à les nourrir. Il fallait, par un mouvement audacieux, se porter en avant, pénétrer dans les plaines du Piémont, s'emparer des riches approvisionnemens de l'ennemi. Mais les munitions de guerre étaient épuisées, les cadres de l'armée incomplets. Les soldats tombés devant les redoutes du Mont-Valaisan et du Mont-Cenis, à la prise d'Oneille, au combat de Cairo, ceux, en plus grand nombre encore, qui, succombant à la fatigue et aux maladies, avaient trouvé la mort dans les hôpitaux, n'étaient point remplacés. L'or, les vivres, les hommes, tout manquait. Il faut le dire cependant à la gloire éternelle de ces braves, la mort seule éclair-

cissait leurs rangs; ils ne songeaient point à déserter.

§ IV.

Pour les tirer de cette situation pénible et rétablir autant qu'il se pourrait l'abondance et les communications, le gouvernement français fit organiser, avec une activité qui tint du prodige, une flotte considérable, qui dut sortir des ports de Toulon pour dominer dans la Méditerranée, et même chasser les Anglais de la Corse qu'ils occupaient. Quinze vaisseaux de ligne, un nombre infini de frégates, tous chargés de vivres et de troupes de débarquement, dès les premiers jours du mois de mars, parurent à la hauteur des îles d'Hyères, sous le commandement de l'amiral Martin.

En observation à Livourne, le contre-amiral anglais, Hotham, se porta bientôt, avec toutes ses forces, au-devant de l'ennemi. La fortune parut d'abord seconder les Français, qui s'emparèrent du vaisseau *le Berwick*, venu de

Corse au secours de l'escadre anglaise. Cependant un terrible coup de vent fit échouer un de nos bâtimens et poussa les autres vers le cap de Noli. Les Anglais les poursuivirent vivement; *le Censeur* et *le Ça ira*, engagés au milieu de la flotte britannique, se défendirent avec héroïsme. Leurs mâts étaient brisés, leurs voiles et leurs haubans en lambeaux, leur équipage était à moitié anéanti, qu'ils luttaient encore; mais, désespérant enfin de recevoir du secours des autres vaisseaux retenus alors par un calme plat, ils furent contraints de se soumettre. Une brise, qui s'éleva bientôt, rendit aux Français, non l'espoir de la victoire, mais celui de leur conservation. Des accidens imprévus, de fausses manœuvres, l'inexpérience des chefs, jetèrent au milieu de la retraite un désordre dont l'ennemi plus habile sut profiter pour séparer de notre escadre les trois vaisseaux, *le Duquesne*, *la Victoire* et *le Tonnant*. Mais cette fois encore nos marins suppléèrent par un courage inoui à leur défaut

de science et de régularité. Pour rejoindre la flotte française, les trois bâtimens traversèrent, en la foudroyant dans toute son étendue, la division britannique qui leur barrait le passage. Les Anglais eux-mêmes, frappés de stupeur et d'admiration, n'osèrent les poursuivre, et, ralliant leur escadre, fortement ébranlée par une si rude secousse, se retirèrent dans le golfe de la Spezzia.

Néanmoins l'avantage leur resta ; car les républicains échouèrent dans leur projet de rétablir les approvisionnemens de l'armée, de se rendre maîtres de la Méditerranée et de reconquérir la Corse. Il n'y fallut plus penser, et le port de Toulon redevint leur refuge.

Ce fut pendant les journées du 13 et du 14 mars qu'eut lieu le combat de Noli. De part et d'autre la valeur y fut grande; mais les Anglais, par la précision de leurs manœuvres, s'y montrèrent beaucoup supérieurs à nous. L'émigration et les décrets contre les nobles avaient désorganisé notre marine.

En quelques mois la France avait trouvé dans les derniers rangs de l'armée de quoi faire d'habiles généraux et de bons officiers de terre. La multiplicité des combats mûrissait leur expérience hâtive ; mais il faut des années, des voyages et des travaux de long cours pour former des Jean-Barts et des Duguay-Trouins.

L'affaire de Noli fut un coup terrible porté à nos soldats dans les Alpes. Tout ce que le gouvernement crut devoir faire alors pour ces deux armées, ce fut de changer le mode du commandement et de donner à leurs opérations plus d'ensemble et de vigueur, en les rangeant sous les ordres d'un seul général en chef. Tout ce qu'il en attendit, ce fut de garantir la France d'une invasion, et de se maintenir dans les postes périlleux conquis précédemment par elle.

§ V.

Effrayés des résultats de la campagne de

1794, l'empereur d'Allemagne et le roi de Sardaigne redoublèrent d'efforts, du côté des Alpes, pour anéantir cette faible armée dont ils connaissaient l'état de misère et d'isolement. Il leur importait de prévenir la prise ou la défection de Gênes, qui eût ouvert le Milanais aux soldats républicains; et voulant frapper un coup décisif de ce côté, tandis que tout semblait leur promettre encore un facile succès, ils résolurent de hâter des triomphes dont le résultat probable était de les rendre maîtres du midi de la France, où les agitateurs se montraient leurs auxiliaires. On fit parler l'intérêt général des souverains, l'honneur du territoire italique, la haine des formes et des doctrines républicaines. Le conseil aulique détacha trente mille hommes choisis dans les armées autrichiennes, et les rangea sous le commandement du feld-maréchal Dewins, depuis long-temps célèbre parmi les meilleurs généraux de l'Allemagne. Naples, influencée par l'Angleterre et par des intérêts de

famille, envoya six mille hommes dans le Piémont. Une nombreuse escadre britannique croisa dans la Méditerranée pour favoriser les opérations des coalisés et fermer le golfe de Gênes aux convois et aux vaisseaux de la France.

Les communications entre l'armée et l'intérieur devinrent alors plus difficiles que jamais.

Sans doute le roi Victor-Amédée maudissait une guerre qui l'avait contraint à déployer un appareil de force que ses faibles ressources d'hommes et d'argent ne pouvaient soutenir long-temps; une guerre qui l'avait déjà privé d'une partie de ses États et qui menaçait de dévorer le reste; mais si, dans le fond de son cœur, il appelait de tous ses vœux des négociations devenues nécessaires pour la sûreté de son trône, sa position lui interdisait le pouvoir de laisser percer sa pensée.

Naples et l'Autriche tout armées semblaient avoir envahi ses provinces. Il devait les avoir pour alliés ou pour ennemis. Sous de certains rapports, il lui eût été avantageux de traiter avec

la France, dont les soldats étaient déjà maîtres des Alpes, pour qui son alliance devait être d'un si grand prix dans l'état actuel des événemens, et dont le gouvernement, presque tout-à-fait consolidé et revenu à des principes de modération, offrait désormais plus de garantie dans ses traités; mais comment s'affranchir de ses défenseurs? Songeant encore qu'il valait mieux pour lui négocier au-delà des monts avec un ennemi vaincu, et considérant la force et le nombre de ses alliés, le dénuement et l'abandon de ses adversaires, il dut jeter son sceptre au milieu de la mêlée, et ne plus songer qu'à le reconquérir par la victoire.

Une levée générale fut ordonnée; les magasins, les arsenaux s'emplirent de vivres, d'armes et de munitions; mais, pour subvenir à tant de frais, vu l'épuisement du trésor royal, il fallut, en vertu d'une bulle du Pape, aliéner pour trente millions de biens ecclésiastiques, échanger les propriétés foncières

des hospices contre des rentes sur l'État, multiplier les emprunts forcés, les droits et les impôts, et par conséquent accroître le nombre des mécontens, irriter les esprits dans un pays où le patriotisme ne tenait qu'aux opinions et non au sol, et mécontenter enfin ce parti, déjà considérable, qui, de tous ses vœux, appelait les Français et la liberté.

Bientôt cependant cent mille Piémontais furent sous les armes; les Autrichiens étaient au nombre de quarante-cinq mille hommes, ce qui, joint à la division napolitaine, formait un effectif de plus de cent cinquante mille hommes.

§ VI.

Arrivé à Nice, Kellermann trouva les services et les administrations dans un état complet de désorganisation. La campagne venait de s'ouvrir, et les chevaux manquaient aux charrois, les approvisionnemens de guerre et de bouche aux soldats. Il se hâta d'ordonner

les dispositions les plus exécutables dans la position où l'on se trouvait, et, tandis que le représentant du peuple, Beffroy, se rendait à Gênes pour y contracter, au nom du gouvernement français, des emprunts devenus indispensables, il alla rejoindre les premiers postes de l'armée, où il arriva le 19 juin 1795 (1er messidor an III).

Déjà précédemment, au mois d'avril, Kellermann avait visité la division des Alpes, où le général Moulins, à la tête de quinze mille hommes sur une ligne qui présentait un front de plus de trente lieues d'étendue, devait contenir vingt-quatre mille Piémontais, renforcés par une nombreuse réserve. Après avoir échoué dans l'attaque du col *de Monte* ou *de Grisanche*, qui devait livrer l'entrée de la vallée d'Aoste et assurer l'entière possession du Mont-Cenis, Moulins, vers le milieu de mai, tenta un nouvel effort pour s'en emparer. Pendant dix heures, ses soldats s'avancèrent assaillis par d'affreux tourbillons de neige. Le

froid était tellement âpre, que le vin et l'eau-de-vie gelaient dans les bidons. Néanmoins l'ouragan lui-même devint l'auxiliaire des républicains. Les Piémontais avaient cherché des abris contre ses fureurs; leurs sentinelles, engourdies par le froid, n'ayant devant les yeux qu'un rideau de neige, ne s'aperçurent point de l'approche des Français; ce ne fut qu'au-delà des premiers retranchemens que ceux-ci éprouvèrent une opiniâtre résistance, dont ils triomphèrent enfin avec leur intrépidité ordinaire. L'ennemi, qui sentait de quelle importance était l'occupation de ce poste, voulut le reprendre la nuit suivante, en attirant, par une fausse attaque, nos forces du côté du Saint-Bernard; il fut repoussé. Dix fois, pendant le cours de la campagne, il essaya de reconquérir cette position, il y succomba dix fois.

Cependant un seul échec pouvait ouvrir le Mont-Blanc aux Piémontais et leur livrer la Savoie; le général en chef ordonna donc à

Moulins de se tenir sur la plus rigoureuse défensive jusqu'à ce que le cours des événemens ou l'arrivée de nombreux renforts permît de tenter quelque expédition importante.

§ VII.

Sous Kellermann, à l'armée d'Italie, commandaient immédiatement les généraux de division Berthier, Macquart, Garnier, Laharpe, Serrurier et Masséna.

Berthier, chef de l'état-major, était déjà connu par la rectitude de son jugement, sa ponctualité, la facilité avec laquelle les mouvemens militaires les plus compliqués, les ordres les plus dissemblables se classaient dans son esprit. Il était colonel d'état-major [1] à l'époque de nos premiers troubles civils, et avait fait la guerre en Amérique sous Rochambeau.

[1] Sous la dénomination alors usitée d'*aide-maréchal-général-des-logis* de l'armée.

En 1791, commandant de la garde nationale de Versailles, il avait favorisé le départ de Mesdames, sœurs de Louis XVI, ce qui lui avait alors attiré de nombreuses persécutions de la part des jacobins.

Macquart et Garnier, pleins de bravoure et de résolution, s'étaient distingués dans les précédentes campagnes de la révolution. Macquart avait partagé avec Masséna l'honneur des journées de Ponte-di-Nave, d'Orméa et de Saorgio.

Né républicain, au sein de la Suisse, dans le pays de Vaud, Laharpe y avait été déclaré coupable de haute trahison et condamné à mort pour avoir invoqué le génie de l'indépendance dans son pays opprimé par les cantons de Berne et de Zurich. Il se réfugia en France où il crut trouver cette liberté dont il était idolâtre, cette liberté à qui il avait déjà fait le sacrifice de tous ses biens, et pour laquelle il devait mourir. Plein de fougue et d'imagination, dès 1792, il s'était fait remar-

quer dans nos rangs par son audace bouillante vis-à-vis de l'ennemi, par sa douceur et son esprit conciliant avec ses frères d'armes. Sur le Rhin, au château de Rodemack, dans la crainte de tomber entre les mains des Autrichiens, il avait décidé la garnison à se faire sauter avec la forteresse. Le général Luckner ne prévint cette funeste résolution qu'en se servant de son autorité pour lui ordonner d'évacuer la place et d'en transporter les munitions à Thionville. Dans les Alpes, Laharpe avait été commandant de Briançon, et s'était plus tard distingué au siége de Toulon.

Major d'infanterie en 89, conservant au milieu des armées enthousiastes et fougueuses de la République le maintien sévère, les formes compassées d'un ancien soldat de la monarchie, Serrurier, intrépide de sang-froid, rigoureux sur la discipline, dont il était lui-même le plus scrupuleux modèle, malgré sa bravoure et sa prudence, était peu servi par le sort. Un événement important dans sa vie eût cependant

semblé prouver le contraire. Il prit le parti d'émigrer au commencement de la révolution avec un de ses frères d'armes : tous deux, de compagnie, se dirigent vers l'Espagne. Une patrouille les arrête ; ils s'échappent, se séparent : l'un, à force d'adresse et de dextérité, atteint enfin le but de sa course, et passe sa vie dans l'obscurité et dans la misère. Serrurier, maudissant l'obstacle qui l'arrête, rentre inconsolable en France, où l'attendait le bâton de maréchal.

Masséna était né Piémontais, à Nice même. C'était par des prodiges de valeur, et en conservant son pays à la France, qu'il venait de se naturaliser Français. Les Alpes l'avaient vu, dans sa jeunesse, gravir leurs sommets les plus escarpés ; aussi se montrait-il essentiellement propre à la guerre de montagnes. Petit de taille, mais d'une constitution forte et robuste, après trois campagnes sur mer, entré à dix-sept ans au service de Louis XVI, dans le régiment Royal-Italien, il y parvint au grade

d'officier. Actif, intrépide, aveugle pour les obstacles, plein de fougue et d'ambition, mais peu soucieux de la discipline et des soins administratifs, la nuit, le jour, à la tête des siens, au milieu des périls, il ne vivait que pour combattre. Si son ardeur immodérée ne lui laissait point le loisir de combiner avec habileté les préparatifs d'une attaque, au milieu de l'action, replacé dans son élément, sa pensée s'agrandissait, son coup-d'œil devenait juste et sûr, et il réparait, par l'audace rapide et calculée de son exécution, les fautes qu'il avait pu commettre. S'appliquant à lui personnellement les hauts principes de la politique romaine, il ne s'arrêtait jamais qu'après le succés. Battu, il reparaissait soudain sur le lieu de son désastre jusqu'à ce qu'il en eût fait un champ de triomphe. Tel était celui que les soldats surnommèrent l'*enfant chéri de la victoire*, et que de vieux guerriers regardent encore aujourd'hui comme le second capitaine du siècle.

Avec Serrurier et Laharpe, il commandait alors à dix-neuf mille hommes qui formaient l'aile droite de l'armée d'Italie. L'une de ses extrémités s'appuyait à Vado, sur la côte de Gênes, couronnait les hauteurs de San-Pantaleone, de Saint-Jacques, de Mélogno, de Bardinetto; une de ses divisions descendait ensuite sur Garessio, s'échelonnant le long des Apennins Liguriens, en avant d'Orméa, et remontait le col de Termini.

Le centre, commandé par le général Macquart, fort seulement de sept mille hommes, se développait depuis le Mont-Bertrando jusqu'à Sabion, en occupant les cols de Tanarelle et de Tende, dans les Alpes Maritimes.

Sous les ordres du général Garnier, l'aile gauche, composée de cinq mille hommes, couvrait le col de Sabion, passait par Lantosca et se terminait au col d'Argentière, non loin du camp de Tournoux, où commençait l'armée des Alpes.

En face de Masséna, de Laharpe et de

Serrurier, le feld-maréchal Dewins avait établi son quartier-général et rassemblé la plus grande partie des forces autrichiennes et napolitaines dans les environs de Cairo, abandonné par les Français à la fin de la campagne précédente. Il menaçait les positions de Saint-Jacques et de Mélogno.

Le général piémontais Colli, à la tête des troupes de sa nation, tenait la droite de Dewins, depuis Céva jusqu'à Coni, occupant les deux rives du Tanaro et la rive gauche de la Stura où campait sa nombreuse cavalerie. Des postes considérables étaient jetés en avant de Coni, à Saint-Dalmazo et sur les hauteurs qui avoisinent le col de Tende, tandis que derrière ces deux villes la plus grande partie de la cavalerie piémontaise épiait les résultats de la victoire pour franchir les Alpes ou les Apennins. Le général autrichien Wallis, plus rapproché de Savone, semblait n'attendre qu'un signal pour s'emparer de cette ville et refouler les Français loin du pont de Vado qu'ils occu-

paient. Campé autour de Céva, Argenteau se disposait de son côté à faire une pointe sur Finale, située ainsi que Savone sur la côte de Gênes. Les ducs d'Aoste et de Montferrat, avec de fortes divisions, garnissant les vallées de la Stura, de Suze, d'Oulx et d'Aoste, tenaient en échec l'armée des Alpes et l'extrême gauche de l'armée d'Italie[1]!

§ VIII.

Parmi les nombreux auxiliaires du roi de Sardaigne, il faut compter encore les Vaudois et les Barbets, à tort confondus ensemble jusqu'à ce jour, et qui, disséminés au milieu même des armées françaises, leur faisaient une guerre

[1] Dewins commandait à cinquante mille hommes, dont trois mille de cavalerie napolitaine; Colli à quarante mille; le duc d'Aoste à quinze mille, celui de Montferrat à neuf mille, ce qui, joint à trois mille hommes d'infanterie, complément du contingent de Naples, et à près de trente mille hommes composant les milices vaudoises et autres, et les bandes nombreuses des Barbets, présente un effectif de plus de cent cinquante mille hommes, comme nous l'avons annoncé.

de partisans d'autant plus terrible, qu'ils menaçaient chaque jour les convois qu'avec tant de peine, à travers tant de dangers, on faisait parvenir à nos troupes affamées. Les soldats isolés étaient massacrés par eux; parfois même de faibles détachemens, égarés dans les nombreuses ramifications des montagnes, surpris tout-à-coup, étaient égorgés, dépouillés par des bandes de partisans qui tous n'avaient point attendu la guerre pour ne vivre que de meurtres et de rapines.

Ce ne sont point les Vaudois que nous accusons de ces crimes : peu d'entre eux étaient entrés dans ces associations cruelles des Barbets. Mais, comme nous devons retrouver encore les uns et les autres pendant le cours de nos guerres en Italie, qu'ils eurent souvent une influence funeste sur nos opérations les plus importantes, et qu'ils n'ont jamais été qu'à peine indiqués dans nos ouvrages historiques, nous allons essayer ici quelques développemens sur eux.

CHAPITRE III.

Des Vaudois [1] et des Barbets.

§ Ier.

CONNUS depuis le milieu du douzième siècle comme secte hérétique en opposition constante de principes religieux avec Rome, les Vaudois, persécutés en France, cherchèrent

[1] On a beaucoup discuté sur l'étymologie du nom de *Vaudois;* les uns ont prétendu que ces habitans des Alpes le tenaient de leur position au milieu des monts et *vaux;* d'autres, qu'ils étaient sortis du village de Vaud, dans le Dauphiné. L'opinion la plus accréditée et la plus vraisemblable est qu'ils le doivent au fondateur de leur secte, né dans ce même village, mais qui habitait Lyon. On l'appelait Pierre de Vaud. S'étant mis à prêcher la communauté des biens et l'égalité parmi les hommes, ainsi que d'autres doctrines tout-à-fait contraires à celles des églises

dans les monts de la Savoie un asile où ils pussent en paix se livrer aux pratiques de leur culte nouveau. Ils possédèrent d'abord, au milieu des Alpes, les nombreuses vallées situées entre Suze et Coni. Là, ils défendirent long-temps avec héroïsme leur religion et leur liberté contre les ducs de Savoie qui, à l'instigation du clergé, leur déclarèrent une guerre d'extermination. Des siècles de persécutions, des luttes inégales et continuelles, amenèrent enfin leur anéantissement presque complet; mais le peu qui resta d'entre eux ne posa point les armes, ne transigea avec aucun

catholiques, il fut proscrit. Saisi d'un zèle fougueux de prosélytisme, il s'entoura alors de nombreux disciples, et vint asseoir les fondemens de sa secte nouvelle au milieu des rochers de la Savoie et du Dauphiné. L'un de ses plus ardens apôtres propagea les semences de sa parole jusque dans le diocèse d'Albi, en Languedoc, et donna naissance à la secte des Albigeois. Les protestans eux-mêmes reconnaissent Pierre de Vaud comme un de leurs plus saints précurseurs. Voltaire prétend que les Vaudois de la Suisse ont emprunté leur nom aux Vaudois du Piémont.

des principes de la foi qu'il avait embrassée. Se renfermant dans les hautes montagnes situées à l'ouest de Pignerol, entre les rivières Pélis et Chison, ils recommencèrent avec plus d'ardeur que jamais à défendre leurs dernières possessions qui s'étendaient jusqu'au Briançonnais, et forcèrent enfin les souverains du Piémont de capituler avec eux et de leur offrir leur protection.

Ils la payèrent chèrement. Écrasés d'impôts, il leur était interdit d'acquérir un pied de terrain au-delà des deux rivières qui formaient leurs limites; ils ne pouvaient les franchir pendant plus de trois jours sans encourir les risques d'une détention illimitée. Il ne leur était point permis de reconstruire les édifices de leur culte tombés de vétusté ou sous les efforts des ouragans, et l'on vit de ces misérables sectaires se rendre durant cinquante ans, pour faire leurs dévotions, sur les débris d'un de leurs temples, abandonnés à toute la rigueur du climat des Alpes. L'appui de l'Angleterre seul put leur

faire obtenir la permission de réédifier ces ruines. Cet appui, ils l'obtinrent de Cromwel qui, maître de la Méditerranée avec quarante vaisseaux de guerre, menaça la cour de Turin d'incendier Nice si elle ne mettait fin à ses éternelles persécutions contre les Vaudois. Cromwel mourut : les persécutions recommencèrent.

Un des moyens les plus vexatoires dont on se servit contre eux, ce fut d'établir à Pignerol un vaste hospice, peuplé de prêtres destinés à les convertir. Pour en venir plus facilement à bout, on leur vola leurs enfans, et, par une affreuse dérision des formes légales, il fut statué qu'ils ne pourraient leur être enlevés qu'après avoir atteint l'âge de dix ans, époque à laquelle seulement ils seraient à même d'apprécier et de concevoir les dogmes tolérans du catholicisme. C'est ainsi que de la plus sainte et de la plus pure des religions on faisait un objet de scandale et de terreur; et qu'au nom d'un Dieu qui était venu lui-même offrir

à la terre un modèle de tolérance et de soumission, on lançait des arrêts de proscription et de mort.

En vain autour de cet hospice fatal on voyait rôder des mères au désespoir; les portes immobiles en étaient de bronze pour elles. En vain des pères, privés des consolations et de l'appui de leur vieillesse, quittaient leurs montagnes pour aller se jeter aux pieds des magistrats. Qu'importait leur douleur! elle ne pouvait être long-temps importune: d'après la loi, ils n'avaient que trois jours pour se plaindre.

Après des révoltes fréquentes, des luttes interminables pendant lesquelles les Vaudois durent la conservation de leur liberté autant à leur courage qu'à leurs rochers inabordables, la cour de Turin s'étant, pour ainsi dire, rangée sous la protection de l'Angleterre, cette protection s'étendit jusque sur eux.

Pendant les guerres soutenues pour leur indépendance, ils avaient souvent été désignés

sous la dénomination de *Barbets*, du nom de *Barbes* qu'ils donnaient à leurs prêtres. Ils illustrèrent alors cette qualification par d'éclatans faits d'armes. Mais les Piémontais, par orgueil, se plurent depuis à confondre sous ce même nom les malfaiteurs qui les dévalisaient dans les Alpes avec les héros qui leur avaient résisté. Les mots de Barbets et de brigands devinrent synonymes : c'est ainsi que nous-mêmes, aveuglés par un faux esprit national, nous traitions aussi de brigands les Vendéens qui défendaient leurs opinions, et les Espagnols qui combattaient pour leur patrie.

Lorsque les Français conquirent le comté de Nice et la Savoie, les Vaudois reçurent l'ordre de s'armer : ils obéirent. Plusieurs parlementaires républicains parurent alors devant leurs avant-postes, les engagèrent à leur livrer passage, à se ranger même sous leurs drapeaux et à venger leurs injures. Les lois nouvelles de la France flattaient agréablement le caractère indépendant des Vaudois; mais les persécu-

tions avaient presque cessé; ils respectèrent la foi jurée.

Retranchés dans leurs montagnes, ils se bornèrent à une simple défensive que les Français ne mirent même point d'abord à l'épreuve. De part et d'autre on se montra ennemis généreux, et cette armée de nouveaux républicains respecta dans ces peuplades les vieux amans de la liberté.

Le comité de salut public avait tenté par des négociations, durant le cours de la campagne précédente, de détacher le roi de Sardaigne de la coalition. Ce fut aux Vaudois que l'on s'adressa pour en être les intermédiaires. Un de leurs chefs, Maranda, se rendit à Turin, porteur de propositions secrètes. On offrait à Victor-Amédée, pour le dédommager de la perte du comté de Nice et de la Savoie, de conquérir pour lui le Milanais, s'il voulait seconder les efforts de la République. (Offres qui furent renouvelées plus tard.) Après de longues fluctuations, le roi, pressé

en sens opposés par ses intérêts, les besoins de ses peuples et ses traités récens avec l'Autriche, n'avait donné que des réponses dilatoires, craignant également de se compromettre avec ses alliés ou de se priver de tout moyen de conciliation avec les Français.

Un terme lui ayant été fixé pour une réponse décisive, et le faible monarque flottant toujours dans la même incertitude, ce fut alors que le général Alexandre Dumas, préparant son expédition du Mont-Cenis, traversa le col de la Croix, et se jeta sur le fort de Mirabouc, défendu par les Vaudois. Le fort ayant été emporté, on en prit occasion pour crier à la trahison contre ses défenseurs. Les Vaudois furent suspectés, inquiétés de nouveau. Sous prétexte de visiter les points de résistance, le duc d'Aoste se rendit dans leurs vallées et y établit son quartier-général. Là, ayant appris que le colonel Maranda avait eu des communications directes avec les Français, il le fit arrêter et partir de nuit pour

Turin. On pressait le roi d'en faire un exemple comme on avait fait des gouverneurs de Saorgio et du fort de Mirabouc; Mais Victor-Amédée, qui connaissait l'affaire mieux qu'un autre, et qui avait été lui-même de moitié dans la prétendue trahison, faisait incessamment reculer l'instant de la procédure, voulant éviter des éclaircissemens. Cependant le général Dewins, alors à Turin, intercéda pour Maranda que l'on tenait au secret. Cette intercession faillit d'être fatale à l'officier vaudois. On craignit à la cour que le mystère des négociations n'eût été révélé. Le roi, jeté de nouveau dans une situation perplexe, retombait dans ses indécisions habituelles. Pour prévenir le scandale, quelques courtisans peu scrupuleux lui conseillèrent alors l'emploi de certain moyen politique qui souleva d'indignation le cœur honnête de ce prince. Enfin, Dewins étant parti de Turin pour se rendre à son poste, on fit absoudre Maranda par un conseil de ministres; après quoi, pour prix de

sa discrétion, il reprit son titre et son emploi.

Ces événemens furent de peu d'importance sans doute, mais ils suffisent pour donner une idée des petites intrigues qui s'agitaient à la cour de Turin, et pour démontrer clairement que les Vaudois organisés en corps de nation, enrégimentés, formant des garnisons dans leurs forts, ne ressemblent en rien à ces troupes de pillards et d'assassins connus sous le nom de *Barbets*, et auxquels tant d'historiens inexacts les ont assimilés.

§ II.

Ceux-ci n'étaient que des hordes de bandits indisciplinés qui, depuis la jonction des départemens des Alpes-Maritimes et du Mont-Blanc à la France, avaient ouvert leurs rangs à des miliciens congédiés, aux habitans de Nice ou de la Savoie qui abandonnaient leur pays à l'approche des Français, aux déserteurs piémontais qui préféraient servir dans ces bandes irrégulières, où ils partageaient la

dépouille de nos soldats abattus par surprise ou par ruse, plutôt que de se trouver face à face avec eux. Ils s'étaient établis dans les défilés des Alpes, dans les gorges, dans les cavernes, et se rassemblaient surtout en grand nombre vers les passages qui aboutissent au col de Tende, depuis Sospello jusqu'à Saint-Dalmazo, inquiétant sans cesse la faible division du général Macquart, ou se mettant à l'abri de ses coups sous la protection des forces du général Colli.

Aussitôt que les neiges faisaient disparaître la trace des sentiers, que la nuit obscurcissait les plaines, guettant leur proie du haut de leurs retraites mystérieuses, semées le long des ravins ou suspendues comme des aires aux cimes les plus escarpés des rochers, ces vautours des Alpes se montraient tout-à-coup, descendaient à l'improviste vers les sentinelles avancées, vers les soldats écartés de leurs corps ou perdus au milieu des neiges, et soudain quelques gémissemens sourds, des coups

d'armes à feu, rares et ne se faisant entendre que par intervalle, annonçaient à nos guerriers que parmi leurs compagnons il en était qui mouraient sans combats et sans gloire. Tout le poste se levait et voulait courir aux armes; mais la prudence des chefs devait mettre obstacle à ce noble élan; car ce n'était là souvent qu'un moyen employé par l'ennemi pour l'affaiblir et le surprendre. Cependant, si des patrouilles s'avançaient pour secourir ou pour venger les victimes, soins inutiles! le silence le plus profond renaissait tout-à-coup sur le point qu'elles parcouraient, et des cadavres nus et sanglans s'offraient seuls à leurs regards. Parfois aussi, dépouillé de ses armes et de ses vêtemens, un soldat se présentait devant le camp; il avait été surpris, écrasé par le nombre : la clémence de ses vainqueurs avait été jusqu'à lui faire grâce de la vie, mais sa main droite était tranchée par le fer, et il n'avait plus que des vœux à former pour le salut de la patrie.

Un chef, nommé Comtin, homme de tête et de résolution, présidait à tous ces meurtres, indiquait à toutes ces bandes les sentiers qu'elles devaient parcourir, les postes qu'elles devaient harceler. Suivi de quelques-uns des siens, il se rendait de temps en temps à Turin pour en tirer ses munitions de guerre et recevoir ses instructions.

Véritables cosaques de l'Italie, les Barbets rendaient d'éminens services au parti qu'ils secondaient, en interceptant l'arrivée des convois, en arrêtant les estafettes, en nécessitant sans cesse contre eux l'emploi d'une force répressive qui affaiblissait l'armée, l'appauvrissait d'hommes, dont cependant elle avait le plus grand besoin, même pour soutenir une défensive glorieuse contre un ennemi si supérieur en nombre.

Mais puisque, par une honorable contradiction, on a voulu jeter des lois d'humanité au milieu du code affreux de la guerre, puisqu'il est encore un droit des gens pour ceux dont

le devoir est de s'entr'égorger, comment un gouvernement si long-temps renommé par sa modération et son amour pour la justice, a-t-il pu tolérer de pareils auxiliaires? Voici ce que je trouve dans un ouvrage imprimé à Turin, et dont l'auteur est un militaire piémontais : « Qu'on profite de l'insurrection d'un pays pour tourner cette force contre ses ennemis, c'est dans les lois de la guerre; mais cette force se battant pour vous, ne tuera pas l'homme sans défense qui se rend, elle le fera prisonnier; permettre que des assassins par métier égorgent impunément un ennemi vaincu, c'est être assassin soi-même, et non guerrier. Voilà cependant ce que quelques Autrichiens ont toléré tout le temps qu'ils ont été en Piémont. Il ne suffit pas, pour mettre à couvert leur honneur militaire, de n'avoir pas reçu cette espèce dans leurs rangs; il fallait la forcer à l'observance des règles de guerre, ou l'anéantir. »

Plus tard, les habitans des vallées de la

Stura, de Maira, de Grana, ainsi que ceux des environs de Coni, prirent le nom de Barbets et vinrent grossir leurs troupes lorsqu'il s'agissait de quelque expédition importante pour eux; mais la circonstance exceptionnelle cessant, ils regagnaient leurs foyers et méconnaissaient la voix de Comtin. Parfois nos bataillons rencontraient sur leur route des champs où se développait l'active industrie des villageois, les uns occupés d'émonder la richesse parasite de leurs mûriers, les autres tout entiers aux paisibles travaux des moissons. Tambours battans, étendards déployés, ils passaient; et ces hommes rustiques n'interrompaient leurs laborieuses occupations que pour les saluer d'un air humble et soumis. Eh bien! malheur aux traîneurs, aux éclopés qui ne suivaient que de loin : à leur vue, le perfide villageois quittait aussitôt la faucille, se saisissait de la carabine cachée dans les blés ou sous les buissons, et renversait traîtreusement son ennemi; mais, à leur tour, malheur aux

Barbets arrêtés par nos soldats; ils étaient fusillés sur-le-champ. Combien, hélas! ces sanglantes représailles ont-elles dû donner lieu à des méprises cruelles! comment reconnaître sûrement un ennemi que l'on rencontrait partout, sous toutes les formes, sous tous les vêtemens? En faisant la part de gloire aux héros qui combattent pour leur pays, il faut appeler la malédiction des peuples sur les fléaux de la guerre, car ils sont les destructeurs du bien-être, de la morale et de la vertu; et la justice militaire elle-même, jusqu'à présent sans base sur la proportion entre les délits et les peines, sans moyens sûrs d'enquête et d'interrogatoire, presque toujours influencée par les passions du moment, plutôt armée de la hache du bourreau que de la balance du magistrat, dans ses décisions rapides, arbitraires, sanglantes, voit trop souvent un coupable dans un ennemi sans défense.

CHAPITRE IV.

Combats de Spinardo, de Murseco, de Savone, de Vado, de Mélogno, de Saint-Jacques, etc. — Conseil de guerre dans l'Apennin. — Mouvement rétrograde de l'armée d'Italie. — Prise du col de Spinardo. — Nouveaux combats à Vado, au camp de Saint-Bernard, à Vioséna, au col de Terme, etc. — Dépêche du comité de salut public. — Bonaparte employé au bureau des opérations militaires.

§ Ier.

Repoussés du côté des Alpes par Moulins, les coalisés avaient tenté de surprendre l'armée d'Italie sur sa droite. Le 21 juin (3 messidor an III), une de leurs fortes divisions s'était dirigée vers le col de Spinardo; elle y rencontra un détachement de grenadiers français envoyé par Kellermann pour éclairer les desseins de l'ennemi. Confiante dans son nombre, elle l'at-

taqua aussitôt avec impétuosité. Les républicains ne restèrent que quelque temps sur la défensive, et sans calculer les avantages et les forces de leurs adversaires, ils se précipitèrent bientôt sur eux à la baïonnette et les mirent en fuite. Le lendemain une pareille rencontre se fit à Murseco, en avant de Garessio ; le résultat fut le même.

Le 23, une nouvelle affaire eut lieu sous les murs de Savone. Par l'importance de sa situation, la sûreté de sa citadelle, les facilités que présentait son port pour les approvisionnemens de l'armée, cette ville était un objet de convoitise pour les coalisés comme pour les républicains. Le général Wallis qui, comme nous l'avons déjà dit, soupirait après cette conquête, viola à son tour la neutralité génoise, comme les Français l'avaient fait pour l'expédition d'Oneille. Le général Laharpe détacha sur-le-champ de Vado une demi-brigade qui put s'opposer aux projets des Autrichiens ; mais ceux-ci étaient déjà maîtres

des hauteurs environnant la ville. Cernés sous les murs même de Savone, nos soldats, après une honorable résistance, entourés de toutes parts, ne pouvant plus espérer de se tirer de cette fatale position par la force des armes, se réfugièrent en désordre sous le canon de la forteresse. L'ennemi les y poursuivit. Une lutte inégale et sanglante allait s'y engager de nouveau ; mais le gouverneur génois, Spinola, s'armant enfin de sa neutralité pour venir au secours des vaincus, les protégea de son artillerie contre les Autrichiens qui, contraints de rétrograder, regagnèrent les hauteurs pour ne point perdre de vue la proie qu'on leur disputait.

Dès le jour suivant, un événement d'une haute importance vint changer leur situation respective.

Par l'occupation d'une partie du territoire de Gênes, les Français se déployant sur toute la longueur des monts Liguriens, depuis Vado jusqu'au col de Tende, menaçaient à la fois les

possessions autrichiennes de la Lombardie et les États du monarque piémontais ; mais la grande extension même de l'armée d'Italie était pour les confédérés une certitude du peu de profondeur de leur ligne. Le temps pressait ; des bruits funestes pour eux, des bruits de pacification traversaient le Rhin et les Pyrénées ; des renforts pouvaient arriver et rendre aux troupes républicaines des moyens d'attaque et de triomphe. Profitant de leur état présent de faiblesse, ils résolurent donc de les rompre par leur centre, d'isoler les divisions de Macquart et de Garnier de celles de Masséna. Pour atteindre à ce résultat immense, il fallait s'emparer des monts de Saint-Jacques et de Mélogno, dont l'un domine les alentours de Savone, et l'autre, au-dessous de Vado, serpentait au milieu de l'armée de Kellermann en la divisant. Il leur était facile d'assaillir d'abord Vado, dont le port s'ouvrait encore devant quelques vaisseaux hydriotes et génois qui, au prix de l'or,

bravaient les croisières anglaises pour porter des vivres à nos soldats. Le général Laharpe y commandait à deux mille hommes ; en y portant tout-à-coup des forces supérieures, les confédérés devaient les écraser, ou du moins les paralyser au point de les mettre dans l'impossibilité de secourir leurs compagnons sur les hauteurs des deux monts ou sous la forteresse de Savone. Tandis que Dewins et Argenteau se préparaient à percer la ligne française à la tête de dix mille hommes, Wallis se précipita sur nos avant-postes, les surprit, s'empara d'une redoute, traversa vainqueur le pont du Cagliano, situé sous les murs de Vado. Mais Laharpe s'avançait avec deux bataillons de grenadiers et les carabiniers des Hautes-Alpes. En vain, électrisés par leur premier succès, les Autrichiens se précipitèrent en furieux sur les retranchemens : l'instant du triomphe était passé pour eux. Vingt assauts inutiles, où leur sang coula glorieusement sous la baïonnette française, épuisèrent

leur courage; ils faiblirent, et l'indécision s'etait mise à peine au milieu de leurs rangs, que nos soldats, agresseurs à leur tour, les forcèrent de reculer devant leur valeur surnaturelle. Durant sept heures entières le terrain fut disputé; mais les ennemis, quoique cinq contre un et malgré la bravoure dont ils donnèrent alors des preuves éclatantes, durent céder à cette poignée de héros. Le général Wallis lui-même, abandonnant son épée, ne confia qu'à son coursier le soin de sa vie.

Douze cents hommes manquèrent à l'appel dans le camp des Autrichiens; les uns étaient morts avec gloire, les autres avaient dû céder au sort et rendre leurs armes. Le général Butkavina et deux lieutenans-colonels furent comptés au nombre des blessés. La demi-brigade cernée sous Savone était délivrée.

Si les actions militaires ne devaient point leur célébrité plutôt aux résultats qu'elles entraînent après elles et au nom du chef qui y préside, qu'à la valeur individuelle des soldats

et aux obstacles qu'ils avaient à vaincre, le combat de Vado serait inscrit en lettres d'or dans nos fastes de gloire. Jamais peut-être, dans les temps modernes, plus de hauts faits ne se passèrent entre si peu de combattans. Laharpe se montra digne d'y commander, et chacun des siens pouvait, comme les Grecs après la bataille de Platée, revendiquer pour soi-même l'honneur et le prix de la victoire.

§ II.

Tant d'héroïsme et de dévouement ne pouvaient cependant compenser l'inégalité des forces et des ressources entre les Français et leurs adversaires. Le 25 juin, le généralissime autrichien Dewins, à la tête de trente mille hommes, attaqua les cols de Linferne et de Terme, pour percer jusqu'à Mélogno. Il fut repoussé, grâce aux excellentes dispositions de Kellermann, préparé à le recevoir. Presque au même instant, assailli de nouveau dans

ses retranchemens de Vado par une division de douze mille hommes , Laharpe déjouait encore les projets de l'ennemi ; mais un autre corps autrichien, de même force, s'emparait alors du poste important de Saint-Jacques ; Argenteau surprenait la redoute de Mélogno qui n'était gardée que par deux faibles bataillons. Ce fut une faute déplorable d'avoir ainsi dégarni ce point si essentiel à notre défense. Les conséquences en furent un triomphe complet pour les Impériaux, pour nous l'ébranlement de toute notre ligne.

Pendant ce jour et les deux suivans, vingt combats eurent lieu pour réparer ces revers inattendus. Masséna reçoit de Kellermann l'ordre de reconquérir, avec quatre bataillons d'élite, les hauteurs de Mélogno. Favorisé par un brouillard épais qui dérobe à l'ennemi la faiblesse de ses moyens, il atteint les retranchemens récemment occupés par Argenteau. Les républicains s'élancent au cri de *vive la liberté!* L'épouvante marche devant

eux et leur fraye un passage. Mélogno retombe en notre pouvoir, à l'exception de la redoute. Les hauteurs de Saint-Jacques sont abandonnées par l'ennemi, la ligne française est rétablie. Mais de tous côtés cependant les Autrichiens ont multiplié leurs efforts; les Piémontais les secondent avec audace. Le camp français de Saint-Bernard, auprès de Spinardo, est attaqué; pour la troisième fois, Laharpe est assailli dans Vado; Macquart, Garnier, Dallemagne, Gardanne, heurtés de front par des masses imposantes, harcelés sur leurs flancs par des légions de Barbets, combattent à Saint-Barnouil, au camp de Sabion, dans les neiges du mont de Tende, sur les hauteurs de Larpiolles. Tour à tour vainqueurs ou vaincus, les confédérés sont enfin repoussés partout; mais ils avaient conservé la fatale redoute de Mélogno, qui dominait Vado et interdisait à Kellermann l'espoir de conserver l'indispensable position de Finale, située à deux lieues de-là, sur la côte occidentale de

Gênes. Masséna marche de nouveau pour s'emparer de la redoute. Des trois colonnes qu'il dirige, deux doivent tourner l'ennemi de droite et de gauche, tandis que lui-même l'attaquera ouvertement; mais le brouillard qui l'avait protégé naguère vint déjouer ses nouveaux desseins. Les deux colonnes latérales se fourvoyèrent dans leur route et se réunirent à celle du centre. Il fallut attaquer sur leur front seul des retranchemens couverts d'une artillerie formidable, défendus par des troupes braves et expérimentées, qui n'ignoraient pas que de leur constance dépendait peut-être le succès de la campagne. Les jours de prodige ne se renouvellent point sans cesse à la guerre. Toutes les chances étaient contre les Français; en vain ils déployèrent dans l'attaque leur audace et leur impétuosité ordinaires, il fallut céder à la fortune.

Le soir de ce même jour, 27 juin, le général en chef apprit que les Autrichiens, après avoir attaqué avec un nouvel acharnement les

postes de Garessio, de Carlino, de Viosena, le camp de Saint-Bernard et le col de Spinardo, avaient enfin réussi, après un combat de quatorze heures, à s'emparer de cette dernière position, qui pouvait leur faciliter les moyens de couper en deux l'armée d'Italie.

La position devenait insoutenable; il n'y avait plus à se dissimuler la situation alarmante dans laquelle on se trouvait. Un conseil des généraux les plus expérimentés de l'armée fut convoqué.

§ III.

Entre Savone et Finale, à une distance moyenne de nos postes principaux, un sentier rapide, à travers des masses de rochers, conduisait en tournoyant jusque sur une vaste plate-forme élevée sur l'Apennin, et qui permettait à la vue d'embrasser à la fois presque toutes les positions de l'armée. La cabane d'un chévrier génois, abandonnée depuis long-

temps par son ancien possesseur, qui sans doute avait fui le voisinage des Français, se trouvait seule en cet endroit. Ce fut là que Berthier, Masséna, Laharpe, Serrurier et d'autres officiers, aussi distingués par leur science militaire que par leur bravoure, se rassemblèrent d'après l'ordre de Kellermann. Les représentans du peuple Beffroy et Réal s'y étaient rendus de leur côté.

Arrivé sur la plate-forme, chacun d'eux ne sembla d'abord s'occuper que du magnifique tableau qui s'offrait à ses regards. Les sommets nombreux des Apennins se montraient dominés dans le lointain par les cimes majestueuses des Alpes, qui jetaient dans l'azur du plus beau ciel les teintes blanchâtres de leurs neiges. De légers pavillons, dont l'œil distinguait difficilement les couleurs ennemies, flottaient çà et là sur la crête et sur les versans des monts Liguriens, et seuls aidaient à reconnaître à quelle armée appartenaient ces longues files de baïonnettes mouvantes qu'on voyait

scintiller aux feux du jour et tourner en spirale sur les hauteurs de Mélogno. Ramenés vers le lieu du rendez-vous, les regards de nos guerriers s'arrêtaient de nouveau sur ces hautes roches calcaires mélangées de schiste argileux, d'ardoises veinées, de mica brillant, qui divisaient, multipliaient les rayons du soleil, et semblaient être des remparts magiques élevés par l'ancien dieu des Alpes, le divin Pan, pour protéger l'humble cabane d'un berger.

Immobiles, en contemplation devant ce spectacle ravissant, les héros républicains paraissaient oublier les périls qui les environnaient et jusqu'aux intérêts de la patrie. Jamais cependant ils n'avaient été plus présens à leurs cœurs; mais chacun d'eux, agité d'un triste pressentiment, sentait le besoin de se dissimuler le motif de la réunion.

Pour garantir les cartes et les plans apportés, de l'influence du vent qui, par intervalle,

s'élevait avec violence, on chercha bientôt un abri sous l'étroit châlet. Ceux qui ne purent y trouver de place, debout devant la porte ou modestement assis à l'entrée sur quelque fragment de rocher, prêtèrent une oreille attentive.

Le plus grand silence régna d'abord parmi tous les membres du conseil, dont les visages attristés portaient tous l'empreinte d'une même idée. Sur un signe du généralissime, Berthier prit la parole. Après des éloges donnés à l'armée et aux chefs qui l'avaient dirigée dans ses périlleuses opérations, il exposa la force numérique des Autrichiens, l'avantage de leurs positions, la situation alarmante où nous plaçait l'occupation du col de Spinardo par les Austro-Sardes; la difficulté de conserver la redoute de la Planète, paralysée entièrement par celle de Mélogno. Il était impossible de réparer ces échecs avec des troupes aussi peu nombreuses, épuisées de fatigue et décimées par tant de combats. Les coalisés avaient la

facilité de se recruter de jour en jour; un homme tombé était pour nous une perte presque irréparable. Vado ne pouvait plus tenir contre les forces considérables qui l'investissaient. L'ennemi, de plus en plus menaçant, inquiétait à la fois tous les points affaiblis de notre ligne. Il était à redouter que, par un nouvel effort, il ne rompît enfin entièrement la barrière trop distendue qu'on lui opposait. Alors, que devenait l'armée? tournée, isolée, privée de ses dernières communications, quel espoir lui restait? Dévoilant encore devant ses auditeurs une partie des désastres que pouvait renfermer l'avenir, Berthier leur parle du salut de la patrie, de l'état critique et déplorable où la rejetterait une invasion; de la nécessité de couvrir les deux nouveaux départemens français. Tout-à-coup, lui saisissant le bras avec force, Masséna, qui jusqu'alors immobile et silencieux, s'était tenu à l'écart, cherchant à comprimer un sentiment intérieur qui l'agitait avec violence : « Dites donc enfin

» qu'il faut fuir. Fuir! au lieu de combattre!
» —Il ne faut point fuir, général, lui dit Keller-
» mann ; mais il faut assurer le triomphe fu-
» tur de la cause que nous servons. Il ne faut
» pas, par une imprudence qui attirerait sur
» nous les malédictions de la France, livrer
» son territoire aux fureurs de la coalition.
» —Croyez-vous donc, ajoute Masséna d'une
» voix émue, décourager l'ennemi en le ren-
» dant le confident de notre faiblesse? Vos
» soldats ne sauront point rétrograder; les
» peuples du Nord eux seuls sont doués de ce
» calme, de cette résignation courageuse qui
» conviennent dans une retraite. Les vain-
» queurs d'Oneille et de Vado ne sauront point
» reculer, vous dis-je; nous y risquerons notre
» honneur; et que diront nos frères du Rhin
» et des Pyrénées? Si nos forces sont insuffi-
» santes pour contenir l'Autrichien, une seule
» ressource nous reste. Celui qui attaque peut
» seul choisir le terrain, utiliser tous ses
» moyens, enchaîner la victoire. Il faut au-

» jourd'hui que l'audace supplée au nombre ;
» un brusque changement d'attitude de notre
» part peut tromper, déconcerter l'ennemi,
» qui croira nos renforts arrivés et la fortune
» déclarée en notre faveur. Marchons donc
» en avant ! forçons-le d'abandonner à la
» hâte ces rochers stériles pour protéger les
» plaines opulentes de Turin et de Milan. Aux
» cris de liberté, pour épouvanter les sou-
» verains de Sardaigne et d'Autriche, faisons-
» nous des auxiliaires des peuples de Gênes
» et du Piémont. Si nous réussissons, la France,
» plus forte et plus glorieuse, nous saluera par
» des acclamations unanimes; si nous succom-
» bons dans cette noble entreprise... » — « Elle
» vous devra sa ruine, s'écria Kellermann en
» l'interrompant. Il s'agit ici de son salut et non
» de votre gloire. Général, continua-t-il, en
» l'entraînant hors de la cabane et lui mon-
» trant du doigt les hauteurs de Mélogno et
» les autres positions inexpugnables occupées
» par les Autrichiens ; nous sommes coupés !

» tout moyen de triomphe nous est interdit » tant qu'ils garderont ces positions ; et qui » peut espérer de les en chasser, lorsque » vous-même y avez échoué ! » Le front de Masséna se couvrit d'une subite rougeur. « Parlez, répondez ; pensez-vous qu'on puisse » conserver l'espoir de les reconquérir ? » Masséna paraissait accablé. Après avoir cherché pendant quelque temps à rassembler ses esprits, il releva la tête et répondit : « J'en » jure sur l'honneur, cela est impossible. » « Vous entendez, citoyens ! » dit le généralissime aux officiers qui l'entouraient, et dont quelques-uns avaient semblé sourire aux inspirations audacieuses de Masséna. Chacun émit son opinion ; les avis furent encore partagés, non pour savoir si l'on exécuterait cette idée, moins raisonnable qu'héroïque, de tenter une entrée en Piémont, mais pour peser toutes les chances qui restaient encore pour maintenir avantageusement la défensive sur la ligne qu'on tenait alors. La meilleure ob-

jection présentée fut la crainte du manque absolu de subsistances en abandonnant les bords de la mer. Cependant les chefs les plus expérimentés de l'armée, Serrurier, Miollis, Laharpe et les représentans du peuple eux-mêmes, votèrent pour la retraite. Kellermann déjà s'y était décidé depuis quelques jours; ses dispositions étaient faites, et les principaux chefs de l'armée n'avaient été appelés en délibération par lui que pour en faciliter l'exécution par leurs conseils, et pour alléger sa responsabilité auprès de la Convention.

On rentra sous le châlet du chévrier; des cartes furent étendues sur la frêle cloison, et Berthier, reprenant ses explications, exposa le nouveau plan de défensive. Tout faisait sentir la nécessité de se replier, de resserrer les masses, pour accroître leur force de résistance. A cet effet, lui-même, Berthier, par l'ordre du général en chef, avait été reconnaître les positions de la rive droite de la Taggia, en suivant

les hauteurs de Martha, des cols Ardente et Tanardo. Trois points principaux devaient attirer l'attention du général Masséna pour la droite de l'armée : 1° les défilés de Zuccarello, le col Ardente, la redoute du Rocher qui couvrait le pays conquis entre Tanarello et les plaines d'Igrai; 2° le mont Ceppo, protégeant deux points accessibles et essentiels de la ligne, et présentant, non-seulement des facilités pour une défense sûre, mais offrant encore une position précieuse pour éclairer les mouvemens de l'ennemi; 3° les alentours du fort de l'Arma, partie la plus faible de la ligne, mais que pouvaient garantir de nombreux retranchemens placés entre les hauteurs et San-Remo. Cette dernière ville, située aux bords de la mer, dans le territoire de Monaco, devait être, ainsi que la Briga et la Bordighera, un débouché principal pour approvisionner les troupes.

Après de nombreux détails sur la ligne à prendre en arrière de la Taggia, sur les posi-

tions qui devaient la rendre impénétrable, sur les moyens à employer pour assurer la réussite de cet important mouvement rétrograde; après avoir fait ressortir que, considéré dans toute son étendue, le front de l'armée allait présenter la direction la plus courte du Tanardo à la mer, se rattachant au col de Tende, garanti en avant par les profondes vallées de la Taggia, hérissées de rochers et d'escarpemens qui contraignaient l'ennemi à de longs détours, à des marches pénibles, pour tenter une attaque, Berthier conclut et se résuma en proposant d'appuyer la droite de l'armée à Borghetto et à Albenga, sur le golfe, et de se réunir, par Cériale et Zuccarello, à la division de Macquart.

Tous étaient alors convaincus que le mouvement proposé au nom du général en chef était nécessaire au salut de l'armée, mais il en coûtait à leur orgueil républicain de l'avouer. On gardait de nouveau un silence douloureux, on s'interrogeait mutuellement du regard,

on hésitait à donner un plein acquiescement à de semblables mesures, lorsque le bruit du canon se fit soudain entendre. Alors, d'un commun élan, les membres du conseil se précipitent hors de la cabane; et, bien que l'affaire ne pût être grave, puisque nulle estafette n'arrivait, chacun veut croire attaqué le poste où sa présence est nécessaire; ils ont besoin que l'espoir d'un combat remplace dans leur esprit l'idée de la retraite, et, après avoir donné tumultueusement leur adhésion aux sages projets de Kellermann, ils le laissent avec Berthier méditer sur leur exécution.

Tous les généraux de l'armée d'Italie reçurent bientôt des instructions particulières et détaillées pour imprimer au mouvement à opérer l'ensemble et la régularité nécessaires, et empêcher le désordre, qui trop souvent, chez nous, changea les retraites en fuite. Au milieu de ces préparatifs pénibles, la gloire même vint encore consoler nos soldats; car, pour favoriser l'évacuation de Finale et de

Loano, et pour empêcher Dewins d'en troubler les dispositions, le général Laharpe le battit entre Savone et Vado. Ce furent là les adieux qu'il fit à cette dernière ville, sous les murs de laquelle il avait acquis une réputation si brillante et si méritée.

§ IV.

A la fin de juin 1795, commença cette savante retraite dont Berthier et le commandant d'artillerie Andréossi dirigèrent l'exécution. Ils acquirent à leur tour leur part de gloire, et l'audace qui brave les obstacles et décide des succès, dut céder cette fois à l'habileté prudente qui prévoit les événemens et préserve des revers. Finale, Loano, Savone, Vado, la redoute de la Planète, construite par Kellermann, les postes de Saint-Bernard, de Rocca-Barbena, de Bianco, furent abandonnés aux Austro-Sardes. Après avoir transporté ses approvisionnemens dans Oneille et dans

Albenga, Kellermann se trouva en état d'offrir à l'ennemi un front presque impénétrable, depuis Castel-Bianco, les défilés de Zuccarello, jusqu'aux rochers de Borghetto. Sans doute il fallut faire de grands sacrifices, abandonner un vaste terrain dont le sang de nos soldats avait payé chaque partie; mais du moins le territoire sacré de la patrie était à couvert, le comté de Nice et la Savoie étaient conservés, et l'armée d'Italie occupait encore dans les Alpes et les Apennins des passages importans qui pouvaient la mettre à même, lorsque les renforts impatiemment attendus seraient arrivés, de reprendre avantageusement l'offensive, et de reconquérir ce qu'elle venait de perdre.

Ce n'était cependant point sans périls que nos soldats avaient pu effectuer ce mouvement rétrograde; il leur fallut combattre pour reculer comme pour avancer. Les Austro-Sardes ne voyaient qu'avec inquiétude des dispositions qui pouvaient tromper leur espérance.

Ils tentèrent de la réaliser, et de diviser la ligne française tandis qu'ils occupaient de fortes positions au milieu d'elle et qu'un désordre apparent régnait parmi nos troupes. Battus par Laharpe, près de Savone, ils envahirent en grand nombre le camp de Saint-Bernard, le plateau de la Planète, le poste de Viosena; ils y furent battus de nouveau, et l'armée d'Italie ne leur abandonna, presque partout, que ses champs de victoire.

Le 5 juillet (17 messidor), en avant d'Orméa, sur la droite et sur la gauche du passage de Terme, l'ennemi se présenta tout-à-coup en face de nos avant-postes, et les repoussa malgré leur vive résistance. Le général Serrurier rétablit bientôt l'ordre dans les rangs; son sang-froid sut utiliser avec discernement la valeur du soldat, l'avantage des localités; et quinze cents Piémontais s'enfuirent devant le huitième bataillon de la quarante-sixième demi-brigade. Mais à la droite du passage de Terme, un large sentier qui conduit au col

de Linferne avait été franchi par deux mille Austro-Sardes. Ils avaient tourné le camp des Français et leur fermaient tout moyen de retraite ; ils furent culbutés, et les républicains s'ouvrirent un passage au milieu d'eux.

§ V.

Kellermann cependant, après une noble et périlleuse défensive, n'avait attiré sur lui, par sa brillante retraite, que les reproches du comité de salut public. Depuis long-temps il implorait des renforts qui lui étaient refusés ; mais le gouvernement républicain, peu soucieux des obstacles à vaincre et des faibles ressources de ses généraux, exigeait d'eux la victoire, comme on exige du soldat l'obéissance à ses chefs. La dernière dépêche qu'avait reçue ostensiblement Kellermann, approuvait entièrement toutes les mesures qu'il avait prises, rendait justice à sa bravoure, à sa pru-

dence, à la discipline qu'il avait su maintenir parmi ses troupes; on lui promettait hautement, avant peu, un renfort de seize mille hommes, détachés des armées du Rhin et des Pyrénées orientales. Mais une missive secrète accompagnait la première. Ici, ce n'était plus qu'une longue suite de griefs. On lui reprochait son défaut de prévoyance et d'audace. Il lui était dit : « Que l'armée ne s'était
» étendue, en 1794, au-delà des hauteurs du
» Tanaro, et n'avait prolongé sa droite par
» Bardinetto, Mélogno, Saint-Jacques, que
» pour empêcher l'armée autrichienne de se
» concerter avec l'escadre anglaise, et pour
» pouvoir accourir au secours de Gênes, si
» l'ennemi se portait sur cette ville, soit par
» mer, soit par le col de la Bocchetta (pas-
» sage des Apennins, à sept lieues nord-ouest
» de Gênes); qu'elle n'occupait pas Vado
» comme une position défensive, mais comme
» une position offensive, mais pour être à
» portée de déboucher sur l'ennemi s'il se

» présentait; qu'aussitôt que les Autrichiens
» s'étaient portés sur Savone, il aurait dû
» marcher pour les combattre, pour empê-
» cher qu'ils ne s'emparassent de cette ville et
» ne lui interceptassent sa communication
» avec Gênes; mais que, puisqu'il ne l'avait
» pas pu faire, 1° il eût dû évacuer Vado pour
» appuyer sa droite sur Saint-Jacques; 2° que
» lorsque, par le résultat de la journée du
» 25, l'ennemi s'était emparé de Mélogno et
» de la crête de Saint-Jacques, il devait, dans
» la nuit, profiter de l'avantage qu'avait ob-
» tenu à sa droite le général Laharpe pour
» évacuer Vado, et se servir des troupes de
» Laharpe pour renforcer l'attaque sur Saint-
» Jacques et Mélogno; elle eût été couronnée
» d'un plein succès; 3° que lorsque, le 27, il
» avait résolu d'attaquer Mélogno, il était
» encore temps de ployer sa droite, pour
» qu'elle se trouvât à cette attaque, profitant
» du nouvel avantage qu'elle avait obtenu
» le 26 sur la gauche de l'ennemi; cette

» manœuvre eût encore décidé de la vic-
» toire. »

Ainsi l'on ne tenait compte ni du nombre de ses ennemis, ni de la situation misérable de ses troupes. On se reportait à la campagne précédente où l'armée d'Italie, plus considérable et mieux approvisionnée, n'avait plus derrière elle une insurrection à contenir, n'avait point encore vu dans les rangs de ses adversaires les trente mille hommes, nouveau tribut de l'Autriche à la coalition, les six mille Napolitains marchant sous la même bannière, avec les levées récentes du Piémont. Alors les Anglais ne dominaient point en maîtres dans la Méditerranée. Sans doute ils avaient fait de grandes choses, les vainqueurs du Mont-Cenis et de Cairo, mais Dumerbion lui-même n'avait-il point été forcé aussi, sur la fin de la campagne, de se borner à la défensive, par défaut de cavalerie et de subsistances? Kellermann était-il plus favorisé que lui de ce côté?

Je laisse aux stratégistes à décider si le plan d'opérations du comité de salut public n'eût point entraîné les mêmes résultats que celui de Kellermann. Des fautes furent commises ; la faible résistance du poste de Mélogno a déjà été signalée ; mais la fortune n'intervient-elle donc jamais dans les affaires humaines ? Le hasard avait parfois favorisé le succès de nos armes; il fallait faire la part de l'adversité. Sur les lieux, en face des événemens, il se pourrait que l'auteur de ces instructions eût été moins sévère à l'égard du chef de l'armée d'Italie. On y reconnut cependant un homme qui possédait la connaissance des localités, et qui avait médité sur le grand art de la guerre. Quelques officiers soupçonnèrent le général Bonaparte d'avoir dicté cette *mercuriale*, et ils ne se trompaient point.

Effectivement le comité de salut public l'avait attaché, quelque temps après son retour à Paris, à la direction des opérations militaires, dans son grade de général de brigade

d'artillerie; et ce fut lui qui rédigea, par l'ordre du comité, la dépêche envoyée à Kellermann, qui, dès-lors, prévit une troisième disgrâce.

CHAPITRE V.

Disette. — Nombreuses attaques de la part de l'ennemi. — Négociation. — Paix avec l'Espagne. — Médiation pacifique de cette puissance entre la France et le Piémont. — Délibération et discours à ce sujet.

§ Ier.

Le manque de vivres se faisait sentir avec plus de force que jamais parmi les Français. C'était là un des résultats inévitables de leur éloignement des rives de la Méditerranée. Oneille et Albenga leur restaient encore, mais, protégés par les escadres anglaises, des corsaires, sous pavillon autrichien ou napolitain, croisaient sur les côtes jusqu'à Nice, et capturaient ou forçaient à la retraite presque tous les vaisseaux neutres qui tentaient de se rap-

procher des bords occupés par les Français.

On ne pouvait attendre de secours des départemens du Midi, en proie tout à la fois à l'anarchie et à la disette; de plus, les transports en eussent été impraticables : les chevaux et les mulets de l'armée étaient morts, faute de fourrage.

Nous voyons, d'après les dispositions ordonnées par le général Kellermann, qu'au commencement de cette campagne les agens des diverses administrations de l'armée avaient reçu l'ordre de pourvoir à la consommation journalière de trente mille chevaux, ce qui nécessitait par mois un approvisionnement de cent trente-cinq mille quintaux de foin, six cent soixante et quinze mille boisseaux d'avoine, et vingt mille quintaux de paille. Il s'en fallait de beaucoup que ces trente mille chevaux servissent à composer la cavalerie de l'armée. Le nombre en était d'abord exagéré à dessein afin que la négligence des fournisseurs, ou des difficultés, malheureusement

trop prévues, ne compromissent pas tout-à-coup le service des troupes et des administrations. Quand on eut plus que le nécessaire on fit des approvisionnemens. Mais bientôt l'argent devint rare, les services s'interrompirent, les revenus se consommèrent; frappés de maladies, dues au défaut de nourriture ou à l'emploi de fourrages détériorés, les chevaux tombèrent de tous les côtés. Les transports des hôpitaux, de l'artillerie, du chauffage, des vivres, tout se trouva interrompu et menacé d'une désorganisation subite. Le seul moyen de se procurer des mulets pour les services était de les louer aux habitans du pays que l'on occupait; encore leur rareté en rehaussait le prix : il fallait payer et l'argent manquait.

Le soldat souffrait; rarement, pour réparer ses forces épuisées, il pouvait obtenir à la fois le pain et la viande : des bataillons entiers restèrent plusieurs jours sans autre nourriture que du biscuit.

Sur la partie du littoral de Gênes, qui n'était

point encore comprimée par la présence de l'ennemi, notre crédit était presque anéanti par des engagemens auxquels on n'avait point entièrement satisfait, et ce n'était qu'avec de forts à-comptes qu'on en pouvait obtenir quelque chose.

Cependant de petits bâtimens, partis des îles de l'Archipel, trompaient encore souvent la croisière anglaise pour venir offrir du blé à nos soldats ; mais ils ne livraient que ce qu'on pouvait payer : ils s'éloignaient avec le reste.

Un instant vint où l'importante division de la droite de l'armée d'Italie manqua tout-à-fait de vivres, faute de fonds et de moyens de transport. L'état-major de l'armée en étant informé, chacun se dépouilla sur-le-champ pour elle des bijoux qu'il portait, du peu de numéraire dont il était resté possesseur. Sans doute bien des gages d'amour, des souvenirs de tendresse furent sacrifiés. Mais pouvaient-ils

hésiter ? Leurs compagnons d'armes manquaient de pain [1].

Telle était au camp la position de l'armée. Les coalisés crurent alors que la famine serait leur plus puissant auxiliaire, et que, précédés par elle, ils allaient, sans combattre, reconquérir Nice et la Savoie, et pénétrer enfin dans cette France orgueilleuse, où du sein des départemens méridionaux la contre-révolution leur tendait les mains. Mais si nos soldats se distinguaient par leur valeur héroïque au milieu des combats, ils firent éclater bien plus

[1] Kellermann écrivait à Masséna : « J'attends de l'argent, et aussitôt qu'il en sera arrivé, je le ferai mettre » à la disposition du commissaire faisant les fonctions » d'ordonnateur. Je vous seconderai autant qu'il est en » mon pouvoir : vous savez que je n'ai aucun moyen. » J'ai écrit, j'ai dépêché des courriers, et j'espère qu'on » viendra à notre secours. Faites tout ce que vous pourrez » pour que nos braves frères d'armes aient leur » subsistance. »

vivement encore leur courage à supporter des privations de tout genre.

Désabusés de ce côté, les confédérés rentrèrent dans la lice. Fiers des avantages qu'ils avaient obtenus déjà, ils espérèrent compter bientôt un triomphe dans chacun des lieux témoins de leurs défaites.

§ II.

Jusqu'au milieu du mois de juillet, le centre et la gauche de l'armée d'Italie, ainsi que la droite de celle des Alpes, furent attaqués successivement vers les cols de Tende et de Fréjus, le poste de Saint-Barnouil et le Mont-Cenis. Garnier, Macquart, Dallemagne, et le brave général Vaubois, qui commandait sous Moulins dans les Alpes, les repoussèrent partout. Devant Fréjus, le capitaine Gazan, à la tête du dixième bataillon de grenadiers, enveloppé tout-à-coup par quinze cents Croates, était sommé de se rendre et se préparait à vendre

chèrement sa vie, lorsqu'un coup de feu lui brisa l'épaule. Dans l'impuissance de combattre par lui-même, Gazan lance son sabre au travers des rangs ennemis en s'écriant : « Grenadiers, sauvez mon sabre ! » Et ses soldats le lui rapportèrent après avoir, dans une lutte furieuse, triomphé des Croates.

Serrurier, Masséna, Laharpe, eurent leur tour. Les retranchemens de Zuccarello, les postes de Linferne et de Rocca-Barbena les virent triompher des Austro-Sardes, dont cependant l'ardeur offensive était loin de se ralentir. Chacun des jours de juillet éclaira de nouveaux combats parmi lesquels les Autrichiens et les Piémontais, rivalisant de zèle et de persévérance, comptèrent aussi des succès, mais sans pouvoir jamais contraindre les Français d'abandonner la ligne de Borghetto.

Le poste d'Issando, sur la gauche de l'armée, fut surpris après une attaque simulée dont les Français furent victimes : le lendemain il était reconquis.

Le Mont-Cenis fut encore assailli. Le général Moulins poursuivit l'ennemi jusqu'à La Ferrière.

Au col de Tende, à Tuirano, au camp de Limone, semblable tentative, dénouement semblable.

Pour la seconde fois, les Anglais tentèrent une descente dans la rade d'Alassio pour s'emparer des faibles approvisionnemens de l'armée. Ils furent repoussés avec perte d'hommes, mais ne se retirèrent cependant qu'après avoir capturé de petits bâtimens de transport qui se trouvaient dans la rade.

Les attaques se multipliaient sur tous les points, au centre, à la gauche, à la droite, dans les Alpes, dans les Apennins; nos soldats vivaient au milieu de la mêlée; les bataillons qu'ils avaient repoussés étaient remplacés par des bataillons nouveaux qu'ils repoussaient encore et auxquels encore succédaient d'autres bataillons. Il semblait que, désespérant de les soumettre par la famine ou par les armes,

les coalisés avaient résolu de les vaincre par la lassitude.

Ce fut cependant une grande faute à eux (et Jomini l'a signalée) que tant de combats partiels, lorsqu'avec des forces aussi considérables, et vis-à-vis d'une armée aussi peu nombreuse, sans compromettre la sûreté d'aucune de leurs positions, abandonnant cette guerre de postes qui ne leur amenait que des revers humilians ou des succès négatifs, ils pouvaient avec une masse de trente ou de quarante mille hommes enfoncer notre ligne, écraser nos soldats et décider dans un jour du sort de toute la campagne. Mais ils attendaient les ordres de Vienne, de Naples et de Turin pour agir; la vieille tactique et la lenteur autrichienne réglaient leurs mouvemens et leurs déterminations; leurs généraux, divisés d'intérêt, ne marchaient point au même but du même pas. Peut-être aussi oubliaient-ils, ignoraient-ils leurs forces devant ces fiers républicains dont la terreur de l'Europe avait fait

des géans. Quoi qu'il en soit, on avait atteint le milieu du mois d'août, et la chance commençait à tourner en faveur des Français.

§ III.

Depuis quelques jours, Kellermann avait reçu du comité de salut public l'assurance de l'arrivée du renfort qu'on lui avait promis en vain si long-temps. Le 22 juillet, un traité de paix avait été conclu à Bâle entre l'Espagne et la France. Cet événement devenait décisif dans les circonstances actuelles. Une partie de l'armée des Pyrénées allait se joindre à celle des Alpes.

Pendant le cours de 1795, la France, mieux assise sur ses nouvelles bases de gouvernement, était parvenue par des négociations à consolider sa puissance et son avenir bien plus que ne l'auraient pu faire les batailles les plus glorieuses, si les moyens de résistance, la discipline et le recrutement, ne s'en étaient point affaiblis.

Un prince autrichien, Ferdinand, grand-duc de Toscane, avait donné l'exemple en reprenant son système de neutralité, précédemment observé à l'égard de la République, et en lui envoyant même un ambassadeur.

La Hollande, conquise par les Français et organisée en république Batave, concluait avec eux un traité d'alliance qui fut signé à La Haye.

Le régent de Suède avait un ambassadeur à Paris.

Le gouvernement de Venise avait imité celui de Toscane.

Le roi de Prusse, satisfait de sa portion de Pologne qu'il était jaloux de conserver, et fatigué d'une guerre qui pouvait accroître l'influence de l'Autriche, s'était, dès le mois de mai, retiré de la coalition; et le 5 avril, le comte d'Hardenberg terminait pour lui, à Bâle, un traité avec la France.

Alarmé des progrès d'un ennemi déjà maître de la partie de ses frontières dont il avait

cru l'accès impraticable, le roi d'Espagne voyait Pampelune menacé, et tremblait pour la Navarre dont la conquête eût ouvert à nos armées le chemin de la Castille et de l'Aragon. Il avait porté toutes ses espérances vers la réussite du plan des Austro-Sardes, qui devaient envahir notre territoire, armer nos provinces méridionales contre la Convention, et forcer, par cette terrible diversion, nos généraux d'abandonner les Pyrénées; mais désabusé de ses illusions, et oubliant enfin sa famille en faveur de son peuple, ce prince venait à son tour de se décider à la paix.

Un article du traité conclu avec lui portait que la République accepterait sa médiation pour rétablir la bonne intelligence entre la nation française et les rois de Portugal, de Sardaigne, de Naples, et les autres souverains d'Italie. En conséquence de cette clause de pacification, l'ambassadeur espagnol à Turin proposa au roi, au nom de la Convention, la garantie entière de ses États s'il voulait rester

neutre et laisser l'armée française traverser le Piémont. S'il consentait à joindre ses forces à celles de la France, contre les Autrichiens, la possession de la Lombardie lui était offerte pour le payer de ses efforts.

Victor-Amédée avait naturellement le cœur haut et généreux, mais sa politique manquait d'audace et de résolution. Son premier mouvement fut de repousser avec indignation des offres qui tendaient à le rendre traître envers son allié: c'était là l'expression de ses sentimens personnels. Ses devoirs envers son peuple épuisé par la guerre, la crainte de se faire un ennemi irréconciliable de la France, en paraissant refuser tout moyen d'accommodement, semblèrent le porter bientôt vers d'autres idées, et son conseil fut convoqué pour délibérer sur de si graves intérêts.

J'emprunterai au bel ouvrage de M. Ch. Botta sur l'Italie, quelques fragmens des deux principaux discours qui furent prononcés dans cette occasion : ils pourront faire apprécier

sûrement les opinions et les intérêts divers qui agitaient la cour de Turin.

Après avoir déploré l'incrédulité fatale avec laquelle on avait accueilli ses prédictions sur les campagnes précédentes, le marquis de Silva, partisan de la paix, et rejetant sur le compte des Autrichiens les malheurs du Piémont, poursuivit : « Quel homme prudent
» balancera, surtout s'il considère la foi
» douteuse d'un allié, le conquérant plutôt
» que le défenseur de notre pays, la cause
» prochaine de notre ruine plus que l'auteur
» possible de notre salut? et si tout autour de
» nous les remparts de ce royaume autrefois
» heureux et inaccessible, nous ont effrayés
» du bruit de leur chute; si la tempête me-
» nace les plaines fertiles de notre beau Pié-
» mont; si nos forteresses sont ébranlées; si
» l'inquiétude règne dans tous les esprits; si
» la terreur générale est le pronostic d'une
» destruction universelle; si l'Italie entière
» s'épouvante à l'aspect d'un avenir funeste,

» qui faut-il accuser de ces calamités ? qui
» devons-nous en remercier, sinon ce même
» allié dont j'aperçois bien l'ambition, mais
» en qui je cherche la fidélité ? Il vous excite
» par de perfides insinuations ; il vous abuse
» par des secours insuffisans : souvenez-vous,
» Messieurs, de tout ce que je vous ai déjà dit
» et démontré jusqu'à l'évidence. Du jour où
» les Français sont parvenus à établir la ligne
» de leurs opérations, du flanc oriental des
» Alpes jusqu'à travers les Apennins, nos
» barrières les plus sûres, celles des monts
» et des forteresses, ont été renversées, et le
» Piémont, dépossédé de ses remparts, privé
» de toutes ses défenses, et miné de tous
» côtés, est menacé d'une ruine prochaine
» et inévitable.

» .... Que dis-je? quand les faits parlent est-il
» besoin de discours ? N'est-il pas stipulé dans
» le traité de Valenciennes que les Allemands
» ne combattront qu'en plaine? Ignorez-vous
» les ordres donnés aux généraux allemands

» d'éviter les actions périlleuses, de se tenir
» serrés, de ménager leurs soldats, de les réser-
» ver pour la défense de la Lombardie? Dewins
» lui-même ne me l'a-t-il pas dit clairement, ne
» l'a-t-il pas déclaré à qui a voulu l'entendre?
» ..... Ou je me trompe fort, ou, dès que
» les Français se seront ébranlés du côté de
» Gênes, vous les verrez, ces mêmes Autri-
» chiens, courir précipitamment vers la Lom-
» bardie, et vous abandonner en proie au
» vainqueur.... Ainsi donc, voyant les boule-
» vards de l'État au pouvoir de l'ennemi, ou
» en danger d'y tomber; la force numérique
» et morale de notre armée affaiblie; un allié
» peu fidèle qui travaille à son salut plus qu'au
» nôtre, je pense que la paix est préférable
» à la guerre; je vous exhorte à la paix; je
» l'appelle de tous mes vœux, pendant que
» les forces qui nous restent encore peuvent
» nous la faire obtenir honorable et avan-
» tageuse. Si vous attendez la dernière ex-
» trémité, on vous l'imposera honteuse,

» insupportable, et vous aurez signé votre
» esclavage éternel. »

Parmi les conseillers du roi un murmure approbateur sembla appuyer le discours de Silva, moins sans doute en faveur de la France qu'en haine de l'Autriche. Le marquis d'Albarey se leva, et, après des considérations générales, chercha à ramener les esprits à des sentimens tout différens.

« Le marquis de Silva vous propose de
» faire la paix, dit-il, parce qu'il ne croit pas
» que vous puissiez continuer la guerre. Il ap-
» pelle l'Autriche infidèle; il insiste pour que
» le roi se confie à la République française,
» encore bien que les démonstrations actuelles
» de cette République ne soient pas propres
» à l'y engager; République d'ailleurs ennemie
» naturelle et terrible de tous les rois. Mais,
» pour traiter dès à présent la question de la
» guerre, et ici je rends hommage aux con-
» naissances de mon adversaire, je lui de-
» mande quelle est l'armée la plus considé-

» rable, ou la nôtre réunie à celle de l'Autri-
» che, ou celle de l'ennemi exposée seule aux
» efforts réunis des alliés? Il va certainement
» répondre, avec la franchise dont il fait pro-
» fession, que c'est la nôtre. Je lui demande
» en outre s'il croit qu'après la jonction de
» l'armée des Pyrénées, les Français seront
» plus nombreux que les confédérés renforcés
» par les nouvelles troupes autrichiennes que
» nous attendons; il va encore répondre qu'il
» ne le croit pas, parce qu'il faudra, malgré
» tout, garder les Pyrénées, et que la paix
» avec l'Espagne laissera subsister les défian-
» ces. Si je lui demande enfin s'il accorde
» plus de valeur aux Français qu'aux Piémon-
» tais ou qu'aux Autrichiens, je suis certain
» qu'il me répondra toujours par la négative.
» Quel est donc le but de ces doléances? Que
» veulent dire ces prédictions sinistres? Les
» Français sont maîtres des hauteurs? Qu'ils
» les gardent! et qu'ils périssent de faim, de

» misère et de froid sur ces sommets escarpés
» et sauvages.

»..... Je ne comprends pas davantage que
» l'on puisse accuser la loyauté ou la valeur
» de l'Autriche. Interrogez Savone et Saint-
» Jacques, Vado et Mélogno, encore teints
» du sang de l'ennemi, ils vous diront la pe-
» santeur de l'épée allemande et la portée des
» canons autrichiens. Que les généraux alle-
» mands veillent sur la Lombardie, je le crois
» sans peine et c'est leur devoir; mais qu'ils
» ne veillent pas sur le Piémont, qui peut les
» en accuser lorsque tant de sang répandu,
» tant de trépas reçus, non-seulement sur les
» cimes liguriennes, mais encore dans les dé-
» filés des Alpes, sont le témoignage éclatant
» du contraire?

» ...... Je vois l'infamie dès le début même
» d'un traité qui stipule des donations à notre
» ennemi, et le partage des dépouilles de
» notre allié. Mais l'honneur est encore de

» quelque prix en ce monde ; l'incertitude
» des événemens doit vous avertir aussi que
» tôt ou tard vous aurez besoin d'alliés ; et
» quel allié trouverez-vous après tant d'igno-
» minie ? Quant à moi je l'ignore. Plus j'ap-
» profondis la matière, plus je vois qu'un
» accord avec la France serait l'asservissement
» du Piémont, son bouleversement, sa ruine
» totale. Il n'est pas au pouvoir des Autri-
» chiens, quoique présens, de nous obliger
» à courber la tête sous leur joug. Le siége
» de leur gouvernement est trop éloigné du
» nôtre. Les Français, au contraire, le peu-
» vent sans peine, puisque nous nous trou-
» vons, pour ainsi dire, sur le passage du
» torrent. Je ne sais pas non plus si vous
» fondez beaucoup d'espoir sur leur modéra-
» tion, qui ne s'est encore signalée dans le
» monde que par l'épouvante et la des-
» truction ?

» ...... N'oubliez pas que la France ne vous
» recherche que pour s'accommoder ensuite

» avec l'Autriche, plus puissante que vous.
» Soyez bien certains qu'elle fera la paix avec
» elle aussitôt que l'occasion s'en présentera,
» qu'elle vous laissera dans l'embarras, ne
» se souviendra plus de vous, encore moins de
» votre amitié..... J'entends parler de l'é-
» puisement des finances : qu'est-ce que
» l'épuisement des finances quand il s'agit
» du salut de l'État? J'ai honte en vérité de
» parler d'argent lorsqu'il y va pour la patrie
» d'être ou de n'être pas. Croyez-vous aussi,
» mon cher marquis, que la France soit plus
» en état que l'Angleterre de remplir notre
» trésor; le croyez-vous? J'admire alors votre
» simplicité. Pour moi, je suis persuadé que
» l'argent s'obtient plus facilement de ceux
» qui en ont trop et qui en offrent, que de
» ceux qui n'en ont pas assez et qui en dé-
» robent. En me résumant donc, je pense
» que l'amitié de l'Autriche est plus sûre et
» moins périlleuse que l'amitié de la France;
» je vous exhorte à faire tête à la fortune;

» je vous supplie de persister dans cette cons-
» tance qui vous a toujours distingués, et de
» montrer à la face du monde que le Piémont
» menacé à notre époque, n'a pas déployé
» moins de fermeté que le Piémont envahi
» du temps de nos ancêtres. »

Le marquis d'Albarey n'était sans doute que l'organe du roi ; sa parole eut le poids d'une décision souveraine, et l'on résolut de reprendre les hostilités avec force et vigueur, et de tenter des succès décisifs avant l'arrivée des renforts qu'attendait Kellermann.

CHAPITRE VI.

Attaque du mont Genèvre. — Combats de Saint-Martin de Lantosca, etc. — Projets de Kellermann. — Combat sur le plateau du Champ-des-Prêtres. — Arrivée de Schérer, qui remplace Kellermann dans le commandement de l'armée d'Italie.

§ Ier.

L'Armée des Alpes avait eu peu d'occasions de se distinguer durant le cours de cette campagne, où tous les efforts des coalisés s'étaient presque constamment portés sur l'armée d'Italie. A la fin du mois d'août, les Piémontais s'avancèrent, divisés en quatre colonnes, vers le mont Genèvre, situé à une lieue de Briançon, entre le mont Viso et le Mont-Cenis, dans les Alpes Cottiennes. Le plan de leur

attaque était sage et bien conçu ; il fut mal exécuté. Au lieu d'agir toutes ensemble sur les points qui leur avaient été indiqués, les colonnes ennemies n'arrivèrent que successivement, et furent battues les unes après les autres. Avertis de la présence des Piémontais, nos soldats s'étaient mis en marche en entonnant gaiement l'hymne populaire : *Allons, enfans de la patrie, le jour de gloire est arrivé!* Moulins fut présent à toutes les actions de cette belle journée, où huit cents hommes triomphèrent de plus de quatre mille.

Vers le même temps (premiers jours de septembre), à Saint-Martin de Lantosca, au poste de Cerise, à ceux de Saint-Barnouil, de la Lombarde, de Saint-Étienne, les soldats de l'armée d'Italie se signalaient, sous les ordres de Serrurier et de Masséna.

Fatigué de tant d'attaques sans résultats satisfaisans, Dewins ralentit pendant quelques jours ses agressions, et se prépara à une action générale. Instruit par Masséna du grand mou-

vement qui régnait sur toute la ligne ennemie, des transports d'artillerie et de munitions qui s'y multipliaient depuis quelque temps, Kellermann se rendit à Borghetto, inspecta tout le front de son armée, ranima la valeur du soldat de poste en poste, et résolut d'attendre les Austro-Sardes de pied ferme.

Lui-même, à cette époque, mûrissait dans sa tête un vaste plan d'offensive dont la réussite lui paraissait immanquable, devait le couvrir de gloire, et forcer le Piémont d'implorer cette paix qu'il venait de repousser. Soumis au comité de salut public, ce plan avait reçu de lui l'approbation la plus complète [1]. Kellermann n'attendait plus que l'arrivée des renforts des Pyrénées et du Rhin pour le mettre à exécution.

Ce fut vers cette époque aussi qu'il reçut l'ordre de présenter à l'assentiment de ses troupes la nouvelle constitution de l'an III, qui

[1] Voyez la note B.

établissait deux conseils et un directoire composé de cinq membres. Malgré les exemples effrayans de l'histoire, les gouvernans alors, dans l'espoir d'intéresser le soldat au succès de la cause générale, craignaient de le priver d'un seul de ses droits civiques; pour renforcer le présent on compromettait l'avenir; on sentait le péril, on n'osait le braver. On dut prévoir que ce système fatal des armées délibérantes exalterait l'ambition des généraux, étoufferait en partie l'esprit de patriotisme sous l'esprit d'intrigue, transformerait par la suite les défenseurs de la République en milices prétoriennes, et que de nouveaux Césars se lèveraient bientôt pour marchander l'empire mis à l'encan par les soldats; mais la crainte de voir substituer le gouvernement militaire au gouvernement civil, les formes despotiques aux formes démocratiques, ne fut point suffisante pour retenir nos législateurs, qui depuis trop long-temps, ne s'appuyant eux-mêmes que sur la force, redoutaient avant

tout de mécontenter les troupes, et croyaient pouvoir toujours à leur gré destituer et tyranniser les généraux qui leur porteraient ombrage.

Pendant les jours de repos que lui laissait l'ennemi, Kellermann avait parcouru, la constitution à la main, les postes principaux de l'armée. Ses soldats citoyens avaient accueilli avec enthousiasme ce pacte social offert à leur acceptation, qui semblait promettre à la France républicaine un avenir plus brillant que jamais. Les commencemens de la Convention avaient laissé des souvenirs pénibles ; on renaissait à un nouvel ordre de choses ; les cris retentissans de *vive la liberté !* les nombreuses décharges d'artillerie, qui, pour la première fois, se faisaient entendre dans les Alpes en signe de joie, remplissaient l'ame du vainqueur de Valmy de douces émotions, et ce fut au milieu de ces grandes espérances de bonheur, de ces nobles projets de victoire et de pacification, qu'il reçut du gouvernement le message

qui lui ôtait le commandement en chef de l'armée d'Italie, pour le transporter au général Schérer. Kellermann dut remplacer Moulins à l'armée des Alpes.

Son cœur était déchiré, son espoir anéanti; c'était le troisième décret qui venait ainsi l'arrêter au milieu de sa course, l'arracher à ses soldats. Mais l'ennemi s'ébranlait; la patrie ne devait point souffrir des injustices de ses gouvernans, et l'ex-général en chef dut encore marcher à la tête de sa brave armée d'Italie.

Il fit alors parvenir au comité de salut public la lettre suivante [1] :

« CITOYENS REPRÉSENTANS,

» Lorsqu'en germinal dernier, le gouvernement me confia le commandement de l'armée des Alpes et d'Italie, j'ai revu avec le plaisir qu'éprouve un citoyen qui a pu rendre quel-

[1] Mémoires manuscrits de Kellermann.

ques services à son pays, le théâtre d'une guerre que j'ai soutenue il y a deux ans contre des forces très-supérieures, et pendant laquelle, ayant le commandement des deux armées, celle d'Italie n'a pas perdu un pouce de terrain, quoique j'en aie détaché les troupes nécessaires pour réduire Lyon et Toulon, tandis qu'au même moment je reconquérais le Mont-Blanc sur les Piémontais qui n'étaient qu'à une marche de Chambéry.

» J'attends le général Schérer pour aller prendre le commandement de l'armée des Alpes. J'emporterai avec moi la satisfaction d'avoir, depuis trois mois, combattu avec gloire un ennemi dont les forces numériques surpassaient les miennes des deux tiers, d'avoir fait manquer la campagne combinée entre les Austro-Sardes et l'Angleterre, et de les avoir arrêtés à trente lieues au-delà des frontières du département des Alpes-Maritimes.

» La position que j'ai prise en présence de l'ennemi, les mouvemens combinés des deux

corps de l'armée des Alpes et d'Italie, le secret de mes marches, de mes dispositions que l'ennemi appelait une *énigme*, la situation de dénuement dans laquelle j'ai trouvé l'armée, la désorganisation de la plupart des administrations, la supériorité des Anglais dans la Méditerranée, enfin la pénurie la plus affligeante de tous les objets nécessaires, non-seulement à la guerre, mais à la vie, fourniront à l'histoire le développement d'une campagne glorieuse.

» Mais, citoyens représentans, je l'avoue, je pars tourmenté du regret de ne plus combattre avec mes braves compagnons d'armes de l'armée d'Italie, et de ne pas exécuter le projet d'attaque dont je vous ai proposé le plan, et dont l'exécution, attendue avec tant d'impatience par nos soldats, doit chasser les Autrichiens de la rivière de Gênes, nous mettre en possession de leurs magasins, les forcer à prendre leurs quartiers d'hiver dans le Milanais, enfin les couper totalement de l'armée

piémontaise, et donner au roi de Sardaigne les moyens de se prononcer pour une paix qu'il doit désirer.

» Il me reste encore un devoir à remplir : c'est de rendre à mes braves frères d'armes la justice éclatante qui leur est due. Je les ai tous vus aux avant-postes, dont quatre fois j'ai fait le tour, depuis la mer jusqu'à la droite de l'armée des Alpes. Ils n'ont cessé par leur courage, leur intrépidité et surtout leur constance à supporter sur des montagnes continuellement couvertes de frimas et de neiges, la privation des objets de première nécessité, ils n'ont cessé, dis-je, de donner l'exemple glorieux de ce que peut sur le cœur des républicains français le désir brûlant d'assurer la liberté de leur pays.

» C'est à vous, citoyens représentans, à faire connaître tous les droits que ces braves et intrépides guerriers ont à la reconnaissance nationale.

» Salut et fraternité, Kellermann. »

§ II.

Commandée par le feld-maréchal Dewins en personne, l'armée austro-sarde se porta en avant le 19 septembre. Deux fortes divisions menaçaient la droite et le centre des Français. Une réserve de huit mille hommes devait seconder les efforts des Autrichiens.

Cependant, entre Borghetto et la rive droite du Tanaro, sur un rocher presque à pic, les républicains occupaient un poste fortifié auquel ils avaient donné le nom de Petit-Gibraltar. L'adjudant-général Saint-Hilaire y commandait à quatre cents hommes. Dewins décida que l'attaque générale n'aurait lieu qu'après l'enlèvement de ce poste, qui débordait notre ligne, gênait les mouvemens de l'ennemi et semblait s'offrir le premier à ses coups. En conséquence, deux mille Impériaux occupèrent, par son ordre, au-dessus du Champ-des-Prêtres (Campo-di-Preti), une redoute armée de cinq pièces de canon et

d'un obusier. Le Petit-Gibraltar essuya son feu sans en souffrir. Alors la colonne autrichienne, résolue à l'enlever de vive force, sort de sa redoute, se précipite avec intrépidité sur nos retranchemens, que deux fois le brave Saint-Hilaire les contraint d'abandonner en désordre. Ralliés à la voix de leur chef, et n'osant plus attaquer le poste de front, ils essayent de tourner la colline, et succombent encore dans une troisième tentative d'attaque. L'hésitation se met dans leurs rangs; secondé par l'adjudant-général Joubert, arrivé à son aide avec quelques compagnies, Saint-Hilaire s'élance sur l'ennemi, l'écrase, le culbute. Il fuit; le vainqueur s'acharne sur ses traces, lui coupe la retraite et l'anéantit. Quelques fuyards isolés purent seuls échapper à ce carnage, et ce n'est qu'en se glissant à travers les rochers qu'ils allèrent annoncer à Dewins que de ses deux mille guerriers d'élite, quinze cents étaient morts et les autres captifs.

Epouvanté d'un pareil résultat, le feld-maréchal renonça à ses projets d'attaque et profita de la nuit pour faire replier ses troupes.

Lorsque l'on songe au petit nombre de Français qui combattirent dans cette journée, il est impossible de se défendre d'incrédulité à l'audition de pareils récits. Mais deux armées rivales furent témoins de ce fait éclatant; nul n'osa le démentir, et les soldats de la République ne nous ont-ils pas accoutumés déjà à de pareils prodiges?

Kellermann avait encore le droit de se montrer juste et généreux envers ses anciens compagnons d'armes. Il éleva au rang de généraux de brigade Saint-Hilaire et Joubert, dont la célébrité militaire ne devait pas s'arrêter là.

A la fin de septembre, Schérer arriva à Nice; après avoir conféré quelque temps ensemble, lui avoir communiqué ses plans d'offensive contre les Austro-Sardes, plans que le nouveau venu s'empressa d'adopter, Kellermann

partit pour se rendre à l'armée des Alpes, remettant à son successeur ce bâton du commandement qui, dans ses mains, avait présidé pendant l'année à quarante combats.

CHAPITRE VII.

A Paris, les sections s'arment contre la Convention. — Journée du 13 vendémiaire. — Installation du Directoire. — Armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse. — Pichegru. — Jourdan. — Revers sur le Rhin.

§ Ier.

Tandis que ces événemens se passaient à l'armée d'Italie, de nouvelles factions renaissaient en France et tentaient d'ébranler les bases encore fragiles de la République. Six années écoulées n'avaient pu suffire pour consolider entièrement un gouvernement fondé au milieu d'une tempête, sur un sol que lui-même avait pris soin de bouleverser de fond en comble pour en arracher les vieilles racines

de la monarchie et de la féodalité. Mais du moins alors les querelles intestines ne s'annonçaient plus par l'appareil menaçant de la terreur et des supplices. Malgré les efforts continuels de l'étranger, le caractère français avait repris le dessus. On chansonnait, on calomniait ses adversaires pour se venger d'eux, on se plaignait hautement, on conspirait ouvertement; c'était une guerre de la Fronde qui se préparait.

Trois phases principales avaient marqué le cours de la révolution. En 89, on vit la lutte de l'aristocratie contre les classes intermédiaires qui alors avaient la royauté pour auxiliaire. En 91, la bourgeoisie voulait contenir et dompter tout à la fois les privilégiés et les derniers rangs de la société. En 93, la multitude envahit tout, domina tout, comprima tout, quant aux individus, mais conserva le sol intact. Détruit par ses propres excès, après les événemens de thermidor, ce torrent fougueux, né d'un orage, rentra dans son cours

naturel. S'il faut en croire M. le comte de Maistre qui, certes, ne peut être accusé de partialité bienveillante lorsqu'il parle des jacobins, nos neveux les béniront un jour pour avoir empêché le démembrement du plus bel État de l'Europe, et sauvé peut-être la civilisation. Chacun avait donc triomphé à son tour. Dans ces grands mouvemens de hausse et de baisse, où tous les rangs se confondirent, se frottèrent les uns contre les autres, les passions s'étaient fatiguées, les prétentions s'étaient affaiblies. Les masses imploraient le repos. Ceux qui voulaient encore combattre n'osaient alléguer d'autres motifs que l'amour de la liberté, que chacun expliquait à sa manière.

Telle était la situation dans laquelle on se trouvait alors. Depuis la chute de Robespierre, la Convention, revenue à des principes de sagesse et de modération, avait détendu les lois rigoureuses décrétées dans ses premières sessions contre les étrangers, les prêtres ou les émigrés. Mais il en résulta pour elle que le

parti royaliste redevint menaçant; les agens de l'étranger recommencèrent leurs sourdes menées avec plus d'activité que jamais. Les biens nationaux, principale ressource financière de l'État, ne se vendirent plus que difficilement; les assignats tombèrent tout-à-coup. On avait jadis procédé au recrutement des armées par l'enthousiasme ou par la rigueur; le premier moyen s'affaiblissait; on n'osait plus se servir du second. La disette ajoutait à cet état de gêne et d'inquiétude.

Comme l'ère conventionnelle touchait à sa fin, les législateurs durent comprendre que, dans les élections qui allaient avoir lieu, les classes moyennes, travaillées par l'intrigue, porteraient au pouvoir les ennemis de la révolution. En promulguant sa nouvelle constitution, où le pouvoir législatif devait résider dans un double conseil, celui des Cinq-Cents et celui des Anciens (le premier chargé de la proposition et de la discussion des lois, le second du droit de les admettre ou de les re-

jeter), et le pouvoir exécutif dans un directoire composé de cinq membres, elle eut soin de décréter, avertie qu'elle était par les fautes de l'Assemblée constituante, que les deux tiers des membres de la présente législature seraient nécessairement réélus pour la nouvelle. Elle se préparait, par ce moyen, la majorité dans les délibérations, et préservait la République du bouleversement qui la menaçait.

Les amis de l'ordre applaudirent à cette décision prudente; mais une grande partie des sections, poussée par les esprits inquiets et turbulens, par les royalistes et même par les agens de l'étranger, qui voyaient leur espoir deçu, jeta les hauts cris. On se demanda de quel droit la Convention s'arrogeait pour elle-même d'avance les deux tiers du pouvoir électoral. Les journalistes contre-révolutionnaires secondèrent les mécontens par des écrits virulens, et accrurent leur exaltation. La section Le Pelletier prit enfin l'initiative, invita les autres sections à s'armer en faveur

des droits du peuple, et donna l'exemple.

Pour répondre aux attaques de ses adversaires, qui l'accusaient de chercher à ranimer le règne de la terreur, et de tenter de prolonger son pouvoir en retardant l'installation des nouveaux corps législatif et exécutif, l'Assemblée, pendant ce temps, avançait de dix jours l'instant légalement fixé pour sa dissolution, et le 12 vendémiaire (4 octobre), s'occupait d'anéantir quelques lois, derniers restes d'un régime anarchique. La veille encore, restée calme, malgré les périls qui s'amassaient autour d'elle, une fête expiatoire et funèbre avait été célébrée dans son sein, en l'honneur de Gensonné, de Vergniaud, de Guadet et des autres Girondins décrétés d'accusation le 3 octobre 1793. Lorsqu'il leur allait falloir recourir aux armes pour assurer l'existence de la République, ces nouveaux Spartiates, couverts de deuil et des palmes dans la main, croyaient préluder ainsi à leurs Thermopyles.

§ II.

Dès le 12 vendémiaire, cependant, la force armée, commandée par le général Menou, reçut l'ordre d'investir la section Le Pelletier, alors en rébellion ouverte. Satisfait d'avoir intimidé les factieux, Menou ramena ses troupes. Par un sentiment d'humanité, sans doute fort honorable, il avait manqué de fermeté, et compromis le gouvernement. Il fut destitué. Barras, nommé en sa place général en chef des troupes de l'intérieur, demanda pour second le général Bonaparte; qui lui fut adjoint. Celui-ci expédia en toute hâte le chef d'escadron Murat, du 21[e] de chasseurs, pour ramener du camp des Sablons quarante pièces de canon qui s'y trouvaient sous la garde de quelques hommes.

Pendant toute la nuit, au milieu de l'obscurité et d'une pluie continuelle qui tombait par torrens, au bruit lugubre des tambours, les chefs sectionnaires allèrent de porte en

porte conjurer les citoyens de s'armer pour la défense de leurs droits. Dans la matinée du 13 vendémiaire, quarante mille gardes nationaux, commandés par le général Danican, étaient organisés, et s'apprêtaient à marcher sur la Convention.

Les défenseurs de celle-ci présentaient un effectif de cinq mille hommes. Quinze cents individus, victimes des réactions départementales et qui séjournaient alors à Paris, sans emploi, formèrent trois bataillons de renfort. On les désignait sous le nom de patriotes de 89. Au dire des sectionnaires, c'était plutôt en 93 qu'avait éclaté le terrible patriotisme de la plupart de ces individus, et cette idée servait de prétexte pour accuser la Convention de chercher à ramener le régime de la terreur en employant les anciens terroristes.

Bonaparte distribua ses troupes depuis le Pont-Neuf, que le général Carteaux était chargé de défendre avec quatre cents hommes et quatre pièces de canon, jusqu'aux Champs-

Élysées, en longeant la rive droite de la Seine. Une seconde ligne commençait à la droite du Louvre, et se continuant dans toutes les petites rues qui conduisaient à celle de Saint-Honoré, se terminait à la place Louis XV, où s'était formé un parc d'artillerie.

Bientôt menacé au Pont-Neuf par une force imposante, Carteaux dut se replier du côté des Tuileries, siége de la Convention.

Cependant quelques pourparlers eurent lieu entre les conventionnels et les sectionnaires, maîtres alors de toute la rue Saint-Honoré : un parlementaire de Danican fut même introduit dans l'Assemblée, les yeux bandés ; mais pendant la délibération plusieurs décharges de mousqueterie se firent entendre ; les négociations furent rompues aussitôt, et sept cents fusils apportés aux législateurs, qui se préparèrent eux-mêmes à combattre comme corps de réserve.

L'engagement eut enfin lieu sur toute la ligne de la rue Saint-Honoré. Quelques sec-

tions avaient envoyé des secours à la Convention, les patriotes de 89 se signalaient par leur bravoure, et le général Bonaparte foudroyait, sur les degrés de l'église de Saint-Roch, les Parisiens révoltés, à qui peut-être il ne manqua dans cette journée qu'un peu plus d'expérience de la guerre pour faire tourner la chance en leur faveur. Pendant ce temps, le Pont-Royal fut attaqué, mais vainement. Au bout d'une heure, à Saint-Roch, dans la rue Saint-Honoré, au Pont-Royal, la petite armée conventionnelle se montrait victorieuse de ses adversaires, et marchait sur le Théâtre de la République et les postes du Palais-Royal, où ils s'étaient retranchés. A neuf heures du soir l'affaire était entièrement décidée en faveur de l'Assemblée, qui, pendant toute cette malheureuse journée, fit constamment preuve de courage et de modération, en ne cédant point à des demandes appuyées par la force, et en ne combattant que pour sa propre défense.

Dans la nuit, les Parisiens tentèrent de se barricader (nouveau point de ressemblance avec la Fronde); de fortes patrouilles et quelques coups de canon firent échouer la tentative. Le lendemain tout rentra dans l'ordre. Cette fois, les faubourgs restèrent spectateurs indifférens de la lutte : ce fut même le dernier acte de la révolution où le peuple intervint armé pour soutenir ses opinions. *Le droit sacré de l'insurrection* cessa dès-lors d'être invoqué par lui.

Pour châtier, ou plutôt effrayer les rebelles, on organisa à grand bruit des commissions militaires, dont les arrêts nombreux et terribles ne tombèrent que sur des citoyens *contumaces*. Deux seulement furent exécutés. Vingt jours après, les condamnés reparurent publiquement dans Paris sans y être inquiétés [1].

[1] On lit dans les *Mémoires de Thibaudeau* que le comte de Castellane, condamné à mort par une des

Nous avons indiqué les trois impulsions descendantes des temps révolutionnaires ; le mouvement inverse a lieu, l'esprit d'insurrection se déplace. Déjà, dans les émeutes, les basses classes restent immobiles ; les classes moyennes agissent seules contre le pouvoir. Un grand changement d'autorité doit survenir encore ; l'armée le fera ; et l'armée par son institution, par son esprit de corps, par ses moyens de force, restait seule capable de prendre la place de l'ancienne aristocratie.

§ III.

Après son triomphe, la Convention ne s'occupa plus que de la création de la législature qui devait lui succéder. Le conseil des Cinq-

commissions, ne quitta point Paris, où il ne chercha même pas à se cacher ; arrêté la nuit par une patrouille, qui lui cria *qui vive?* il répondit gaiement : *Eh! parbleu, c'est moi, Castellane, contumace.* On le laissa passer.

Cents et celui des Anciens s'installèrent; les cinq directeurs *responsables* furent Laréveillère-Lépeaux, Barras, Rewbell, Letourneur et Carnot.

Une récompense était due aux vainqueurs du 13 vendémiaire; le général Bonaparte fut nommé au commandement en chef de l'armée de l'intérieur. Il eut alors à réorganiser la garde nationale, à former celle du Directoire et des deux conseils, à maintenir la tranquillité dans Paris, encore dans l'ébranlement des dernières secousses, et tourmenté par le manque presque absolu de subsistances. Ce poste était difficile, mais non au-dessus de ses forces.

§ IV.

Cependant, à l'époque de l'entrée en fonctions du Directoire, les armées du Nord éprouvaient des revers. Le système plus modéré du gouvernement, les efforts du nouveau comité

de salut public tournés vers les transactions diplomatiques, avaient ralenti l'ardeur guerrière des soldats qui, pendant l'espèce d'inaction qui régna dans les camps au commencement de 1795, s'occupaient à délibérer sur les intérêts de la patrie, et recevaient peu à peu les impressions de l'intérieur. Ceux qui, fuyant les persécutions de la tyrannie, s'étaient enrôlés sous les drapeaux pour échapper à son joug, avaient aimé la République en combattant pour elle; mais le sol n'était plus envahi; la victoire ne venait plus comme naguère exalter leur courage ou satisfaire à leur ambition. Beaucoup d'entre eux rentrèrent dans leurs foyers, et, peu soucieux d'examiner si la marche du gouvernement était plus juste et plus légale qu'auparavant, replacés sous l'influence de leurs familles et de leurs anciens amis, ils ne virent que ce qu'on leur fit voir, et dans les oscillations d'un ordre de choses qui tendait à s'affermir, ne distinguèrent que les dehors de la faiblesse et de l'irrégularité.

En 92 et 93, l'autorité révolutionnaire avait contraint ses ennemis même à s'armer pour la défense de principes qu'ils réprouvaient, et à coopérer au succès de sa cause. En 95, les armées s'affaiblissaient pour renforcer les mécontens, qui déjà préparaient la catastrophe de vendémiaire.

Le conquérant de la Hollande, Pichegru, sous les formes empruntées d'un farouche républicanisme, n'était point étranger aux revers qui se préparaient pour nous sur le Rhin. Ennemi secret de la Convention, désireux d'essayer du rôle de Monck, en faveur de la royauté, il trahissait les intérêts de l'armée qu'il commandait, et du gouvernement qui comptait sur lui.

En vain, cependant, il cherchait à paralyser l'essor des armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse; Jourdan, qu'il abandonnait à ses propres forces, traverse le fleuve, s'empare de Dusseldorf; Mayence est complètement investie; mais bientôt écrasé par

Clairfait, Wurmser et Quasdanowich, il est forcé de battre en retraite; l'armée de Pichegru éprouve une déroute complète; les Français perdent en un moment tout le territoire qu'ils avaient conquis en Allemagne, trop heureux qu'un armistice vienne alors protéger les débris de leurs deux armées.

Ces événemens désastreux eurent lieu sur le Rhin, vers la fin de 1795. Ce n'était point ainsi que devait se terminer l'année pour nos soldats des Alpes et d'Italie.

CHAPITRE VIII.

Schérer. — Kellermann. — Arrivée des renforts des Pyrénées. — Combats de l'armée des Alpes au col de la Croix, à Malchaussée, à la Novalaise. — Projet des coalisés. — Position difficile de Gênes. — L'armée d'Italie, malgré les rigueurs de l'hiver, se prépare à une bataille décisive.

§ Ier.

Rejetant sur les circonstances et la nécessité la disgrâce de Kellermann, le comité de salut public cherchait à couvrir la dureté de cette décision de prétextes plus ou moins plausibles. « Schérer avait déployé une grande habileté dans une guerre de montagnes; ses talens et son audace le rendaient propre surtout à l'attaque et aux mouvemens qui exigeaient de la rapidité. Depuis long-temps ses instances auprès du comité faisaient ressortir

la nécessité de combattre au-delà des Alpes, et de s'ouvrir une route en Italie les armes à la main. C'était là, selon lui, qu'il fallait écraser l'Autriche. N'était-il point dans l'intérêt de la République de le mettre à même d'exécuter un si grand projet, sur lequel il avait tant médité? En déplaçant les soldats des Pyrénées-Orientales, ne devait-on pas encore laisser à leur tête le chef sous lequel ils avaient triomphé? En agir autrement c'était ne point leur tenir compte de leurs travaux, interrompre leur carrière de succès, changer pour ainsi dire leurs drapeaux, car la gloire du général rejaillit sur le soldat : Kellermann ne restait-il point chef d'une armée, et l'égal de Schérer? »

Telles étaient la justification préparée, les raisons adoucissantes que l'on opposait au murmure improbateur de ceux que révoltaient l'injustice et les services méconnus. Tous cependant ne se laissaient point convaincre, et la cause de Kellermann trouvait encore

des défenseurs. « Comment Schérer avait-il montré tant d'habileté en Espagne, lorsque Dugommier, Moncey, Pérignon, y avaient seuls décidé du destin de la campagne ? Dans les Pyrénées comme dans les Alpes, Schérer n'était-il point venu pour remplacer un brave général couvert d'illustration et adoré de ses soldats ? Il avait succédé à Pérignon, frappé de disgrâce comme Kellermann, et les Espagnols seuls s'étaient réjouis de son arrivée. Sont-ce ces vieux guerriers qu'il commanda pendant deux mois au plus qui l'ont fait le dépositaire de leur gloire ? sont-ce les soldats battus sous lui à Cistella et près d'Armoïdas qui l'ont redemandé pour leur chef ? Épouvantail placé entre les mains d'un comité de destitution, est-il donc le remplaçant né de tous nos héros, et l'héritier de toutes nos victoires ? C'est en Italie, dites-vous, qu'il prétend écraser la puissance autrichienne ! pourquoi ne l'a-t-il point anéantie lorsqu'il combattait en Allemagne ? Il était plus beau pour

lui de renverser les effets de sa proposition, et de paralyser la puissance du roi de Sardaigne dans les États de ses alliés. Schérer ne voyait-il donc des succès faciles que là où il n'était pas? Ses savantes et longues méditations avaient le Piémont pour objet! Mais ce plan de conquête dont vous lui faites honneur, oubliez-vous qu'il appartient à Kellermann, à Kellermann seul, qui long-temps en vain implora de vous des soldats pour l'exécuter? Changez, destituez nos généraux puisque la loi vous en donne le pouvoir, mais du moins que les arrêts rendus sous votre bon plaisir ne flétrissent point les braves qui ont combattu à notre tête. La honte du chef peut rejaillir aussi sur le soldat, et les armées des Alpes et d'Italie n'ont jamais démérité de la patrie. »

Des deux côtés sans doute l'aigreur se faisait sentir, les cœurs étaient froissés, mais l'obéissance passive n'en souffrit pas. Lorsque Schérer arriva pour prendre le commande-

ment, on ne vit plus en lui que l'élu de la République. Deux fortes divisions d'excellentes troupes, éprouvées dans les Pyrénées-Orientales, le suivaient. Le général Augereau commandait à l'une d'elles et rehaussait encore l'importance du renfort.

§ II.

Un dévouement entier à la cause nationale, la discipline la plus sévère n'avaient jamais cessé de se maintenir au milieu des armées des Alpes et des Pyrénées. Long-temps séparées de la France par des chaînes de montagnes, tout-à-fait étrangères aux dissensions qui agitaient nos provinces, l'esprit d'examen et de controverse politique n'était point venu refroidir leur enthousiasme. Plaçant la patrie avant tout, elles combattaient pour son indépendance et sa prospérité, sans lui demander compte de leurs services; les changemens survenus dans les formes du gouvernement n'alté-

raient point leur confiante sécurité. On les leur disait nécessaires , elles le croyaient. Les mutations de leurs propres chefs pouvaient exciter leurs regrets , faire même couler leurs larmes; mais les généraux qui les conduisaient à la victoire n'avaient encore qu'une seconde part dans leur amour.

Le caractère républicain, affaibli déjà dans les autres armées , existait là dans toute sa pureté. Point de craintes jalouses , de distinctions haineuses ; point de cet esprit de corps qui rapetisse l'ame du guerrier, et ne lui fait désirer le triomphe de la cause générale que sur l'étroit espace où il combat. Au jour désigné pour la jonction de l'armée des Pyrénées à celle d'Italie, les vainqueurs de Cairo et de Vado marchèrent d'un commun accord au-devant des vainqueurs de Roses et de Vittoria, et les saluèrent de leurs acclamations fraternelles. On rompit les rangs pour s'embrasser ; les baïonnettes teintes du sang des Espagnols ou des Austro-Sardes s'uni-

rent dans les mêmes faisceaux. Avec quelle surprise pleine d'admiration les nouveaux venus contemplaient les cimes majestueuses des Alpes et des Apennins, ces rochers illustrés par tant de hauts faits, et où flottait encore le drapeau républicain, jetant ensuite silencieusement un regard attristé sur ceux qu'il ne dominait plus! Avec quelle curieuse sollicitude, le soir, rassemblés autour des feux du camp, les soldats d'Italie écoutaient leurs nouveaux compagnons racontant les combats qu'ils avaient livrés, les périls qu'ils avaient courus! La prise de Fontarabie-la-Pucelle, de Saint-Sébastien, de Tolosa, les vallées de Ronceveaux retentissant de cris de victoire, qui réveillaient dans le fond de son tombeau l'ombre consolée du grand Roland; tous leurs souvenirs de triomphe servaient d'alimens à leurs narrations. Combien l'intérêt redoublait au récit de la terrible bataille de la Montagne-Noire! C'est là qu'était tombé Dugommier, dont la gloire leur était commune

à tous ; mais là aussi s'était distingué Augereau, dont les exploits désormais allaient leur appartenir. On redisait encore les rives de la Fluvia, témoins de tant de hauts faits ; les ruses adroites, les attaques audacieuses des *Soumatens* catalans, paysans guerriers, plus dignes du titre de soldats, mais non moins à redouter que les Barbets des Alpes. Enfin, après avoir parcouru de nouveau les monts et les plaines de la Biscaye et de l'Alava, le narrateur fatigué s'arrêtait pour écouter à son tour les prodiges de Castel-Gineste, du Mont-Cenis, du mont Genèvre, de Borghetto, du Champ-des-Prêtres ; et ces récits, exaltant leur courage, faisaient naître entre eux une noble émulation sans rivalité : des sentimens semblables remplissaient leur cœur ; leurs travaux avaient été les mêmes ; la guerre de postes et celle de montagnes avaient également exercé leur activité valeureuse ; c'était là pour eux autant de liens qui, avec l'amour de la patrie, les rendaient les enfans d'une même

famille, et lorsque l'heure du repos arriva, les soldats des deux armées, confondus dans les mêmes camps, s'abandonnèrent au sommeil, rêvant à de nouveaux périls pour le lendemain, et bercés de l'espoir de s'y montrer dignes les uns des autres.

§ III.

A l'armée des Alpes, le bruit des armes venait de se faire entendre. Tandis que Kellermann se trouvait encore à Nice auprès de Schérer, le général Moulins avait été attaqué par les milices vaudoises, irritées de voir les avant-postes français s'avancer jusqu'au col de la Croix, important débouché de leur précieux territoire. Deux cents montagnards, se ruant impétueusement sur nos soldats pris à l'improviste, les avaient contraints d'abandonner à la hâte les hauteurs du passage, et de se replier en désordre vers leur camp. Le général Pouget, commandant

la division de gauche, et rapidement arrivé au secours des siens, non content de repousser les Vaudois, venait de former le projet de les attaquer à son tour dans les retranchemens élevés par eux près du bourg de Malchaussée.

Après une marche de dix heures, pendant l'obscurité de la nuit, cinq cents hommes, divisés en trois colonnes, au signal convenu d'une fusée qui tout-à-coup s'éleva dans les airs, s'élancent sur l'ennemi, qu'ils trouvent disposé à la défense. De part et d'autre on se battit avec un courage et un acharnement inconcevables. Sous une grêle de balles, les Français gravirent une montagne au pas de charge, et se jetèrent sur les fortifications; mais les Vaudois, secondés par un corps de Piémontais, tinrent ferme, et, raillant même les vains efforts des assaillans, semblèrent les encourager à persévérer dans leur tentative, en entonnant à haute voix le *ça ira !* ignoble refrain d'une chanson composée à l'époque

honteuse de notre révolution. Furieux d'une insulte qui retombait sur la République elle-même, les soldats français, haletans de rage, triomphent des obstacles, pénètrent jusqu'aux railleurs, qui cependant résistent encore avec héroïsme. Un combat corps à corps s'engage dans les retranchemens ; le bruit de la mousqueterie, les chants de défi, tout a cessé pour faire place à un affreux silence, interrompu par de sourds gémissemens, par des cris de vengeance et de mort. Le carnage y fut horrible, et recommença de nouveau dans le bourg même de Malchaussée où l'ennemi s'était enfin retiré. Sa fuite ou sa soumission amena seule la fin de ces déplorables fureurs.

L'épouvante qu'inspira aux Piémontais cette action meurtrière décida le général Pouget à profiter des circonstances pour repousser l'ennemi au-delà du village de la Novalaise, et mettre ainsi la ligne de défense du Mont-Cenis à l'abri d'une surprise.

Le 14 octobre (22 vendémiaire an IV) de nouvelles forces, à travers les montagnes de l'Arpon et de Montpensier, s'emparèrent du poste de Sainte-Marie, et forcèrent un corps piémontais, venu à son secours, de mettre bas les armes. La Novalaise était tournée; le but était atteint.

Replacé à la tête des soldats des Alpes, Kellermann leur imprimait encore un nouveau mouvement d'activité. Faisant à la patrie le sacrifice entier de son amour-propre, pour favoriser les succès de son rival, et le mettre à même de réaliser les projets qu'il lui avait inspirés, il résolut d'inquiéter les Austro-Sardes sur toute la ligne, par des attaques feintes ou véritables, pour les empêcher de dégarnir leurs positions dans les Alpes en faveur des troupes opposées à l'armée d'Italie. Les vallées de la Stura, de Maira, de Queyras, de Barcelonnette, les villages d'Oulx, de l'Argentière, des Barricades, de Boussan et de Champsac furent les points principaux de ses

opérations. Malgré des torrens de pluie, des tourbillons de neige, il continua d'exécuter le plan qu'il s'était tracé. Une réussite complète couronna ses nobles efforts, et les Piémontais, tenus incessamment en alerte, repoussés et vaincus dans de nombreuses rencontres, se gardèrent bien de dégarnir leur ligne pour renforcer Dewins et Colli.

§ IV.

De son côté, le général Schérer, après avoir inspecté sa nouvelle armée, parcouru ses positions les plus importantes, avait donné des ordres pour qu'on ajoutât de nouvelles fortifications aux approches de Borghetto et d'Albenga. Dewins dirigeait ses masses vers Cairo et Dégo, couronnait de redoutes les versans du mont Balin, pour protéger Savone et Vado, et mettre les Français dans l'impossibilité de s'opposer à l'arrivée des renforts qu'il attendait de Tortone et d'Alexandrie.

En effet, aussitôt que le roi de Sardaigne avait appris l'augmentation des forces républicaines, des courriers, partis de Turin, s'étaient mis rapidement en route pour hâter les secours promis par le souverain pontife, le roi de Naples, les ducs de Parme et de Modène. On voulait avant la fin de la campagne frapper un coup décisif, en forçant les Français d'abandonner Borghetto, et de se retirer entièrement dans les Alpes, où dès-lors on chargeait l'hiver et la famine de leur destruction. Pour exécuter plus facilement ce projet, les Autrichiens avaient résolu de se porter sur le territoire de Gênes, par Campo-Freddo et le col de la Bocchetta, étroit passage, surnommé le *Passage des Assassins*, et où deux rangs pressés d'énormes rochers granitiques permettent à peine le développement de trois hommes de front.

Le gouvernement génois jeta les hauts cris, invoqua le droit des nations, protesta de sa neutralité dont les Austro-Sardes ne tinrent

compte, s'avançant toujours vers la mer, pour régler leurs mouvemens d'après ceux de la flotte anglaise qui croisait sur les côtes.

Le doge, dont les États devenaient de nouveau le centre du théâtre de la guerre, s'épuisait en vains efforts pour contenir les prétentions arbitraires des armées nombreuses qui l'environnaient, et dont une seule suffisait pour l'écraser. Les Français lui demandaient des vivres, offrant de le dédommager des charges qu'avait supportées l'État génois durant les divers mouvemens de nos forces, et s'engageaient, pour prix d'un tel service, à respecter désormais sa périlleuse neutralité. Il y avait de l'imprudence alors à mécontenter un gouvernement tel que celui de la France, surtout lorsque ses demandes semblaient s'étayer de la justice et du bon droit. De plus l'intérêt commercial de Gênes y trouvait ses avantages. Des grains furent donc transportés sur les côtes stériles de la Provence, et calmèrent pendant quelque temps la disette qui s'y fai-

sait sentir. Mais ce fut vers cette époque qu'on vit dans le golfe de Gênes croiser vingt-un vaisseaux de ligne au pavillon britannique, quatre frégates et deux vaisseaux napolitains. Notre marine impuissante, depuis l'affaire de Noli, croupissait stationnaire dans le port de Toulon. L'amiral anglais, maître absolu de la Méditerranée, menaça le doge d'un bombardement s'il n'interrompait sur-le-champ les approvisionnemens dont il favorisait la France. Dewins, à son tour, et pour prévenir toute supercherie, renchérissant sur l'insulaire, déclara de bonne prise tous les navires chargés en course pour les Français ou les Espagnols. Par cet arrêt inique, lancé contre une puissance dont chacun des belligérans avait hautement reconnu la neutralité, Gênes se trouvait frappée dans son commerce, et violentée dans ses droits nationaux; le peuple, qui trop souvent prend son exaltation pour de la force, et ne doute jamais de ses moyens de résistance à l'oppression, s'agitait tour à tour

contre les coalisés qui le dégradaient en le ruinant, contre le doge lui-même qui n'osait venger la majesté de la république outragée, et c'était un ennemi de plus à contenir au milieu de toutes ces injonctions contradictoires, de ces supplications faites à main armée. Le roi de Sardaigne aussi crut devoir, par un ambassadeur extraordinaire, menacer Gênes de tout le poids de son courroux si elle ne satisfaisait point aux ordres de ses alliés. Mais Victor-Amédée était moins à redouter que les Anglais ou les Autrichiens; il était Italien, et Gênes gardait le souvenir de son antique suprématie. A cette nouvelle insulte, le sénat se souleva de toute la hauteur de son orgueil aristocratique, et fit tomber sur lui les marques de l'indignation qu'avait soulevée l'insolence des autres confédérés. Le peuple applaudit, se crut vengé et se calma. On craignit que Gênes, réduite au désespoir, n'acceptât l'alliance des Français pour sortir enfin de sa situation désastreuse et de son insoute-

nable perplexité. Les relations s'adoucirent, mais l'exigence resta la même, et les formes seulement en déguisèrent un peu plus l'étrange dureté.

Cependant le plan des coalisés recevait son plein effet; tandis que les Austro-Sardes, à la faveur de leurs nouvelles positions, interceptaient tous les convois qui tentaient encore de pénétrer jusqu'à l'armée d'Italie, les Anglais, sur mer, fermaient entièrement les communications entre Gênes et la France. L'état de nos troupes devenait tout-à-fait déplorable. Sans pain et sans vêtemens, le surcroît de leurs forces n'avait fait jusqu'alors qu'ajouter à leur misère, car il leur fallait partager encore d'insuffisantes rations avec leurs nouveaux frères d'armes. Je l'ai dit, je le répète : honneur éternel à ces braves dont la résignation ne se démentit jamais. Leur seul acte d'insubordination, au milieu des privations qui les accablaient, fut de hâter par leurs cris l'instant de reprendre l'offensive. L'augmen-

tation numérique de nos soldats le permettait; leur état de dénuement en faisait un devoir : il fallait, sur le corps des Autrichiens, s'ouvrir un chemin jusqu'à Gênes, la terre nourricière de l'armée.

L'hiver, qui s'avançait et faisait déjà cruellement sentir ses approches, avait forcé jusqu'alors les ennemis les plus acharnés qui combattaient dans les Alpes ou les Apennins de mettre bas les armes devant lui; durant la saison rigoureuse, le démon de la guerre s'y endormait aussi bien que la race des ours et des lérots qui rôdent vers la base de ces montagnes. Mais cette fois il y allait de l'existence de toute l'armée, qui ne pouvait s'enfermer avec la famine dans cette prison de glace.

Schérer écrivit au Directoire pour lui faire part de ses projets et de sa situation. Il en reçut pour réponse l'ordre *d'attaquer et de battre l'ennemi.* Il s'y prépara.

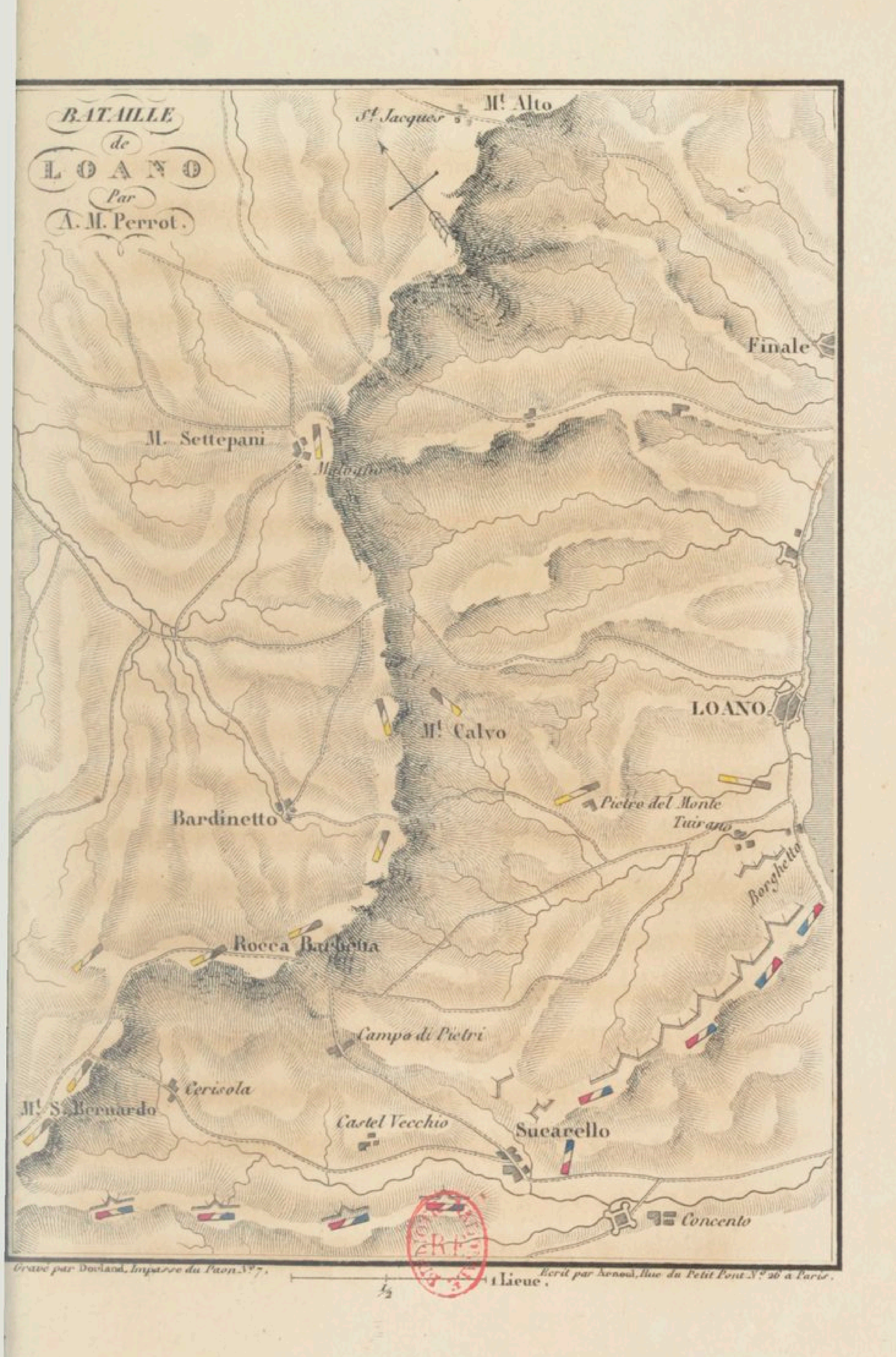
CHAPITRE IX.

Positions occupées par les Français et par les coalisés. — Bataille de Loano. — Excès commis par les troupes. — Schérer quitte le commandement. — Bonaparte est désigné pour le remplacer.

§ Ier.

Les coalisés, au milieu de l'abondance, occupant des postes bien fortifiés, satisfaits de l'inaction où semblait languir Schérer depuis son arrivée, et de l'impuissance de combattre où se trouvait Kellermann, croyaient la campagne entièrement terminée, s'applaudissaient de la réussite de leurs projets, et en attendaient impatiemment les effets, désastreux pour nos armées.

Malgré de nombreuses maladies qui avaient



Gravé par Dorland, Impasse du Paon N° 7.

Ecrit par Aoned, Rue du Petit Pont N° 26 à Paris.

éclairci leurs rangs, ils comptaient encore, du côté des Apennins, quarante-cinq mille hommes sous les armes. Leur ligne, formée de positions inexpugnables enchaînées les unes aux autres, était défendue par cent pièces d'artillerie. Sous les ordres du général Wallis, les Autrichiens formaient la gauche. Appuyés sur la mer, à Loano qu'ils avaient entouré de forts retranchemens, ils occupaient la Pietra et Finale, où Dewins avait son quartier-général. Le centre s'échelonnait de hauteurs en hauteurs depuis le Champ-des-Prêtres et Rocca-Barbena jusqu'aux monts de Mélogno et de Settepani, en traversant les fortes positions de Bardinetto et du mont Calvo. Argenteau y commandait. Colli et les Sardes, à la droite, s'adossaient au Piémont, sur les places de Céva, de Coni et de Mondovi.

On n'accusera point Dewins d'avoir manqué de prudence dans ses dispositions, car il présentait aux Français une triple barrière à franchir s'ils tentaient de reprendre l'offen-

sive ; la première du mont San-Bernardo à Loano, la seconde de Bardinetto à la Pietra, la dernière enfin de Settepani à Finale. Quoique ces hauteurs formidables fussent doublement fortifiées par la nature et par la main des hommes, il ne borna pas là ses mesures précautionnelles. Des camps retranchés furent jetés en avant de Loano, sur des monticules garnis de canons, ainsi que dans le village de Tuirano. Un autre, placé au Champ-des-Prêtres, fut destiné à protéger le centre. Réfléchissant dans quel état de misère allaient se trouver nos troupes, Dewins sentait que la nécessité devait redoubler leur audace, et songeait à fermer à leur désespoir les routes de Gênes et du Piémont.

L'armée française, forte de trente mille hommes, se prolongeait depuis le rocher de Borghetto, sur la Méditerranée, jusque sur les monts parallèles à ceux de la Planète et de San-Bernardo, atteignant aux défilés de Garessio et du Tanardo. Le principal corps d'ar-

mée, formant le centre, occupait Zuccarello et Castel-Vecchio. Une division, restée au col de Tende, couvrait Saorgio. Malgré tant d'obstacles à surmonter, bien qu'inférieure en nombre à ses adversaires, quoique souffrant déjà des approches de l'hiver, cette brave armée d'Italie, placée sous un ciel moins rigoureux que celui des Alpes, allait enfin terminer la campagne par une victoire brillante et décisive.

Schérer se trouvait dans une situation difficile; maître d'un terrain qu'il connaissait à peine, devant agir contre des positions qu'il n'avait point été à même d'étudier, la méfiance et le doute vinrent l'arrêter dans ses préparatifs. Mais chaque instant de retard compromettait le salut de l'armée; les soldats, à grands cris, demandaient à marcher en avant. Il sentit que son défaut d'expérience pouvait tout perdre, et, rassemblant autour de lui les anciens généraux qui avaient combattu et triomphé dans les lieux mêmes occupés par l'ennemi,

aussi magnanime que Philippe-Auguste avant la bataille de Bouvines, il offrit généreusement au plus digne tous ses droits au commandement en chef. D'une voix unanime, Masséna fut désigné par ses émules de gloire, et prépara sur-le-champ son plan d'attaque.

Le général Charlet reçut d'abord l'ordre de parcourir tout le front de la ligne ennemie pour prendre connaissance de ses positions avancées. Le 17 novembre, à la tête d'un fort détachement, il se présenta devant le Champ-des-Prêtres, y culbuta les Austro-Sardes, qui étaient loin de s'attendre à cette brusque apparition, détruisit leurs retranchemens, visita, sans rencontrer d'obstacles, tous les avant-postes, depuis Rocca-Barbena jusqu'à Tuirano, et vint rendre compte de sa mission à Masséna, rapportant pour trophées quatre cents fusils et trois pièces de canon. Ce général lui avait recommandé de tâcher de surprendre quelques hommes pour en obtenir des notions sur l'état de défense des Autri-

chiens : il lui ramena cinq cents prisonniers.

Un tel début ne pouvait être que d'un heureux présage. D'autres événemens vinrent encore favoriser l'espérance des Français. L'insouciant Argenteau, plus homme de cour qu'homme de guerre, ne pouvant s'imaginer que les républicains osassent tenter une bataille dans une saison aussi avancée et avec aussi peu de moyens de succès, avait permis à la plupart de ses officiers d'aller jouir des plaisirs de Turin. Par un hasard non moins favorable à nos armées, le feld-maréchal était malade, gisait renfermé dans sa tente, et Wallis le remplaçait dans le commandement en chef. Des circonstances différentes avaient amené les généralissimes français et autrichien, Schérer et Dewins, à se désister tous deux du pouvoir; mais ce jeu de la fortune, fatal aux coalisés, nous avait donné Masséna pour Loano.

Cependant un premier projet d'attaque, dirigé sur la droite des Austro-Sardes, que l'on

voulait tourner et placer entre deux feux, échoua complètement. Un brouillard épais et prolongé, des neiges abondantes qui tombèrent du côté d'Orméa, obscurcirent et fermèrent tout-à-coup les sentiers des montagnes, et, pendant quelques jours, il fut impossible d'avancer.

Quelles pensées agitaient l'esprit du soldat pendant ce temps? La crainte de voir l'hiver lui opposer des obstacles insurmontables? Non. L'horreur de sa situation présente et le doute de l'avenir? Non. Il ne songeait qu'à combattre, et ne doutait point du succès. Pour fournir à ses besoins impérieux, les magasins de l'armée avaient été épuisés, les places fortes même avaient restitué une partie de leurs approvisionnemens. Il ne fallait plus regarder en arrière.

Le ciel s'était éclairci, les neiges s'affaissaient et livraient les passages. Schérer et Masséna venaient de se décider à un projet audacieux d'attaque. Le jour du combat s'était

levé; chacun contemplait et entamait sans inquiétude le dernier pain de munition qui lui restait; chacun réparait soi-même, à la hâte, ses vêtemens tombant en lambeaux. Un mélange d'étoffes de toutes sortes et de toutes couleurs diaprait les uniformes, et ces bigarrures bizarres faisaient naître parfois le rire et les saillies entre ces héros, qui se regardaient surpris l'un l'autre de leur singulier accoutrement. Une privation plus forte pour eux les trouvait moins insensibles; la plupart d'entre eux manquaient de chaussure. Au milieu des neiges, des glaces, sur des rochers couverts d'aspérités, dans des chemins semés de cailloux tranchans, il leur fallait combattre pieds nus : mais les moyens industrieux vinrent à leur secours; les uns s'enveloppèrent les pieds avec les linges et les bandages dont ils s'étaient précautionnés en cas de blessures; les autres employèrent au même usage les lanières qu'ils tiraient de leurs sacs de peau.

Tous se mirent enfin en marche. Masséna,

changeant ses premières dispositions, avait résolu de pousser ses forces principales sur le centre de l'ennemi, de s'emparer des positions retranchées de Banco, de Rocca-Barbena, de Bardinetto, et de se porter rapidement sur les derrières de l'ennemi. Cette opération, si essentielle par les résultats qu'elle devait amener, était aussi celle qui présentait le plus de difficultés et de périls : Masséna la réclama pour lui. Un grand déplacement de troupes était nécessaire. Il fallait que les forces qui, précédemment, s'étaient portées sur la gauche, vers Orméa, redescendissent sur le centre. Ce mouvement devait éveiller l'attention de l'ennemi; afin de l'entretenir autant que possible dans sa sécurité, des ordres furent donnés pour préparer des logemens dans tous les villages voisins, comme si les Français n'eussent songé alors qu'à prendre leurs cantonnemens d'hiver.

Au milieu de ces marches et de ces préparatifs, un événement indigne d'être mentionné

dans des circonstances ordinaires, mais d'une grande importance alors pour l'armée, vint exercer sur elle une influence salutaire. Un brick français était parvenu à se faire jour à travers les croisières anglaises. Il était chargé de souliers. Ce fut une joie générale parmi les troupes. Ce bienfait, le seul que le brave La-tour d'Auvergne sollicitait naguère du gouvernement pour prix de ses services, qu'il arrivait à propos pour nos soldats exténués de fatigues! C'était là pour eux le plus puissant des auxiliaires! Mais ce bienfait, cette récompense, il fallut des titres pour l'obtenir. Les faibles et les souffrans furent satisfaits les premiers; vint ensuite le tour de ceux que quelque action d'éclat avait signalés : pour eux, ce fut le prix accordé au dévouement et à la valeur; cependant, parmi tant de braves dont la chaussure était délabrée, beaucoup ne purent, malgré des droits incontestables, être honorés de cette singulière distinction. « Qu'im-
» porte? dit l'un d'entre eux; nul de nous n'en

» manquera demain : les Austro-Sardes se » chargent de la fourniture ! » Et aucune plainte ne se fit entendre dans les rangs. La distribution se termina au milieu d'acclamations de gaieté où le caractère français reparut tout entier. Que pouvaient désormais les Autrichiens, les Piémontais et leurs retranchemens hérissés de canons, l'hiver et ses remparts de glace? « *Nous combattrons en souliers!* » s'écriaient-ils, et leurs cris bruyans et joyeux semblaient, d'échos en échos, se prolonger jusqu'au camp des coalisés pour leur porter un orgueilleux défi.

§ II.

L'armée française devait attaquer l'ennemi sur trois points, pour le tenir partout en échec, et préparer le succès du coup décisif que Masséna projetait à la tête du centre. En conséquence de ces conventions, le général Schérer, commandant avec Augereau l'aile droite,

presqu'entièrement composée des soldats des Pyrénées, chercha, par de grandes démonstrations d'attaque, à fixer sur lui l'attention de l'ennemi, à l'inquiéter en feignant de vouloir le déborder et le tourner; tandis que de son côté, à l'aile gauche, Serrurier surveillait les troupes piémontaises en avant des camps de San-Bernardo et de la Planète, et devait les occuper assez, par ses mouvemens multipliés, pour les contraindre de réserver toutes leurs forces afin de lutter contre les attaques nombreuses qu'on semblait leur préparer.

Le 22 novembre (1er frimaire), à la nuit tombante, Masséna part de Castel-Vecchio à la tête de deux divisions. Sous lui commandent les généraux Laharpe, Charlet, Cervoni, Saint-Hilaire, Joubert, Monnier, Chabran, Bisannet. Il a résolu de heurter à la fois les deux extrémités du centre de l'ennemi, commandé par l'autrichien Argenteau, de le battre, de le séparer entièrement du corps d'armée placé à Loano, et redoublant d'audace et

d'activité, de profiter de la stupeur où doit le jeter sa défaite, pour hâter sa marche et arriver avant lui sur les hauteurs de Mélogno et de Settepani, refuge naturel de son adversaire, en cas d'échec.

Mais d'incroyables difficultés s'opposent à l'exécution de ce projet audacieux. Protégé par une position formidable, environné de retranchemens garnis d'artillerie, l'ennemi, derrière ses remparts, n'avait qu'à repousser un agresseur téméraire, deux fois moins nombreux que lui, et dont les bandes déguenillées, épuisées par la fatigue et le besoin, semblaient ne pouvoir, au bout de leur course, que venir tomber de lassitude et de faim au pied de ces rochers qu'elles menaçaient, et qu'il devait être si facile de défendre.

Dès la pointe du jour, les troupes françaises sont rangées en bataille. Environné de son état-major, dont les officiers se distinguaient plutôt par leur attitude guerrière, leur teint basané et leurs nombreuses cicatrices, que par

le luxe de leurs vêtemens, Masséna, du haut d'un tertre élevé, harangua ses troupes. Il leur rappela leurs exploits précédens, leur situation pénible, que la victoire seule pouvait améliorer, l'espérance que la République mettait en eux; il s'étendit encore, en termes choisis, sur les immenses résultats qui devaient résulter pour la France d'un pareil triomphe, si chacun faisait son devoir. Puis, tout-à-coup renonçant aux mouvemens empruntés d'un discours oratoire, sans doute étudié d'avance, pour ne se livrer qu'aux soudaines inspirations de son propre génie : « Camarades, » s'écria-t-il, ici les phrases sont inutiles; douter du succès serait vous faire injure à vous » comme à moi. Vous serez aujourd'hui ce » que vous avez toujours été; l'ennemi est » devant vous : vous allez l'attaquer, le battre, et je serai à votre tête ! »

Son geste énergique, les sons de sa voix si connue du soldat, sa figure empreinte de tous les caractères de l'héroïsme et de cette impé-

tuosité valeureuse si estimée des gens de guerre, tout porta dans les rangs une ardeur sans égale. Un cri général d'approbation se fit entendre, les tambours battirent, les drapeaux se déployèrent, et l'ordre d'attaquer fut donné sur-le-champ.

Laharpe et Charlet, dignes l'un de l'autre par leur valeur, par leurs vertus, et qui tous deux devaient sceller de leur sang l'édifice fragile de notre liberté, s'élancent sur l'ennemi posté à Rocca-Barbena, triomphent d'une résistance opiniâtre, le culbutent, tandis que Masséna se porte à la fois sur les deux positions de Malsabeno et de Banco, s'en empare, et poursuit l'ennemi jusqu'à Bardinetto.

Là, les Autrichiens ralliés opposent aux républicains un front impénétrable; attaqués sur tous les points, ils résistent en héros, et rendent nuls les efforts des Français; mais le succès de l'entreprise dépendait pour nous de la rapidité avec laquelle les postes seraient emportés. Masséna le sentait. Il s'indigne, il s'irrite

à la vue des obstacles. Laharpe et Charlet sont appelés près de lui; la réserve reçoit l'ordre de marcher; Masséna lui-même la commande, et le combat se renouvelle avec plus de fureur qu'auparavant. Excités par la présence, par la voix de leur général, aux cris mille fois répétés de *vive la République!* nos guerriers s'ébranlent.... Charlet leur donne l'exemple du dévouement. Le premier il s'élance sur les fatals retranchemens; mais il ne connaîtra pas l'issue de la lutte terrible qu'il vient d'engager, ses yeux ne verront point l'étendard tricolore flotter sur les hauteurs de Bardinetto; frappé d'un coup mortel, il vient de tomber au milieu de ses soldats, dont le désespoir muet ne s'exhale que par le mouvement plus précipité, l'impulsion plus farouche qu'il imprime à ces vieilles phalanges. Masséna les a rejoints; habile à profiter des circonstances, il vient recueillir les fruits du trépas de Charlet, et diriger le besoin de vengeance qui fermente dans le cœur de ses compagnons d'ar-

mes. Tous, serrant les rangs, le front abaissé, la baïonnette au bout du fusil, en masses pesantes, se précipitent sur les batteries ennemies. Ce n'est plus l'orage qui gronde, menace, disperse les habitans épouvantés des Alpes, c'est l'avalanche horrible qui heurte, détruit, écrase, anéantit les hommes et les rochers. En un moment, à travers les retranchemens écroulés, les républicains se jettent sur leur proie; une longue clameur de terreur et de détresse s'élève des rangs opposés, mis en pleine déroute. Tout ce qui peut échapper à la mort fuit en désordre vers Bagnasco, sur la rive gauche de la Bormida. Laharpe, Cervoni, Saint-Hilaire, qui avaient pris la part la plus glorieuse à cette action meurtrière, poursuivirent les Impériaux, qu'ils garantirent eux-mêmes, par leur sang-froid et leur humanité, des fureurs de ces meutes homicides attachées à leurs pas. On fit un grand nombre de prisonniers. Argenteau rallia le reste des fuyards du côté de Céva.

Pendant ce temps, Masséna, usant avec habileté de ses avantages, tourna rapidement la gauche de la ligne ennemie, qu'il menaça sur ses derrières, tandis que le centre était en désordre. Les hauteurs de Mélogno, qui, précédemment, avaient déjà coûté tant de sang, étaient retombées au pouvoir des Français. Il y prit position. Tout marchait au gré de ses désirs. Laharpe, qui semblait se multiplier partout dans cette journée, revenu de la poursuite des Autrichiens, fut laissé à Mélogno pour rassembler les troupes qui n'avaient pu suivre, et leur donner une direction convenable. Cependant la journée s'avançait, et les soldats, exténués de fatigue et de faim, n'avaient encore eu le temps que de marcher et de combattre. Toutes les forces du centre étaient engagées, et l'on n'avait aucune nouvelle des opérations de Schérer et de Serrurier. Il avait été impossible d'établir des signaux, vu les dispositions irrégulières, inégales, des cimes des montagnes, qui ren-

daient impossible tout moyen de communication entre les différens corps de l'armée.

Masséna profita du moment où les troupes prenaient quelque repos et la nouriture dont elles avaient tant besoin, pour faire parvenir à Schérer un message qui pût l'instruire de ce qui se passait. Dans une bastide isolée, on trouva un villageois avec sa femme et ses enfans; on les amena tremblans devant le général, qui, s'armant aussitôt d'un air sévère et même farouche, dit au paysan qu'il lui fallait sur-le-champ se rendre auprès du général français, soit à la Pietra, soit à Loano ou à Borghetto, lui remettre une lettre et rapporter la réponse avant un intervalle de quatre heures. Huit pièces d'or devaient être sa récompense, s'il était exact et fidèle; dans le cas contraire, on le menaçait (sans doute seulement afin de l'effrayer) de faire fusiller sa femme, ses enfans, et de brûler sa maison. Après que la route qu'il devait prendre à travers les défilés des montagnes lui eut été dé-

signée, qu'on lui eut prescrit d'éviter toute rencontre, et, s'il était aperçu, de jeter sa lettre au loin, feignant d'être à la recherche de ses chèvres, il partit. Trois heures étaient à peine écoulées qu'il reparut avec la réponse de Schérer.

Celui-ci, après avoir félicité Masséna sur ses succès, lui marquait que, dès le lever du soleil, neuf chaloupes canonnières, placées entre Borghetto et la Pietra, lui avaient servi à inquiéter le flanc gauche de l'ennemi. Des hauteurs du mont Saint-Esprit, deux fusées lumineuses, traversant de leurs gerbes de feux un ciel sombre et grisâtre, avaient donné le signal de l'attaque. C'est alors qu'à la tête de dix-sept cents hommes, l'adjudant-général Rusca s'était élancé tout-à-coup sur les trois redoutes qui défendaient les approches de Loano, et dont deux avaient été emportées sur-le-champ. La troisième, mieux fortifiée, mieux défendue, plus importante que les autres par sa position, opposait une résistance

désespérée, lorsque, d'après ses ordres, à lui, Schérer, le général Victor, l'enveloppant de nouveau à la tête de sa brigade, porta une telle épouvante au milieu des Austro-Sardes, que tous, s'élançant par-dessus les retranchemens, se réfugièrent en tumulte sous la protection d'un corps autrichien stationné en arrière de Loano.

Pendant ce temps, continuait Schérer, le général Banel guidait ses intrépides soldats vers les hauteurs de Tuirano, sur lesquelles s'appuyait la droite de l'aile gauche de l'ennemi. Irrité de l'opiniâtre ténacité de l'ennemi, lui-même, à la tête des siens, donnait l'exemple de la valeur et du dévouement, lorsqu'atteint d'un coup de feu, il fut renversé. Le chef de brigade Lannes l'avait remplacé avec une incroyable énergie, et s'était emparé successivement des cinq positions retranchées avec une vigueur et une célérité dignes des plus grands éloges.

Cependant, sur le flanc de Tuirano, du fond

d'une gorge, une antique chartreuse, transformée tout-à-coup en forteresse, troublait le triomphe des vainqueurs, et portait le désastre dans leurs rangs. On dut penser que les troupes débusquées du village y avaient pris position, et le général Dammartin, s'y portant aussitôt, s'apprêtait à l'enlever par escalade, lorsqu'une capitulation préserva d'un péril imminent ces guerriers de la coalition, deux fois vaincus sur un même champ de bataille.

A la suite de ces actions décisives, où les soldats des Pyrénées avaient rivalisé de valeur avec ceux des Alpes, les Austro-Sardes, forcés d'abandonner Loano, et cependant ne cédant qu'avec désespoir à l'impétuosité française, s'étaient ralliés sur le mont Carmelo, pour disputer encore une fois le terrain à un ennemi que la victoire même devait affaiblir, et qui, vu sa faiblesse numérique, contraint d'engager sans cesse sa réserve, devait être épuisé d'ardeur et de force par dix heures de combats non interrompus. Mais Schérer avait de-

viné leur projet, et pénétré de la nécessité de s'opposer à ce que l'ennemi pût reprendre l'offensive, dans un moment aussi hasardeux et sur un point aussi important, il avait marché lui-même en tête de sa droite, tandis que des hauteurs escarpées du mont Calvo, dont il venait de s'emparer avec un courage surnaturel, le chef de bataillon Suchet devait se précipiter pour prendre à revers l'extrémité droite de l'aile gauche des Autrichiens. Ignorant encore cependant le résultat des mouvemens des autres corps de l'armée, craignant d'engager trop vivement ses forces avant de connaître la position du général en chef, il hésitait, incertain entre la crainte de tout compromettre par trop d'impétuosité, et celle de tout laisser échapper par de trop longs tâtonnemens, lorsque le rustique messager de Masséna parvint à ses avant-postes. Rassuré sur l'objet de ses terreurs, il témoignait donc à celui-ci, en terminant sa réponse, la résolution qu'il avait prise de tout tenter pour

poursuivre ses avantages, et faire coïncider ses opérations avec celles des deux divisions de Masséna, qui déjà menaçaient les hauteurs de l'Apennin, et, d'un instant à l'autre, pouvaient se placer victorieuses entre le Piémont et l'armée des coalisés.

A cet effet, Schérer, non content de serrer de près l'ennemi pour l'empêcher d'échapper au destin que lui préparait Masséna, augmenta les troupes que commandait Suchet de trois nouveaux bataillons, avec ordre de tourner la droite de l'aile gauche de l'ennemi, tandis que lui-même, jetant toutes ses forces en dehors, développant sa ligne tout entière, allait attaquer de front celle des Autrichiens.

Mais à l'instant où les Français, puisant une nouvelle ardeur dans l'espoir de compléter la victoire et de la rendre fructueuse pour la patrie, s'ébranlaient en poussant leurs cris accoutumés, le ciel s'obscurcit tout-à-coup, une nuit épaisse couvrit les deux armées; à travers un brouillard humide et infect,

le vent, qui soufflait avec violence, chassa vers les républicains d'âpres tourbillons de neige et de grêle; toutes les cavernes des Apennins semblaient renfermer le tonnerre et s'ébranler sous ses secousses retentissantes. L'orage ne planait point sur la tête de nos soldats; dans ces sites élevés, il rugissait au milieu d'eux; le nuage qui le contenait se formait, grandissait, éclatait dans leurs rangs comme une énorme bombe; il bondissait des flancs du mont Calvo aux vallées de Tuirano, en roulant de montagne en montagne. La foudre n'était plus annoncée par l'éclair; elle brillait seule au milieu de ces ténèbres épouvantables. En vain, impatiens de combattre, nos guerriers attendaient sous les armes la fin de ce terrible météore; heurtés, repoussés, aveuglés par de subites raffales et des trombes de neige, loin de pouvoir songer à marcher à l'ennemi, ce n'était qu'avec d'incroyables efforts qu'ils luttaient contre la tourmente. Des rangs entiers furent renversés dans la fange; dans

ces mêmes lieux signalés par les fureurs de la guerre, on compta des morts et des blessés qui n'avaient point été frappés par la main des hommes. Nouveaux Ajax, les républicains, malgré l'obstacle impérieux qui enchaînait leurs efforts, défiant encore l'orage et la foudre, n'imploraient que le retour de la lumière pour combattre; mais la lumière ne revint point; les ténèbres unirent le jour à la nuit, et lorsque la tempête se calma, en se résolvant en torrens de pluie, ils ne purent que se préparer aux travaux du lendemain, et bivouaquèrent sous le canon des Autrichiens.

Cependant ceux-ci profitant de l'obscurité, abandonnant leur artillerie et leurs bagages, qu'il devenait impossible de charier à travers des routes rendues impraticables, s'étaient retirés sur Finale où était leur quartier-général. Au jour naissant, Schérer, instruit de leur fuite, envoie après eux le général Augereau, à la tête des troupes légères. Après avoir gravi la montagne de Finale avec la plus

grande célérité, les Français atteignirent l'arrière-garde des Austro-Sardes, qui, tout-à-coup faisant volte-face, parut résolue à se défendre. Déjà cette vigoureuse attitude de la part de l'ennemi étonnait le général républicain, qui, voyant briller des armes vers le mont Saint-Jacques et remarquant que les Impériaux, interrompant soudain leur mouvement de retraite, semblaient rabattre sur lui, craignit de s'être trop vite aventuré avec des forces insuffisantes, et qu'un puissant renfort ne leur fût arrivé, lorsqu'au-delà des positions occupées par eux, sur ce mont Saint-Jacques même d'où il croyait voir s'élancer un secours inespéré pour les Austro-Sardes, l'étendard tricolore se développa à sa vue. C'était Masséna, l'infatigable Masséna qui, par la plus habile des manœuvres, venait de placer l'ennemi entre deux feux, et de lui ôter tout moyen de salut.

Après sa correspondance avec Schérer, prêt à fondre sur l'aile gauche des Autrichiens pour

soutenir la droite de l'armée, il était parvenu, grâce à de nouveaux combats, à de nouveaux triomphes, jusque sur les hauteurs de Gora et de San-Pantaleone, qui pouvaient le rendre maître de la route de Finale, lorsque l'épouvantable orage dont Schérer avait été assailli le força lui-même de suspendre ses opérations, et de bivouaquer sur les hauteurs dont il venait de s'emparer.

Son génie rapide et pénétrant lui révéla aussitôt que les Austro-Sardes vaincus n'espéreraient assurer leur retraite qu'à travers les défilés de Saint-Jacques, et, malgré l'horrible confusion des élémens, il ordonna à Joubert d'aller s'emparer de la montagne, à la tête de quatre bataillons. Tout se réalisa comme il l'avait prévu. Poussés en avant par Augereau, arrêtés dans les gorges de Saint-Jacques par Joubert, les Autrichiens tentèrent d'abord de s'ouvrir un passage les armes à la main; mais des crêtes de la vallée de Finale et des sommités de Gora, Masséna lui-même guida son

avant-garde au secours des quatre bataillons républicains, et, bientôt menacés par derrière, sur leur front, sur leurs flancs, ne pouvant espérer de briser le fatal réseau qui les enveloppait, les Austro-Sardes, rompant entièrement leurs rangs, ne songèrent plus qu'à échapper aux vainqueurs par les mille sentiers des montagnes. Le gros de cette armée en désordre tâchait encore de se diriger sur Vado; mais quatre mille hommes l'y précédant, ainsi qu'à Savone, contraignirent ces malheureux débris de se réfugier dans Acqui, d'où ils inondèrent ensuite les vallées de la Bormida.

Ainsi, dès le 24, par les seuls efforts du centre et de la droite, les communications de l'armée étaient rétablies, la rive génoise de la Méditerranée nous était rendue, le Milanais nous était ouvert; Vado, Finale, Savone, Loano, étaient retombés en notre pouvoir. L'ennemi abandonnait aux vainqueurs un matériel immense, près de cinq mille prisonniers, des champs de bataille couverts de ses morts,

et des villes importantes où se trouvaient de nombreux magasins de vivres et de fourrages.

Tout n'était cependant point terminé. L'aile gauche des républicains, qui, divisée en trois colonnes, sous les ordres de Serrurier, de Miollis et de Pigeon, avait sans cesse harcelé l'ennemi par de fausses attaques, et forcé Colli et ses Piémontais à des combats continuels de postes, fut, dès le 25, renforcée de cinq mille hommes commandés par Joubert. Les jours de succès étaient arrivés pour Serrurier. Aidé de ces renforts et prenant une tout autre attitude, il cessa de contenir l'ardeur fougueuse de ses soldats, qui s'indignaient d'une guerre de marches et de contremarches, de retraites simulées, d'attaques sans résultats ostensibles, tandis que leurs compagnons s'illustraient par des faits éclatans. Le jour même de l'arrivée de Joubert, Colli fut rejeté sur le Tanaro; le 26, Intrapa et Garessio tombèrent au pouvoir des Français; le 27, l'ennemi expia sur les hauteurs de Spinardo les triomphes passagers

qu'il y avait naguère obtenus, et l'aurore du jour suivant ne se leva que pour éclairer la déroute complète des Piémontais, fuyant en désordre vers le camp retranché de Céva, où déjà s'étaient réfugiés les débris humiliés du général Argenteau.

Telle fut la fin de cette terrible bataille de Loano, qui dura six jours, et où trente mille Français, sans cavalerie, sans pain, sans vêtemens, épuisés de fatigue et de misère, triomphèrent de quarante-cinq mille Austro-Sardes, retranchés derrière des rochers, protégés par cent pièces de canon, et fournis abondamment de vivres et de munitions.

§ III.

Pourquoi faut-il que la rapine, l'incendie, le viol et tous les excès qui suivent la guerre soient venus obscurcir tant de gloire? La désolation marcha partout avec nos soldats sur le territoire de Gênes. La voix des chefs, les ordres les plus sévères, les châtimens même,

tout fut méconnu et bravé, et la prospérité fut l'écueil où vint se briser la vertu de cette armée d'Italie, modèle de discipline et de résignation dans les jours de dénuement et d'adversité.

Sans doute il répugne à une plume française de retracer de pareilles horreurs commises par des Français; je n'imiterai point cependant là dessus le silence coupable des écrivains qui m'ont précédé dans la relation des faits militaires de cette campagne. Il est du devoir de l'historien de signaler les abus de la force, pour les faire haïr partout où ils se présentent. Son but, en décrivant des combats, n'est-il donc que d'enflammer par des récits pompeux d'actions guerrières l'imagination ardente de la jeunesse, et de légitimer tous les crimes au nom de la gloire? La gloire peut encore exister pour le soldat dans une lutte injuste et oppressive. Instrument passif entre les mains d'un chef, il n'est point appelé comme juge dans la cause qu'il sert; mais s'il n'agit

d'après sa propre impulsion, infidèle à l'obéissance, sa première vertu, s'il ne méconnaît la voix de ses supérieurs que pour ajouter de nouveaux fléaux au fléau déjà si cruel de la guerre, il déshonore même la plus sainte des causes, soulève contre ses compatriotes des haines nationales souvent terribles dans leurs conséquences, compromet la sûreté de ses compagnons et le succès de l'entreprise dont il fait partie, et, criminel envers ses frères d'armes, envers sa patrie, envers l'humanité, il n'est plus qu'un brigand dont l'existence accuse l'impuissance ou l'injustice des lois.

Les Autrichiens rendirent leur malheur méprisable, leur retraite tout-à-fait honteuse, en se souillant de semblables excès. Si quelque chose pouvait jamais excuser de telles horreurs, les républicains eussent invoqué leur état de misère et de nudité ; mais les Impériaux !... Ils dévastèrent le pays qu'ils étaient venus protéger, ils incendièrent les habitations de ceux qui les avaient nourris, et, vaincus sur le champ

de bataille, firent sentir *la pesanteur de l'épée allemande* à des femmes et à des vieillards sans défense.

Ainsi les prophéties opposées des marquis d'Albarey et de Silva semblaient près de se réaliser toutes les deux, et le Piémont était également menacé des fureurs de ses alliés et de ses ennemis.

§ IV.

Cependant la bataille de Loano, qui avait amélioré sensiblement la position politique de la France, qui avait fait oublier ses revers sur le Rhin, illustré le début du Directoire, et renforcé l'opposition de nos partisans chez l'étranger, était loin d'avoir produit les résultats militaires qu'on devait attendre d'une action aussi brillante et aussi décisive.

Le général Schérer se trouvait, à peu de chose près, dans la même situation que Dumerbion à la fin de l'année précédente; privé de cavalerie, d'artillerie de siége, de moyens

de transport, il était peut-être effrayé lui-même de l'importance de la victoire qu'il venait de remporter avec l'aide de Masséna ; car il est parmi les gens de guerre, comme parmi les autres hommes, des esprits incapables d'oser deux fois. Ils n'ont aperçu qu'après le succès tous les obstacles qu'il y avait à vaincre ; leur imagination, trop faible pour avoir pu saisir et diriger toutes les causes divergentes qui ont fait tourner la chance en leur faveur, leur représente la réussite comme un caprice de la fortune, qu'ils craignent de tenter de nouveau. Éblouis par la victoire, ils n'aperçoivent plus le but qu'elle devait leur faire atteindre. Cette persévérance inébranlable, si nécessaire dans les grandes entreprises, que ne lassent point les obstacles, que ne décourage point un revers, que ne ralentissent point les premiers succès, et dont nous allons bientôt avoir sous les yeux un modèle si frappant, n'appartient qu'à la constitution vigoureuse du génie.

Schérer, sans songer à suivre la première impulsion donnée par Masséna, et à séparer entièrement l'une de l'autre les deux armées ennemies, en débouchant avec toutes ses forces par la vallée du Tanaro, comme le fit plus tard son successeur, s'exagérant peut-être à lui-même l'insuffisance de ses moyens matériels, se contenta de s'établir avec son armée sur la côte de Gênes, depuis Savone jusqu'à Voltri, et de pousser ses cantonnemens d'hiver jusqu'auprès d'Alexandrie et dans les champs fertiles du Mont-Ferrat. Les soldats, dans l'abondance, se reposaient de leurs fatigues, et cette raison, toute d'humanité, de leur laisser réparer leurs forces exténuées par tant de combats et de privations, entrait sans doute aussi dans les motifs qui le déterminaient à rester dans l'inaction.

Mais, pendant ce temps, les Impériaux renforçaient leur armée. Victorieux du côté du Rhin, ils reportaient toute leur sollicitude vers la Lombardie en péril, et la ville de Pavie

regorgeait déjà de soldats allemands qui avaient traversé les Alpes pour disputer aux Français l'entrée de l'Italie.

Voulant tout faire concourir au succès de la prochaine campagne, le cabinet de Vienne songea à donner à Dewins un successeur plus capable que lui de rivaliser avec les Français d'audace et d'impétuosité. Le feld-maréchal ne manquait point de prudence, de sang-froid; il connaissait l'art de la guerre, mais son esprit ni son coup-d'œil n'étaient doués de cette rapidité si nécessaire avec de tels adversaires; souvent malade, la faiblesse de sa santé s'était opposée à ce qu'il présidât lui-même aux actions les plus importantes; et, de plus, il était dans l'intérêt de l'armée austro-sarde, pour remonter son moral et lui inspirer une nouvelle confiance en ses forces, de ne point lui laisser pour chef un général sous lequel elle avait été déjà vaincue.

Le général Beaulieu le remplaça.

Celui-ci avait depuis long-temps fait ses

preuves de bravoure et d'habileté; âgé de soixante-quinze ans, mais encore plein de fougue et de vivacité, il avait été regardé par l'empereur comme l'homme le plus capable de tenir tête aux Français, en se servant contre eux des qualités qui les distinguaient éminemment et leur facilitaient le triomphe; l'âge n'avait pu encore amortir chez lui cette impétuosité qui faisait le fond de son caractère, et qui, éclatant dans ses discours comme dans ses actions, semblait démentir les traces que la vieillesse avait imprimées sur sa figure. Sous lui le soldat allemand paraissait devoir renoncer à son calme, à sa lenteur habituels; car la voix du chef était menaçante, et sa discipline rigoureuse. Ce successeur de Dewins se livrait à son imagination exaltée, et, bercé d'espérances brillantes, entouré d'immenses préparatifs de guerre, confiant dans les promesses de son souverain et de ses alliés, il croyait déjà, à la tête d'une armée formidable et victorieuse, se voir au sein des dépar-

temens français, décidant du destin de la République.

Une semblable mutation ne devait point tarder à se faire dans l'armée française. Le Directoire, qui, dans sa morgue républicaine, ne voulait jamais douter de la possibilité du triomphe, taxa l'inaction de Schérer d'incurie et de timidité, et déjà le général Bonaparte était désigné pour son successeur.

L'immortelle campagne de 1796 allait s'ouvrir.

FIN DU PREMIER LIVRE.

LIVRE SECOND.

LIVRE SECOND.

—

BEAULIEU.

—

CHAPITRE PREMIER.

Politique du ministère anglais. — Conférences à Bâle. — Nouvelle coalition des puissances italiennes contre la France. — Barras fait nommer Bonaparte au généralat en chef de l'armée d'Italie.

§ Ier.

Les peuples de l'Autriche, et même une partie des chefs de l'Empire, gémissaient d'une guerre dont ils n'apercevaient que les résultats malheureux; guerre de principes, à laquelle, pour sa dignité personnelle et ses liens de famille, le souverain seul semblait intéressé.

A Londres, le parti qui, au commencement de la révolution française, avait embrassé chaleureusement ses intérêts, et qui, plus tard, épouvanté de la marche que prenaient nos sanglans novateurs, leur avait retiré l'appui de ses vœux et de son assentiment, recommençait alors à se montrer favorable aux nouveaux artisans de notre liberté. Cent mille citoyens anglais, assemblés aux portes de leur capitale, avaient signé une pétition, et fait entendre des cris unanimes pour provoquer un acheminement vers la paix. Le repos du peuple, son bien-être, l'extension de son commerce, ses relations avec le continent, tout rendait cette paix désirable et nécessaire. Mais le ministère était loin de faire ployer sa haute politique à de telles considérations.

Tant que la France n'avait été soumise qu'à l'influence d'un régime désorganisateur, qui ne pouvait qu'affaiblir la monarchie et diminuer sa puissance par une lutte prolongée entre les différens ordres de l'État, le gouver-

nement britannique avait refusé de s'armer contre un peuple qui marchait à la conquête légitime de son indépendance. Après la mort du Roi, dont tout le sang ne doit pas retomber sur la France, ce même gouvernement seconda la coalition générale des souverains. Il craignait alors qu'un nouveau pouvoir, qui placerait toute sa force dans le peuple, ne comprimât par son seul poids ses ennemis de l'intérieur, et ne remplaçât bientôt, par une démocratie active et vigoureuse, notre vieille monarchie routinière et languissante. Rassuré par nos désordres, auxquels il n'était point étranger, et cessant de désirer le succès d'une invasion qui pouvait tout finir d'un seul coup avant que son but ne fût atteint, il ne songea plus qu'à faire durer nos maux pour en profiter. N'adoptant aucun parti, mais terrible à tous, si, par ses infâmes agens, il poussait à la guillotine ces généreux défenseurs de la liberté qui eussent pu la relever de la fange où elle était traînée, il livrait au glaive républicain,

dans les champs de Quiberon, ces héros de l'émigration, dernier espoir de la royauté. Royalistes et républicains, c'était la France, la France seule qu'il frappait en vous !

Alors ses efforts constans ne tendaient qu'à irriter nos passions, nos haines, à les rendre invincibles, pour empêcher notre retour à l'ordre et à la stabilité ; alors c'était assez pour lui de faire décimer notre jeunesse sur des champs de bataille, de s'emparer de nos colonies dans les mers des Indes, de l'île de Corse dans la Méditerranée ; d'anéantir notre marine au moment même où les fautes de l'Espagne et de la Hollande lui livraient le trident universel. Que lui importait la forme de notre gouvernement ! la monarchie lui eût-elle plus rapporté ? Le désordre lui répondait de nous ; il pardonnait à la révolution en faveur de ses excès. Mais lorsqu'après des années de triomphe, la République, enfin constituée, imposante par sa force, puissante par ses institutions libérales, semblait n'aspirer plus qu'après le

repos pour achever en paix de se purifier de ses anciennes souillures, ce ne fut point assez de toute l'Europe pour l'écraser.

L'Angleterre, l'or à la main, lui quêta des ennemis jusque sous les glaces du pôle. C'était peu pour elle que les souverains de l'Autriche et du Piémont lui vendissent le sang de leurs peuples et ne vécussent que de ses subsides, en ne paraissant combattre que pour l'intérêt de leur famille et l'honneur de leur couronne, il fallut bientôt que la Russie, à peine repue de sa part de la Pologne, à la voix d'un roi constitutionnel, recommençât ses antiques migrations guerrières pour étouffer, sous d'autres cieux, les germes renaissans de la liberté. Mais n'anticipons point sur les événemens.

§ II.

Malgré leur haine pour la France, les ministres anglais crurent devoir pourtant couvrir, par l'hypocrite douceur des relations diploma-

tiques, le refus qu'ils avaient résolu d'opposer aux vœux de leurs concitoyens. Ils voulurent, par quelques paroles de paix, imprimer à leur cause, aux yeux mêmes des autres peuples, un air de justice et de bonne foi. Ces négociations ne pouvaient que refroidir l'enthousiasme des vainqueurs de Loano, et donner aux Austro-Sardes le temps de réparer leurs dernières pertes.

Wickam, ambassadeur d'Angleterre près des cantons suisses, soutenu par l'approbation des confédérés, fit savoir à Barthélemy, ministre de France, qu'il désirait connaître les intentions de son gouvernement relativement aux moyens d'amener une pacification fondée sur les intérêts communs des puissances belligérantes; que, s'il entrait dans la volonté du gouvernement français d'atteindre à ce but utile et glorieux, il eût à envoyer des plénipotentiaires au congrès qui serait convoqué à cet effet; que quant à lui, Wickam, il n'avait aucun pouvoir pour traiter.

Le 8 mars, cette communication avait eu lieu à Bâle, ville neutre, que les deux traités précédens de la France avec la Prusse et l'Espagne semblaient désigner comme devant être encore le point de cette réunion. Mais le Directoire de la République, se défiant justement des lenteurs dans lesquelles on voulait l'entraîner, repoussant l'idée d'un congrès, dont le seul but était de prolonger d'interminables discussions politiques, fit répondre, par Barthélemy, comment la France pourrait acquiescer à une paix sincère et qui promettrait d'être durable; mais que, si telle était l'intention des coalisés, ils auraient dû charger de pleins pouvoirs celui qui la proposait au nom de la confédération. Quoi qu'il en fût, la République ne craignait pas de proclamer hautement les principes d'après lesquels elle souscrirait au traité. L'intégralité du territoire français, tel qu'il se trouvait alors, avec ses nouveaux départemens, était sa première et invariable condition.

§ III.

L'Angleterre avait la réponse qu'elle souhaitait. Elle s'en servit pour exaspérer la haine de l'Autriche et du Piémont contre la France. Déjà, pour raffermir Victor-Amédée dans ses résolutions, et fermer son oreille aux propositions de la République, on annonçait solennellement que le cabinet de Vienne dépêchait soixante mille hommes de troupes éprouvées à la suite de Beaulieu; on organisait avec rapidité d'autres levées, d'autres impôts; on réveillait, par une proclamation énergique, la lenteur des princes confédérés de l'Empire et d'Italie; tant d'efforts, disait-on, défendent désormais de douter d'un succès rapide et décisif; et cependant, par une contradiction singulière, les agens de la coalition exigeaient, dans le même temps, du monarque piémontais, qu'il s'engageât, sous serment, en cas que les chances des combats fussent de nouveau favorables aux républicains, à tout sacrifier,

plutôt que de trahir les intérêts communs de l'Italie. Le faible roi promit tout, jura tout ce qu'on voulut, et, malgré ses désastres antérieurs, résolut de porter son armée à soixante mille hommes de troupes réglées, sans tenir compte de ses nombreuses milices et des bandes de Barbets, dont le nombre augmentait sans cesse par la désertion des soldats piémontais.

Ferdinand IV, roi de Naples, entièrement influencé par sa femme, sœur de la malheureuse reine de France, Marie-Antoinette, avait promis aussi des secours puissans; déjà ses troupes étaient organisées, et, stationnant sur la frontière, semblaient n'attendre qu'un signal pour s'unir aux Austro-Sardes.

La cour de Rome elle-même, revenue à des sentimens d'aversion pour les principes républicains, et sentant combien son système ordinaire d'excommunications serait insuffisant à l'égard d'un peuple sans culte religieux extérieur, comme l'était alors celui de la France,

avait enfin recours aux armes temporelles pour repousser au-delà des Alpes la licence et l'incrédulité. Elle devait fournir trente mille hommes à la confédération. La réputation guerrière des soldats du Pape n'était point assez glorieusement établie pour que les coalisés y comptassent beaucoup pour figurer sur des champs de bataille; mais l'alliance du chef de la chrétienté avec eux exerçait une grande influence morale sur leur cause, et la rendait sacrée aux yeux des peuples.

Parme, Modène et les autres petits Etats de la péninsule, au milieu de ces grands mouvemens militaires, ne pouvaient manquer de se lever aussi, entraînés par le torrent.

La Toscane, Venise et Gênes seules essayaient de se renfermer dans une neutralité aussi forte que leurs intérêts, leur position maritime et l'influence anglaise pouvaient le permettre. Le doge de Gênes, placé sur le théâtre même de la guerre, chef d'une aristocratie qui tremblait pour ses antiques privi-

léges, se fortifiait dans sa capitale, plutôt encore pour contenir le peuple, impatient de son joug, et qu'encourageait le voisinage des républicains, que pour se mettre en garde contre ceux-ci. Cependant l'envoyé Villiers exigeait, en réparation d'anciens torts, soit pour avoir ouvert son port, quoique forcément, aux Anglais en 1793 et 1794, soit pour le traitement fait à la frégate *la Modeste*, un emprunt de trente millions, et l'occupation des forts de la côte par des garnisons françaises.

Venise, placée plus heureusement, necroyant rien avoir à redouter des armées belligérantes, ne consultait que ses intérêts politiques et commerciaux, sans se donner grand'peine pour cacher sa haine envers la France, et malgré sa crainte de voir s'accroître encore le pouvoir de la maison d'Autriche, elle soutenait secrètement ses efforts contre la République.

Et que faisait le Directoire pour protéger les vainqueurs de Loano contre tant d'enne-

mis déclarés et d'amis douteux ? De quelles ressources usait-il pour lutter contre l'or de l'Angleterre, les menaces de la Russie, les armes de l'Italie et de l'Autriche. Quels immenses préparatifs organisait-il pour empêcher nos armées des Alpes et des Apennins de retomber dans l'état misérable d'où la victoire seule les avait tirés momentanément ? Le Directoire ne songeait qu'à réparer les défaites de Jourdan et de Pichegru sur le Rhin. C'était de ce côté que se tournaient tous ses regards.

§ IV.

Des écrivains étrangers, qui ont même trouvé quelques échos en France, jugeant les intentions par les événemens, expliquant de grands résultats par de grands projets, et ne voulant pas examiner les faits primitifs pour savoir combien de circonstances imprévues, de succès inespérés ont changé, agrandi les

idées du gouvernement républicain par rapport à cette célèbre campagne en Italie, trouvent plus simple et plus facile de lui avoir fait tout prévoir, tout préparer pour en assurer la réussite. Ils n'ont point voulu rechercher eux-mêmes franchement le véritable point de départ et examiner les causes qui, de cette opération secondaire, ont fait l'opération principale et la source de succès et de résultats qu'on n'attendait que des autres armées. Par cette manière de présenter le plan de la campagne, on en rejette la gloire sur le Directoire, qui serait censé l'avoir disposé (gloire dont l'éclat divisé retombe alors sur quelques hommes dont les noms ne portent plus ombrage); on en fait un événement militaire qui rentre dans la catégorie commune de toutes ces guerres où l'intérêt s'attache aux vaincus, les vainqueurs n'ayant triomphé que par le nombre et par la force des circonstances.

Les écrivains français ont prêté aussi au comité-directeur le projet gigantesque de faire

marcher Jourdan, à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, de Dusseldorf sur Ratisbonne et Staubing, pour se réunir sur l'Inn à celle de Rhin-et-Moselle, commandée par le général Moreau, qui devait partir de Strasbourg. Ces forces réunies devaient ensuite, à travers les montagnes de Salzbourg, communiquer avec l'armée d'Italie, à qui, contre toute probabilité, on faisait traverser victorieuse le Piémont, le Milanais, les États de Venise, et aborder jusqu'en la Carinthie.

Malheureusement tout semble démentir encore l'existence d'un si beau projet. D'abord, la division des forces envoyées en Allemagne; car c'eût été multiplier inutilement les chances défavorables que de faire agir séparément deux armées dans un même pays, lorsqu'elles marchaient vers le même but, puisque les opérations entravées d'une seule suffisaient pour tout faire manquer. La réussite d'une telle entreprise (et ici je parle d'après Jomini) ne pouvait, du côté de l'Allemagne, être assurée

que par une seule armée, dirigée sur Ulm et Munich.

Mais il ne s'agissait pour Jourdan et Moreau que de reconquérir, si le succès les favorisait, les places et le terrain que nous avions perdus dans la campagne précédente, d'épouvanter le cabinet de Vienne, et de le forcer à une paix honorable pour nous. L'armée d'Italie devait servir à faire une diversion. Sa faiblesse numérique et l'espèce d'abandon dans lequel on l'avait laissé retomber, sont une preuve convaincante du peu d'espoir qu'on fondait sur elle.

Pour étayer leurs idées, les étrangers n'ont pas manqué d'exagérer les forces de cette armée; le colonel Graham [1], et, d'après lui, la plupart des relations anglaises, la font monter à quatre-vingt-cinq mille hommes; les *Annales*

[1] *Histoire des Campagnes d'Allemagne, d'Italie, de Suisse*, tom. 1er, p. 199.

de l'Europe[1] à soixante mille; M. Ch. Botta à cinquante mille[2]; tandis que réellement l'armée d'Italie, d'après les documens les plus exacts, comptait alors tout au plus trente-six mille hommes sous les armes[3]. Quand il serait même entré dans les vues du Directoire de tourner tous ses efforts de ce côté, la difficulté de nourrir une plus grande quantité de soldats sur les lieux, serait toujours venue lui opposer des obstacles insurmontables durant le commencement de cette campagne. Mais les stratégistes, comme les savans, aveuglés par leurs systèmes, par leurs spéculations, jaloux d'émettre de nouvelles idées, de nouveaux aperçus pour l'explication de la matière qu'ils traitent; trompés souvent aussi par un esprit national passionné, ne voient plus qu'à travers

[1] Tom. 3, p. 149.

[2] *Histoire d'Italie*, tom. 1er, p. 361.

[3] Un état de situation, détaillé corps par corps, signé du chef d'état-major-général Berthier, et daté du 6 avril 1796, n'en accuse que trente-deux mille.

les hypothèses paradoxales qu'ils ont créées, et contraignent les événemens et les chiffres de venir forcément au secours de leurs rêveries.

M. Botta lui-même n'hésite pas à signaler, dès cette époque, le gouvernement républicain comme ne songeant qu'à envahir l'Italie pour offrir à l'Autriche des dédommagemens territoriaux en échange des Pays-Bas. C'est là encore un calcul fait après coup, et c'est certes placer les puissances belligérantes dans une singulière position, que de nous montrer l'Autriche combattant la dernière et avec acharnement, risquant même son existence politique pour empêcher les Français de conquérir le brillant joyau dont ils voulaient enrichir sa couronne.

Non, les destins de l'armée d'Italie n'avaient point été prévus; la fortune n'avait rien fait pour elle ; sa gloire appartient tout entière aux soldats qui la composaient et au chef habile qui les a guidés. Les Français avaient été battus sur le Rhin; c'était de ce

côté qu'étaient déjà venues les invasions qui avaient mis la France en péril; c'était de ce côté que l'Autriche avait ses forces principales; c'était de ce côté que la République devait diriger ses plus grands efforts. On avait repris l'offensive dans les Alpes; rien n'y faisait désormais appréhender une invasion, facile à prévenir, même en cas de défaite, puisque nous étions restés possesseurs de la crête des monts. Le Directoire livrait à eux-mêmes les vainqueurs des Austro-Sardes, leur demandant des succès, mais ne les secondant que par l'envoi de quelques renforts qui, dirigés vers les départemens du Midi, y attendaient que l'armée se fût créé des ressources et des moyens d'abondance, pour y prendre leur rang.

§ V.

La nomination du général placé nouvellement à la tête de cette armée d'Italie était-

elle encore une preuve de l'importance qu'on attachait aux opérations de cette armée ? On a répondu par l'affirmative, toujours basant cette opinion sur des faits renfermés tout entiers dans l'avenir. Pour les esprits non prévenus, la preuve du contraire jaillit évidemment de l'exposé de la situation du moment. Les soldats qui allaient combattre sur le Rhin étaient dirigés par Moreau et Jourdan, généraux éprouvés déjà par des triomphes, et en qui la République avait mis sa confiance. La France avait d'autres grands capitaines à opposer à Beaulieu. Hoche pacifiait la Vendée, Kléber était sur le Rhin, Kellermann dans les Alpes; Pichegru s'était rendu suspect; mais Pérignon, mais Moncey, mais Championnet, et cet intrépide Masséna encore couvert des palmes de Loano, offraient une garantie suffisante, et leur nom seul était un présage de victoire. Quel choix feront les directeurs? Ils envoient en Italie un jeune homme, à qui sans doute on était en droit de supposer une

grande aptitude et des connaissances théoriques tres-étendues de l'état militaire, mais qui n'avait encore commandé en chef que dans une émeute, et aux milices bourgeoises de la capitale.

Cet homme fut Napoléon; ce choix ouvrit à l'armée d'Italie une carrière illimitée de succès. Le Directoire avait-il donc si bien deviné son génie et prévu toutes les conséquences de cette nomination? Il n'en est rien; s'il eût tout prévu, il ne se fût pas servi d'un tel général.

Mais Bonaparte avait pour protecteur Barras, à qui il avait été utile dans les jours de vendémiaire. Barras était devenu une puissance dans la République, dominait déjà le Directoire; et, seul entre ses collègues, affichait des airs de souverain dans son palais du Luxembourg. Quels que fussent ses projets, il lui fallait des cliens, des hommes à lui, ses *créatures* enfin. Bonaparte, par ambition, accepta le joug.

Le seul éclat qui eût alors rejailli sur sa personne, il l'avait dû à sa conduite devant Toulon et à l'armée d'Italie. Ses regards se portaient incessamment vers cette armée où il avait une réputation à continuer. Employé au bureau des documens militaires, il y fut chargé d'éclairer les membres du comité de salut public sur des détails de localités dans les Alpes et les Apennins, et sur le personnel des troupes qui y étaient employées. Si l'on veut lire franchement dans le cœur humain, et songer quelle était alors la situation de Bonaparte, resté sans emploi comme guerrier, lorsque les circonstances lui offraient une perspective de gloire si brillante, on concevra peut-être facilement ce qui, dans le temps, fit naître en lui cette grande sévérité avec laquelle il contrôla les opérations de Kellermann et de Schérer. Il avait déjà tenté, auprès du comité, tous les moyens pour rentrer en activité de service. Sans être suppliantes, ses sollicitations étaient d'une importune ténacité.

Placé dans une position plus favorable pour demander, il pressa obstinément Barras d'employer son pouvoir en sa faveur. Il avait sur lui des droits à faire valoir. Celui-ci n'avait grandi tout-à-coup dans les rangs conventionnels que grâce aux événemens de vendémiaire, et c'était en partie à Bonaparte qu'il devait le succès de cette journée. Il l'en récompensa par le titre de général en chef, l'envoya en Italie, heureux de satisfaire par-là à sa reconnaissance, et croyant sans doute s'être donné à lui-même un appui, en plaçant son protégé, sa créature, à la tête d'une des armées de la République.

C'est ainsi que cette nomination importante, inouie, et qui devait changer l'histoire moderne de l'Europe, comme tous les événemens les plus considérables, passa par la filière des petits intérêts humains.

CHAPITRE II.

Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie.

§ Ier.

A son arrivée à Nice [1], Bonaparte se trouva dans la position la plus difficile. Au départ de Schérer, l'armée était retombée dans l'état précaire et misérable dont la bataille de Loano n'avait pu la retirer entièrement. L'âge du nouveau général, le peu de titres qu'il semblait apporter au commandement excitaient contre lui la jalousie des chefs et la défiance des soldats, dont la plus grande partie, surtout ceux

[1] 27 mars 1796 (7 germinal an IV).

qui composaient les divisions venues des Pyrénées, connaissaient à peine son existence. Ils murmuraient hautement contre une nomination qui plaçait un enfant, un nouveau venu à la tête de l'armée. Sa taille, au-dessous de la moyenne, sa constitution délicate et grêle étaient loin de diminuer ces impressions défavorables. Les hommes, avant tout, sont frappés par les objets extérieurs, et la force physique, qui chez les peuples primitifs était un droit à la domination, agit encore puissamment sur l'esprit inculte des grandes masses. Mais une ame ardente, un génie prodigieux habitaient ce faible corps, et *l'homme de Plutarque* [1] allait se révéler tout-à-coup et tout entier.

Possédant au plus haut degré l'art de se rendre maître de ses émotions et de calculer l'effet de ses paroles, Bonaparte, dès son début, affecta, dans ses discours et dans son

[1] Expression de Paoli en parlant du jeune Napoléon.

maintien, une réserve et une sévérité qui prêtèrent à sa personne et à son langage un caractère d'assurance et de force intime. Austère dans ses mœurs, exact à ses devoirs, simple dans ses vêtemens, les qualités, les talens, les privations qu'il exigeait des autres, il leur en avait déjà donné l'exemple. Ne distribuant les éloges qu'avec mesure, qu'avec justice, il parvint facilement à en rehausser le prix aux yeux de tous. Plein de calme lorsqu'il avait à blâmer, si quelqu'un éclatait devant lui en plaintes intempestives, en exigences, en vivacités, son regard fixe et perçant suffisait pour imposer silence. Ne prodiguant ni les gestes ni les mots, l'effet de ses paroles ne se peignait point sur sa figure, mais sur la figure de ceux qui l'écoutaient; car son langage accentué, bref, tranchant, réclamait impérieusement l'attention, et le grandiose de sa pensée inspirait l'étonnement.

Souvent seul, toujours occupé, il n'avait avec ses généraux que des entretiens sérieux,

des rapports d'utilité. S'il invoquait l'aide de leurs lumières et de leur expérience, c'était après leur avoir fait sentir qu'il pouvait peut-être s'en passer. Cependant, malgré ses dehors sévères, habile à caresser les penchans de ceux qui l'entouraient, et à les exciter par les mobiles qui pouvaient agir sur eux, il parlait à Serrurier de discipline, à Laharpe de liberté, à Masséna de gloire. Pouvait-il dévier dans sa conduite, démentir le lendemain sa volonté de la veille, se montrer enfin en contradiction avec lui-même? Ses actions, ses discours, les témoignages d'amitié ou d'indifférence qu'il semblait laisser échapper, tout jusqu'à ses emportemens, était pesé et calculé d'avance.

Masséna seul, parmi les généraux de l'armée d'Italie, se tenait encore sur la réserve avec lui, sans que cette réserve nuisît en rien cependant à la soumission qu'il lui devait comme à son chef; mais c'était avec peine qu'il se voyait contraint d'obéir à ce jeune

parvenu, dont il n'attribuait l'élévation qu'à l'esprit d'intrigue et de favoritisme, et qu'intérieurement, sans doute, il regardait comme occupant une place qui lui était due.

Bonaparte, de son côté, ne semblait point chercher à vaincre cette répugnance qui éloignait de lui le plus brave de ses lieutenans; non, certes, qu'il méprisât l'amitié d'un pareil homme, mais il savait qu'avec un caractère aussi fortement trempé qu'était celui de Masséna, il faut tout attendre d'une occasion favorable, et cette occasion se présenta bientôt.

Les hostilités commençaient à peine, et tous deux n'avaient, pour ainsi dire, fait que se mesurer du regard, comme deux coursiers fiers et jaloux qui frémissent des liens qui les enchaînent l'un à l'autre. Après la reprise de Dégo, quand le succès était décidé et que les derniers coups de canon se faisaient entendre, Masséna, qui s'était déjà distingué si vaillamment aux jours précédens, à Monte-

notte et à Millésimo, passa près du général en chef, tout couvert de poussière et s'acharnant encore à la poursuite des Autrichiens. Ils venaient de vaincre ensemble, sous les yeux l'un de l'autre; ils s'étaient jugés. Bonaparte fait quelques pas de son côté, lui tend la main silencieusement; Masséna la lui presse, et se donne à lui pour toujours.

C'est ainsi qu'agissant moralement sur tous les chefs de l'armée, les ralliant autour de lui pour les mettre à même de deviner sa haute capacité, il s'empara de leur confiance, leur fit bientôt ratifier le titre éminent dont il était revêtu, et força l'attention générale, qui se dirigeait constamment sur sa personne, à voir autre chose en lui que son âge. Il avait vingt-six ans.

Les moyens de séduction qu'il employa auprès des soldats étaient plus empreints de franchise, plus directs, mais non moins adroits. Ce fut en invoquant le souvenir de leurs glorieux travaux qu'il leur parla de ses espérances. Plus

familier avec eux, parce que la distance qui les séparait de lui était plus grande, il se plaisait à les interroger sur leurs besoins; il accueillait leurs plaintes, et, quittant pour eux seuls son ton grave et sérieux, parfois il excitait leur esprit par de douces railleries ou par des réparties piquantes. Jaloux cependant de faire disparaître cette égalité démocratique que jusque-là, dans leurs discours, les chefs avaient affectée à leur égard, ce n'était plus du nom de *camarades*, ou même de *citoyens*, qu'il les saluait. Il fut le premier général de cette époque qui n'employa vis-à-vis d'eux que le mot de *soldats.* Ce nouveau titre, si bien d'accord avec sa pensée, ce titre, qui semblait n'en faire plus que des hommes propres aux travaux belliqueux, et non des êtres appelés avant tout aux vertus civiques, il sut le relever à leurs propres yeux en s'en parant lui-même, et en les poussant à l'enthousiasme de la gloire de toute la puissance de sa propre ardeur. Mais cette

idole qu'il leur présentait alors, cette gloire guerrière qu'il leur montrait, en l'isolant peu à peu des vertus qui l'ennoblissent, devait, par la suite, prendre dans leurs cœurs la place d'un sentiment plus honorable encore, l'amour de la patrie.

Doué d'une prodigieuse mémoire, il s'appliquait à reconnaître, au milieu des rangs les plus obscurs, ceux d'entre eux qui s'étaient distingués par quelque action d'éclat, et bientôt leur nom seul, prononcé par sa bouche, était la récompense enviée qu'il réservait à leur valeur. Ce nom, il ne l'oubliait plus, et, dans l'occasion, il s'en servait comme d'un mot magique, qui faisait un héros de l'heureux guerrier connu de son général.

Ne se débarrassant d'abord qu'avec quelque peine de leurs premières préventions, les vieux combattans de l'armée d'Italie étaient convenus entre eux, dans les loisirs du camp, de ne reconnaître la légitimité de sa promotion au généralat en chef que lorsque,

selon ses mérites, ils l'auraient fait passer par toute la hiérarchie des grades militaires. Quelque temps sévères, ils ne lui décernèrent un titre nouveau qu'au prix d'une grande victoire. C'est ainsi qu'après Dégo, ils le reconnurent digne seulement de faire partie de l'armée, comme si la carrière militaire ne faisait que de s'ouvrir devant ses pas. A Lodi, ils le nommèrent caporal, et le surnom lui en resta pendant de longues années, quoiqu'à Castiglione il eût été, par eux, élevé au grade de sergent. Ces titres ne lui étaient conférés qu'après de longues discussions, où ses droits à un pareil honneur étaient soutenus, contredits, examinés. Dans ces conciliabules guerriers, bien que sous des formes frivoles, ils n'étaient pas moins forcés de s'entretenir souvent des talens et des hautes qualités de leur chef. Insensiblement, contractant l'habitude de le considérer dans tous ses faits et gestes, non-seulement comme général, mais comme individu, tout ce qui venait de

lui frappait au but ; rien n'était perdu de ses moindres actions, de ses moindres paroles, et il s'était mis en mesure de subir l'examen. Grâce à ces accidens, en apparence si indifférens, leurs idées premières de défiance et de dédain s'étaient effacées rapidement, pour faire place à une admiration d'autant plus forte qu'ils n'y étaient point d'abord préparés. Il dut y avoir de l'excès dans leur engouement, comme il y en avait eu dans leur sévérité à son égard. Ainsi commença ce culte dont ils l'entourèrent plus tard, culte d'idolâtrie, qui, parfois, leur fit voir la patrie dans un homme, et prépara des chaînes à l'Europe entière.

Il faut avouer, cependant, qu'à cette immortelle époque de sa vie, il se montra digne d'exciter tant de dévouement et de respect. Si la grandeur de ses conceptions, l'éclat et l'audace de son génie, la fermeté de son caractère, faisaient oublier son âge et lui donnaient sur les autres l'empire qu'il avait

sur lui-même, il n'étonna pas moins les camps par un désintéressement sans bornes, par sa haine pour les exacteurs, son mépris pour les intrigans, et surtout par une chasteté de mœurs qui en fit l'émule des Bayard et des Scipion, et le grandit aux yeux de ses soldats de toute la hauteur de la vertu.

§ II.

Bonaparte avait trouvé à Nice les administrations dans le plus grand désordre ; les distributions de viande avaient cessé ; cinq cents mulets au plus restaient pour les transports, et le service de l'artillerie comptait trente ou quarante pièces de canon disponibles. Le trésor de l'armée était nul. Deux mille louis, dont le Directoire avait doté le nouveau général à son départ de Paris, formaient sa seule ressource pécuniaire, et c'est avec cela qu'il fallait réorganiser la victoire. Il fit d'abord distribuer à chacun des généraux sous ses

ordres une gratification de cent francs pour leur entrée en campagne, et cette misérable somme améliora leur position, tant était grand le dénuement dans lequel ils se trouvaient [1].

Comprenant que des succès prompts et décisifs pouvaient seuls le tirer de cet état insoutenable qui menaçait encore d'empirer, Bonaparte résolut aussitôt de marcher en avant, et le quartier-général, qui, depuis le commencement de la guerre, n'avait point quitté Nice, fut, par son ordre, transporté dans Albenga.

L'instinct de son génie le soutenait, mais sans l'aveugler sur sa position. Il connaissait les difficultés du terrain qu'il allait parcourir, les montagnes escarpées, les fleuves nombreux qui serviraient de barrière à ses ennemis. Il savait aussi combien ceux-ci lui étaient supé-

[1] Depuis long-temps les officiers de l'armée touchaient 8 francs par mois pour toute solde.

rieurs en nombre ; quelle résistance pouvait encore lui opposer un peuple fanatique, se levant en masse à la voix de ses prêtres, pour exterminer les Français, qu'on ne lui désignait depuis long-temps que comme une armée de brigands sacriléges, vivant sans culte et sans lois. Déjà les agens de l'Autriche et de l'Angleterre secondaient les efforts du clergé et des princes de l'Italie, pour rendre l'élan général, unanime, dans toute la péninsule. Mais des renseignemens exacts ne lui avaient rien laissé ignorer non plus sur le côté faible de ses adversaires.

Le contingent de la plupart des coalisés toujours promis, toujours en marche, n'avait point encore pris rang dans l'armée austro-sarde. Épouvantés par les résultats de la révolution française, ce n'était qu'au nom de la religion menacée que les souverains d'Italie s'adressaient à leurs peuples ; ils n'osaient réveiller en eux un esprit national qui pouvait devenir fatal aux Français, mais dont les suites

alarmaient leur puissance. La mesure était incomplète, car des pensées d'indépendance s'étaient propagées malgré eux. Une partie de la population eût marché au nom de *religion*, l'autre au nom de *patrie*. Ne voulant point seconder, en le dirigeant, ce dernier mouvement, ils étaient arrêtés par lui, et, sentant le besoin de contenir un parti par l'autre, ils les annihilaient tous les deux par le fait. Depuis long-temps les idées de liberté fermentaient dans le Piémont, et rendaient les Français moins odieux parmi les classes éclairées. Beaulieu, qui d'abord, malgré son grand âge, se livrant à l'activité naturelle de son esprit, avait enfanté les projets les plus audacieux pour étonner, terrifier, écraser son jeune rival, commençait à murmurer contre le cabinet de Vienne, qui ne lui avait envoyé qu'une partie des renforts qu'il attendait. Différens motifs aigrissaient encore son caractère fortement empreint de franchise et de brusquerie. Malgré des engagemens solennelle-

ment pris envers lui, lorsqu'il avait consenti à se charger du commandement de l'armée autrichienne en Italie, Argenteau, dont l'incapacité manifeste avait été une des causes de la défaite de Loano, restait à la tête de l'une de ses plus fortes divisions. Si l'appui de la cour le maintenait dans les rangs, la vérité n'arrivait pas moins jusqu'à lui par la bouche de Beaulieu, et la haine du courtisan ne pouvait qu'être le prix d'une franchise si hautaine. Argenteau, de son côté, reprochait à Beaulieu sa fougue effrénée, ses défiances injurieuses, et surtout son titre de Wallon (grief important aux yeux des Autrichiens). Singulière position des deux généraux ennemis, Bonaparte et Beaulieu, dont l'un, d'origine française, rêvait l'abaissement de la France, et dont l'autre, d'origine italienne, marchait à la conquête de l'Italie, à la tête des Français.

Une autre mésintelligence éclatait encore entre les officiers piémontais et le vieux maréchal de l'Empire. Les jeunes seigneurs de

Turin, volontaires ou commandant des régimens levés en leur nom, refusaient de reconnaître un étranger pour chef, et l'armée sarde ne recevait des ordres que de Colli. Grâce à l'intervention du roi qui, par tous les moyens en son pouvoir, tentait de calmer l'orgueil humilié de Beaulieu, le service ne souffrait point encore de ces dissentimens; mais il était probable que, livrés à eux-mêmes sur le champ de bataille, il suffirait d'une circonstance difficile, d'une opération douteuse, pour jeter de l'indécision et de la méfiance entre des alliés si peu unis.

Bonaparte le sentit, et résolut d'agir promptement avant qu'on ne songeât à prendre des mesures vigoureuses pour étouffer ce levain de discorde.

Les troupes étant rassemblées, il les passa en revue, et leur dit : « Soldats, vous êtes nus, » mal nourris; le gouvernement vous doit » beaucoup; il ne peut rien vous donner. La » patience, le courage dont vous fîtes preuve

» au milieu de ces rochers, sont admirables;
» mais ils ne vous procurent aucune gloire so-
» lide; aucun éclat durable ne rejaillit sur
» vous. Je veux vous conduire dans les plus fer-
» tiles plaines du monde. De riches provinces,
» de grandes villes seront en votre pouvoir;
» vous y trouverez honneur, gloire et riches-
» ses. Soldats d'Italie, manqueriez-vous de
» courage ou de constance? »

Pour la première fois peut-être le mot de *patrie* ne se trouvait pas dans une proclamation adressée aux soldats de la République. D'autres mots bien puissans aussi l'avaient remplacé; mais le but qu'ils désignaient était moins noble. Le nouveau général parlait d'honneur et de gloire, ressorts des monarchies, comme l'a dit Montesquieu; il parlait de richesses à des soldats comme si l'or pouvait payer le sang. Il pensait sans doute que la patrie avait été assez de fois invoquée, que la liberté s'était montrée trop souvent trompeuse et cruelle. Était-ce donc à l'ambition et à l'avarice de leur succéder?

Cette proclamation est importante pour l'histoire. Elle semble être le premier acte extérieur de la pensée de Bonaparte. Faut-il cependant dès-lors juger de lui d'après ce faible document? Je ne le crois pas. En face d'une armée épuisée de fatigue et de misère, il crut peut-être devoir agir sur elle par des moyens positifs, par des espérances matérielles, en lui montrant une terre promise, un nouvel Eldorado. Peut-être aussi son sentiment instinctif, dont la manifestation entière ne devait avoir lieu qu'après de grands événemens qui auraient relévé l'importance de l'homme, se montrait-il alors, même à son insu.

Quoi qu'il en soit, l'armée accueillit les paroles de son général par une acclamation, et se disposa à se mettre en marche.

CHAPITRE III.

Dispositions des confédérés. — Bataille de Montenotte. — Rampon à Monte-Legino. — Sédition des soldats contre Bonaparte. — Bataille de Millésimo. — Défense du château de Cossaria par Provera. — Prise de la redoute et du château de Magliani. — Les Français à Dégo. — Conduite d'Argenteau. — Wuckassowich. — Dégo est repris par les Impériaux. — Repris de nouveau par les Français.

§ Ier.

Le ministre de France auprès du gouvernement génois, Villiers, pressait toujours le doge d'accéder aux désirs, aux injonctions de la France, et de faire pencher sa flexible neutralité en sa faveur. Non content de l'avoir soumis à un tribut en forme de dédommage-

ment, par l'ordre de Bonaparte, il lui déclara que l'armée républicaine ayant conçu le dessein de pénétrer en Lombardie, espérait que le passage de la Bocchetta, ainsi que la ville de Gavi, lui serait livré, pour servir de point d'appui à ses opérations de ce côté. Le sénat s'épouvanta d'une telle proposition; Beaulieu en fut bientôt instruit, et c'est ce que voulait Bonaparte, qui, résolu d'agir offensivement avec une armée aussi inférieure en nombre à celle de ses adversaires, ne cherchait qu'à les contraindre d'occuper une ligne plus étendue, pour la pouvoir rompre plus facilement.

Au commencement d'avril, Beaulieu quitte précipitamment son quartier-général d'Alexandrie, et, de connivence avec Gênes, il s'empare de Gavi, marche sur Voltagio et Ovada, après avoir laissé derrière lui le général Sebottendorf, près d'Adorno, sur les bords de l'Orba, avec une forte division servant de réserve. Bientôt le général Pittony est dépêché par lui, à la tête de six bataillons,

pour occuper le col étroit de la Bocchetta et pousser en avant ses patrouilles jusque dans les alentours de Gênes.

La discorde avait déjà porté ses fruits : ce fut contre l'avis de Colli que Beaulieu effectua ce déplacement. Celui-ci avait proposé de diriger avant tout les efforts de l'armée contre les hauteurs de Saint-Jacques, afin de séparer la droite des Français de leur gauche ; mais le feld-maréchal, effrayé de l'idée de voir l'ennemi maître de Gênes, et, de plus, désireux d'établir ses communications avec l'escadre anglaise, qui croisait dans le golfe, après un débat assez vif, avait rejeté les avis du général piémontais, et, maître des points importans qu'il avait crus menacés, il s'applaudissait de la promptitude de ses mesures.

Il venait de recevoir du conseil aulique l'ordre de commencer les hostilités. Son plan de campagne était dressé, ses préparatifs étaient faits. Avec les forces qu'il comman-

dait alors personnellement, il formait l'aile gauche de l'armée coalisée. Le centre, sous Argenteau, occupait Dégo et Sassello, et la droite, confiée à Colli et à l'armée piémontaise, barrait le col de Tende et les autres approches du Piémont, du côté de Nice et de Gênes; tandis que, se prolongeant vers les monts de la Savoie, une forte division de l'armée austro-sarde, sous les ordres du duc d'Aoste, était opposée à Kellermann, toujours à la tête des soldats des Alpes.

Les dispositions de Beaulieu semblaient, au premier coup-d'œil, dictées par la prudence. Mais le peu de connaissance qu'il avait des localités, et la précipitation qu'il mit à se jeter de lui-même dans le piége que lui tendait son jeune rival, ne lui laissèrent point le loisir de remarquer que l'aile gauche de son armée, en prenant des positions trop avancées, avait rendu ses communications avec le centre impossibles, autrement qu'en tournant par derrière les montagnes qui l'en

séparaient, ce qui exigeait un temps considérable, tandis que les Français, sur une ligne parallèle, mais moins étendue, étaient distribués de manière à régler leurs mouvemens avec rapidité, et à réunir promptement leurs forces pour tomber simultanément sur un des corps ennemis.

Serrurier était à Garessio, avec sa division, pour observer et contenir Colli; Masséna et Augereau, avec les forces principales de l'armée, entre Loano, Finale, Savone et Saint-Jacques. Laharpe, formant à lui seul l'aile droite des Français, s'avançait sur Gênes, que semblait déjà menacer son avant-garde, composée de trois mille hommes, et commandée par le général de brigade Cervoni, posté à Voltri.

§ II.

Le 10 avril, l'aile gauche des Austro-Sardes, divisée en deux fortes colonnes, s'avança sur les positions que gardait Cervoni. Attaqué avec

vigueur par les généraux Sebottendorf et Pittony, canonné par la croisière anglaise, incapable de résister long-temps aux ennemis nombreux qui l'investissaient, Cervoni se replia sur la Madone de Savone, où se trouvait le général Laharpe.

Le même jour, Argenteau avait fait de son côté un mouvement sur Montenotte-Inférieur, après avoir laissé le colonel Wuckassowich à Sassello, pour couvrir Dégo et maintenir la communication avec les troupes qui marchaient sur Voltri. Le 11, il se dirigea, à travers Montenotte-Supérieur, sur la Madone de Savone, pour écraser Laharpe. Jusqu'alors un succès complet avait couronné ses efforts: les républicains avaient été chassés de leurs positions d'avant-garde; deux redoutes étaient tombées au pouvoir des Allemands. Une troisième, située à Monte-Legino, dernier retranchement de cette ligne, restait à emporter, pour mettre entièrement à découvert l'aile droite des Français. A une heure, le général

Roccavina déploya toutes ses forces devant ce dernier rempart, défendu seulement par douze cents hommes. Les Autrichiens tentent vainement pendant quelques heures d'aborder cette terrible redoute d'où j'aillissent à la fois les foudres croisés de l'artillerie et de la mousqueterie. Des rangs entiers succombent avant d'avoir pu pénétrer dans ce cercle de feu qui défend les approches de Monte-Legino. Roccavina cependant ranime leur ardeur, les conjure de couronner par ce nouvel exploit une journée aussi glorieuse pour eux; Argenteau lui-même arrive, et vient relever leur audace, en présentant à leur valeur l'appât des récompenses. Ils s'avancent enfin en masse et le front baissé, n'osant affronter du regard cette hauteur fatale d'où va pleuvoir sur eux une grêle de balles et de boulets. Mais le feu des Français a semblé décroître. Parvenus jusqu'au pied des retranchemens, les Autrichiens n'ont encore éprouvé qu'une faible résistance.

Il n'est que trop vrai, l'importante position

de Monte-Legino va tomber en leur pouvoir, si quelque secours inespéré ne vient compenser pour les républicains le manque absolu de munitions de guerre. Déjà le désespoir semble s'emparer de ces braves, réduits à la cruelle nécessité de rendre les armes, lorsque tout-à-coup, s'élançant au milieu d'eux, l'intrépide colonel Rampon, qui les commande, prononce à haute voix, d'un air inspiré, le serment de mourir à son poste. Il n'a pas achevé que, le bras tendu vers lui, les douze cents défenseurs de la redoute ont répété le même serment avec des cris d'enthousiasme.

Quelque temps indécis, les Impériaux étonnés eux-mêmes de la facilité de leur marche, hésitent encore, appréhendant un piége et croyant à chaque instant voir une mine souterraine éclater sous leurs pas. Bientôt rassurés, ils s'élancent, mais les rangs pressés de nos soldats leur opposent une masse impénétrable. C'est en vain qu'Argenteau, après avoir fait sommer Rampon de se rendre, ou-

tré de la réponse hautaine de ce colonel, le fait charger par toute la brigade de Roccavina, au milieu d'un feu de mousqueterie auquel les républicains ne peuvent riposter ; nos soldats abattus sont soudain remplacés et vengés; la brèche sanglante ouverte au milieu d'eux, est comblée aussitôt par de nouveaux guerriers avides de mourir, fidèles à leur serment. Sans cesse repoussés et culbutés, les Autrichiens, dans trois attaques successives, voient se briser leurs efforts et leur espérance contre ce rempart mobile hérissé de baïonnettes. La nuit survient, et son obscurité qui, voilant les actions d'éclat, effaçant le théâtre et les spectateurs, détruit le prestige des morts glorieuses, et semble devoir affaiblir dans les ames ordinaires le sentiment de l'héroïsme, presque toujours appuyé sur la partie la plus noble de l'orgueil humain, la nuit survient sans pouvoir ralentir l'acharnement des Impériaux et l'admirable dévouement des Français.

Enfin, convaincu de son impuissance,

épouvanté des pertes qu'il a faites, Argenteau fait replier ses soldats découragés et passe la nuit sous les armes, ajournant au lendemain la prise de la redoute. Dès le lever de l'aurore, par son ordre, l'avant-garde autrichienne, qui connaissait l'état de dénûment de Rampon, s'avance paisiblement vers les premiers retranchemens pour tenter l'escalade. Tout-à-coup, du haut de la redoute, un feu de mitraille la pulvérise de front, tandis qu'une double embuscade, jetée sur ses flancs de droite et de gauche, l'accueille, presque à bout portant, par une fusillade vive et prolongée. A cette réception imprévue, les Autrichiens, glacés de terreur, s'arrêtent quelque temps immobiles; le désordre se met dans leurs rangs; ils fuient sans pouvoir s'expliquer la cause d'un tel changement dans la situation des républicains.

Ce changement était apporté par la présence de Laharpe, que Bonaparte, durant la nuit du 11 au 12, avait fait marcher de la Ma-

done de Savone sur les derrières de Monte-Legino pour réapprovisionner la redoute et seconder les efforts de Rampon. Pendant ce temps, la division d'Augereau se dirigeait sur Cairo, à travers les vallées de la Bormida; Masséna atteignait les hauteurs d'Altare, tandis que Bonaparte lui-même, suivi de son chef d'état-major Berthier, dépassait Masséna et courait sur Carcare pour déborder la droite d'Argenteau, afin d'anéantir, par un seul coup, le centre de l'armée coalisée avant que Beaulieu ne pût venir à son aide.

Argenteau, d'abord terrifié par la défaite de son avant-garde devant la redoute de Monte-Legino, mais disposant encore de ses forces principales, avait bientôt rallié les fuyards et rétabli le combat. Cependant tandis qu'il résistait valeureusement à Laharpe, Masséna, soutenu par le général en chef, atteignait le sommet des Apennins, s'emparait du poste essentiel de *Bric de Menau*, et se portait, par Montenotte-Inférieur, sur ses der-

rières. Toutes les positions que les Français avaient récemment perdues de ce côté furent reprises d'emblée. La ligne autrichienne était découverte. Augereau, par l'ordre de Bonaparte, interrompait alors sa marche sur Cairo, dans la crainte de trop isoler sa division, et se rabattait sur Monte-Freddo par Carcare.

Assaillis de tous les côtés, il devenait impossible aux Impériaux de résister long-temps ; mais leurs troupes étaient d'élite ; elles se défendirent avec acharnement jusqu'au moment où Masséna, entrant tout-à-fait en ligne, écrasa l'ennemi par la supériorité de ses forces, et jeta dans ses rangs la confusion la plus complète. Argenteau et Roccavina, blessés tous deux en voulant rétablir l'ordre parmi leurs soldats, et entraînés par eux dans la déroute, furent poursuivis jusqu'auprès de Sassello, et se retirèrent sur Dégo, au milieu des débris confondus de leur armée. La cavalerie manqua aux républicains pour rendre cette victoire encore plus décisive : cependant quinze

cents morts, deux mille prisonniers, des drapeaux, des canons, témoignaient de la perte des coalisés.

Tandis que ces événemens se passaient, Beaulieu faisait son entrée triomphale dans Voltri, fier de pouvoir communiquer directement avec l'amiral anglais Nelson : mais leurs conférences étaient à peine commencées, qu'elles furent troublées par le bruit du canon que leur apportaient les échos des Apennins du côté du centre de l'armée. Le vieux général comprit alors la faute qu'il avait faite en garnissant aussi faiblement cette partie de sa ligne, et combien peu il devait s'enorgueillir de son succès de Voltri. Il se hâtait de replier ses troupes pour voler au secours d'Argenteau, maudissant les circonstances fatales qui l'avaient entraîné si avant, lorsque le 13 il reçut la nouvelle de Montenotte.

Colli attribua la perte de cette journée à l'obstination de Beaulieu, qui, malgré ses conseils, avait persisté à se rapprocher des bords

de la mer, plutôt que de réunir ses forces vers les sources de la Bormida, pour attaquer la gauche des Français et couper sa communication avec la droite. De son côté, Beaulieu en rejetait la faute sur Argenteau, qui, disait-il, avait agi sans ordres. Sans doute, à son tour, il ne tenait qu'à celui-ci d'accuser Rampon d'avoir, par son intrépide constance et son serment héroïque, digne d'être inscrit dans l'histoire auprès de celui des soldats de Léonidas, décidé d'une bataille qui, d'après les antécédens et les chances favorables qui l'avaient préparée, devait tourner à la gloire de l'Autriche.

Car, il le faut dire, l'inexpérience du jeune général en chef de l'armée française s'était fait sentir dans ses dispositions défensives, en occupant trop tard les redoutes de Montenotte, en négligeant leurs fortifications ainsi que l'approvisionnement de celle de Monte-Legino, en tenant ses forces actives trop éloignées des deux premières pour qu'elles aient pu rece-

voir du secours dans la journée, ce qui détermina d'abord les succès d'Argenteau. Sans le dévouement de Rampon la bataille était perdue pour les Français, et, selon toutes les probabilités, le chemin de l'Italie ne se serait pas rouvert devant eux. Aussi n'est-ce point sans raison que les étrangers ont donné à cette journée le nom de *Monte-Legino*. Celui de Montenotte parut plus convenable au général Bonaparte, qui, du reste, déploya les plus grands talens et la promptitude la plus vigoureuse pour réparer ses premiers échecs.

§ III.

Le but du général républicain était de séparer les Piémontais des Autrichiens, et de les battre séparément et tour à tour. Le centre de leur armée avait été enfoncé à Montenotte, mais rien n'était fait encore si, par de nouveaux succès, on ne s'opposait point à ce que

Beaulieu pût toucher par sa droite à la gauche de Colli, commandée alors par le général Provera.

Bonaparte comprenait trop bien sa situation pour ne point chercher à en tirer tout le parti possible : mais les Austro-Sardes n'étaient point les seuls adversaires contre lesquels il eût à lutter. Le désordre commençait à se manifester dans sa propre armée. L'opposition partielle qui s'était déclarée contre lui à son arrivée, l'audace de ses opérations, taxée alors d'imprudence par des soldats qui, ne lui ayant point encore donné leur confiance, craignaient qu'il ne compromît à la fois leur salut et celui de la patrie ; l'état de misère où ils languissaient toujours ; l'idée d'un envahissement à main armée au milieu d'un peuple si nombreux et si irritable ; le souvenir des désastres de Charles VIII, de Louis XII et de François Ier ; ce dicton sinistre qui, depuis des siècles, signalait l'Italie comme devant être sans cesse le

tombeau des Français : tout tendait à entretenir parmi les troupes des germes de révolte et de découragement.

Cependant Beaulieu prenait à la hâte les mesures nécessaires afin de prévenir les conséquences terribles qui pouvaient résulter, pour les coalisés, de la défaite d'Argenteau. Dès le 12 avril, se portant précipitamment vers Acqui, il faisait replier sa gauche sur l'Orba, tandis que le général Wuckassowich se dirigeait, par le revers du Mont-Fayol, sur Sassello pour y renforcer les bataillons qui s'y trouvaient sous les ordres de son lieutenant Lezzeni, alors tenu en échec par Laharpe. Ce fut au milieu de cette marche qu'il reçut une dépêche d'Argenteau, qui lui ordonnait de se diriger sur Dégo pour l'y rejoindre. Mais par la plus inconcevable des distractions, soit que l'état de trouble où il se trouvait après la bataille de Montenotte l'empêchât de rasseoir pleinement ses esprits, soit qu'un hasard malencontreux présidât à toutes ses entreprises,

Argenteau se trompa de date dans sa missive, et fut cause que Wuckassowich ne crut devoir se mettre en route qu'un jour plus tard, et arriva le 15 au lieu du 14, ce qui faillit même renverser un instant toutes les combinaisons du général républicain, comme nous le verrons bientôt.

Séjournant à Sassello, Wuckassowich ne songeait alors qu'à rétablir les communications de Beaulieu avec Colli, à réorganiser le centre pour se réunir ensuite au général Provera, dont le corps, resté intact durant la journée du 11, servait lui-même à lier les débris d'Argenteau avec la droite de l'armée coalisée.

Mais Bonaparte veillait pour empêcher cette jonction. Les murmures de ses soldats étaient arrivés jusqu'à lui : il n'avait point voulu les comprendre. L'armée était rassemblée dans les nouvelles positions qu'elle venait de conquérir ; il la passa en revue, insensible aux symptômes de mécontentement qui se manifestaient

autour de lui (ils n'étaient que dans l'attitude et dans le regard des séditieux, et il ne voulait point les voir) : mais quelques cris se font entendre; ils circulent de rang en rang, ils se propagent sur toute la ligne, et bientôt éclatent avec violence. *Du pain! du pain!* s'écrient les soldats en tournant vers lui leurs faces hâves et menaçantes, portant la double empreinte de la révolte et du besoin. *La solde! des habits!* ajoutent-ils en agitant leurs lambeaux d'uniforme ; les plus audacieux s'élancent hors de la ligne, l'entourent et lui disent : « Donne-nous du pain ou notre congé ! » et ils jettent leurs armes à terre. « Rentrez dans vos rangs et reprenez vos armes, leur cria Bonaparte ; celui qui les abandonnera sera chassé de l'armée et n'aura plus sa part dans notre gloire ; » et se tournant vers les autres guerriers qui, tour à tour enhardis par l'exemple de leurs compagnons, retenus par le sentiment de leurs devoirs et l'habitude de la résignation, semblaient s'agiter incertains

entre la discipline et la rébellion : « Soldats,
» leur dit-il, en leur indiquant du geste les
» plaines du Piémont et du Milanais, qui alors
» se développaient devant eux dans le loin-
» tain, voici les champs de la fertile Italie ;
» l'abondance est devant vous, sachez la
» conquérir ; sachez vaincre, et la victoire
» vous fournira demain tout ce qui vous
» manque aujourd'hui. »

Le ton d'inspiré avec lequel fut prononcée cette brillante allocution, l'instinct de certitude qui paraissait animer les traits du général, son calme apparent au milieu de soldats mutinés, imposèrent aux factieux qui rentrèrent dans l'obéissance. La présence de l'ennemi et l'orgueil national devaient faire le reste.

§ IV.

Les Piémontais se concentraient sur Millésimo, se liant, par les hauteurs de Biestro, aux

Autrichiens rassemblés à Dégo. La bataille de Montenotte était sans résultats, si on laissait le temps aux alliés de se fortifier dans les positions qui couvraient les routes du Piémont et de la Lombardie.

Augereau, qui formait la gauche des Français, força, le 13 avril au matin, les défilés des monts de Millésimo, qui séparent les deux vallées de la Bormida; Masséna, avec le centre, se dirigea vers Biestro et Dégo, tandis que Laharpe marchait sur Cairo.

Colli s'était porté sur Monte-Zemolo pour couvrir Céva. Le brusque mouvement d'Augereau sépara de lui le général Provera, qui, à la tête de deux mille grenadiers autrichiens et piémontais, gardait la rive gauche de la Bormida. Attaqué à l'improviste par les brigades Joubert et Ménard, isolé de Colli, sans nouvelles d'Argenteau, le vieux Provera se trouva bientôt environné de tous côtés par les Français, et sommé de poser les armes. Mais le dévouement de Rampon devait trouver des

imitateurs jusque dans les rangs ennemis. Pour délibérer sur leur situation, Provera rassemble à la hâte autour de lui ses officiers, parmi lesquels se distingue le jeune et intrépide marquis de Carretto. Celui-ci ouvre un avis audacieux, appuyé par le vieux général et adopté sur-le-champ. Les Austro-Sardes, en colonne serrée, se font jour, les armes à la main, à travers les rangs républicains, tentent un mouvement sur la gauche, pour se rapprocher de l'armée autrichienne, en traversant la Bormida. Mais, grossi par des orages subits, attirés par les pics des Apennins, le fleuve est devenu un large torrent qui s'oppose à toute tentative de retraite. Pressé entre cette barrière insurmontable et les troupes françaises, qui l'enveloppent dans sa marche, Provera n'a plus recours qu'à son désespoir. Au sommet du mont Cossaria, se trouve un vieux château abandonné, situé dans une position presque inabordable, et dont les ruines lui offrent encore un abri. Il en tente l'accès,

gravit le rocher, et, sans vivres, sans artillerie, s'y jette avec ses braves, n'attendant plus son salut que d'un coup de la fortune.

Cette énergique résolution entravait toutes les opérations d'Augereau, en plaçant, entre lui et Masséna et Laharpe, une garnison nombreuse et déterminée, qui pouvait épier tous ses mouvemens. Il résolut d'achever la ruine du château et d'y retenir Provera et les siens sous ses décombres. Mais les épaisses murailles de l'antique Cossaria résistèrent au fracas de l'artillerie qui les battait en brèche. Bonaparte, irrité de voir un si méprisable obstacle l'arrêter dans l'exécution de ses plans, arriva lui-même devant le château, et, pour la seconde fois, le général autrichien fut sommé de se rendre. Il parut alors consentir à entrer en accommodement, et un parlementaire dépêché vers le général en chef de l'armée française, implora de lui la faveur d'une entrevue. Bonaparte y consentait, espérant en finir tout d'un coup, lorsqu'une forte canon-

nade, engagée sur sa droite, lui apprit que Masséna était aux prises avec l'ennemi, et lui fit sur-le-champ interrompre une négociation qu'Augereau ne put terminer, soit que ce dernier incident eût ranimé l'espérance de Provera, soit que son but, en parlementant, n'eût été que de prolonger sa résistance et de donner aux confédérés le temps de venir à son secours.

Le jour finissait. Augereau ne vit plus d'autre moyen pour s'emparer du château que de l'enlever de vive force par un assaut général. Il divisa ses troupes en quatre colonnes. Joubert, qui commandait la première, bravant la mousqueterie de l'ennemi, se précipita avec un tel emportement vers les sommités de la montagne, que peu de ses compagnons purent l'y suivre. Se croyant secondé, il s'avançait toujours en aveugle, jusqu'à ce que, parvenu jusque dans les ruines mêmes où les Austro-Sardes étaient embusqués, il s'aperçut de son isolement, voulut

rétrograder, et, frappé d'une balle à la tête, fut jeté sans connaissance au pied des retranchemens. Ses soldats le crurent mort, s'épouvantèrent et interrompirent leur marche.

La seconde colonne s'avançait silencieusement vers le point qu'elle devait attaquer, lorsque le général Banel, qui la commandait, à peine guéri d'une grave blessure qu'il avait reçue à Loano, est tué comme il allait donner le signal de l'escalade. L'adjudant-général Quenin s'avance à la tête de la troisième colonne, et tombe frappé de mort. Un malheur aussi opiniâtre décourage les assaillans, qui, après un assaut infructueux, sont enfin repoussés.

Pendant la nuit, qui survint alors, on se retrancha de part et d'autre : les Austro-Sardes, toujours au milieu de leurs ruines, en s'entourant de débris et de fragmens de murailles; les républicains derrière des épaulemens formés de tonneaux et d'affûts de canons, qu'ils élevèrent à mi-côte, pour entourer le

château et se mettre à l'abri d'une surprise.

Après avoir combattu toute la journée à découvert et sous un soleil ardent, les assiégés, harassés de fatigue et de faim, tourmentés d'une soif dévorante, n'avaient même point d'eau pour étancher le sang qui coulait de leurs blessures. Provera en fit demander à Augereau. L'inexorable républicain refusa.

Le 14, à la pointe du jour, l'ennemi exécuta de grands mouvemens sur la gauche et sur le centre de l'armée française, pour tenter de se porter sur Cossaria ; il échoua partout. Réduits à la dernière extrémité, ne pouvant plus prévoir l'instant de leur délivrance, le brave Autrichien, ainsi que son digne émule de gloire, le marquis de Carretto, furent forcés de se soumettre. Les officiers restèrent libres, sauf la condition de ne point prendre part à la guerre jusqu'à ce qu'un échange les eût délivrés de leur parole. Les soldats furent dirigés vers la France.

A peine le château de Cossaria était-il au

pouvoir d'Augereau, que Bonaparte, alors aux prises avec Argenteau et Beaulieu, lui fit passer l'ordre de se porter aussitôt vers Monte-Zemolo, afin d'appuyer Serrurier, et de pousser Colli vers le Tanaro, et jusque dans son camp de Céva, pour l'isoler de plus en plus des Autrichiens qui déjà se retiraient vers Acqui.

En effet, les troupes de Laharpe s'étaient avancées sur Dégo, où l'ennemi, fortement retranché, garnissait les hauteurs de Cassano et de Magliani. Après avoir franchi la vallée de la Bormida, divisées en trois colonnes, les forces républicaines, sous les ordres de Masséna, de Causse, de Monnier, de Cervoni, se précipitant toutes à la fois, culbutaient les Autrichiens sur la route de Dégo, les chassaient de Monte-Rosso, premier débouché des positions de Magliani, qui faisaient toute la sûreté de Dégo. Le château avait été attaqué par la colonne du centre, qui l'avait enfin emporté; mais le plus solide rempart des confé-

dérés, la terrible redoute de Magliani, vomissait sur les Français une pluie meurtrière de boulets et de mitraille. Ce ne fut qu'après trois heures d'un combat de désespérés, et des pertes nombreuses, que les républicains purent enfin s'emparer de cette importante position qui leur livrait Dégo.

Les Impériaux fuyaient lorsque non loin de là, sur les derrières du village, ils rencontrèrent Argenteau, qui s'avançait un peu tardivement à leur secours, avec des renforts qu'il avait retenus jusqu'alors à Pareto. A la nouvelle du désastre, la tête sembla lui tourner tout-à-coup. Au milieu du trouble le plus évident et des ordres les plus contradictoires, il parvint cependant à rallier les fuyards. Mais comme il enfantait, pour se laver des affronts sans nombre qui avaient déjà obscurci sa réputation militaire, les projets les plus audacieux et les plus inexécutables, Masséna, qu'il était dans sa destinée d'avoir partout pour adversaire, tomba inopinément sur son flanc gau-

che, tandis que Laharpe l'attaquait de front. Sa déroute fut complète. Pressé par Laharpe, qui le poursuivit durant trois lieues sur la route de Spigno, il ne s'arrêta plus que dans Acqui.

Six mille prisonniers, trente pièces de canon, soixante caissons, quinze drapeaux, tels furent les trophées de cette journée de Millésimo, glorieux anniversaire de la bataille de Cérisoles, livrée non loin de ces mêmes lieux, dans les Apennins, vers la moitié du seizième siècle, et remportée par le comte d'Enghien [1].

§ V.

Fier d'un tel début, s'applaudissant d'un succès qui semblait justifier la hardiesse de ses tentatives, Bonaparte, le lendemain de cette grande journée, environné d'un nombreux état-major, recevait les félicitations des

[1] 14 avril 1544.

généraux rassemblés autour de lui, et faisant à chacun sa part d'éloges, leur renvoyait avec mesure les complimens qu'il en recevait, leur annonçant encore de nouveaux périls et de nouvelles victoires, lorsque, comme si les événemens se fussent chargés de vérifier ses prophéties, il reçut, dans le même instant, la nouvelle qu'Augereau, exécutant ses ordres avec promptitude, venait de se rendre maître de Monte-Zemolo et d'en chasser Colli, forcé de se replier vers les hauteurs de Padagiera et de Testanera, pour protéger Céva. Ce mouvement, qui éloignait de plus en plus les Piémontais des Autrichiens, était de la plus haute importance. La joie fut grande dans l'armée. Le succès inspirait la sécurité; les longues fatigues des jours précédens invitaient les soldats à se reposer de tant de travaux. La pluie, qui les avait menacés pendant toute la journée de la veille, et qui alors tombait par torrens, les forçait de chercher des abris çà et là, et leurs chefs, sans dé-

fiance, et quand un esprit de sédition s'agitait encore dans les rangs, n'osaient invoquer l'ordre et la discipline, qui n'eussent, dans ce moment, semblé que des rigueurs inutiles. Six cents hommes seulement veillaient à la garde des tranchées; les autres, disséminés dans les habitations, y satisfaisaient à leur besoin de repos ou de plaisir.

Un grand danger cependant menaçait les vainqueurs de Millésimo.

Parti de Sassello au jour précis, désigné par Argenteau, Wuckassowich, sans avoir pu deviner l'erreur de date que contenait la lettre de ce général, s'était mis en marche à la tête de ses Croates [1] et des régimens de Nadasti et d'Alvinzi, formant en tout un corps de près de six mille hommes. Après avoir triomphé des difficultés du terrain et des obstacles

[1] Milice hongroise, depuis long-temps célèbre par sa valeur et les services qu'elle a rendus à la maison d'Autriche. Joseph II l'avait disciplinée et fait former en corps réguliers.

semés le long de la route, il n'arriva, le 15, aux approches de Dégo, que pour voir le chemin couvert d'armes et de débris autrichiens. N'attribuant ces tristes résultats qu'à une défaite partielle, ou trop intrépide pour reculer sans avoir combattu, il s'avança jusqu'au mont de la Garde, où Laharpe et les siens bivouaquaient tranquillement, après avoir relancé l'ennemi jusqu'à Spigno. Secondé par Lezzeni, il se précipite sur eux sans leur donner le temps de se reconnaître. Épouvantés de cette brusque apparition, à laquelle ils étaient loin de s'attendre, les Français, qui ne songeaient point à combattre, sont saisis d'une terreur d'autant plus grande, qu'ils ne peuvent s'expliquer la cause d'une telle invasion. Wuckassowich les disperse, les écrase en se frayant un passage à travers leur division. Étonnés eux-mêmes de leur succès, les Impériaux, poussés en avant avec une rapidité qui ne leur permet de consulter ni la prudence, ni les chances probables, se

présentent tout-à-coup devant Magliani, escaladent le château et la redoute, et Dégo est repris avant que les républicains aient pu songer à sa défense.

Masséna occupait les positions les plus rapprochées du village. A cette nouvelle imprévue, il s'élance dans la plaine pour y rallier nos soldats qui fuyaient en désordre vers Colletto. Revenus de la stupeur que leur avait causée une attaque aussi subite, ils s'arrêtèrent à la voix de leur chef, et, à peine formés en bataillons, retournèrent, furieux de leur échec, pour surprendre à leur tour les Autrichiens au milieu de l'ivresse du triomphe. Mais Wuckassowich était déjà sur ses gardes. Les régimens, engagés les uns après les autres, ne tentaient que d'inutiles efforts. Les Croates, combattant à la manière des Parthes, semblaient se montrer en plaine seulement pour fuir tout-à-coup devant nos soldats qui, s'avançant à leur poursuite, étaient aussitôt écrasés par les feux de la redoute. La terreur

s'empara de nouveau des assaillans, repoussés trois fois. Masséna s'aperçoit de leur mouvement d'hésitation; sa réserve s'ébranle et vient se placer derrière eux pour leur fermer le passage. Laharpe lui-même, qui a rétabli l'ordre parmi les siens, reparaît du côté opposé, sur la route de Santa-Giustina. L'attaque devient générale. Une action meurtrière s'engage dans les premiers retranchemens. Masséna est parvenu jusque sous la redoute; une sortie impétueuse des assiégés le force de rétrograder. Dans ce moment, le général Causse, atteint mortellement à la hanche droite, est transporté hors des rangs. Il était une heure après midi; Bonaparte venait d'arriver en toute hâte à la tête des vainqueurs de Provera. Sa présence, saluée par une acclamation, avait ranimé les soldats. Causse le fait appeler : « Dégo est-il repris ? — La redoute est à nous.—Vive la République ! je meurs content, » s'écrie Causse, qui alors seulement consent à se laisser emporter loin du champ de bataille.

Malheureusement ce n'était là qu'une consolation offerte à un brave expirant. Par ce ton d'assurance, Bonaparte voulait aussi agir sur le moral des troupes qui l'environnaient. Mais les Impériaux résistaient encore avec acharnement. Sans espoir d'être secourus, exaltés par leur incompréhensible succès, ils s'étaient placés à la hauteur de l'événement, et leur intrépidité les rendait dignes d'un triomphe pour lequel le hasard avait beaucoup fait et qu'ils ne pouvaient encore s'expliquer à eux-mêmes.

A la tête d'une partie des troupes nouvellement arrivées, le général en chef court renforcer le centre des assaillans, tandis que, par ses ordres, Victor et Lanusse secondent les efforts de la gauche et de la droite, dirigés contre les flancs opposés de la redoute. Wuckassowich s'y défendit en désespéré. Ce fut dans ce moment que Bonaparte remarqua, pour la première fois, un jeune chef de bataillon qu'il fit colonel après l'action. C'était

Lannes, qui devait être un jour l'un des plus solides soutiens de sa puissance et l'ami de son choix. Guidant la huitième demi-brigade, qu'il avait ralliée, il attaquait en furieux la droite des Impériaux et décidait du succès par son intrépidité.

Le valeureux général des Croates, forcé dans ses derniers retranchemens, sentit enfin qu'il fallait céder; mais, comme un lion blessé et succombant sous le nombre, il ne recula que pas à pas, et la face tournée vers l'ennemi. Pendant plusieurs lieues, sa retraite ne fut qu'un long combat. Les cavaliers républicains le poursuivirent jusqu'aux limites de la vallée des Cassinelles; après quoi, déplorant la perte de seize cents hommes, il poursuivit sa route vers Acqui.

Wuckassowich venait à son tour d'inscrire son nom près de ceux de Rampon et de Provera. Dégagés de tout esprit de partialité patriotique, osons convenir que si les résultats des trois grandes journées de Montenotte, de Mil-

lésimo et de Dégo, tournèrent en faveur des Français, leurs adversaires se montrèrent dignes d'en partager la gloire avec eux.

§ VI.

Ce n'est point que d'un côté comme de l'autre, des fautes et des excès n'eussent obscurci parfois tant d'actions éclatantes. Dans le camp des Autrichiens, un cri général d'indignation se fit entendre contre Argenteau, désigné, par ses frères d'armes, comme la cause éternelle de leurs défaites. Beaulieu, qui l'accusait de s'être laissé battre par jalousie contre lui, d'avoir favorisé les ennemis de son pays, pour flétrir la réputation d'un rival, le fit enfin arrêter. Conduit à Vienne, pour y passer devant un conseil de guerre, il y fut protégé par la cour, et se retira tranquillement dans une de ses terres.

Chez les républicains, l'exaltation du triomphe et l'avidité de la misère firent naître

de nouveau le pillage et la dévastation. Ils furent portés à un tel point que les habitans de la contrée la désertèrent presque entièrement, ce qui accrut la détresse générale. Tout ce qui restait d'hommes vertueux dans l'armée (et le nombre en était encore grand), s'en indigna. De simples soldats s'opposèrent ouvertement par la force aux excès de leurs camarades, qui flétrissaient le nom français chez l'étranger. Les objets enlevés par les uns leur étaient, non sans périls, disputés par d'autres, qui, après s'en être rendus maîtres, les restituaient à leurs véritables propriétaires. Des officiers, des généraux, qui ne pouvaient lutter contre un tel désordre, n'avaient plus recours qu'aux larmes et aux prières pour fléchir la fureur du soldat. Serrurier, Chambarlhac, Maugras, imploraient leur congé, pour n'être pas témoins de la honte de l'armée d'Italie, jusqu'alors aussi héroïque par la vertu que par la valeur. Dans son désespoir, le brave et généreux Laharpe,

dont la correspondance avec le général en chef nous est parvenue, lui offrait sa démission, préférant, disait-il, consacrer son bras au métier le plus obscur, ou livrer sa tête aux tyrans qui l'avaient proscrite, plutôt que de marcher plus long-temps avec ceux qui déshonoraient la cause de la liberté. Il alla jusqu'à menacer ses soldats de se brûler la cervelle devant eux, s'ils ne mettaient un frein à leurs débordemens. Il en était estimé et chéri; sa douleur et les efforts de tant de braves hommes, ne laissaient pas que de contenir quelque temps ces guerriers égarés; mais il semblait que l'esprit de révolte, qui d'abord s'était manifesté contre le général en chef, contraint enfin de ployer devant lui pour rendre hommage à son génie, cherchât à s'en dédommager, en se dirigeant dans un autre sens, et en se manifestant par d'autres actes non moins répréhensibles.

Bonaparte avait l'œil ouvert sur tous ces délits; il sentait que la mauvaise administra-

tion de l'armée, qui laissait le soldat sans pain, était la cause première de tant d'excès ; mais il fallait du temps pour y remédier de ce côté, et résolu de rétablir l'abondance par des moyens plus expéditifs et plus à sa convenance, il ne songeait qu'à profiter de ses avantages pour faire camper bientôt ses phalanges dans les plaines opulentes de Turin ou de Milan, terre promise qu'il leur avait déjà fait entrevoir du haut des Apennins.

Le moment n'en était pas éloigné. Ses dernières victoires l'avaient débarrassé de Beaulieu, qui s'éloignait plus que jamais de Colli, maintenant livré seul à ses coups.

Les Français entraient dans le Piémont!

CHAPITRE IV.

Note sur le Piémont et sur les anciens ducs de Savoie. — Drake et Ghérardini à Turin. — Promesses du roi.

§ Ier.

La maison de Savoie est l'une des plus anciennes de l'Europe : l'opinion la plus accréditée la fait descendre, par Witikind, de celle de Saxe, qui tint long-temps, dans le moyen âge, le sceptre de l'Italie.

Resserrés entre les frontières de France et d'Allemagne, contenus même par les Espagnols, alors que la Lombardie leur appartenait, ainsi que les royaumes de Naples et de Sicile, les ducs de Savoie et de Piémont semblaient devoir être écrasés par un si rude voi-

sinage, et ce fut cependant cette position qui maintint presque constamment leur puissance pendant huit siècles. Il était dans l'intérêt des grands potentats de ne point laisser les Alpes, ces terribles citadelles de l'Italie, ainsi que les appelle Polybe, au pouvoir d'une nation rivale. Chacun d'eux aimait mieux y renoncer en faveur d'un État secondaire, que de risquer de les voir tomber aux mains d'un ennemi redoutable. C'était une ligne neutre, jetée entre des rivaux qui mutuellement devaient appréhender de se toucher de trop près. Cette protection dut même s'étendre jusque sur le gouvernement intérieur de la contrée, et ce fut encore là une des causes qui servirent à y maintenir si constamment la tranquillité. Tous les pays de montagnes semblent être promis par la nature à la liberté. Le Piémont resta monarchique parce que la France et l'Empire se montrèrent sans cesse les alliés de ses princes contre les mouvemens hostiles du peuple, et qu'ensuite, retenus eux-mêmes dans des bornes

de modération par la crainte d'alarmer l'esprit inquiet et turbulent de leurs sujets, ces princes ne firent presque toujours, à l'exception des Vaudois, peser sur eux qu'un joug paternel et modéré. Conquis par l'étranger, le Piémont eût bientôt imité la Suisse.

Une des conditions de son existence dut être encore une guerre perpétuelle : quelque grande querelle ne s'élevait point entre les autres États de l'Europe sans qu'il se trouvât forcé d'y prendre part. Portier des Alpes, comme on l'a surnommé, le souverain piémontais se voyait contraint, par sa situation, de livrer ou de défendre le passage d'Italie en France, ou de France en Italie. Si le parti qu'il avait adopté triomphait, il était payé de son zèle par une extension de territoire. Parfois même, après des revers, il était encore le moins maltraité des vaincus, car il était souvent le moins redoutable, et il entrait dans la politique des hautes puissances, en s'agrandissant à ses dépens, de l'en dédommager aux dépens des

autres : c'était à la fois affaiblir un ennemi futur et se préparer un allié nécessaire ; aussi jamais État ne changea plus souvent de limites. Sans cesse envahi, secouru, conquis, délivré, il s'allongeait tantôt vers le Dauphiné, tantôt vers les possessions de Parme et de Milan. L'habitude des armes aguerrissait ses peuples, qui devinrent en effet les plus actifs et les plus belliqueux de la péninsule. L'importance de tels auxiliaires s'en augmentait, et les ducs souverains du Piémont et de la Savoie, par leur sagesse et l'habileté qu'ils montrèrent dans le choix de leurs alliances, surent bientôt, mettant à profit tant d'avantages, rehausser et consolider tout-à-fait leur puissance.

§ II.

Jusqu'à la fin du dixième siècle, le Piémont avait été occupé par une multitude de petites républiques sans lien fédératif entre elles, lorsque Bérold, avec les titres de margrave de

l'Empire et de marquis d'Italie, vint, sous la protection de la puissante maison de Saxe, s'établir en Savoie et en Maurienne, dont Rodolphe, roi de Bourgogne, lui avait donné la souveraineté avec le titre de comte.

Mais le temps augmenta le pouvoir de ces comtes de Savoie. Soit par alliance, soit par conquête ou par concession, les descendans de Bérold occupèrent les petits États des marquis de Suze et d'Yvrée, des comtes de Genève et de Vintimille, des évêques de Turin, de Verceil, de Nice et d'Aoste, des archevêques de Tarantaise, et parvinrent à détruire en partie les priviléges de quelques villes restées libres. Enfin, vers le commencement du quinzième siècle, le Piémont, composé de tous ces territoires réunis, par lettres-patentes de l'empereur Sigismond, fut incorporé à la Savoie, dès-lors érigée en duché [1].

Différentes acquisitions, bien que fictives,

[1] 19 février 1416.

telles que le royaume d'Achaïe et de Morée, dont la maison de Savoie ne posséda jamais que le vain titre, augmentèrent momentanément la splendeur de cette nouvelle couronne ducale. Plus tard, Charles-Quint l'enrichit encore de la souveraineté du comté d'Asti et du marquisat de Céva.

Des revers et des succès alternatifs élevèrent le Piémont à son plus haut degré de puissance, pour le mettre ensuite à deux doigts de sa perte. La ville de Turin, occupée par les Français sous François Ier, resta vingt-six ans en leur pouvoir. Sous les règnes d'Emmanuel-Philibert, de Charles-Emmanuel Ier, de Victor-Amédée Ier, les Piémontais éprouvèrent encore les mille chances, tantôt favorables, tantôt adverses, d'une fortune bizarre et changeante. Le dernier de ces princes succéda à son père n'ayant pour souveraineté qu'une forteresse, le château de Montmélian, et pour peuple, qu'une armée. Mais l'éternelle égide des ducs de Savoie vint encore

garantir celui-ci de sa destruction totale : chacune des puissances, même en agissant en ennemi avec lui, le voulait garder pour allié. Trois traités successifs furent conclus à Chérasco et réglèrent les intérêts de tous. Victor-Amédée mourut presque subitement [1], après avoir remporté la bataille de Mont-Baldon sur les Espagnols.

Catherine, sa veuve et la sœur du roi de France, Louis XIII, gouverna le Piémont pendant la minorité de Charles-Emmanuel II, avec une sagesse et une fermeté dignes d'une fille de Henri IV. Elle sut résister aux armes des Espagnols, aux ordres de Richelieu, aux piéges de Mazarin.

Guidé par elle, le jeune duc se revit maître des anciens États de ses pères ; une partie du Mont-Ferrat y était ajoutée ; et, son ambition l'aveuglant sur le passé, il convoitait déjà la possession de Gênes. Après s'être entièrement

[1] En 1637.

dévoué aux intérêts de la France, il en fut récompensé par un agrandissement de territoire. Charles-Emmanuel, comme ses prédécesseurs, fut un ardent persécuteur des Vaudois.

§ III.

Son fils, Victor-Amédée, deuxième du nom, lui succéda.

La plupart des puissances européennes s'étaient soulevées contre Louis XIV. Le duc entra dans la ligue d'Augsbourg: Catinat l'en punit par les victoires de Staffarde et de Marsaille. Le célèbre prince Eugène vint au secours de Victor-Amédée, son parent, qui bientôt rentra dans l'alliance du monarque français.

La guerre de la succession [1] fut une nouvelle épreuve pour la fidélité d'Amédée; elle

[1] En 1701.

y succomba encore : pour la seconde fois, ses États furent envahis par les Français qui le bloquèrent dans Turin. Pour la seconde fois aussi, Eugène lui prêta l'aide de son bras et de son génie, et le délivra. Le traité d'Utrecht vint ensuite combler toutes les espérances de la maison de Savoie. L'objet constant de ses désirs et de son ambition, le titre de *Roi* enfin, fut concédé à Victor-Amédée, par l'abandon que lui fit l'Espagne de l'île de Sicile, quoique, peu de temps après, des raisons politiques le contraignirent d'échanger la Sicile contre l'île de Sardaigne. Un trône était placé aussi sur le sol marécageux de cette dernière : l'échange fut ratifié [1].

Le roi de Sardaigne s'occupa d'abord de la félicité de ses nouveaux sujets. Il semblait que cette contrée malheureuse eût été oubliée en Europe. Étrangers au mouvement général de civilisation, les habitans en étaient

[1] En 1718.

sauvages et grossiers, le sol inculte, mais non stérile comme plusieurs auteurs l'ont avancé; l'air malsain, la législation empreinte encore de l'antique barbarie féodale.

Victor-Amédée fit entreprendre des travaux pour dessécher les marais et pour établir des communications entre les différentes parties de l'île. L'ancien code fut réformé presque entièrement, et des lois, plus justes et plus modérées, établies. Quoique cette nouvelle jurisprudence de Sardaigne ait valu à Victor-Amédée la réputation de l'un des grands législateurs de son siècle, l'humanité lui reprochera cependant de n'avoir point osé détruire entièrement jusqu'aux traces de ces lois barbares, d'avoir laissé subsister l'horrible supplice de la torture, et maintenu, contre les blasphémateurs et d'autres criminels de même ordre, la peine de mort, qui ne doit frapper que ceux dont l'existence menace la sûreté de la société, s'il est vrai, toutefois, qu'il puisse entrer dans les droits du légis-

lateur de disposer de la vie des hommes.

Sur la fin de ses jours, Victor-Amédée II renonça volontairement à cette couronne qu'il avait tant enviée [1].

§ IV.

Charles-Emmanuel III soutint d'une main ferme, même contre son père, le sceptre abandonné par celui-ci. Lorsqu'en 1733, la guerre

[1] Depuis Sylla, qui, par ennui et par lassitude, laissa tomber son sceptre dictatorial, peu d'hommes avaient été capables d'une telle abnégation, si ce n'est par un sentiment d'exaltation religieuse, qui promettant plus de choses qu'il n'en fait quitter, rentre dans l'ordre des raisonnemens humains. C'est ainsi qu'à diverses époques, assez rapprochées de celle-ci, Charles-Quint avait déposé la couronne pour se faire moine; Jean Casimir, roi de Pologne, pour se faire jésuite, et qu'il était mort abbé de la paroisse de Saint-Germain-des-Prés, à Paris. Un des ancêtres même d'Amédée, celui-là justement qui avait fait ériger le comté de Savoie en duché (Amédée VIII), avait embrassé la vie d'ermite, et depuis s'était même fait élire pape sous le nom de Félix V. Mais Victor-Amédée II, qui du duché avait fait un royaume,

s'alluma en Europe, au sujet de l'élection de Stanislas au trône de Pologne, il s'arma, en sa faveur, avec Louis XV et le roi d'Espagne, contre la Russie et l'Empire. Il avait rapidement conquis le Milanais, pris la part la plus brillante au combat de Guastalla, lorsque le traité de paix de 1738 le paya de tous ses efforts. Il se ligua ensuite avec Marie-Thérèse contre la France et l'Espagne, qui voulaient mettre l'infant don Philippe en possession du Milanais, ce qui anéantissait les prétentions que Charles-Emmanuel lui-même avait sur cette province, et l'eût placé entre deux princes de la maison de Bourbon, voisinage trop dangereux pour l'indépendance de ses États. Le traité d'Aix-la-Chapelle le mit en posses-

n'abdiqua que par un amour terrestre et non divin, amour dont son âge eût dû le garantir. Excité par la comtesse de Saint-Sébastien, qu'il avait épousée bientôt après, l'ex-roi voulut ressaisir sa couronne ; il échoua dans sa tentative ; et, séparé de son épouse, le malheureux vieillard mourut de désespoir. 1732.

sion d'une partie de la contrée située entre le Pô et le Tésin.

Glorieux, triomphant, regardé avec raison comme l'un des plus habiles capitaines de son siècle, il ne songea plus qu'à consolider son trône en rendant ses sujets heureux. De sages réglemens maintinrent parmi eux le repos et l'aisance : sous son règne, les jésuites furent écartés de l'instruction publique; le clergé fut forcé de prendre sa part des charges de l'État; les impôts du peuple furent diminués, les arts encouragés. D'adroites concessions calmèrent chez ses sujets cette fièvre de liberté qui déjà tourmentait l'Europe, et que les autres souverains ne songeaient même point encore à prévenir. Enfin, la plus irrévocable preuve du degré de force auquel il avait élevé sa puissance, c'est qu'il se dispensa de prendre parti dans la guerre générale qui se déclara alors, et pour laquelle il ne se réserva que le noble rôle de médiateur. Il mourut en 1773.

§ V.

Nous voici arrivé au règne de ce Victor-Amédée III, dont nous avons déjà, dans cette Histoire, signalé le caractère indécis et l'esprit chevaleresque. A l'époque de son avénement au trône, ses Etats comprenaient la Sardaigne, la Savoie, le Piémont, le comté de Nice, le duché d'Aoste, le Mont-Ferrat, la principauté d'Oneille, le marquisat de Saluces et le fief des Langhes. Quoique la plupart de ces contrées soient montagneuses, la fertilité cependant semble s'y être fixée : d'abondans pâturages en verdissent les vallées ; les céréales s'y montrent partout dans les plaines, et les coteaux y sont couverts de vignes, de figuiers, d'oliviers et d'orangers chargés de fleurs et de fruits, et qui, ainsi qu'à Malte, croissant parfois sur la cime ou sur la pente des rochers, donnent au paysage un aspect ravissant.

Les améliorations apportées par Charles-

Emmanuel et les encouragemens accordés à l'agriculture y produisaient alors les plus heureux effets; la diminution des impôts y avait fait renaître l'aisance, le goût du travail et l'amour de la propriété, le premier principe de l'amour de la patrie, et l'indice certain de la félicité des peuples.

Un usage plein de sagesse et bien approprié au pays, souvent en proie au double fléau de la sécheresse et des inondations, consistait depuis quelque temps à enclore les possessions de chacun d'un fossé pour recevoir l'écoulement des eaux, et d'une ligne d'arbres, tels que les mûriers et les peupliers, pour fournir à la consommation du chauffage de chaque famille, ou à l'entretien des vers à soie, qui, avec les bestiaux, forment la principale richesse des habitans.

Pour développer entièrement l'active industrie de leurs sujets, et les pousser avec ardeur vers le commerce, aujourd'hui le grand régulateur de la puissance des souverains, il man-

quait aux maîtres du Piémont des moyens étendus et multipliés de communications : il leur manquait.... le port de Gênes enfin.

A la tête de son armée oisive, c'était sans doute de ce côté que se tournaient les regards de Victor-Amédée III, lorsque, surpris tout-à-coup par la révolution française, il courut aux armes, excité par ses alliances avec la malheureuse famille des Bourbons. La tiédeur des autres États de l'Italie à le seconder, la crainte de compromettre Louis XVI en voulant le servir trop vite, avaient rallenti son ardeur, quoiqu'il fît déjà partie de la confédération formée contre la France. Il hésitait encore, que déjà la Savoie, où les nouveaux principes avaient dû facilement pénétrer, était conquise par l'opinion aussi bien que par les armes.

Nous avons suivi la chance des combats dans les Alpes et les Apennins, jusqu'à la dernière défaite de Beaulieu et de Wuckassowich.

§ VI.

Après Millésimo et Dégo, comprenant que les efforts des Français allaient se porter sur Colli, le ministre anglais résidant à Gênes, Drake, se rendit aussitôt à Turin; l'ambassadeur autrichien, Ghérardini, se joignit à lui pour s'assurer des volontés du roi, et ranimer sa constance, par rapport à la défensive périlleuse qu'il allait être contraint de soutenir.

Dans un conseil qui fut assemblé à ce sujet, les opinions discutées précédemment par les marquis d'Albarey et de Silva, furent soutenues de nouveau : la décision fut la même.

Les ministres étrangers firent valoir, auprès de Victor-Amédée, toutes les ressources qui lui restaient avec le secours de ses alliés, s'il osait faire tête à la fortune. « Traiter avec une » république, dont le caractère distinctif est » la haine qu'elle porte, non-seulement aux » monarchies, mais aux monarques, lui di-

» saient-ils, c'est compromettre à la fois ses
» États et sa personne. Pensez-vous qu'ils se
» croiront engagés par leur parole envers
» vous, ceux qui ont mis tous les souverains
» hors la loi, en jurant leur destruction?
» Qu'avez-vous à craindre de l'Autriche et
» de l'Angleterre? Que n'avez-vous point à
» redouter de la France? Les cris de détresse,
» partis du sein des peuplades des Apennins,
» déjà visitées par les Français, vous ont ap-
» pris tout ce qu'on doit attendre d'eux par
» la soumission. S'ils agissent ainsi envers ces
» hommes simples qu'ils croient dignes de par-
» tager avec eux les avantages de la liberté,
» comment vous traiteront-ils, vous, qui
» n'êtes qu'un roi, selon leur superbe lan-
» gage? Oui, ce sont là ces guerriers qui ne se
» sont armés que contre vous, et cependant
» les populations épouvantées s'enfuient à
» leur approche, et viennent vous demander
» vengeance, comme à leur protecteur natu-
» rel, tandis que des conseillers perfides, ou

» sans expérience, voudraient vous voir l'allié
» de leurs bourreaux ! »

Ces derniers mots s'adressaient aux partisans de la paix, et surtout au cardinal Costa, archevêque de Turin, qui depuis long-temps engageait le roi de traiter avec la France, avant que des revers irréparables ne le missent entièrement à la disposition du vainqueur.

Les orateurs de la coalition continuaient :
« Vous êtes loin encore de ne pouvoir oppo-
» ser à l'ennemi une armée capable de lui
» résister, et même de le repousser vers ses
» frontières. Qu'importent les succès impru-
» dens de ce jeune général républicain et sa
» confiante vanité ? Il mesure de l'œil une
» arène qu'il ne pourra parcourir. A moitié
» ébranlé par ses triomphes coûteux, il
» s'enfonce au sein de vos États armés, où
» un seul revers le livre à votre merci. Qu'il
» vienne ! Beaulieu rallie ses soldats pour
» vous secourir ; les autres coalisés sont en
» marche ; des renforts nous arrivent du côté

» de Naples et de l'Autriche ; les limites du » Piémont sont à peine entamées, toutes vos » forteresses sont encore intactes, et vos trou- » pes ne demandent qu'à combattre. Mais » quand même l'ennemi serait campé sous les » murs de votre capitale, n'oseriez-vous ce » qu'osa votre aïeul, qui, assiégé dans Turin, » n'en sortit que vainqueur des Français, et » par son héroïque constance sut conquérir le » titre de roi ? »

L'héritier présomptif de la couronne de Sardaigne, le prince de Piémont, à son tour, conjura son père d'éloigner de lui toute pensée qui tendrait à lui faire poser les armes devant un peuple anathématisé, ennemi de Dieu et des hommes : car pour ce prince pieux les raisons politiques avaient peu de valeur, et le plus fort de tous les griefs qu'il reprochait aux Français, c'était leur manque de religion.

Enflammé d'une belliqueuse ardeur, le roi rompit la séance, rassura les deux envoyés de la coalition, et jura, devant eux, d'user de sa

dernière ressource plutôt que d'entrer en accommodement avec les républicains. « Je n'aurais, leur dit-il, pour toute possession, comme Victor-Amédée I[er], que la forteresse de Montmélian, je lutterais encore contre l'ennemi commun, et je préférerais, sans couronne et sans asile, errer chez l'étranger de contrée en contrée, plutôt que de reconnaître jamais les insolentes usurpations de la France régicide, en traitant avec elle. »

Un si vigoureux mouvement d'exaltation ranima les espérances du parti anti-français, qui crut dès-lors au triomphe presque aussi fermement qu'il le désirait.

CHAPITRE V.

Colli abandonne Céva. — Combat de Saint-Michel. — Bataille de Mondovi. — Proclamation de Bonaparte. — Entrée des Français dans Chérasco, dans Fossano et dans Alba. — Bonafous cherche à révolutionner le Piémont. — Discours de l'archevêque de Turin au roi. — Suspension d'armes conclue à Chérasco. — Caresses faites à Bonaparte. — Traité de paix signé à Paris, entre la France et le Piémont.

§ Ier.

TANDIS que le roi de Sardaigne s'armait ainsi d'une résolution nouvelle pour lutter contre les républicains, ceux-ci mettaient sa constance à une rude épreuve. Dès le 16 avril, Augereau, quittant les hauteurs de Monte-Zemolo, avait attaqué Colli dans son camp retranché de Céva. Les Piémontais s'y défendirent avec vigueur. Mais pendant ce

temps, Serrurier et Rusca s'avançaient pour soutenir la division d'Augereau; Masséna essayait de passer le Tanaro entre Céva et Castellino, ce qui plaçait l'ennemi entre deux feux. Colli, dans la crainte de se voir tourné, évacua Céva, après avoir laissé huit cents hommes d'élite dans la citadelle. Il devenait impossible aux Français de les en déloger, faute d'artillerie de siége, et il leur fallut bien souffrir ce fâcheux voisinage.

Le 18, Bonaparte, qui voulait écraser Colli avant que Beaulieu n'eût eu le loisir de se reconnaître et de rallier ses forces pour lui prêter assistance, transporta son quartier-général à Céva, afin de pouvoir diriger lui-même le mouvement rapide qu'il préparait. Le lendemain, Serrurier attaqua l'ennemi à Saint-Michel, et traversa le pont de la Corsaglia, qui lui fut vivement disputé. Augereau et Masséna, après avoir passé le Tanaro, devaient soutenir son mouvement en entamant la gauche des Piémontais : mais le fleuve leur pré-

senta des obstacles qu'ils ne purent surmonter. Colli, qui s'en aperçut, dirigea toutes ses forces sur Serrurier; à la tête des grenadiers piémontais, il le chargea lui-même avec une telle vigueur, que les républicains, dont une partie déjà commençait à se livrer au pillage, furent mis en déroute, et regagnèrent Céva, après avoir éprouvé de grandes pertes.

Bonaparte, sans être découragé par cet échec, change aussitôt son plan d'attaque. Dans la nuit du 21 au 22, Masséna se dirige sur Lesegno, et s'en empare; les généraux Guyeux et Fiorella se rendent maîtres du pont de la Torre, inquiètent les flancs de Colli, tandis qu'Augereau, marchant sur Alba, menace les dépôts et les magasins de l'ennemi, et semble vouloir s'ouvrir une route jusque dans Turin.

Epouvanté de ces audacieuses dispositions, Colli, n'osant sur une ligne aussi étendue livrer un combat dont devait dépendre le sort de son pays, se disposa secrètement à battre

en retraite. Entraînant après lui, dans le plus grand ordre, son artillerie et ses bagages, il se dirige vers Mondovi.

Par l'ordre de Bonaparte, Serrurier se met à sa poursuite, et le 22, à la pointe du jour, force son arrière-garde de s'arrêter pour défendre les hauteurs de Vico. L'engagement devint bientôt général. Colli, dont la seule espérance était de gagner du temps, afin de permettre à Beaulieu de le secourir, s'il en avait la ferme volonté, ce dont il commençait à douter, ne chercha, en résistant à l'attaque fougueuse des républicains, qu'à mettre à l'abri ses bagages et ses munitions de guerre, et à pouvoir choisir une position avantageuse derrière la Stura, pour couvrir Turin et protéger les derniers asiles de l'indépendance piémontaise. Attaqué, sur sa gauche par Guyeux, sur son centre par Serrurier, qui décida de la bataille, en enlevant à la baïonnette les redoutes qui le couvraient, il se vit contraint de céder, traversa, en fuyant, Mon-

dovi qu'il abandonna aux vainqueurs, et courut se retrancher derrière les rivières de l'Ellero et du Pezio. La cavalerie française s'était mise à sa poursuite; mais le général Stengel, qui la commandait, s'étant trop hasardé en plaine, fut ramené à son tour par la cavalerie piémontaise, de beaucoup supérieure à la nôtre. Stengel, dans une charge, frappé d'un coup de pointe, tomba mort sous les yeux du colonel Murat, premier aide-de-camp de Bonaparte, qui arrivait à son aide avec trois régimens de cavalerie, et qui ne put que le venger.

La perte de l'ennemi, à la bataille de Mondovi, fut de dix-huit cents hommes, dont treize cents prisonniers.

§ II.

Colli, protégé par la Stura, appuyait sa droite sur la place forte de Coni, par où il communiquait avec les troupes qui gardaient

le col de Tende; sa gauche s'adossait à Chérasco, ville garnie de bastions et de palissades, mais en mauvais état. De cette position, il semblait garantir tous les points menacés par les Français, qui, malgré leurs succès, se trouvaient encore dans une situation difficile et périlleuse, les Piémontais étant restés maîtres de la plupart des places fortes.

Ne cherchant toujours sans doute qu'à gagner du temps, Colli, autorisé par le roi, proposa à Bonaparte une suspension d'armes, s'étayant du prétexte des négociations entamées précédemment avec la République, sous la médiation de l'Espagne.

Mais celui-ci savait trop bien ce que signifiait un tel message dans de telles circonstances. Il répondit « que la situation militaire des deux armées rendait impossible toute suspension pure et simple; qu'il ne pouvait arrêter sa marche sur de vagues présomptions; qu'il était cependant un moyen d'atteindre le but, et de prévenir une effusion inutile de

sang : c'était de livrer aux soldats républicains deux des trois forteresses de Coni, d'Alexandrie ou de Tortone, au choix de Victor-Amédée. »

Pour donner du poids à ses propositions, Bonaparte traversa à son tour l'Ellero et le Pezio, et rapprocha son avant-garde de la ligne occupée par Colli : il fit en même temps paraître la proclamation suivante, qui devait à la fois agir sur les républicains et sur les peuples d'Italie.

« Soldats !

» Vous avez, en quinze jours, remporté six victoires, pris vingt-un drapeaux, cinquante pièces de canon, plusieurs places fortes, conquis la plus riche partie du Piémont ; vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé dix mille hommes. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout ; vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers,

bivouaqué plusieurs fois sans pain : les phalanges républicaines étaient seules capables d'actions aussi extraordinaires. Grâces vous en soient rendues, soldats !

» Les deux armées qui naguère vous attaquèrent avec audace, fuient devant vous ; les hommes pervers qui se réjouissaient dans leur pensée du triomphe de vos ennemis, sont confondus et tremblans. Mais, soldats, il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez encore rien fait, puisque beaucoup de choses vous restent encore à faire. Ni Turin, ni Milan ne sont à vous : vos ennemis foulent encore les cendres des vainqueurs des Tarquins.

» Vous étiez dénués de tout au commencement de la campagne, vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus. Les magasins pris à vos ennemis sont nombreux. L'artillerie de siége est arrivée. La patrie attend de vous de grandes choses. Vous justifierez son attente ; vous brûlez tous de porter au loin la gloire du peuple français; d'humilier les rois orgueilleux

qui méditaient de nous donner des fers; de dicter une paix glorieuse qui indemnise la patrie des sacrifices qu'elle a faits. Vous voulez tous, en rentrant dans le sein de vos familles, dire avec fierté : *J'étais de l'armée conquérante de l'Italie.*

» Amis, je vous la promets cette conquête; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir, c'est de respecter les peuples que vous délivrerez de leurs fers; c'est de réprimer les pillages auxquels se portent des scélérats suscités par nos ennemis. Sans cela, vous ne seriez point les libérateurs des peuples, vous en seriez le fléau. Le peuple français vous désavouerait : vos victoires, votre courage, le sang de vos frères morts en combattant, tout serait perdu, surtout l'honneur et la gloire. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander une armée qui ne connaîtrait de loi que la force; mais, investi de l'autorité nationale, je saurai faire respecter à un petit

nombre d'hommes sans cœur les lois de l'humanité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds; je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers.

» Peuples d'Italie, l'armée française vient chez vous pour rompre vos fers; le peuple français est l'ami de tous les peuples. Venez avec confiance au-devant de nos drapeaux. Votre religion, vos propriétés et vos usages seront religieusement respectés. Nous ferons la guerre en ennemis généreux. Nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous asservissent. »

§ III.

Serrurier s'était porté sur Fossano, ville située entre Coni et Chérasco, et où les Piémontais avaient leur quartier-général, tandis que Masséna se dirigeait vers cette dernière ville. Serrurier échoua dans son entreprise; mais ce terrible Masséna, qui devait tant coopérer à la ruine d'un roi dont il était né le

sujet, attaqua Chérasco avec son audace accoutumée, et, secondé par Dujard, par le jeune Marmont, aide-de-camp du général en chef, et qui s'était déjà distingué dans les guerres d'Allemagne par son intrépide sang-froid, il en chassa les Piémontais et les contraignit de repasser la Stura.

Ce succès de Masséna décida Colli à se retirer sur Carignan, pour couvrir Turin, dont les Français n'étaient plus séparés que par une distance de neuf lieues. Cette retraite livra Fossano à Serrurier.

Cependant Colli s'était arrêté, et choisissait de fortes positions.

On dut penser qu'il fallait encore une grande bataille pour décider des destins de cette monarchie fondée avec tant d'efforts par les Amédée et les Emmanuel. Cette bataille, les républicains la désiraient; les Piémontais semblaient l'attendre avec courage et résignation. Les uns venaient de retremper leur valeur au sein de l'abondance et de la victoire;

la discipline était venue les rendre à leurs premières vertus. Les autres, derniers remparts vivans de leur patrie, abandonnés à leurs propres forces, trahis même par leurs compatriotes qui n'osaient se lever en masse pour les soutenir, voyaient s'agrandir à leurs propres yeux l'importance des services qu'ils pouvaient rendre à leur pays et à leur roi, et empruntaient de leur difficile position cette fermeté, cet oubli de soi-même que les nobles ames éprouvent souvent à l'approche d'un grand désastre.

Mais ce n'était plus seulement au son des trompettes que devaient tomber les murs de Turin et s'ouvrir ses portes. Le vainqueur de Mondovi, employant cette fois la ruse comme auxiliaire de la force, essayant de frapper un dernier coup décisif, voulait épouvanter le roi de Sardaigne tout à la fois par la terreur des armées républicaines et par la crainte de ses propres sujets.

Augereau, qui avait poursuivi sa marche

sur Alba, située non loin de Chérasco, y fit bientôt son entrée. Il traînait à sa suite un émigré piémontais, nommé Bonafous; homme exalté de tête et de cœur, démocrate, depuis qu'il avait eu à se plaindre de la cour, innovateur sans idées fixes, républicain sans vertu, il s'annonçait comme législateur en foulant aux pieds le bon droit et la justice, et parlait de liberté comme on parle de vengeance. Mais à sa voix les patriotes s'étaient montrés. La démocratie régnait dans Alba, sous la protection du drapeau tricolore; les proclamations insurrectionnelles franchissaient déjà ses murs pour parvenir jusqu'à Turin; une terrible réaction menaçait d'ébranler le trône de Sardaigne, et avec lui les priviléges de la noblesse et du clergé. Autour du roi, tous les intérêts s'effrayèrent, et c'est ce que voulait le général français, qui méprisait Bonafous, et ne se servait de lui que comme d'un épouvantail.

§ IV.

Sur ces entrefaites, Beaulieu, qui sentait enfin combien son inconcevable inertie compromettait les intérêts généraux de la coalition, se mit en route avec une partie de son armée pour essayer de se rapprocher de Colli. Mais, à moitié chemin, il suspendit tout-à-coup sa marche. Quelle en fut la raison? La voici :

Le cardinal Costa s'était présenté chez le roi. Usant de l'influence que lui donnait sa haute réputation de science et de vertu, et le caractère sacré dont il était investi, il l'avait osé conjurer de prendre en considération les besoins de son peuple et ses propres intérêts.

« Sire, lui avait-il dit, c'en est fait du trône
» de Sardaigne, si vous persistez plus long-
» temps dans une funeste erreur. Votre haine
» pour les républicains vous aveugle aujour-
» d'hui sur l'état du Piémont. Oubliez vos
» passions d'homme, pour remplir vos devoirs
» de roi. Votre trône est menacé d'une ruine

» totale, non encore par les Français, que
» de sages concessions pourraient désarmer,
» mais par votre peuple lui-même, qui, fatigué
» d'une guerre qui l'écrase depuis si
» long-temps, murmure à haute voix, en
» tournant vers votre palais des regards pleins
» de menaces. Déjà l'on parle dans Alba de
» liberté et de démocratie. Les Français sont
» maîtres de la Savoie, du comté de Nice,
» d'une partie des Apennins; qu'ils disent un
» mot, et le Piémont républicain va, sous un
» nouvel étendard, marcher contre le Piémont
» monarchique, si toutefois le peu de
» sujets qui vous restent peuvent résister à la
» contagion de l'exemple. C'en est fait, Sire,
» l'emploi du glaive ne convient plus à notre
» état de faiblesse; le glaive est désormais
» trop pesant pour nous. Ce n'est qu'avec une
» palme dans la main que vous pouvez aujourd'hui
» protéger l'héritage de vos pères. Si
» mes titres à votre confiance, si mes paroles
» désintéressées ne sont pas d'assez de poids

» pour vous convaincre, que les faits parlent » d'eux-mêmes. Du sommet de la Superga, » contemplez ces bandes nombreuses, qui » couvrent les bords de la Stura et du Tanaro, » ce sont les Français. Cette armée faible, tant » rapprochée de ces murs et retranchée der- » rière le fleuve du Pô, c'est la vôtre. Vos » alliés, où sont-ils?

» Qui vous retient? Sont-ce vos traités avec » l'Autriche? Comment les a-t-elle observés » elle-même? Colli ne vous l'a-t-il point fait » dire, que Beaulieu l'abandonnait au moment » du péril? Il ne songe aujourd'hui qu'à sa » chère Lombardie, ou s'il vous offre encore » ses services, c'est à la condition que les for- » teresses de Tortone et d'Alexandrie lui » seront livrées. Qu'exige de plus l'ennemi » victorieux?

» Qu'attendez-vous donc? Je sais que Drake » et Ghérardini ne manqueront pas encore » d'excellentes raisons pour prouver que vous » vous devez en sacrifice à la cause de l'Au-

» triche et de l'Angleterre. Certes, l'exemple
» donné par votre aïeul, dans Turin, est digne
» d'admiration; mais il pouvait encore comp-
» ter sur ses alliés et sur ses sujets, et vous,
» c'est peut-être dans l'intérieur de votre
» capitale, dans votre propre palais que
» vous trouveriez vos plus dangereux adver-
» saires.

» S'il me faut aussi, en faveur de la vérité,
» invoquer la raison politique, ce sont de
» bien misérables argumens que ceux mis en
» avant par Drake, pour vous empêcher de trai-
» ter avec une république, que, comme lui,
» je veux bien reconnaître sans règles et sans
» foi. Mais est-ce parce qu'après un triomphe
» complet, elle sera sans pitié pour vous, qu'il
» faut pousser les événemens jusqu'au bout?
» Dans les anciennes guerres, entre souve-
» rains dont les alliances multipliées n'avaient,
» pour ainsi dire, fait qu'une famille, la con-
» cession de quelques villes suffisait à l'avidité
» du vainqueur, et le vaincu reprenait une

» partie de ses droits quand le calme était
» revenu. Aujourd'hui, il y va de votre en-
» tière destruction, si vous ne conjurez l'orage.
» Vous combattez contre une race qui, comme
» celle des Juifs, est isolée sur la terre, et n'a
» point encore contracté d'alliance avec l'é-
» tranger. Soumettez-vous, puisqu'ils ont
» pour eux toutes les chances de la vic-
» toire.

» Par un effet inespéré de la faveur divine,
» vous parviendriez à les chasser du Pié-
» mont; croyez-vous jamais pouvoir recon-
» quérir, même avec l'aide de l'Autriche et
» de l'Angleterre, Nice et la Savoie ? Non.
» Qu'auront donc vos alliés à vous offrir pour
» vous dédommager de vos pertes ? Iront-ils
» prendre sur leurs propres possessions pour
» vous en faire l'hommage ? Vous ne l'espérez
» pas. Les Français, au contraire, ont un in-
» térêt positif à vous rendre maître du Mila-
» nais, 1° pour en priver l'Autriche ; 2° pour
» vous laisser sans levain contre eux. Ils vous

» l'ont depuis long-temps proposé eux-
» mêmes. Choisissez maintenant.

» Quant à la religion, croyez-vous garantir
» votre peuple des doctrines perverses, en le
» laissant passer tout entier sous le joug de
» l'impiété? Réfléchissez-y, Sire; j'ai dû
» vous avertir, je l'ai fait. Vos armées sont
» vaincues vos alliés vous délaissent, vos
» sujets eux-mêmes menacent votre autorité;
» et vous pouvez d'un mot arrêter votre
» vainqueur, punir l'Autriche de sa déloyauté
» et sauver votre peuple de ses propres excès.
» Vous êtes comptables désormais envers
» Dieu du sang qui coulerait inutilement et
» des ames qui se perdraient par votre défaut
» de prévoyance. »

§ V.

L'archevêque était de bonne foi. Croyant, par un dernier conseil, préserver le Piémont des excès de la guerre civile et de la guerre

étrangère, il s'était adressé à son souverain avec toute la liberté permise à l'éloquence de la chaire. Entraîné par ses avis, retenu par le souvenir de ses nouveaux sermens, le roi hésitait encore, cherchant parmi les siens quelqu'un qui pût soutenir son courage; mais l'appréhension d'une révolution populaire avait jeté l'abattement dans sa cour, où la terreur qu'inspiraient déjà les démocrates piémontais, faisait presque oublier la juste haine qu'on avait jusque-là ressentie pour les républicains de France. Abandonné à sa propre faiblesse, Victor-Amédée céda, et rompit le premier les liens de cette confédération italienne dont il avait aussi été le premier promoteur.

Par son ordre, Colli, dès le 27 avril, annonça à Bonaparte que le roi, resolu de traiter enfin de la paix définitive, lui concédait, d'après sa demande précédente, les deux forteresses de Coni et de Tortone, jusqu'à la fin des négociations qui allaient être entamées.

Il y avait un mois, jour pour jour, que

Bonaparte était arrivé à son quartier-général de Nice, au milieu des embarras d'une administration imprévoyante, d'une armée affaiblie par le besoin, irritée contre lui; déjà les quatre grandes journées de Montenotte, de Millésimo, de Dégo, de Mondovi, s'étaient inscrites dans nos annales de gloire auprès de celles du Mont-Cenis, de Cairo et de Loano; déjà le Piémont, qui durant quatre ans avait résisté avec tant de fierté à tous les efforts de Montesquiou, de Biron, de Dugommier, de Dumerbion, de Kellermann, de Schérer, courbait un front suppliant devant l'audace du jeune général.

Le comte Revel et le chevalier Tonso se rendirent aussitôt près de Faipoult, ministre de France à Gênes, pour convenir ensemble des préliminaires de la paix; mais celui-ci n'ayant pas pouvoir pour traiter, ils continuèrent leur route, et se dirigèrent immédiatement vers Paris, tandis que le lieutenant-général de la Tour, et le chef d'état-major

Costa, au nom du roi de Sardaigne, concluaient à Chérasco, avec Bonaparte [1], une suspension d'armes, aux conditions que Tortone serait livrée aux républicains le 30 avril, Coni et la forteresse de Céva sur-le-champ; que l'armée française conserverait ses positions au-delà de la Stura et du Tanaro; que la route du Mont-Cenis serait ouverte à ses courriers qui se rendaient à Paris. Les Français firent stipuler encore, dans le traité, que le passage du Pô, sous Valence, leur serait accordé. On verra plus tard quelle était l'intention de leur général en chef en faisant admettre cette clause. La trêve devait durer depuis le moment de la signature du traité, jusque cinq jours après la conclusion des arrangemens débattus entre le Directoire et les plénipotentiaires du roi.

[1] Les conférences se tinrent au quartier-général, dans la maison de Salmatoris, alors maître-d'hôtel du roi de Sardaigne, et qui, depuis, a été préfet du palais sous Napoléon. (*Mémoires de Napoléon*, tome III, p. 195.)

Cette suspension d'armes, toute à l'avantage de l'armée républicaine, et l'annonce des négociations entamées à Paris, la remplirent de joie. S'appuyant désormais sur des places fortes, abondamment pourvues de munitions de guerre et de bouche, elle touchait enfin au but glorieux de tant de fatigues et de travaux [1].

Un sentiment tout contraire agitait les sol-

[1] Par un double effet du hasard, la nouvelle du traité de Chérasco arriva à Paris et à Saint-Pétersbourg dans de singulières circonstances.

Le colonel Murat avait été envoyé auprès du Directoire, avec vingt et un drapeaux et l'acte d'armistice. Il profita des nouvelles routes mises à la disposition des républicains par les conventions récentes, traversa le Mont-Cenis, et arriva à sa destination avant l'aide-de-camp Junot, qui, parti aussitôt après la bataille de Millésimo, avait été chargé d'en porter la nouvelle au gouvernement, par la route de Nice.

En Russie, Ostermann, ministre des relations extérieures de l'Impératrice, reçut en même temps la nouvelle qui lui annonçait qu'Amédée se retirait de la coalition pour traiter avec les Français, et la circulaire par laquelle ce souverain jurait à ses alliés de tout risquer, plutôt que de reconnaître jamais la puissance usurpatrice du Directoire et de la République.

dats piémontais, indignés de céder aussi facilement à un ennemi dépourvu d'artillerie, de cavalerie, qu'un seul revers pouvait abattre, quand ils occupaient encore un grand nombre de forteresses, quand la capitale même du Piémont ne pouvait succomber qu'après un long siége, que les Français n'eussent osé entreprendre avec si peu d'hommes, bientôt contraints, sans doute, de faire face à Beaulieu. Colli, désespéré, ne tarda pas à oublier tous ses griefs contre l'Autriche, et passa dans les rangs de son armée. Ce n'était plus la même cause qu'il allait défendre, mais du moins c'était encore le même ennemi qu'il allait combattre.

De son côté, Victor-Amédée, déployant l'habileté alors qu'il renonçait à se servir de la force, cherchait à séduire par ses caresses l'ennemi qu'il n'avait pu vaincre par les armes. Bonaparte se trouva à Chérasco environné d'une cour de flatteurs qui, par l'ordre du roi, venaient admirer le jeune général, et

s'extasier sur son génie précoce. Le marquis de San-Marsano surtout s'attacha à ses pas avec opiniâtreté, pour ne point perdre une occasion de l'enivrer d'éloges. « Général, lui dit-il un jour, si vos succès nous ont attristés comme Piémontais, nous nous en sommes réjouis comme Italiens; car votre gloire, nous la partageons avec la France; n'êtes-vous pas notre compatriote ? » Le général républicain se garda bien de s'en défendre, quoiqu'il l'eût pu facilement; mais il entrait dans ses vues de faire servir son origine italienne à capter la confiance des nationaux de la péninsule, et c'est dans ce but qu'il avait strictement conservé, en prenant le commandement de l'armée des Apennins, l'orthographe de son nom, qu'il signait alors *Buonaparte*, et qu'il ne francisa que plus tard, et lorsque ses espérances se tournèrent ailleurs que vers l'Italie.

Un des fils du roi, le duc d'Aoste, sincèrement enthousiaste des talens prodigieux du général républicain, augmenta lui-même ce

concert de louanges, en lui adressant des lettres remplies de témoignages d'admiration et de dévouement. Le roi agissait aussi dans le même sens. Bonaparte eut besoin de chevaux, le roi lui en fit donner de ses propres écuries; les barques manquaient pour le passage du Pô, il lui en fit fournir. Bonafous avait été arrêté, et devait passer devant un tribunal; on le relâcha sans jugement, pour complaire au général qui du reste s'en souciait fort peu.

Il s'en fallait cependant que le jeune républicain fût insensible à tant de prévenances, à tant de courtoisie : sa conduite ultérieure en fit foi. En vain lui conseilla-t-on de profiter des circonstances favorables pour révolutionner entièrement Gênes et le Piémont, pour assurer ses derrières avant de pousser plus loin, surtout dans le cas que les négociations commencées à Paris n'eussent pas un résultat heureux; il s'y refusa constamment. Malgré sa précocité, il ne pouvait avoir encore tous les vices des hommes d'État : il repoussa ces vils

moyens de la politique, honteux surtout lorsqu'ils sont mis en œuvre contre un ennemi presque désarmé. Sa mémoire fidèle conserva toujours cette première impression favorable à la maison royale de Savoie, et si, plus tard, elle toucha de si près à sa ruine, ce fut par sa propre faute.

« On nous a peints bien noirs, disait-il à
» San-Marsano; c'est que vous ne nous avez
» connus encore que pendant la guerre; mais
» désormais que vos prêtres n'appréhendent
» rien de nous; ils seront respectés et proté-
» gés, s'ils ne se mêlent que d'affaires de re-
» ligion. Que votre fière noblesse cesse de
» trembler pour ses titres et ses priviléges. Les
» Français veulent de la liberté en France,
» et non en Piémont, et celui d'entre eux
» qui favoriserait les projets de vos démo-
» crates, serait châtié comme d'un crime de fé-
» lonie. Unissez-vous à nous bien franchement,
» sans arrière-pensée, et vos revers actuels
» deviendront la source de votre prospérité. »

§ VI.

Enfin le 15 mai suivant, la paix définitive fut signée à Paris [1].

Malheureusement cette paix était humiliante autant que désavantageuse pour la cour de Turin : à l'exception de la capitale, toutes les places fortes du Piémont tombaient au pouvoir des Français jusqu'à la paix générale ; le roi, forcé de réduire son armée à un effectif de vingt mille hommes, se trouvait presque entièrement livré à la discrétion de la République. La Savoie, les comtés de Nice, de Tende et de Beuil étaient cédés à la France ; les forts de la Brunette, d'Exiles et de Suze devaient être démantelés par les Piémontais, contraints de détruire de leurs propres mains les glorieux remparts de leur patrie. Nulle indemnité n'était stipulée pour Victor-Amédée en Italie, et le Directoire commettait certai-

[1] Voyez la note C.

nement une grande faute en laissant ainsi une puissance irritée sur le derrière de son armée; car Bonaparte s'était porté en avant aussitôt l'armistice conclu, et déjà les rives de l'Adda retentissaient des cris victorieux des soldats de Lodi.

Du haut des Alpes, les guerriers de Kellermann se précipitaient en foule pour aller grossir leurs rangs. La force trouve toujours des auxiliaires : le succès avait aguerri les plus timides, ranimé les plus faibles. Du fond de nos provinces du Midi jusqu'aux frontières de Parme, les routes étaient couvertes de soldats qui rejoignaient à la hâte. Tous n'avaient plus qu'un avenir de gloire devant les yeux; tous voulaient aussi pouvoir dire un jour : *J'étais de l'armée conquérante de l'Italie !*

FIN DU SECOND LIVRE.

NOTES.

NOTES.

Note A, p. 16.

On a voulu mettre en doute, on a nié, on nie encore l'incontestable et funeste influence que les Anglais ont eue dans nos troubles civils. On m'a reproché d'avoir accueilli trop légèrement des faits non prouvés. Il me suffirait, pour répondre victorieusement, d'entasser ici les mille pièces à l'appui où j'ai puisé ma conviction; mais ce serait ajouter dix volumes à un volume. Du camp des émigrés comme de celui des républicains, des voix accusatrices se sont élevées contre le ministère anglais; des hommes de toutes les opinions et de tous les pays se sont trouvés d'accord sur ces faits, qu'ils ont tous soutenus la preuve en main. Je renvoie ceux qui doutent encore aux ouvrages suivans : *Constitutions de la nation française*, par le comte Lanjuinais; *Mémoires de Cléry*, valet de chambre de Louis XVI; *Influence du Gouvernement anglais sur la Révolution française*, par Portiez de l'Oise; *Histoire de France depuis la Révolution*, par Toulongeon; *Mémoires de madame Campan; — de Mesdames*, par Montigny; — *de Barbaroux; — de Besenval; — de Bouillé; — de Bailly; — Esquisses de la Révolution française*, par Dulaure; *Mémoires de Napoléon* (situation politique de la France, politique du Directoire); *Philosophie de la Politique*, par d'Escherny, etc.

Note B, p. 216.

PLAN DE BATAILLE DE KELLERMANN,

SOUMIS A L'APPROBATION DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC

Les forces des ennemis sont de plus de cent mille hommes; soixante mille hommes des meilleures troupes et en grande partie

composés d'Autrichiens, sont en avant de l'aile droite de l'armée d'Italie, forte de dix-huit mille combattans; seize mille de renfort sont en marche, venant des Pyrénées et du Rhin, et doivent être rendus à la droite de l'armée vers le 10 vendémiaire, si les colonnes ne sont pas retardées dans leur marche, et si, comme j'en ai donné l'ordre, elles n'ont pas de séjour depuis leur arrivée à Tarascon. J'aurai donc une force de trente-quatre mille hommes qui pourrait agir vers le 15 vendémiaire, époque vers laquelle la campagne se terminera dans les montagnes et où les ennemis doivent s'occuper de leur quartier d'hiver.

Il est important d'employer le peu de temps qui reste pour attaquer l'ennemi au moment où il pensera à se reposer d'une fatigue pénible, et où tous ses efforts et sa grande supériorité ne lui ont donné aucun avantage important sur les républicains.

Il faut subordonner les opérations de la fin de cette campagne à nos moyens, à la saison, et se borner à une opération prompte et vigoureuse, qui chasse l'ennemi des positions capables de nous procurer des quartiers d'hiver sûrs et commodes, et mettre le gouvernement sarde en mesure de traiter de la paix, en poussant les Autrichiens en Lombardie.

Pour réussir dans ce projet, il me faut :

1°. La libre disposition de toutes les forces mises à mes ordres, tant en infanterie qu'en troupes à cheval; la plus grande activité, le plus grand zèle de la part des administrations, et de l'argent, qui est indispensable dans le but de l'attaque. Si je bats les ennemis, comme je l'espère, je me charge, ainsi que je l'ai déjà dit au Comité, d'acquitter toutes les lettres de change qu'il tirera sur moi. L'armée est dans une pénurie affreuse de tous les objets qui lui sont nécessaires; mais avec de l'argent, je réponds que nous ne manquerons de rien, notamment de vivres et de transports, les deux choses dont dépend principalement mon opération.

2°. Il me faut conserver assez de forces aux Alpes pour menacer le Piémont sur tous les débouchés, depuis le Petit-Saint-Bernard jusqu'à la vallée de la Stura, et pouvoir réunir quelques-unes de ces troupes pour faire diversion, soit par des fourrages importans,

soit par des reconnaissances, soit enfin par le camp de Tournoux, qui doit donner à l'ennemi la plus grande inquiétude. Il me faut encore occuper toutes les positions de la gauche et du centre de l'armée, non-seulement pour arrêter les Piémontais dans leurs entreprises, mais pour menacer Demonte et Coni, de concert avec le camp de Tournoux, donner de la confiance au département des Alpes-Maritimes, et en imposer aux Barbets qui sont sur nos derrières, et qui font plus de mal que les forces piémontaises placées devant nous.

3°. Il faut cacher l'emploi des forces que je puis réunir à l'aile droite, les disposer pour laisser l'ennemi dans l'incertitude sur mes opérations, manœuvrer de manière à me porter rapidement sur le vrai point d'attaque et abandonner celui où il en sera fait une fausse et où l'on aurait attiré l'attention de l'ennemi.

4°. Disposer l'artillerie de siége et celle de campagne pour suivre mes mouvemens et seconder mes succès. Telles sont les premières dispositions.

DISPOSITIONS DES TROUPES DE RENFORT.

COLONNE DE DROITE.

Les colonnes des Pyrénées ont ordre d'arriver sans prendre de séjour jusqu'à Nice, où elles resteront un jour pour y passer une revue et se fournir des effets qui pourraient leur être nécessaires.

La première se portera sur la droite de la ligne de Borghetto, pour la renforcer et empêcher l'ennemi de rien entreprendre jusqu'à ce que je sois en mesure de l'attaquer.

Les deux autres colonnes doivent se porter à Oneille, où elles camperont jusqu'à nouvel ordre. Ces troupes seront rendues dans ces positions du 4 au 5 vendémiaire, si elles n'éprouvent pas de contrariétés dans leur marche.

Le 22e régiment de chasseurs restera à Brignoles, où il attendra de nouveaux ordres.

COLONNE DE GAUCHE.

Les colonnes venant du Rhin ont ordre de partir de Bourg pour se rendre au camp de Tournoux, sans prendre de séjour. Après avoir passé une revue, elles continueront leur marche pour l'armée d'Italie, passant en arrière du front de la ligne.

La tête des colonnes arrivera à la hauteur de Tende, une autre a Orméa ; le reste formera un camp à Ponte-di-Nave, et un de deux mille à la Pietra.

Le 10e régiment de chasseurs à cheval restera à Draguignan jusqu'à nouvel ordre. Le 5e de dragons viendra à Grasse, où il restera jusqu'à nouvel ordre.

PROJET D'ATTAQUE.

Les troupes disposées et tout préparé, mon projet est d'attaquer sur trois colonnes : la première perçant par Carlino et Viogena, le col de Terme et Intrapa, pour attaquer et repousser toutes les forces des Piémontais qui sont sur les montagnes de la rive gauche du Tanaro, et les couper d'avec la droite des Autrichiens ; la seconde colonne percera par la vallée de Garessio, pour tourner et attaquer la droite des Autrichiens à Spinardo, la Planette et Saint-Bernard ; la troisième colonne attaquera leur gauche pour la tenir en échec, en même temps que deux mille hommes en seront détachés pour filer par la vallée de Tuirano et seconder l'attaque des deux autres colonnes à la droite des Autrichiens. Dans le même moment, toute la ligne fera de fausses attaques.

Si je réussis, j'aurai entièrement coupé les Piémontais des Autrichiens ; je dominerai les rives droite et gauche du Tanaro et je serai maître des hauteurs de l'Apennin, de Saint-Bernard, la Planette et Spinardo ; j'aurai tourné les Autrichiens, battu leur droite, et par-là ils se trouveront forcés d'évacuer et de se reployer à la hâte sur Savone. Ils seront aussi obligés d'abandonner une partie de leurs magasins. En même temps nos petits bâtimens canonneront leurs positions sur la mer.

Maître des premières hauteurs de l'Apennin, je marcherai de suite sur Mélogno et Saint-Jacques, et alors je couperai tout ce qui est sur Vado, en poussant un corps pour intercepter, par les hauteurs de Biestro, la route de Savone et d'Alexandrie.

Je suivrai l'ennemi, qui, dans cette position, doit faire retraite sur Acqui. J'occuperai Savone lorsque je serai en mesure, maître alors de prendre des quartiers d'hiver sûrs et commodes, dans le cas où vos instructions n'ordonneraient pas une campagne d'hiver. Pendant ce temps mon artillerie de siége partira d'Antibes pour Oneille et Vado.

DÉTAIL DE LA PREMIÈRE OPÉRATION.

J'ordonnerai un fourrage dans la vallée d'Oulx; je menacerai même Exilles, mais avec la prudence nécessaire pour ne pas compromettre les troupes. J'établirai une diversion au camp de Tournoux, par des reconnaissances dans la vallée de la Stura, et j'ordonnerai qu'on s'empare des Barricades qui menacent Demonte. Les divisions de la gauche et du centre annonceront des dispositions offensives; elles inquiéteront les camps ennemis qui sont en avant d'elles; elles harcelleront leurs postes.

A LA DROITE.

Trois corps principaux seront formés et destinés à la principale attaque.

Le premier corps de gauche, rassemblé à Ponte-di-Nave et Orméa, sera divisé en deux colonnes; une, forte de deux mille cinq cents hommes, partira de Ponte-di-Nave pour se rendre à Carlino, d'où elle se mettra en marche, passant par le col l'Azile, se dirigera sur Fontan pour prendre l'ennemi, qui est à Carnetto, par son flanc, détachant un corps de cinq cents hommes pour attaquer les derrières de la grande redoute, qui est sur la montagne Noire, derrière le donjon, poste très-fort en avant de Terme.

La seconde colonne, réunie à Orméa, et forte de quatre mille cinq cents hommes, fournira deux détachemens de cinq cents

hommes chacun, dont l'un tiendra le chemin qui part du col de Terme, suivra le prolongement du bois qui descend à Casalte, pour prendre Carnetto par son flanc droit. L'autre détachement descendra au camp dit *des Barbets*, montera à mi-côte pour prendre Préronde par sa droite ; en même temps le reste de la colonne, forte de trois mille cinq cents hommes, partira de la Trapa, filera par la gorge de Garessio, montera par les chemins des Chartreux pour attaquer le camp piémontais de Préronde par son front.

CORPS DU CENTRE.

Composé de cinq mille hommes, partant de la Trapa, il passera à Garessio, filera jusqu'à Priola, où il en sera détaché quatre mille hommes, pour monter par Putzeto, pendant que le reste de la colonne marchera par Casal pour s'emparer de la Fota : les troupes de Putzeto attaqueront Spinardo.

LES CORPS DE DROITE.

Composé de quatre mille hommes, il partira de Borghetto, détachera un corps de quinze cents hommes, qui montera par la gorge de Tuirano, pour se rendre à Bardinetto, y camper et tourner les ennemis à Spinardo, la Planette et San-Bernardo.

Le reste de la colonne, fort de deux mille cinq cents hommes, chassera ce que l'ennemi peut avoir de troupes dans Loano et attaquera la Piétra. Si elle peut le forcer, elle suivra l'ennemi sur les hauteurs de Gora et de San-Pantaleone. En même temps que les trois corps feront leur attaque, toute la ligne de l'armée, depuis la gauche de l'armée des Alpes, jusqu'à la droite de l'armée d'Italie, fera de fausses attaques et ensuite formera une seconde ligne qui appuiera et suivra tous les mouvemens de la première.

Si cette première attaque réussit, je suis maître de tous les points que j'occupais au commencement de la campagne, même de la rive gauche du Tanaro jusqu'à Céva ; j'ai en mon pouvoir tous les magasins de l'ennemi sur la rivière de Gênes, et je suis en

mesure de pouvoir prendre des positions qui assurent les plus brillans succès. Ils tiennent à ce que l'armée ne manque de rien de ce qui lui est nécessaire pour le premier moment de l'attaque ; ainsi tout dépend du numéraire.

Signé, Kellermann.

(*Cette pièce importante est entièrement inédite.*)

Note C, p. 431.

TRAITÉ DE PAIX ET D'AMITIÉ

ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE ROI DE SARDAIGNE.

La République française et Sa Majesté le roi de Sardaigne, également animés du désir de faire succéder une heureuse paix à la guerre qui les divise, ont nommé, savoir : le Directoire exécutif, au nom de la République française, le citoyen Charles De Lacroix, ministre des relations extérieures, et Sa Majesté le roi de Sardaigne, MM. les chevaliers de Revel et de Tonso, pour traiter, en leur nom, les clauses et conditions propres à rétablir et à consolider la bonne harmonie entre les deux États; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura paix, amitié et bon voisinage entre la République française et le roi de Sardaigne; toutes hostilités cesseront entre les deux puissances, à compter du moment de la signature du présent traité.

ART. 2.

Le roi de Sardaigne révoque toute adhésion, consentement ou accession patente ou secrète par lui donnée à la coalition armée

contre la République française, à tout traité d'alliance offensive ou défensive qu'il pourrait avoir conclu contre elle, avec quelque puissance ou État que ce soit. Il ne fournira aucun contingent en hommes ou en argent à aucune des puissances armées contre la France, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit.

ART. 3.

Le roi de Sardaigne renonce purement et simplement, à perpétuité, pour lui, ses successeurs et ayant-cause, en faveur de la République française, à tous droits qu'il pourrait prétendre sur la Savoie, le comté de Nice, de Tende et de Beuil.

ART. 4

Les limites entre les États du roi de Sardaigne et les départemens de la République française seront établies sur une ligne déterminée par les points les plus avancés, du côté du Piémont, des sommets, des plateaux des montagnes et autres lieux ci-après désignés, ainsi que des sommets ou plateaux intermédiaires; savoir: en commençant au point où se réunissent les frontières du ci-devant Faucigny, duché d'Aoste et du Valais, à l'extrémité des glacières des monts maudits,

1°. Les sommets ou plateaux des Alpes, au levant du col Mayor.

2°. Le Petit-Saint-Bernard et l'hôpital qui y est situé.

3°. Les sommets ou plateaux du Mont-Alban, du col de Crésance et du Mont-Ysercran.

4°. En se détournant un peu vers le sud, les sommets ou plateaux de Celst et de Gros-Caval.

5°. Le Grand-Mont-Cenis et l'hôpital placé au sud-est du lac qui s'y trouve.

6°. Le Petit-Mont-Cenis.

7°. Les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de Bardonnèche du Val-des-Prés.

8°. Le Mont-Genèvre.

9°. Les sommets ou plateaux qui séparent la vallée de Queyras de celle des Vaudois.

10°. Le mont de Viso.

11°. Le col Maurin.

12°. Le mont de l'Argentière.

13°. La source de l'Ybayette et de la Stura.

14°. Les montagnes qui sont entre les vallées de Stura et de Gesso, d'une part; et celle de Saint-Etienne ou Tinea, de Saint-Martin ou Vezubia, de Tende ou de Roya, de l'autre part.

15°. La roche Barbonne, sur les limites de l'État de Gênes.

Si quelques communes, habitations ou portions de territoire desdites communes, actuellement amies de la république française, se trouvaient placées hors de la ligne des frontières ci-dessus désignées, elles continueront à faire partie de la République, sans que l'on puisse tirer contre elle aucune induction du présent article.

ART. 5.

Le roi de Sardaigne s'engage à ne pas permettre aux émigrés ou déportés de la République française de s'arrêter ou de séjourner dans ses États; il pourra néanmoins retenir à son service les émigrés seulement du département du Mont-Blanc et des Alpes-Maritimes, tant qu'ils ne donneront aucun sujet de plainte par des entreprises ou manœuvres tendantes à compromettre la sûreté intérieure de la République.

ART. 6.

Le roi de Sardaigne renonce à toute répétition ou action mobilière qu'il pourrait prétendre exercer contre la République française, pour des causes antérieures au présent traité.

ART. 7.

Il sera conclu incessamment, entre les deux puissances, un traité de commerce, d'après des bases équitables et telles qu'elles

assurent à la nation française des avantages au moins égaux à ceux dont jouissent, dans les États du roi de Sardaigne, les nations les plus favorisées.

En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies.

ART. 8.

Le roi de Sardaigne s'oblige à accorder une amnistie pleine et entière à tous ceux de ses sujets qui ont été poursuivis pour leurs opinions politiques. Tous procès qui pourraient leur avoir été suscités à ce sujet, ainsi que les jugemens qui y sont intervenus, sont abolis; tous leurs biens, meubles et immeubles, ou le prix d'iceux s'ils ont été vendus, leur seront restitués sans délai; il leur sera loisible d'en disposer, de rentrer et de demeurer dans les États du roi de Sardaigne, ou de s'en retirer.

ART. 9.

La République française et S. M. le roi de Sardaigne s'engagent à donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus ou biens saisis, confisqués, détenus ou vendus sur les citoyens ou sujets de l'autre puissance, relativement à la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions ou droits qui pourraient leur appartenir.

ART. 10.

Tous les prisonniers respectivement faits seront rendus dans un mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, en payant les dettes qu'ils pourraient avoir contractées pendant leur captivité.

Les malades et blessés continueront d'être soignés dans les hôpitaux respectifs; ils seront rendus aussitôt après leur guérison.

ART. 11.

L'une des puissances contractantes ne pourra accorder passage sur son territoire à des troupes ennemies de l'autre puissance.

ART. 12.

Indépendamment des forteresses de Céva, Coni et Tortone, ainsi que du territoire qu'occupent et doivent occuper les troupes de la République, elles occuperont les forteresses d'Exilles, de l'Assiette, de Suze, de la Brunette, du Château-Dauphin et d'Alexandrie, à laquelle dernière place Valence sera substituée, si le général en chef de la République française le préfère.

ART. 13.

Les places et territoire ci-dessus désignés seront restitués au roi de Sardaigne aussitôt après la conclusion du traité de commerce entre la République et Sa Majesté, de la paix générale et de l'établissement de la ligne des frontières.

ART. 14.

Les pays occupés par les troupes de la République, et qui doivent être rendus en définitif, resteront sous le gouvernement civil de Sa Majesté sarde, mais seront soumis à la levée des contributions militaires, prestations en vivres et fourrages, qui ont été ou pourraient être exigées pour les besoins de l'armée française.

ART. 15.

Les fortifications de la Brunette, de Suze, ainsi que les retranchemens formés au-dessus de cette ville, seront démolis et détruits, aux frais de Sa Majesté sarde, à la diligence des commissaires nommés à cet effet par le Directoire exécutif.

Le roi de Sardaigne ne pourra établir ou réparer aucune fortification sur cette partie de la frontière.

ART. 16.

L'artillerie des places occupées, et dont la démolition n'est pas stipulée par le présent traité, pourra être employée au service de la République ; mais elle sera restituée, avec les places, a la même époque, à Sa Majesté sarde. Les munitions de guerre et de bouche qui s'y trouvent, pourront être consommées, sans répétition, pour le service de l'armée républicaine.

ART. 17.

Les troupes françaises jouiront du libre passage dans les États du roi de Sardaigne, pour se porter dans l'intérieur de l'Italie et en revenir.

ART. 18.

Le roi de Sardaigne accepte, dès à présent, la médiation de la République française, pour terminer définitivement les différends qui subsistent depuis long-temps entre Sa Majesté et la république de Gênes, et statuer sur leurs prétentions respectives.

ART. 19.

Conformément à l'article 6 du traité conclu à La Haye, le 27 floréal de l'an III, la république batave est comprise dans le présent traité; il y aura paix et amitié entre elle et le roi de Sardaigne : toutes choses seront rétablies entre eux sur le pied où elles étaient avant les précédentes guerres.

ART. 20.

Le roi de Sardaigne fera désavouer par son ministre près la République française, les procédés employés envers le dernier ambassadeur de France.

ART. 21.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications échangées au plus tard dans un mois, à compter de la signature du présent traité.

Fait et conclu à Paris le 26 floréal de l'an IV de la République française, une et indivisible, répondant au 15 mai 1796.

Signés, Charles Delacroix; le chevalier de Revel; le chevalier Tonso.

Le Directoire exécutif arrête et signe le présent traité de paix avec le roi de Sardaigne, négocié au nom de la République française par le ministre des relations extérieures, nommé par le Directoire exécutif, par arrêté du 22 floréal, présent mois, et chargé de ses instructions à cet effet.

A Paris, le 28 floréal l'an IV de la République française, une et indivisible.

Signés, Letourneur, Rewbell, Carnot, P. Barras, L.-M. Réveillère-Lépeaux.

FIN DES NOTES.

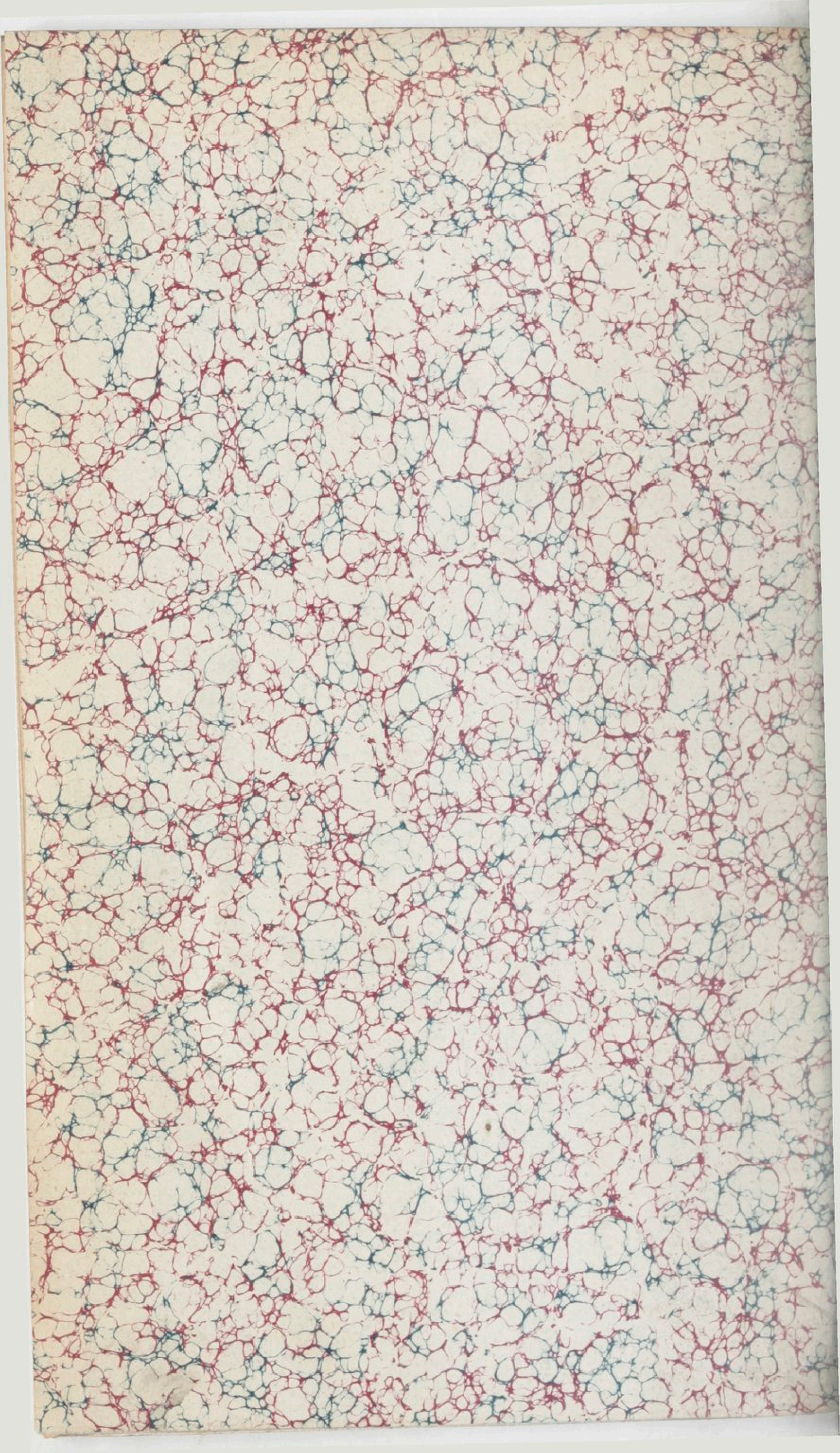
TABLE

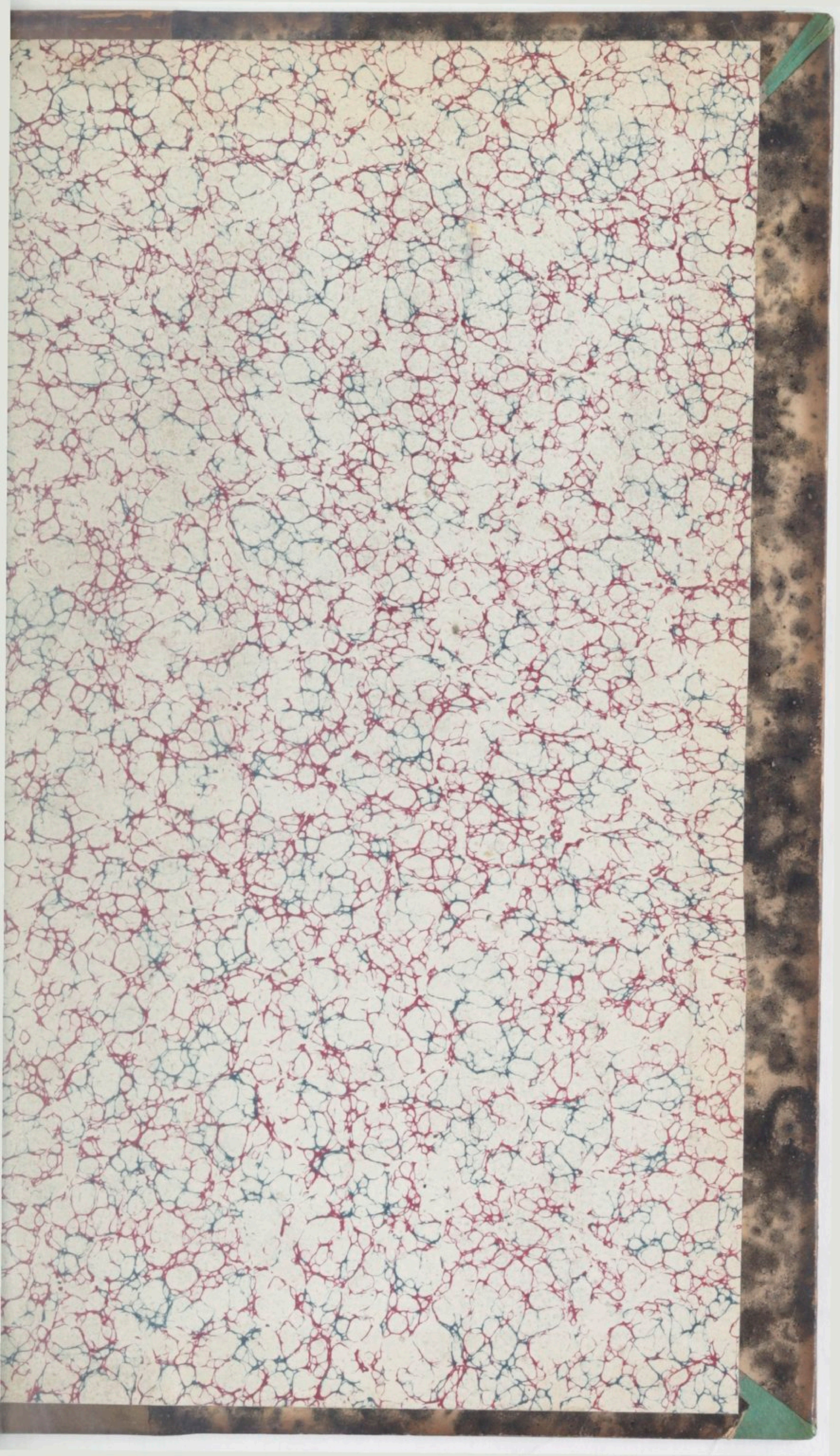
DES MATIÈRES.

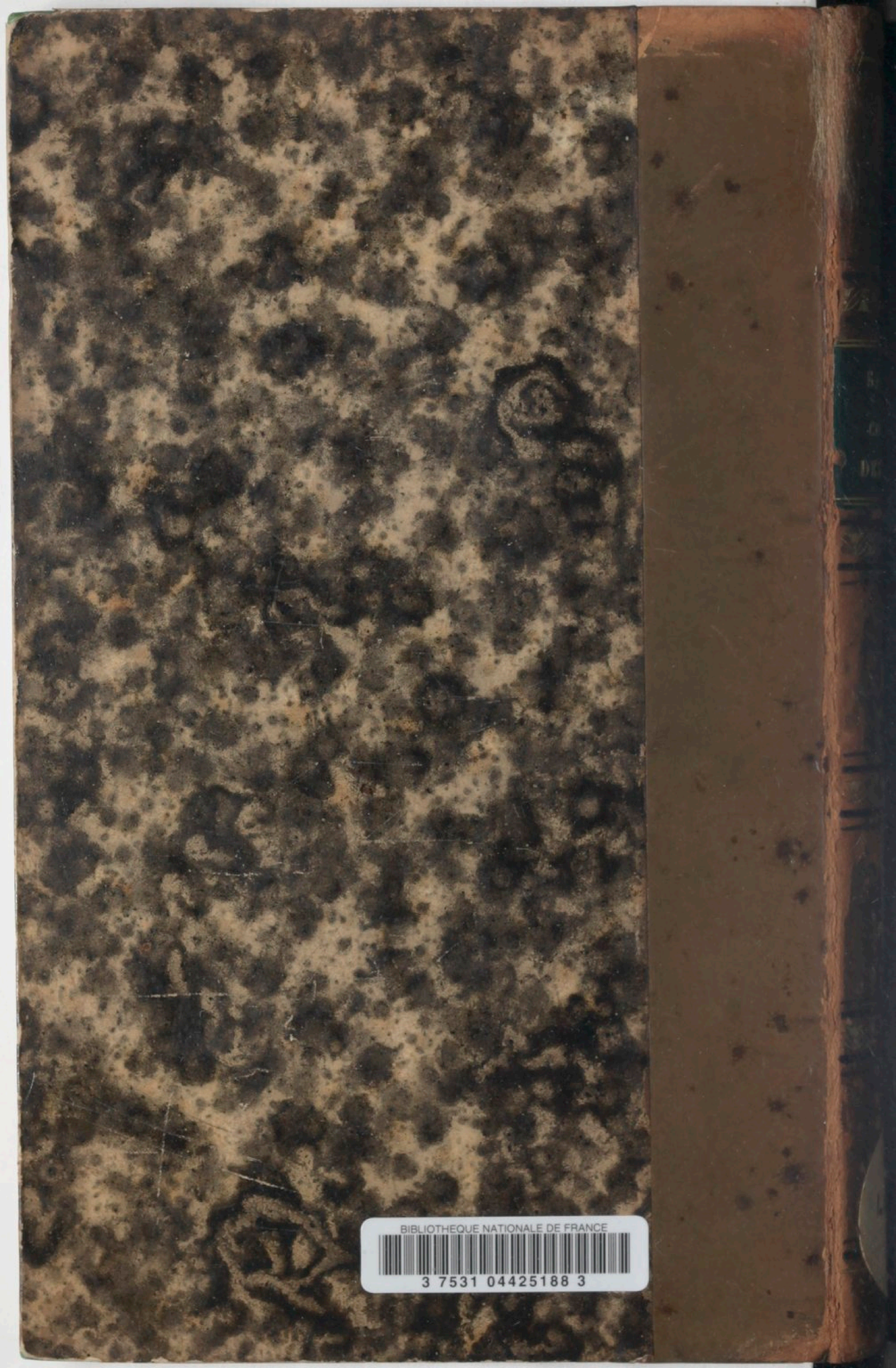
LIVRE SECOND.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.


CARTE
DES ALPES
POUR SERVIR
À L'HISTOIRE DES GUERRES D'ITALIE
DE M. X. B. SAINTINE
Dressée
Par A. M. Perrot.
Lieues Communes de France.
Milles d'Italie.
Gravé par Dorland, Impasse du Paon N.º 7.
Ecrit par Arnaud, Rue du Petit-Pont N.º 20; à Paris.
Lac Leman
GENÈVE
CHAMBERY
GRENOBLE
TURIN
MILAN
Plaisance
Alexandrie
Gènes
Nice
Monaco
Antibes
Grasse
DRAGUIGNAN
DIGNE
GAP
Sisteron
Briançon
Embrun
Barcelonnette
Mantoue
Vérone
Brescia
Bergame
Crémone
Pavie
Novarre
Verceil
Ivrée
Biella
Aoste
Sion
Lausanne
Bolzano ou Botzen
Roveredo
TYROL
ÉTAT DE VENISE
DUCHÉ DE PARME
MODÈNE
GOLFE DE GÊNES
Rivière du Levant
Rivière du Ponant
TOSCANE
BOLONAIS






BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7531 04425188 3